

**Numéro 98**

**RECUEIL  
DES ACTES ADMINISTRATIFS  
de la Ville de Belfort**

**OCTOBRE 2008**



## **SOMMAIRE**

<b>Conseil Municipal du 23 octobre 2008 -----</b>	<b>P. 2</b>
<b>Arrêtés-----</b>	<b>P. 315</b>

**CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 23 OCTOBRE 2008**

<b>ORDRE DU JOUR</b>
----------------------

- Appel nominal

**08-186**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Nomination du Secrétaire de Séance.

**08-187**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Adoption du compte rendu de la séance du Conseil Municipal du vendredi 19 septembre 2008.

**08-188**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération du Conseil Municipal des 31 mars 2008 et 27 juin 2008, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**08-189**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Association pour la liaison de la Lorraine et du Nord Franc-Comtois au TGV Rhin-Rhône Méditerranée - Adhésion de la Ville de Belfort - Cotisation annuelle.

**08-190**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Métropole Rhin-Rhône - Proposition de participation de la Ville de Belfort au Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) 2009.

**08-191**

*Exécutoire le 28.10.2008*

SIAGEP - Modification de la représentation de la Ville de Belfort.

**08-192**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2008 (Budget Principal Ville et annexe Cuisine centrale).

**08-193**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Réseau de chaleur des Glacis du Château - Bilan d'exploitation de la saison 2007.

**08-194**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Syndicat Intercommunal d'Aide à la Gestion des Equipements Publics du Territoire de Belfort (SIAGEP) - Compte-rendu d'activité 2007.

**08-195**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Taxe d'urbanisme - Demande de remise de pénalités et report de paiement.

**08-196**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Taxe d'urbanisme - Demande de remise de pénalités et report de paiement - SARL CREATIM.

**08-197**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Projet de redynamisation de l'implication citoyenne.

**08-198**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Autorisation de lancement de la procédure de transfert d'office dans le Domaine Public communal des rues Rosa Bonheur et de la Ferme et d'une partie de la rue de l'Etoile.

**08-199**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Adhésion à un groupement de commandes relatif aux petites fournitures de bureau et consommables bureautiques divers.

**08-200**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Restauration de la façade Sud-Est (*côté Chambre de Commerce et d'Industrie*) du Marché Fréry.

**08-201**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Lotissement Baudin à Belfort - Avenant n° 2 au marché de travaux du lot n° 1 : Voirie - Assainissement - AEP - Gros œuvre.

**08-202**

*Exécutoire le 28.10.2008*

Marché de transport des participants aux activités sportives, éducatives et d'animation organisées par la Ville de Belfort et les communes adhérentes de la C.A.B. - Convention pour un groupement de commandes - Autorisation de traiter.



L'an deux mil huit, le vingt-troisième jour du mois d'octobre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Etienne BUTZBACH, Maire.

**Etaient présents :**

*M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVOT, Mme Armelle LELEUP, Mme Céline RAIGNEAU, M. Maurice SCHWARTZ, Mme Michèle Alice FAIVRE, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoints ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, M. Jacques MEISTER, M. Pascal MARTIN, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, Mme Myriam ROY, M. Azeddine GOUTAS, Mme Sylvie CABLE-GUYOT, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Latifa GILLIOTTE, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Frédérique RIETSCH, M. Sébastien VIVOT, Mme Manuelle LOTZ, Mme Marie STABILE, M. David DIMEY, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.*

**Absents excusés :**

M. Hubert BELZ - mandataire : Mme Marie-Antoinette VACELET  
 M. Robert BELOT - mandataire : Mme Francine GALLIEN  
 M. Gérard SIMON - mandataire : M. Olivier PREVOT  
 Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT - mandataire : Mme Céline RAIGNEAU  
 Mme Isabelle LOPEZ - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ  
 M. Paul GROSJEAN - mandataire : Mme Marie STABILE  
 Mme Florence BESANCENOT - mandataire : M. Sébastien VIVOT

*(Application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absent excusé sans mandataire :**

M. Christian PROUST



M. Bruno KERN et Mme Francine GALLIEN entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 08-189.

Mme Marie-Laure SCHNEIDER, qui avait donné pouvoir à M. Bertrand CHEVALIER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 08-192.

Mme Sylvie CABLE-GUYOT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 08-197 et donne pouvoir à M. Denis JEANGERARD.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 08-198 et donne pouvoir à M. Leouahdi Selim GUEMAZI.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 08-200 et donne pouvoir à Mme Myriam ROY.





## RAPPORT

*présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*



**REFERENCES :** SP/DS

**Mots-clés :** Assemblées Ville - 08-186

**OBJET :** Nomination du Secrétaire de Séance.

L'Article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'au début de chacune des séances, le Conseil Municipal désigne un de ses membres pour remplir la fonction de Secrétaire.

Conformément à cette disposition, le Conseil Municipal est invité à procéder à cette désignation.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour (unanimité des présents),

**DESIGNE** Mme Marie STABILE pour exercer cette fonction.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT

## RAPPORT

*présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*



**REFERENCES :** SP/DS - 08-187

**Mots-clés :** Assemblées Ville

**OBJET :** Adoption du compte rendu de la séance du Conseil Municipal du vendredi 19 septembre 2008.

Vu le projet, ci-annexé, de compte rendu de la séance du Conseil Municipal du vendredi 19 septembre 2008, présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire, lequel compte rendu sera affiché à la porte de la Mairie dans la huitaine de la tenue de ladite séance, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour (unanimité des présents),

**ADOpte** le présent compte rendu.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT

# VILLE de BELFORT

## CONSEIL MUNICIPAL

### COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU VENDREDI 19 SEPTEMBRE 2008



Le Conseil Municipal s'est réuni, le vendredi 19 septembre 2008, à 20 heures, en Mairie, Salle d'Honneur, sous la présidence de M. Etienne BUTZBACH, Maire.

*Puis M. le Maire procède à l'appel nominal.*

#### PARTICIPAIENT A CETTE REUNION :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVOT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, Mme Céline RAIGNEAU, M. Maurice SCHWARTZ, Mme Michèle Alice FAIVRE, M. Robert BELOT, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR; Adjoints ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, M. Gérard SIMON, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, M. Jacques MEISTER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Myriam ROY, M. Azeddine GOUTAS, Mme Sylvie CABLE-GUYOT, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Paul GROSJEAN, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Frédérique RIETSCH, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, M. David DIMEY, Mme Marie STABILE, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

*M. le Maire fait lecture des pouvoirs qui ont été donnés :*

M. Pascal BROGGI - mandataire : Mme Myriam ROY  
Mme Marie-Christine MOREL - mandataire : M. Etienne BUTZBACH  
Mme Manuelle LOTZ - mandataire : M. Sébastien VIVOT

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*





**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Avant d'ouvrir la séance du Conseil Municipal, nous allons, comme nous en avons l'habitude, donner la parole à ceux de nos concitoyens qui souhaitent s'exprimer. Je donne la parole à Mme Arlette CLERC. Nous avons lu le texte de votre intervention, je pense que c'est un résumé que vous allez faire.

**Mme Arlette CLERC :**

Je m'exprime ce soir au nom du Comité de défense de l'hôpital Belfort-Montbéliard. Le personnel était aujourd'hui en grève et manifestait contre la dégradation de ses conditions de travail. Le constat que l'on peut faire, c'est que le fameux plan d'équilibre, c'est-à-dire d'économies, refusé deux fois par le conseil d'administration de l'hôpital Belfort-Montbéliard, ce plan d'équilibre d'économies est appliqué malgré tout. Premièrement, c'est un déni de démocratie.

Ce que l'on voudrait ensuite souligner, c'est que ce démantèlement de l'hôpital a commencé avec la fusion des deux hôpitaux en l'an 2000. A cette époque, on nous disait « la fusion c'est la solution d'avenir ! On va finalement avoir un hôpital extraordinaire, la plus grosse structure hospitalière en dehors des CHU qui attirerait les meilleurs spécialistes ».

On voit ce qu'il en est huit ans après, c'est la fermeture de services à Montbéliard, la diminution du personnel à Belfort. Ce sont des conditions de travail extrêmement aggravées, qui posent aujourd'hui beaucoup de problèmes, et pour le personnel, et pour les patients, et qui nous inquiètent parce qu'évidemment, cela va encore continuer.

La Direction Régionale de l'Hospitalisation, le Directeur du Centre Hospitalier et d'autres nous ont dit que c'était la solution miracle, ce qu'on appelait autrefois « médian » et qu'on baptise maintenant site unique à Trévenans. Ce site est-il un leurre pour faire passer toute cette dégradation de l'hôpital, cette diminution d'offres de soins ou est-ce sérieux ? Va-t-il y avoir une construction ? Et quels problèmes cela peut-il poser ?

Examinons un peu la situation. Aujourd'hui, on nous dit que le coût estimé de ce site unique est de 350 millions d'euros, parfois on dit 360 millions d'euros, parfois 370 millions d'euros, une dizaine de milliers d'euros, cela valse. 80 millions d'euros seront apportés par l'Etat, et on demande à l'hôpital de Belfort-Montbéliard de réaliser 8,2 millions d'euros d'économies sur le fonctionnement. Evidemment, cela veut dire des suppressions de postes, cela veut dire - comme je le rappelais tout à l'heure-, l'aggravation des conditions de travail, des problèmes d'accueil et de sécurité pour les patients. Ce qu'exprimait d'ailleurs le personnel en lutte aujourd'hui.

On prévoit aussi de vendre des bâtiments, des parties de nos deux hôpitaux, et on estime qu'on récolterait 12 millions d'euros. Autrement dit, les deux hôpitaux de Belfort et Montbéliard vont être réduits aux soins de suite et de rééducation pour le moment, mais ce ne seront plus des hôpitaux à part entière. C'est donc la fin de ces deux hôpitaux.

Cet enjeu qui est considérable, à la fois le coût et la disparition des deux hôpitaux de proximité, pour quoi faire ? Si on regarde bien, contrairement à ce que dit l'ARH, qui parle d'une solution pour augmenter les soins à la population, l'offre de soins, sur ce site tel qu'il est prévu, sera réduite. Aujourd'hui on dispose à peu près de 900 lits, c'est déjà une grande diminution par rapport aux 1 500 qui étaient l'offre de soins à un moment donné, on va passer dans le site unique à 657 lits, une diminution entre 250 et 300 lits.

La population ne diminue pas, aujourd'hui déjà on rencontre des problèmes. On attend longtemps pour être opéré, pour obtenir un rendez-vous, les séjours hospitaliers sont de plus en plus raccourcis. Comment répondre aux besoins de la population en diminuant encore l'offre de soins ?

Deuxièmement, cela veut dire réduction de personnel. Aujourd'hui, c'est déjà un problème, qu'est-ce que ça va être demain ?

Troisièmement, l'inconvénient de la distance : il faut compter sur l'augmentation du coût des transports, à la fois pour l'hôpital et pour les usagers, les patients et leurs familles, les amis. Beaucoup de personnes dans notre région n'ont pas forcément un moyen de transport, ni les ressources pour s'offrir des moyens de transport.

Dans certains cas, l'éloignement est une menace de sécurité pour les patients, notamment en cas d'accident aigu. Par ailleurs, on doit tenir compte de la situation de notre région à forte industrialisation lourde, avec des risques d'accidents qui impliquent une immédiateté de l'intervention, et l'éloignement peut représenter un danger.

Quatrièmement, cohabiteront sur le site unique à la fois le privé et le public. Pour l'instant on parle d'un tiers de privé, deux tiers de public et cette cohabitation qui n'est pas dans des domaines séparés, va être source de conflits pour le personnel.

Un chirurgien nous disait « comment peut-on admettre d'avoir deux chirurgiens qui interviennent sur un même bloc opératoire, l'un étant payé trois fois plus que l'autre ». On a aussi des inquiétudes parce qu'on nous parle de revoir les statuts du personnel.

Cela renforcera ce qui existe déjà dans les hôpitaux : une hospitalisation à deux vitesses. Il y a déjà le secteur privé dans les hôpitaux. Au bout du compte, la question que l'on pose est « n'est-ce pas le but pour faciliter l'absorption du public par le privé » ? Et si c'était cela le but ?

Bien sûr on ne peut pas ignorer les attaques contre tous les services publics qui s'opèrent en ce moment particulièrement. Le service public hospitalier est dans le colimateur du gouvernement SARKOZY, comme le sont tous les services publics.

Je ne développe pas les franchises médicales sur la sécurité sociale, on voit déjà que l'on va vers cette privatisation. Bien sûr le dogme suivi par le gouvernement SARKOZY c'est le dogme de l'Europe libérale, rentabilité, ouverture de toutes les activités humaines à la marchandisation, source de profits, et dans ce cas là que devient le droit à la santé pour tous ?



Le gouvernement va présenter cet automne une loi qui va complètement démonter notre système hospitalier et cette loi répond à l'objectif que je viens d'évoquer du dogme libéral.

Donc nous sommes inquiets, ce site unique ne répond pas aux besoins de la population, c'est un risque de privatisation accélérée du secteur public et nous pensons que de toute façon, il ne remplacera jamais les deux hôpitaux qui existent à Belfort et à Montbéliard. Quand l'ARH dit qu'il n'y a pas d'autre solution, tout de même, c'est un totalitarisme un peu éhonté.

Nous proposons une autre solution : le maintien et le développement des deux hôpitaux à Belfort et à Montbéliard. Nous demandons le retour dans chaque hôpital des services supprimés, la création des postes en personnel nécessaire à son bon fonctionnement, la création d'équipements et des rénovations si c'est nécessaire. Tout cela est bien moins coûteux que la construction d'un site unique et d'ailleurs des investissements considérables ont été faits à Belfort, comme à Montbéliard, et dont les remboursements des emprunts courent encore sur une trentaine d'années. Quel gâchis ce serait ! C'est la seule façon de répondre vraiment aux besoins de la population et de garantir le maintien d'un service public, c'est-à-dire du droit à la santé pour tous, puisqu'il n'y a que le service public qui puisse garantir ce droit.

Nous avons appris que M. le Maire et M. MOSCOVICI vont se rendre au Ministère de la Santé le 10 octobre prochain pour plaider en faveur du site unique. Ce que nous souhaiterions avant, c'est que la population puisse s'exprimer et nous demandons donc qu'il y ait un débat public sur cette question, qui est importante, qui concerne tout le monde et qui concerne notre système de soins dans notre pays, basé sur la solidarité et le respect des droits pour chacun. Nous nous adressons à tous les conseillers municipaux de l'Aire urbaine en leur demandant de se prononcer sur la proposition que l'on fait, sur la situation de l'hôpital aujourd'hui et de son avenir.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Je vous remercie. Je rappelle que la prise de parole de la population en début de séance n'appelle pas ensuite un débat. Il faut sur une question de cette importance que nous en organisions les modalités. Je proposerai d'ailleurs dans les questions diverses, puisque j'ai été saisi d'une demande en ce sens par M. Bertrand CHEVALIER que nous ayons un court échange sur cette question, et je proposerai que lors d'une séance prochaine, peut-être une séance exceptionnelle, nous puissions faire venir le Directeur de l'Hôpital afin qu'il présente le projet de l'hôpital médian devant le Conseil Municipal de Belfort.

**Mme Arlette CLERC :**

Si le Directeur de l'hôpital est invité, nous demandons que le comité de défense soit aussi présent.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Le comité de défense pourra assister à la séance, mais je pense qu'il est important de respecter les modalités du débat démocratique. Les élus ont été élus pour pouvoir en débattre, cela n'empêche pas qu'il y ait des débats publics qui puissent se mener par ailleurs, mais je souhaite que le Conseil Municipal de Belfort puisse débattre sereinement en son sein de cette question extrêmement importante.

Je vous propose de passer à l'ordre du jour, je déclare la séance du Conseil Municipal ouverte.



**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Je souhaiterais avant de démarrer la lecture de nos rapports nous puissions rendre un premier hommage à la mémoire de Michel DREYFUS-SCHMIDT. Vous savez que celui-ci s'est éteint dans la nuit du 6 au 7 septembre dernier. Michel était un Belfortain, un citoyen et un élu exemplaire. Il a passé plus de quarante années au service de la collectivité puisqu'il a été élu dans cette assemblée en 1964 pour la première fois, il était Adjoint, il a ensuite été élu Député, puis Sénateur et je souhaite que nous fassions une minute de silence.

J'ai proposé à son épouse que nous puissions organiser dans les prochaines semaines l'hommage qui lui revient et qu'à cette occasion, nous pensions pouvoir donner le nom de Michel à une réalisation municipale particulière. Je propose que nous y réfléchissions les uns et les autres et qu'une séance spéciale lui soit dédiée. Je vais vous demander de vous lever pour respecter une minute de silence.



Les questions inscrites à l'ordre du jour font l'objet des délibérations suivantes :



**ORDRE DU JOUR**

**M. Etienne BUTZBACH** 08-152

- Nomination du Secrétaire de Séance.

**M. Etienne BUTZBACH** 08-153

- Adoption du compte rendu de la séance du Conseil Municipal du vendredi 27 juin 2008.

**M. Etienne BUTZBACH** 08-154

- Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal des 31 mars et 27 juin 2008, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**M. Etienne BUTZBACH** 08-155

- Désignation d'un correspondant Défense.

**M. Etienne BUTZBACH** 08-156

- Commission départementale des objets mobiliers du Territoire de Belfort - Désignation du représentant de la Ville de Belfort.

**M. Etienne BUTZBACH** 08-157

- Convention à intervenir avec ADOMA dans le cadre de l'opération de la construction d'une résidence sociale de 120 logements sis avenue du Château d'Eau.

**M. Etienne BUTZBACH** 08-158

- FEDER – Volet urbain – Plan de financement de la restructuration de locaux situés rue de la 1<sup>ère</sup> Armée.

**M. Bruno KERN** 08-159

- Décision modificative n° 1 de l'exercice 2008.



**M. Bruno KERN**

08-160

- Commission Communale des Impôts Directs - Composition.

**M. Bruno KERN**

08-161

- Produits irrécouvrables – Admission en non-valeur.

**Mme Samia JABER**

08-162

- Projet de redynamisation de l'implication citoyenne.

**Mme Samia JABER**

08-163

- Semaine de la Solidarité Internationale à Belfort 15/23 novembre 2008 – Propositions d'actions.

**Mme Samia JABER**

08-164

- Soutien de la Ville de Belfort à la participation d'un groupe de jeunes de Belfort à une rencontre internationale citoyenne à Stafford (*Angleterre*).

**M. Olivier PRÉVÔT**

08-165

**Mme Jacqueline GUIOT**

- Subvention attribuée par la Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports au Belfort Information Jeunesse (*BIJ*) pour l'animation du Réseau Information Jeunesse.

**Mme Latifa GILLIOTTE**

08-166

- Accessibilité handicapés – Mise en œuvre d'une démarche.

**Mme Armelle LELEUP**

08-167

- Information : Rentrée scolaire 2008-2009 dans les écoles maternelles et élémentaires belfortaines : effectifs au 2 septembre 2008.

**Mme Armelle LELEUP**

08-168

- Fixation des tarifs d'inscription pour les structures d'accueil éducatif gérées par l'Association départementale des Francas.

**M. Hubert BELZ**

08-169

- Passerelle Front  $\frac{3}{4}$  et cheminement – Avenants aux marchés de travaux.

**M. Maurice SCHWARTZ**

08-170

- Régime indemnitaire du personnel.

**M. Maurice SCHWARTZ**

08-171

- Formation des élus.

**M. Maurice SCHWARTZ**

08-172

- Transfert de propriété du domaine public entre la Ville de Belfort et la Commune de Cravanche.

**M. Maurice SCHWARTZ**

08-173

- Rétrocession d'un immeuble sis 3 rue Pasteur à Belfort à Territoire Habitat.

**M. Maurice SCHWARTZ**

08-174

- Marché de fournitures : produits et matériel d'entretien et de nettoyage.

**M. Robert BELOT**

08-175

- Chèque Avantage Bibliothèque année 2008/2009 – Convention avec le Conseil Régional de Franche-Comté.

**M. Robert BELOT**

08-176

- Subvention du Conseil Régional de Franche-Comté – Conclusion d'une convention – Festival Entrevues 2008.

**M. Robert BELOT**

08-177

- Protocole d'accord culturel entre les villes de Belfort et Montbéliard.

**M. Robert BELOT**

08-178

- Programme 2008 de restauration et d'entretien des Monuments Historiques – Demandes de subventions.

**Mme Marie-Laure SCHNEIDER**

08-179

- Gymnase à vocation universitaire et Maison des Sports de l'Aire Urbaine – Avenant n° 2 au marché de travaux – Avenant n° 3 à la convention de maîtrise d'ouvrage avec la SODEB – Réclamations des entreprises – Nouveau bilan prévisionnel.

**Mme Marie-Laure SCHNEIDER**

08-180

- Organisation et fonctionnement du gymnase universitaire Le Phare.

**M. Alain OGOR**

08-181

- CFA – Mise en œuvre du premier équipement des apprentis pour l'année scolaire 2008-2009 – Convention à passer avec le Conseil Régional.

**M. Maurice SCHWARTZ**

08-182

- Cession de la parcelle sise à Belfort, boulevard Dunant, cadastrée section BM n° 140.

**M. Bertrand CHEVALIER**

08-183

- Questions diverses - Point sur les aménagements de voirie nécessaires au passage d'un convoi exceptionnel à Belfort en décembre prochain.

**M. Etienne BUTZBACH**

08-184

- Motion : La Poste est en danger : non au projet de sa privatisation.

**M. Christophe GRUDLER**

08-185

**Mme Marie-Laure SCHNEIDER**

- Motion contre le fichier de surveillance EDVIGE.



**DELIBERATION N° 07-152 : NOMINATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

*Vu le rapport présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**DESIGNE** Mme Marie STABILE pour exercer cette fonction.

**DELIBERATION N° 07-153 : ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 27 JUIN 2008**

*Vu le rapport présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*

**M. Christophe GRUDLER**, Conseiller Municipal :

Nous adoptons le compte rendu avec la modification que nous avons trouvée sur table, peut-être convient-il de le préciser pour que l'enregistrement soit exact.

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

Vous avez une modification sur table qui vient du correctif que M. GUEMAZI a apporté.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**ADOpte** le présent compte rendu.



**DELIBERATION N° 08-154 : COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR M. LE MAIRE EN VERTU DE LA DELEGATION QUI LUI A ETE CONFIEE PAR DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DES 31 MARS ET 27 JUIN 2008, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

*Vu le rapport présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE.**



**DELIBERATION N° 08-155 : DESIGNATION D'UN CORRESPONDANT DEFENSE**

*Vu le rapport présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire qui ajoute :*

Je souhaite que nous ayons au sein de la municipalité un élu qui puisse, en mon absence, pouvoir être un lien avec le Chef de Corps et avec le régiment sur Belfort. Il y a un certain nombre de représentations, il y a aussi une réflexion que nous avons avec le Chef de Corps, qui est aussi le Délégué Militaire Départemental de la place, sur l'organisation des cérémonies, l'appui que nous pouvons apporter aux différentes manifestations du régiment qui doit trouver toute sa place dans la ville.

La semaine dernière, je vous ai représentés pour accueillir une quarantaine d'officiers, de sous-officiers qui arrivaient avec leurs familles. Il est très important pour la Ville de Belfort que les personnels du 35<sup>ème</sup> R.I. se sentent chez eux.

J'ai demandé à M. Maurice SCHWARTZ de bien vouloir accepter cette responsabilité.

**M. Jean-Marie PHEULPIN, Conseiller Municipal :**

J'ai un petit commentaire à faire sur la brochure qui a été distribuée avec le rapport. Dans les premières lignes, il est écrit : « nos concitoyens expriment des attentes en matière d'information sur les opérations conduites par les forces armées françaises sur le terrain, territoire national et à l'étranger ».

Justement, l'actualité récente nous a montré que la guerre tue, non seulement des milliers de civils en Afghanistan, mais aussi des jeunes militaires français, et tout cela au nom de quoi. Non seulement les troupes des puissances occidentales qui occupent ce pays n'ont en rien amélioré le sort de la population, mais elles protègent un régime corrompu qui tolère, voire protège les formes archaïques d'oppression, y compris celles que les Talibans ont imposées à toute la société, notamment à l'égard des femmes.

Je remarquerai que les exactions, les bavures et les bombardements faisant de nombreuses victimes civiles poussent tous ceux qui n'acceptent pas l'occupation en Afghanistan vers les Talibans.

Je pense que l'armée française n'a rien à faire en Afghanistan, pas plus que les autres armées occidentales d'ailleurs et qu'elle doit immédiatement quitter ce pays.

A ce propos, j'appelle d'ailleurs à participer à une manifestation appelée par plusieurs organisations et associations demain à Belfort à 14 heures 30.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Je rappelle que si l'armée est en Afghanistan, ce n'est pas de son propre chef, c'est bien parce qu'il y a une décision politique qui a été prise. Je pense aussi que ce mode d'intervention pose énormément de problèmes, nous nous sommes exprimés d'ailleurs dans d'autres registres sur cette question.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de se positionner sur le problème de la validité ou non de l'intervention en Afghanistan, même si j'ai aussi mon propre jugement sur cette affaire. Nous avons besoin d'une armée qui soit en relation étroite avec la population et c'est de cela qu'il s'agit de décider ce soir.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**DESIGNE** M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint au Maire, en qualité de Correspondant Défense pour représenter la Ville de Belfort.



**DELIBERATION N° 08-156 : COMMISSION DEPARTEMENTALE DES OBJETS MOBILIERS  
DU TERRITOIRE DE BELFORT - DESIGNATION DU REPRESENTANT DE LA VILLE DE  
BELFORT**

*Vu le rapport présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),



**DESIGNE** M. Robert BELOT en sa qualité d'Adjoint à la Culture pour représenter la Ville de Belfort au sein de la Commission départementale des objets mobiliers du Territoire de Belfort.



**DELIBERATION N° 08-157 : CONVENTION A INTERVENIR AVEC ADOMA DANS LE CADRE DE L'OPERATION DE LA CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE DE 120 LOGEMENTS SIS AVENUE DU CHATEAU D'EAU**

*Vu le rapport présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*

*(M. Pascal MARTIN, entre en séance lors de l'examen de ce rapport)*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**AUTORISE** M. le Maire à signer la convention avec ADOMA, qui prévoit pour cette opération le versement de 62 000 € à ADOMA.

**PREVOIT** en contrepartie la représentation de la Ville de Belfort à la Commission d'attribution de ces logements.



**DELIBERATION N° 08-158 : FEDER - VOLET URBAIN - PLAN DE FINANCEMENT DE LA RESTRUCTURATION DE LOCAUX SITUÉS RUE DE LA 1ERE ARMEE**

*Vu le rapport présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**AUTORISE** M. le Maire à solliciter une subvention FEDER à hauteur de 35 % du coût H.T, étant rappelé que la Ville, en tant que maître d'ouvrage, assurera la prise en charge des dépenses quelle que soit la suite réservée à cette recherche de financement.

**AUTORISE** M. le Maire à signer tout document ultérieur découlant de cette demande de subvention.



## **DELIBERATION N° 08-159 : DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE L'EXERCICE 2008**

*Vu le rapport présenté par M. Bruno KERN, Premier Adjoint,*

**M. Christophe GRUDLER**, Conseiller Municipal :

Cette décision modificative n° 1 concerne effectivement quelques ajustements comme M. KERN l'a relevé. Il n'y aura pas d'objection majeure en ce qui nous concerne. Les sommes qui bougent sont modestes.

J'ai une question à vous poser concernant le mouvement le plus important qui se présente en Investissement concernant les échanges de terrains sur le site de La Locomotive et l'acquisition-vente, puisque nous achetons un terrain 2 rue de Bruxelles pour 265 000 € et que, par ailleurs, nous vendons des terrains pour 195 000 €. Nous cédon également un terrain pour 70 000 €. Je vous demande simplement de nous expliquer ce qu'il en est de ces modifications et au profit de qui cela se passe.

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

Ce sont en fait des régularisations qui se font avec l'AFL. Vous savez que, dans le cadre de l'ANRU, nous avons procédé à des échanges de terrains place Baudin puisque Territoire Habitat a construit sur l'ancienne emprise de la rue d'Amsterdam et nous avons deux opérateurs privés qui interviennent, l'un sur des opérations qui sont lancées derrière la MIFE, et un programme de 30 maisons individuelles qui est mis en œuvre par l'Association Foncière du Logement (AFL). Ce rapport est déjà passé en Conseil Municipal, il s'agit ici de la régularisation budgétaire d'une opération qui correspond à la réalisation du programme ANRU.

**M. Bruno KERN**, Premier Adjoint :

Je vous précise, M. GRUDLER, que nous avons déjà voté sur le principe de ces opérations. Votre interrogation portait sur le montant, c'est en tous cas dans le cadre de l'opération ANRU et c'est une régularisation.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

C'est la transaction avec l'AFL. D'ailleurs, vous avez vu que sur cette opération, sur la partie Est des Résidences, les logements de Territoire Habitat vont être livrés début 2009. L'AFL démarre, cela a pris du temps, et les promoteurs immobiliers commencent deux premiers bâtiments. Les grues sont sur place et les travaux de terrassement ont commencé ; il y a à peu près dix mois de travaux pour la sortie de ces bâtiments.

Vous avez vu les squares Baudin que nous inaugurerons prochainement puisque l'ensemble du secteur est maintenant aménagé, et c'est quelque chose qui a vraiment de l'allure.

Autre bonne nouvelle pour le quartier, vous l'avez peut-être vu, j'en profite pour l'évoquer, on revient à un projet qui m'était cher, c'est d'avoir la Maison de l'Emploi sur un seul site et pouvoir permettre que le quartier des Résidences héberge non seulement la MIFE, la mission départementale, mais aussi les services de l'ANPE et de l'ASSEDIC dans un seul lieu sur la place de l'Europe, je suis donc très content de cette décision qui a été prise par le dernier conseil d'administration de la Maison de l'Emploi.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**ADOpte** les modifications et ajustements budgétaires de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2008 (*budget principal Ville, budget annexe de la Cuisine Centrale et budget annexe du CFA*), tels qu'ils sont inscrits dans les annexes 1, 2, 4 et 5.

**ADOpte** l'affectation et le versement des subventions inscrites en annexe 3.

**PROCEDE A UN VOTE DISTINCT** pour les associations qui comptent un membre du Conseil Municipal, soit au sein de leur bureau, soit en qualité de salarié.

**AUTORISE** M. le Maire à signer les conventions à intervenir avec les associations concernées, conformément à la Loi du 12 avril 2000 précisée par le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.



**DELIBERATION N° 08-160 : COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS - COMPOSITION**

*Vu le rapport présenté par M. Bruno KERN, Premier Adjoint,*



Mme **Marie STABILE**, Conseillère Municipale :

Je demande la possibilité d'intervertir deux noms : de m'inscrire sur la liste des commissaires titulaires et Mme Florence BESANCENOT sur la liste des commissaires suppléants.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**ADOpte** la liste ci-jointe de 32 noms en vue de la composition de cette Commission Communale des Impôts Directs.



#### **DELIBERATION N° 08-161 : PRODUITS IRRECouvrABLES - ADMISSION EN NON-VALEUR**

*Vu le rapport présenté par M. Bruno KERN, Premier Adjoint*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**DECIDE** de l'admission en non-valeur des états de créances présentés par Madame la Trésorière Principale de Belfort-Ville, d'un montant de **6 905,63 €** au budget principal de la Ville, d'un montant de **45,00 €** au budget annexe du CFA et d'un montant de **38,56 €** au budget annexe de la cuisine centrale, sachant que cette procédure n'empêche pas le comptable d'encaisser ces créances, dans la mesure où la situation financière des débiteurs s'améliorerait.



#### **DELIBERATION N° 08-162 : PROJET DE REDYNAMISATION DE L'IMPLICATION CITOYENNE**

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

J'ai reçu un courrier de Mme Marie STABILE, responsable du groupe d'opposition « Tous Ensemble Pour Belfort », le groupe d'opposition UMP, qui demande que nous retirions ce rapport puisqu'il a été diffusé seulement quatre jours francs avant la tenue de la séance, au lieu des cinq francs.

Ce retrait est de droit, mais je regrette quand même que vous utilisiez cet argument de forme pour un rapport qui d'ailleurs n'appelait pas de décisions qui font griefs et qui selon les propos mêmes de mon conseil préféré montre que de toute évidence c'était un rapport de débat de fond qu'il s'agissait de conduire en conseil municipal, sur des questions dont nous débattons depuis longtemps, et sur lesquelles vous êtes déjà d'ailleurs intervenus.

Comme je souhaite qu'il n'y ait pas de prétexte à éluder les questions de fond pour des questions de forme, nous allons repousser ce rapport. Je le regrette parce que ce rapport concerne la mise en place des commissions extra-municipales. On va perdre un ou deux mois, mais il ne faudra pas ensuite nous accuser de vouloir retarder la mise en place des moyens de fonctionnement démocratique, mais la démocratie c'est aussi respecter ce formalisme.

Je prends note de cette demande et je retire le rapport. Je voudrais quand même faire une remarque au groupe d'opposition UMP sur le caractère extrêmement agressif et provocateur de son leader local qui se permet d'injurier, d'insulter à longueur de presse depuis la rentrée le Maire de Belfort, alors qu'il a lui-même démissionné pour la deuxième fois du conseil municipal.

S'il veut nous donner des leçons et si il veut s'occuper de la politique municipale, M. Damien MESLOT aurait bien fait de conserver sa place au Conseil Municipal.

Il ferait mieux d'accomplir son rôle de parlementaire qui consiste à mener le débat public sur les vraies questions et pas seulement de penser qu'il est courtier du département et que c'est lui qui fait arriver toute la manne gouvernementale. Ses rodomontades sur l'hôpital sont assez grotesques.

Je pense que l'hôpital vaut mieux, -nous en discuterons tout à l'heure-, que de se faire mousser chacun dans son coin et que nous avons un front commun à constituer entre parlementaires et élus locaux. Quant au mépris qu'il a pour les élus locaux, qu'il traite « d'inaugurateurs de chrysanthèmes », ou encore lorsqu'il ressent un flou au niveau de la conduite des affaires municipales, M. MESLOT aurait été bien inspiré de rester au conseil municipal s'il voulait s'intéresser à ces affaires.

Je répète, et je vois par rapport à la demande d'un débat public formulée tout à l'heure par une citoyenne, un parlementaire qui aurait mené un vrai débat sur les projets de loi, sur la situation du pays, on parlait tout à l'heure de l'Afghanistan, voilà le rôle d'un parlementaire et ce n'est sûrement pas de venir nous donner des leçons sur le fonctionnement de la voirie ou sur tel ou tel fonctionnement d'un service communal. Voilà ce qui serait une véritable contribution à la démocratie.

Je faisais cette incise parce que je n'ai pas voulu entrer dans ce petit jeu de communiqué contre communiqué. Je trouve que cette méthode rabaisse le débat politique à un niveau bien bas et je voulais me saisir de cette occasion où nous parlons de la démocratie pour essayer de ramener notre opposition UMP à la raison.



**M. Christophe GRUDLER**, Conseiller Municipal :

En ce qui concerne le groupe « Un nouveau souffle pour Belfort », nous sommes extrêmement déçus de voir que ce rapport n'est pas étudié lors de ce conseil municipal. On le dit d'autant aisément, M. le Maire, que nous vous avons critiqué très fortement au mois de juin, parce que les conseils de quartier ne démarraient pas, parce que l'implication citoyenne ne démarrait pas et que vous aviez du retard.

Nous sommes d'autant plus à l'aise aujourd'hui pour regretter que ce rapport sur l'implication citoyenne ne puisse pas être voté. Je rappellerai que le contenu du rapport de Mme JABER n'est pas du tout un secret, qu'il a déjà été évoqué dans les conseils de quartier, dans la presse, qu'il y a eu une réunion à Atria à laquelle l'ensemble des conseillers municipaux du groupe « Un nouveau souffle pour Belfort » était présent pour écouter ce qui allait être présenté en matière d'implication citoyenne et ce rapport ne faisait que reprendre en synthèse l'ensemble de choses qui a été annoncé et sur lesquelles nous avons d'ailleurs matière à débat.

Je vous rassure, nous ne sommes pas d'accord sur l'intégralité de votre rapport, il y a des points de divergences forts, mais nous souhaiterions pouvoir les exprimer au conseil municipal, et ne pas attendre, pour du formalisme, plusieurs mois encore, avant qu'on ne puisse arriver à une implication concrète des Belfortains qui ont besoin de s'impliquer dans la vie municipale plus largement.

**M. Bertrand CHEVALIER**, Adjoint :

Je partage la remarque précédente, je suis très déçu, je ne veux pas revenir sur le fond du rapport qui est de qualité, qui engage une démarche, on aura l'occasion d'y revenir, de toute façon elle est en marche, elle ne sera pas arrêtée.

Au titre de ma délégation, concrètement qui va en pâtir ? Les Belfortains. Pourquoi ? Nous sommes souvent saisis par M. MESLOT pour des questions de voirie, d'aménagements divers qui sont souvent traités en Comité Consultatif de Circulation parce que cela se fait de cette façon. Concrètement, on repousse encore l'échéance, on repousse les réponses à apporter. Je le regrette vivement d'un point de vue pratique et d'un point de vue de gestion de la commune, cela ne me paraît pas très intelligent.

**Mme Florence BESANCENOT**, Conseillère Municipale : (micro fermé)

Dites-le vous-même à M. MESLOT.

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

C'est lui qui m'agresse dans la presse, il s'est sauvé du conseil municipal et il inonde la ville de tracts, de lettres....

M. Bruno KERN, Premier Adjoint :

Il m'a souvent accusé d'être un procédurier, ce qui pour un avocat, est un compliment, en disant « moi, je ne fais pas de procédure, je fais de la politique ». Qu'avez-vous fait ce soir ? De la petite procédure pour empêcher le débat démocratique.

M. Etienne BUTZBACH, Maire :

Le débat est clos sur ce point . Je propose que l'on reprenne l'ordre du jour. Chacun en tirera les conclusions qui s'imposent.



**DELIBERATION N° 08-163 : SEMAINE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE A BELFORT  
15/23 NOVEMBRE 2008 - PROPOSITIONS D'ACTIONS**

*Vu le rapport présenté par Mme Samia JABER, Adjointe,*

M. Etienne BUTZBACH, Maire :

C'est la reprise d'une initiative qui a connu du succès par le passé et qui mobilise une partie non négligeable du tissu associatif belfortain.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**APPROUVE** le principe du soutien de la Ville de Belfort aux actions initiées par le collectif d'associations et de structures belfortaines pour la Semaine de la Solidarité 2008.

**AUTORISE** les actions municipales proposées dans le présent rapport pour la Semaine de la Solidarité 2008.



**DELIBERATION N° 08-164 : SOUTIEN DE LA VILLE DE BELFORT A LA PARTICIPATION  
D'UN GROUPE DE JEUNES DE BELFORT A UNE RENCONTRE INTERNATIONALE  
CITOYENNE A STAFFORD (ANGLETERRE)**

*Vu le rapport présenté par Mme Samia JABER, Adjointe,*

Mme Céline RAIGNEAU, Adjointe :

Je voulais juste souligner que les étudiants, dans ce cadre, se sont déplacés en avion et c'est un petit point un peu négatif au niveau du bilan écologique. J'espère qu'on veillera à leur proposer des transports ferrés, le train aurait été, à mon avis, très efficace, économique et écologique.

M. Etienne BUTZBACH, Maire :

Je demande que dans le bilan global, il y ait aussi un bilan du temps passé dans les transports et de la fatigue des personnes. Je ne sais pas si vous êtes déjà allés dans ce secteur entre Birmingham et Manchester mais de Belfort à Birmingham en train, je pense que le coût global excède la consommation de carbone qu'il y a pu avoir en avion. On ne va pas non plus totalement condamner les voyages en avion.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**APPROUVE** la participation financière de la Ville de Belfort à ce projet au titre du jumelage.

**AUTORISE** l'affectation de 1 000 € à ce projet, à puiser dans les crédits existants « enveloppe à affecter : jumelages » (clé 09382, compte 6574) et à verser sur le compte de l'association « Les Amis de Stafford ».

M. Etienne BUTZBACH, Maire :

On fera attention au bilan carbone, mais en le jugeant dans sa globalité, c'est-à-dire aussi sur l'impact sur les personnes.



**DELIBERATION N° 08-165 : SUBVENTION ATTRIBUEE PAR LA DIRECTION REGIONALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS AU BELFORT INFORMATION JEUNESSE (BIJ) POUR L'ANIMATION DU RESEAU INFORMATION JEUNESSE**

*Vu le rapport présenté par M. Olivier PREVOT, Adjoint,*



LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**ACCEPTE** le versement de la subvention d'un montant de 2 000 € accordée par la Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports pour l'année 2008.

**AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer la convention concernant le versement de la subvention.



**DELIBERATION N° 08-166 : ACCESSIBILITE HANDICAPES - MISE EN ŒUVRE D'UNE DEMARCHE**

*Vu le rapport présenté par Mme Latifa GILLIOTTE, Conseillère Municipale déléguée,*

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

C'est un rapport important. L'accessibilité des handicapés dans la ville est une préoccupation de longue date pour la Ville de Belfort, mais il s'agit maintenant de passer à un niveau supérieur, c'était le sens aussi de la nomination d'une conseillère municipale déléguée à cette question.

La loi, aussi, s'est faite plus précise et il faut donc que nous nous y conformions dans les conditions qui sont énoncées dans le rapport. Vous l'avez vu, cette mise aux normes, que nous avons déjà engagée dans un certain nombre d'opérations ponctuelles, je pense aux plus récentes, le Temple Saint-Jean, le Centre Culturel de la Pépinière, la Coopérative, le CCAS, doit être étendue. Il faut programmer ces investissements dans le temps, c'est le but du rapport.

**M. Dominique PERRIN, Conseiller Municipal :**

Sur le fond, il est clair que nous ne pouvons qu'être en accord avec ce rapport, la démarche est logique, nécessaire et obligatoire vu la loi de février 2005. On peut seulement regretter qu'elle ne soit reprise qu'aujourd'hui. Nous avons déjà perdu trois ans.

Je note également que nous ne pouvons que regretter de ne pas voir apparaître dans ce rapport les aspects liés au développement du tourisme, le musée, la donation Jardot, les tours 41 et 46 n'apparaissent pas dans la liste des bâtiments diagnostiqués. Par ailleurs, sur le point 1 concernant la voirie, la situation n'est pas aussi positive que le laisse entendre le rapport.

Des aménagements ont été faits sur les grands axes essentiellement, comme indiqué dans le rapport, mais il reste encore beaucoup à faire et également beaucoup à améliorer : trottoirs surbaissés d'un côté de la chaussée mais pas de l'autre, aménagement de la place Corbis mal faite et déjà dénoncée, les montées de trottoirs sont très difficiles pour les fauteuils manuels, implantation de lampadaires en plein milieu des trottoirs comme devant la Chambre de Commerce par exemple.

Sur le point 2, sur les bâtiments, nous serons très vigilants sur les dérogations apportées à certains bâtiments, en particulier sur la Vieille Ville car c'est là que sont situés quasiment tous les services de la ville.

La possibilité de dérogations ne doit pas être une excuse à un non-aménagement des bâtiments. Je dis oui au travail en concertation avec les associations, si les avis des associations sont bien pris en compte. A remarquer qu'on ne doit pas limiter les cheminements au seul circuit depuis les arrêts de bus, il faudra aussi prendre en compte les parkings de proximité.

Bien entendu nous voterons pour ce rapport et nous demandons à ce que nos remarques soient entendues et prises en compte. Nous ne demandons qu'à travailler en concertation avec vous pour ce sujet de société qui touche plus de 40 % de la population.

**Mme Latifa GILLIOTTE**, Conseillère Municipale Déléguée :

Je voulais juste rajouter une petite chose sur toutes ces remarques : c'est vrai que nous avons essayé de regrouper le plus possible, mais nous n'avons pas oublié tout ce qui est établissements culturels, comme le Granit. On y veille. En ce qui concerne les trottoirs, on essaie de faire le plus possible et le plus rapidement possible avec M. Bertrand CHEVALIER, adjoint chargé de la Circulation.

Dans le cas de la personne handicapée que je suis, étant donné que je suis touchée par le handicap, j'ajoute qu'à Belfort, nous avons quand même réalisé énormément de progrès. Je ne suis Belfortaine que depuis 23 ans mais j'ai vu ma ville évoluer d'une manière très positive et je voudrais le signaler.

Je voudrais signaler aussi qu'il y a eu certaines erreurs, mais j'ai compris au jour d'aujourd'hui pourquoi ces erreurs sont là, c'est parce que les techniciens n'ont pas certaines fiches pour savoir quelles sont les normes, où il faut installer un lampadaire, ce qu'il faut comme matière au niveau du sol.

Je remercie M. le Maire pour le mandat qu'il m'a accordé, je veillerai et je serai là pour essayer de pointer du doigt mais en essayant d'être aussi compréhensive devant l'erreur commise, étant donné que je suis devenue compréhensive à mon tour.



**M. Olivier PREVOT, Adjoint :**

Je voudrais tout d'abord féliciter Latifa GILLIOTTE pour le travail qu'elle a accompli et qu'elle présente dans ce rapport. Je voudrais par ailleurs répondre à M. PERRIN, notamment sur ses insinuations en matière de concertation.

Je voudrais lui rappeler qu'il existe depuis de nombreuses années une commission qui s'appelle la « Commission Ville pour Tous » dans laquelle toutes les associations touchées par le handicap sont représentées.

Il existe aussi au C.C.A.S. une commission d'accessibilité qui étudie l'ensemble des dossiers d'aménagement des bâtiments, elle émet un avis et l'avis est circonstancié ; d'ailleurs nous avons veillé à durcir les remarques et à ce qu'elles soient appliquées.

Mais je vous fais observer qu'en terme de concertation, y compris aussi en terme de félicitations ou tout au moins de remarques positives, les associations avec lesquelles nous sommes en contact reconnaissent le travail qui a été accompli par la Ville de Belfort depuis de très nombreuses années.

Il n'empêche, et ce rapport le montre, qu'il reste un énorme travail à accomplir, on en est tous conscients, il faut voir que dans une ville comme la Ville de Belfort, même si elle reste modeste dans sa taille avec 52 000 habitants, il y a des quantités d'espaces à aménager, des bâtiments qui sont des bâtiments anciens qui, par leur configuration, nécessitent des investissements colossaux que les personnes privées ne peuvent pas toujours engager.

C'est un travail de longue haleine que nous allons engager à partir de maintenant, sous l'impulsion de la loi de 2005, il faut que nous soyons intelligents dans la manière dont nous aménageons les espaces mais je ne peux pas laisser dire que nous n'entendrions pas les remarques formulées par les personnes handicapées et les associations qui les représentent, car ce n'est pas du tout la vérité. Et les remarques qui nous ont été formulées jusqu'alors depuis notre installation c'est que le travail de concertation et de réflexion avec la Ville de Belfort est très bon et que les relations sont excellentes avec ces associations.

Encore une fois, il y a un énorme travail à accomplir, tant sur la voirie que sur les bâtiments et Mme Latifa GILLIOTTE a rappelé tout à l'heure qu'il reste aussi un travail à accomplir autour de l'accessibilité sociale des personnes handicapées à la ville, dont l'accès aux équipements culturels sur le plan physique mais aussi faire en sorte qu'ils rompent leur isolement, faire en sorte qu'ils puissent vivre une vie sociale équilibrée au même titre que les valides. C'est aussi un enjeu très important pour notre ville et nous allons nous y attacher sous la houlette de Latifa GILLIOTTE et de moi-même.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Je retiens surtout de l'intervention de M. Dominique PERRIN sa volonté de contribuer positivement à l'évolution du dossier et j'invite l'opposition responsable qui souhaite faire, à nous saisir directement quand il y a des problèmes avant de saisir les médias de façon polémique. Je pense que la mise en place des commissions extra-municipales devrait nous aider aussi en ce sens.

S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je vais proposer que nous passions au vote pour valider la démarche et s'associer au groupement de commandes proposé par le Conseil Général, puisque c'est aussi important que nous puissions travailler en étroite synergie avec le Conseil Général. Je ne doute pas que la Vice-Présidente en charge de ce dossier accueille favorablement nos demandes. Je rappelle que Samia JABER s'occupe de ce dossier au Conseil Général.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**VALIDE** la démarche proposée.

**AUTORISE** M. le Maire à s'associer au groupement de commandes proposé par le Conseil Général.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Je félicite encore Latifa GILLIOTTE pour la présentation de son premier rapport au conseil municipal.



**DELIBERATION N° 08-167 : INFORMATION : RENTREE SCOLAIRE 2008-2009 DANS LES ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES BELFORTAINES : EFFECTIFS AU 2 SEPTEMBRE 2008**

*(M. Christian PROUST, qui avait donné pouvoir à Mme Samia JABER,  
entre en séance lors de l'examen de ce rapport)*

*Vu le rapport présenté par Mme Armelle LELEUP, Adjointe,*



**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

C'est un rapport important. Nous avons été pendant plusieurs mois sur la brèche sur ce dossier. Les chiffres sont là, des effectifs scolaires sont en légère augmentation dans les maternelles, en légère diminution dans l'élémentaire, mais globalement, plutôt en progression, ce qui est donc complètement contraire aux affirmations qui ont été faites ici ou là par le gouvernement ou par ses porte-parole au niveau départemental, justifiant la suppression des postes par la diminution du nombre d'élèves. Il n'en est rien, le nombre d'élèves n'a pas diminué au niveau du département et pourtant le département perd trois postes et sur Belfort, nous fermons quatre classes.

Je dois dire qu'au départ, il était prévu de fermer neuf classes, je pense que la mobilisation que nous avons menée était absolument essentielle. Des quatre classes qui restent, trois malheureusement sont effectivement sous les critères académiques et nous avons convenu de respecter ces critères. Même si on peut penser parfois que de façon prévisionnelle, Mme Armelle LELEUP l'a évoqué pour l'école Dreyfus-Schmidt, ce n'était pas aberrant de pouvoir conserver un poste. Maintenant dans les quatre, il y a quand même une école, l'école élémentaire Châteaudun qui est à 136 élèves, le seuil de fermeture était à 135, par l'artifice qui a été de décréter une fermeture définitive au mois de juin, et bien, ce n'est plus le seuil de fermeture qui compte, c'est un seuil d'ouverture qui est supérieur et qui évite à l'Inspection d'ouvrir cette classe.

Je trouve que cette façon de faire n'est pas honnête et je m'en suis exprimé vis-à-vis de l'Inspection d'Académie. Je pense qu'il faut que nous restions extrêmement vigilants pour l'année prochaine puisqu'on annonce une nouvelle série de suppressions de postes. C'est un très mauvais service qu'on rend à l'école républicaine. Je dois dire que la série de mesures qui est prise actuellement dans l'école primaire, personnellement me révolte.

La semaine de quatre jours est une aberration, au moment où on nous rebat les oreilles sur le fait que le sens de l'effort doit être rétabli, qu'on lutte contre les 35 heures et que nos écoles vont donc fonctionner quatre jours sur sept

C'est aussi là une école publique au rabais qu'on prépare, quand je vois que certaines écoles privées font maintenant leur publicité sur le fait qu'elles ont cinq jours d'école, je suis quand même très inquiet.

J'ai discuté de cette mesure avec Mme la Rectrice, elle m'a dit, qu'elle était pour la semaine de cinq jours, mais pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ? C'est une grande lâcheté que le Ministre dise qu'il était lui pour la semaine de cinq jours. N'était-il pas capable de le décider, s'il le pensait au lieu de renvoyer à un débat démagogique dans les conseils d'école.

A Belfort, on a maintenant 11 horaires de soutien différents dans les 16 écoles maternelles, avec des horaires de 7 h 50 à 8 h 20, d'autres de 8 h 15 à 8 h 30. On voit bien que tout cela c'est quand même la désorganisation, la mise à mal de l'école républicaine, c'est extrêmement inquiétant.



Sur les questions du soutien scolaire nous n'avons pas encore de réponse, le 15 septembre j'ai envoyé une lettre à M. l'Inspecteur d'Académie pour savoir quelles mesures il comptait prendre, sachant que nous allons bien sûr conserver les mesures que prend la Ville de Belfort parce que je trouve qu'il y a une véritable impéritie des services de l'Education Nationale pour réellement mettre en œuvre des mesures qui sont nécessaires, je répète, pour l'école de la République.

Il faut que nous restions mobilisés, c'est un débat de longue haleine et ce qui est en jeu, c'est un des piliers de notre société et il est très important que la municipalité reste mobilisée avec les enseignants, avec les parents d'élèves et nous aurons sans doute à revenir sur ce dossier dans les semaines et les mois qui viennent.

**M. Christophe GRUDLER, Conseiller Municipal :**

Une fois n'est pas coutume, je tenais à vous féliciter pour ce dossier dans son intégralité. Il faut savoir que les élus d'un Nouveau Souffle demande depuis huit ans ce rapport complet sur la situation dans les écoles de Belfort. On n'a jamais pu avoir des chiffres avec autant de recul dans le temps qui puissent nous faire sentir une évolution sur la Ville de Belfort.

Vous avez apporté un certain nombre de considérations sur la rentrée telle qu'elle s'est déroulée ponctuellement là, mais je tenais quand même à rappeler un ou deux éléments de prospective en analysant le passé. Bien sûr, je ne doute pas que si vous présentez pour la première fois les chiffres depuis huit ans, c'est aussi parce que c'est la première fois depuis huit ans que les effectifs des écoles de Belfort progressent, il fallait bien montrer ces bons résultats. Je souhaiterais qu'on puisse acter le fait qu'à chaque rentrée, on ait des chiffres sur l'évolution des effectifs quelle que soit la réalité des chiffres.

Le rapport montre clairement que depuis 2000, la Ville de Belfort a perdu 550 élèves, 550 élèves ont quitté les écoles publiques de Belfort, cela représente la fermeture de 15 et 20 classes sur la Ville de Belfort, cela montre une vraie fuite démographique des familles avec enfants, cela confirme le constat que nous avons fait de longue date qui est de dire que les familles avec enfants préfèrent de toute façon aller en première couronne, ou en deuxième couronne s'installer dans un petit pavillon dès qu'elles ont un petit peu d'argent plutôt que de rester dans la ville et venir profiter de l'ensemble des prestations proposées par la Ville de Belfort.

Je pense qu'il faut, pour les années à venir, que nous mettions en place des mesures correctrices qui fonctionnent. Bien sûr, il y a un petit frémissement cette année, mais cela ne montre pas un inversement de la tendance et je pense que notre politique de logements doit être revue dans les prochaines années.

On a vu la fuite en avant du « tout logement social », où en fait, on s'est amusé à toujours construire du logement social en pensant qu'on allait limiter la fuite des familles ou l'empêcher. On se rend compte que cela ne fonctionne pas.

Seule une mixité de l'habitat nous permettra dans les prochaines années d'avoir effectivement des programmes sociaux parce que c'est important d'en avoir, mais d'avoir également à côté des solutions pour les familles qui souhaitent acheter un appartement, ou même pourquoi pas, pour des familles aisées qui souhaitent payer très cher une maison avec du terrain.

Il y a là une problématique du logement qu'il faut prendre en compte dans son intégralité et nous sommes certains, en ce qui nous concerne, que c'est la seule façon avec bien sûr la qualité de l'accueil des enfants à Belfort, et des activités qui leur sont proposées, d'inverser de façon durable la courbe des effectifs des écoles de la Ville de Belfort.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

C'est dommage, M. GRUDLER, vous êtes incorrigible parce que vous commencez bien et ça se termine toujours mal. Vous commencez par reconnaître que le rapport était intéressant et bien travaillé mais ensuite vous tirez des éléments de causalité qui sont assez stupéfiants quand on sait la prudence avec laquelle il faut examiner les évolutions démographiques.

D'abord concernant votre histoire de baisse, si je regarde les effectifs des écoles maternelles, cela baisse en 2001-2002, puis remonte en 2004-2005, cela redescend ensuite en 2006-2007. On sait bien que dans cette matière démographique, il faut avoir la plus grande prudence sur ces analyses de causalité.

Dans l'élémentaire les effectifs baissent, mais il faut corréliser cela aux effets de cohorte au niveau national et si effectivement les mouvements font que la période de l'élémentaire correspond au moment où les gens sont un peu solvables, oui, ils vont aller habiter en périphérie pour certains d'entre eux, quelles que soient les opérations de mixité que l'on puisse faire, un moment donné, la seule façon de pouvoir conserver des populations jeunes et moyennement solvables en ville, c'est le locatif et c'est le logement social, ce n'est pas l'accession en ville, on le sait bien.

Les prix de l'immobilier sont tels que quelles que soient les mesures que l'on puisse prendre, nous ne pouvons pas offrir à des jeunes ménages des maisons individuelles aux mêmes tarifs que ceux que l'on trouve dans la deuxième couronne.

Depuis des années, nous avons une politique de logement extrêmement offensive puisque vous m'avez accusé pendant des années de bétonner la ville, or, bétonner la ville ce n'était pas dans le logement social, on a simplement remplacé les logements démolis. Il fallait maintenir cette potentialité pour le logement social et je rappelle que 80 % de la population est éligible au logement social, il y a donc aussi des populations et c'est souvent dans le logement social que l'on trouve le plus d'enfants.

C'est dommage vous aviez bien commencé, il faudrait maintenant que vous arriviez à tenir dans la durée ce caractère positif qui caractérisait le début de votre intervention.



**M. Sébastien VIVOT**, Conseiller Municipal :

Le groupe « Tous Ensemble pour Belfort » tenait à apporter quelques précisions sur ce rapport. A titre personnel, ce sujet me touche d'autant plus que fils d'une directrice d'école élémentaire publique, je me suis toujours investi dans la vie au sein de l'école, dans les fédérations de parents d'élèves dès la première année de scolarité de mes enfants qui d'ailleurs ont toujours fréquenté les établissements de la République.

Beaucoup de choses ont été dites concernant les suppressions de postes sur la Ville de Belfort et sur le département. Aujourd'hui, force est de constater que la rentrée scolaire s'est bien passée et que contrairement aux affirmations de certains, le Territoire de Belfort et la Ville de Belfort ont été fortement dotés par l'Etat.

En effet, si la Ville de Belfort perd trois emplois de professeur des écoles présents dans les classes, elle les retrouve en poste de remplacement ce qui est un souhait fort des parents d'élèves. Nous étions à la 97<sup>ème</sup> position sur le plan national pour notre dotation en matière de remplacement, ce qui voulait dire qu'en cas d'absence d'un professeur nous manquions de moyens pour le remplacer si celui-ci était absent pour formation ou maladie.

Désormais, grâce aux renforts que l'Etat a déployés, l'Inspecteur d'Académie pourra beaucoup plus facilement pourvoir aux absences des professeurs des écoles, ce dont nous nous félicitons.

Enfin, je tiens à préciser que la moyenne des élèves par classe dans le Territoire de Belfort est de 22,7 élèves contre 23,47 au niveau national et que nous disposons de 5,53 postes d'enseignants pour 100 élèves contre 5,31 au niveau national, nous sommes au 35<sup>ème</sup> rang national maintenant, c'est-à-dire dans le tiers de tête des départements.

Je crois qu'il était utile de le préciser, même si tout n'est pas parfait, cette rentrée a été particulièrement réussie grâce au professionnalisme du corps enseignant et au travail remarquable de l'Inspection Académique.

**M. Olivier PREVOT**, Adjoint :

Il est quand même difficile d'entendre l'UMP expliquer systématiquement que les problèmes n'existent pas, que l'Etat n'a pas pris de décision de réduire les services publics, qu'il n'y a pas une politique drastique d'amaigrissement de la fonction publique et notamment de la fonction publique d'Etat, et les propos qui viennent d'être tenus le confirment.

Je voudrais profiter de l'occasion pour vous dire mon inquiétude en ce qui concerne la Dotation de Solidarité Urbaine, encore un dossier qui est particulièrement inquiétant. Comme vous le savez, cette Dotation de Solidarité Urbaine a vocation à rééquilibrer les financements d'Etat vis-à-vis des collectivités locales les plus pauvres par rapport aux communes les plus riches.

La Dotation de Solidarité Urbaine a trois piliers, dont un qui représente la part des logements sociaux, or, le cabinet d'Alain MARLEIX vient d'annoncer hier qu'il souhaitait remettre en cause l'attribution de cette Dotation de Solidarité Urbaine sur ce critère là du nombre de logements sociaux, encore un argument que peut-être l'UMP va pouvoir nous expliquer ce soir, ce qui impliquerait que 238 villes en France se verraient amputées d'au moins un tiers, on va dire la moitié de leur Dotation de Solidarité Urbaine.

Nous ne sommes pas encore concernés, mais 238 villes, dont nos voisins de Montbéliard, seraient concernées par ce projet de loi, c'est encore un coup extrêmement dur asséné aux villes qui ont développé une politique de logement social parce que cette Dotation de Solidarité Urbaine permettait de développer une politique sociale dynamique.

Au moment, où il y a quelques mois l'opposition a voté favorablement pour le projet de développement social, on ne peut qu'espérer que vous vous exprimerez vous et votre parlementaire contre ce projet de loi dans les semaines qui viennent.

**M. Hubert BELZ**, Adjoint :

Comparer la situation belfortaine à la situation nationale au sujet de la dotation, je peux considérer, contrairement à ce qu'a annoncé le Ministre, que la situation nationale est similaire à la situation belfortaine et que le taux moyen d'encadrement a baissé. Ceci est démontré à Belfort. Il y a une baisse de 3 % au global sur l'élémentaire, de 1,63 % sur la maternelle.

Après, on peut se féliciter, j'ai vu M. MESLOT qui se félicitait, comme se félicite le Ministre, d'une amélioration du taux d'encadrement, simplement j'imagine que M. MESLOT n'avait pas tout à fait les mêmes tableaux que les nôtres que nous allons lui transmettre.

Je suis ravi d'entendre que M. MESLOT allait sauver la classe de l'Ecole Châteaudun qui est à 27,2 élèves, ce n'est quand même pas rien, et je m'inquiète, comme l'a fait Olivier PREVOT, comme l'a fait Armelle LELEUP, comme l'a fait M. le Maire pour l'école Dreyfus-Schmidt.

Je m'inquiète très sérieusement, car on a là trois enfants de plus par classe. On a une classe double, une classe mixte, nous sommes dans une ZEP, on passe d'un effectif moyen de 20 élèves à un effectif un peu inférieur à 23 élèves. On ne tient pas compte bien entendu des habitations qui seront réalisées puisqu'on a une vision à l'instant t, ce qui est totalement illogique.

Je peux indiquer par exemple qu'à l'Ecole de la Deuxième Chance sont inscrits des jeunes du quartier des Résidences. Nous percevons des subventions de l'Etat uniquement pour les jeunes qui sortent de ZEP, c'est-à-dire que l'Etat flèche les difficultés sur ces quartiers et là sur ce quartier particulier, c'est l'ignorance la plus complète sur l'Ecole Dreyfus-Schmidt.



Je trouve cela scandaleux, je ne parle même pas des agressions de M. MESLOT vis-à-vis du Maire qui sont totalement inacceptables. Je pense simplement que le Ministre essaie de tromper la population mais malheureusement la population ne va pas être touchée dans le mois, dans l'année mais l'impact sera sur les deux ou trois années à venir. L'impact risque d'être fort sur la baisse de ce taux d'encadrement, qui n'est pas accompagné.

Maintenant j'entends qu'il y a un taux d'encadrement global avec effectifs permanents plus les remplaçants. Sérieusement, cela n'a aucun sens. C'est la première fois que j'entends une telle chose, cela devient ubuesque, si on commence à globaliser les taux. Le taux est là, il est celui qu'Armelle LELEUP a présenté et force est de constater que sur notre ville le taux a baissé.

**Mme Samia JABER, Adjointe :**

Je voudrais donner un petit conseil à M. GRUDLER. Je voudrais qu'il m'écoute. Votre argumentaire est complètement faux, en plus il faudrait peut-être que vous le changiez, il n'est pas adapté à la réalité, et vous dites des choses fausses.

Concernant le marché de l'immobilier, vous n'êtes pas sans savoir que les prix de l'immobilier en ville sont plus chers qu'à l'extérieur et que si les jeunes couples partent à l'extérieur pour accéder à la propriété c'est parce qu'ils font le choix d'acheter un pavillon et que c'est beaucoup plus difficile d'acheter un pavillon en centre ville.

Vous nous dites en même temps que c'est le logement social qui fait fuir ces jeunes couples, alors c'est assez extraordinaire, le logement social permet aussi à des familles avec enfants de s'installer en ville et de pouvoir remplir nos écoles, l'argumentation est assez incroyable.

Je voudrais vous faire part d'une discussion que l'on a eue avec le Maire de Delémont pas plus tard qu'hier. Delémont est une ville voisine en Suisse, M. le Maire nous expliquait qu'il avait exactement le même phénomène de jeunes couples qui sortaient de la ville et pourtant il n'a que vingt logements sociaux dans sa commune. Vous voyez que ce n'est pas le logement social qui fait fuir les jeunes couples.

Par ailleurs, changez aussi d'argumentaire parce que vous avez à ma connaissance demandé à intégrer très récemment le conseil d'administration de l'Office Public Départemental de Territoire Habitat et j'espère pour vous que vous œuvrerez au sein de ce conseil d'administration dans le même sens que nous pour défendre enfin le logement social et que vous sortirez de la logique des procédures au tribunal pour empêcher que le logement social se fasse, un logement de qualité je vous le rappelle, qui n'a rien à envier au privé.

**M. Bertrand CHEVALIER**, Adjoint :

Sur ce rapport, je vais essayer d'être bref malgré ma colère, parce qu'on ne peut pas se satisfaire des conditions de la rentrée, malgré ce qu'on entend de la part de l'UMP. Il a fallu que les parents, les élus se battent comme des chiens dans certains endroits pour quémander des maintiens de postes, ce n'est pas une façon de traiter les enfants et les parents.

On constate que l'éducation, une éducation populaire, démocratique n'est pas l'objectif de ce gouvernement, je partage entièrement les interventions de mes collègues et du Maire sur les conditions difficiles de la rentrée à Belfort.

Quand j'entends le remerciement du groupe UMP sur les compétences professionnelles des enseignants alors qu'on entend M. DARCOS dans sa sortie sur l'enseignement maternel qualifier les personnels enseignants à Bac + 5 qu'ils sont juste capables de changer des couches-culottes et de faire de la garderie, je trouve cela inadmissible, vous irez leur expliquer.

On sait très bien que vous n'avez qu'une gestion comptable de l'éducation nationale, nous n'avons pas du tout la même vision. Vous voulez supprimer l'éducation en enseignement maternel, c'est pour cela que vous dénigrez l'enseignement des deux ans et des trois ans. Je ne partage pas du tout, les élus communistes avec moi, cette vision, et là je réitère ma colère.

**Mme Marie-Claude BEURET**, Conseillère Municipale déléguée :

Je voudrais dire que même malgré cette rentrée très difficile, il faut féliciter l'école de la République, les élus, tous ceux qui ont participé et M. le Maire en particulier et les parents aussi. Nous avons réussi à maintenir cinq classes sur les neuf. Imaginons la rentrée s'il n'y avait pas eu cela, s'il n'y avait pas eu cette mobilisation autour, imaginons combien les enfants et les enseignants auraient des conditions difficiles.

Moi, je pense aux enfants, si j'étais devant M. DARCOS, je lui dirai -mais vous vous en moquez royalement des enfants, ce qu'il vous faut ce sont des postes pour rediffuser, redéployer,..., Le rythme des gosses, vous vous en moquez complètement !

Pour ce qui est des maternelles, et vous savez mon amour pour les classes maternelles, j'ai travaillé 29 ans en tant qu'employée municipale, je dirai à M. DARCOS, que l'année prochaine il aura besoin de prélever des postes, et il va se retourner contre les maternelles qui ont des enseignants très bien formés, qui ont parfois le Bac + 5.

Je dirai aussi à M. DARCOS que pour ce qui concerne les couches-culottes, il n'est au courant de rien du tout sur l'école maternelle, et c'est grave pour le Ministre de l'Education Nationale. Il faut savoir que l'école maternelle est assujettie à la propreté des enfants, on ne peut y entrer que si on est propre. C'est quand même terrible pour un Ministre de dire de pareilles bêtises.



Je pense que l'année prochaine nous serons sûrement encore obligés de nous mobiliser de cette façon là.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Il faut bien prendre conscience que la colère qui indigne une majorité du Conseil Municipal est à la mesure du mépris avec lequel sont traités, de fait, les enseignants, les élus dans cette affaire.

Vous évoquez, M. VIVOT, les trois postes récupérés de remplacement. Soyons sérieux. L'Inspecteur lui-même - dans les redéploiements qu'il envisageait dans le cadre de l'enveloppe en diminution qui lui avait été laissée -quelle générosité de la part du Rectorat et de l'Etat- envisageait huit postes de remplacement, ce sont huit postes qu'il lui fallait. Effectivement, il n'a pu en dégager que trois parce nous avons empêché que soit fermées un certain nombre de classes à Belfort ou dans le département.

Armelle LELEUP évoquait la question des RASED, c'est la Ville de Belfort qui maintenant paye les psychologues scolaires, je trouve cela scandaleux.

J'ai évoqué la semaine de quatre jours, vous ne l'avez pas évoquée. Je pense qu'aujourd'hui, il faut que vous preniez mesure de la colère qui gronde. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas forcément une réponse politique qui soit à la hauteur de la violence qui est faite à la population concernant cette affaire scolaire et que les mesures qui sont prises peuvent paraître indolores à court terme, on en paiera lourdement les conséquences dans les années qui viennent. Je pense que la mobilisation qui a commencé dans le département, n'est qu'un début, sur cette affaire scolaire, vous saurez nous trouver.

C'est un rapport important, la question de l'école est au cœur de la politique municipale, je rappelle que c'est un quart de notre budget qui est consacré à la politique éducative, il y a plus de 500 agents, que ce soient des agents à temps plein ou des vacataires qui travaillent sur ces questions éducatives, cela valait la peine qu'on s'y arrête quelques instants. Je remercie encore Armelle LELEUP pour la qualité du travail qui a été effectué.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE** de cette information.



**DELIBERATION N° 08-168 : FIXATION DES TARIFS D'INSCRIPTION POUR LES STRUCTURES D'ACCUEIL EDUCATIF GEREES PAR L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCS**

*Vu le rapport présenté par Mme Armelle LELEUP, Adjointe,*



LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour et 8 abstentions (*M. Paul GROSJEAN, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Frédérique RIETSCH, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, mandataire de Mme Manuelle LOTZ, Mme Marie STABILE, M. David DIMEY*),

**ADOpte** les propositions tarifaires ci-annexées, applicables à compter du 27 octobre 2008.



**DELIBERATION N° 08-169 : PASSERELLE FRONT ¾ ET CHEMINEMENT - AVENANTS AUX MARCHES DE TRAVAUX**

*Vu le rapport présenté par M. Hubert BELZ, Adjoint,*

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Il s'agit d'ajustements marginaux. Je vous rappelle que nous inaugurons demain la place du Forum, la passerelle du Front ¾ et la promenade Hatry, vous êtes tous cordialement invités à cette promenade inaugurale. J'ai souhaité, plutôt que de faire trois inaugurations différentes, les faire l'une à la suite de l'autre, et que nous puissions, avec la population qui est cordialement invitée, inaugurer cette promenade qui est vraiment très agréable.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour et 3 abstentions (*M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA*),

**APPROUVE** les avenants aux marchés de travaux ci-annexés.

**AUTORISE** M. le Maire à signer lesdits avenants.



**DELIBERATION N° 08-170 : REGIME INDEMNITAIRE DU PERSONNEL**

*Vu le rapport présenté par M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint*

**M. Christophe GRUDLER**, Conseiller Municipal :

Une question sur ce régime indemnitaire du personnel communal, comment cela se passe-t-il dans les services partagés par rapport au statut du personnel de la CAB notamment, va-t-on vers une harmonisation ou pas ?

**M. Maurice SCHWARTZ**, Adjoint :

M. GRUDLER pose une question de fond, effectivement il y a encore des écarts entre le statut de la CAB et de la Ville de Belfort. On a une volonté dans le cadre du mandat de pouvoir harmoniser un certain nombre de choses. Des chantiers sont ouverts avec la représentation syndicale, bien évidemment, dans le cadre des contraintes budgétaires qui sont les nôtres, mais on a une volonté, comme on l'a déjà fait à la fin du mandat précédent, de pouvoir harmoniser autant que faire se peut les avantages de la CAB avec ceux de la Ville.

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

Je dois souligner qu'un travail important est réalisé sous l'égide de l'Adjoint au Personnel, nous en discutons régulièrement. Pour ce régime indemnitaire, je crois que M. SCHWARTZ l'a évoqué, un des éléments du rapport concernait en particulier les directrices de crèches. Un travail important a été mené avec elles, qui permet de résoudre un certain nombre de problèmes et d'homogénéiser le statut de ces personnels.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour et 3 abstentions (M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA),

**APPROUVE** les modalités d'application du régime indemnitaire, telles que définies ci-avant, pour les filières administrative, technique, médico-sociale, culturelle, sportive, animation, sécurité et police, ainsi que pour les agents non intégrés dans ces filières.

**AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à définir les montants et taux attribués par arrêté individuel à chaque agent.



**DELIBERATION N° 08-171 : FORMATION DES ELUS**

*Vu le rapport présenté par M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint,*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**DECIDE** d'instaurer, pour l'ensemble des membres de l'assemblée, le droit à la formation.

**AUTORISE** M. le Maire à signer la convention de formation avec l'Association des Maires du Territoire de Belfort mais aussi toutes conventions relatives à l'exercice du droit à la formation des élus locaux.

**DELIBERATION N° 08-172 : TRANSFERT DE PROPRIETE DU DOMAINE PUBLIC ENTRE LA VILLE DE BELFORT ET LA COMMUNE DE CRAVANCHE**

*Vu le rapport présenté par M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint,*

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

C'est donc une régularisation puisque cette voirie de toute évidence est complètement incluse dans la commune de Cravanche. La Ville de Belfort, je vous le rappelle, est propriétaire de 500 ha de forêts de Cravanche et nous rentrons de nouveau dans le territoire communal au bout de cette rue, lors du tournant après la maison forestière.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**APPROUVE** le principe et les conditions de ce transfert de propriété.

**AUTORISE** M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint chargé du Patrimoine, à signer, en même temps que la Commune de Cravanche, et en présence de M. le Maire, l'acte définitif à intervenir.





**DELIBERATION N° 08-173 : RETROCESSION D'UN IMMEUBLE SIS 3 RUE PASTEUR A BELFORT A TERRITOIRE HABITAT**

*Vu le rapport présenté par M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint*

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

C'est donc la politique régulière d'acquisition-amélioration de Territoire-Habitat pour lequel nous intervenons dans le cadre du maintien dans le parc social. Souvent ces logements étaient dans le parc social de fait, et cela nous permet de conserver du locatif social dans ces quartiers et dans le cadre de la mixité chère à M. GRUDLER.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Par 42 voix pour et 3 abstentions (M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA),

**APPROUVE** le principe et les conditions de la cession de l'immeuble sis 3 rue Pasteur à Belfort à Territoire Habitat.

**AUTORISE** M. le Maire à signer l'acte notarié subséquent.

**DELIBERATION N° 08-174 : MARCHE DE FOURNITURES : PRODUITS ET MATERIEL D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE**

*Vu le rapport présenté par M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint,*

**Mme Julie DE BREZA, Conseillère Municipale :**

Dans la procédure d'appel d'offres, aviez-vous émis l'hypothèse d'utiliser des produits dits « écologiques » puisque en ce moment, je ne sais pas si vous en avez entendu parler, il y a des rapports notamment au niveau des écoles qui privilégient l'utilisation de produits écologiques, d'une part parce que les coûts sont moindres et d'autre part au niveau santé pour les enfants, pour le personnel et au niveau développement durable, les rapports sont quand même favorables à ces produits là. J'aurais voulu savoir si vous aviez envisagé cette possibilité ou si vous étiez restreints aux produits plus polluants.

**M. Maurice SCHWARTZ**, Adjoint :

C'est une proposition que je prends en compte qui n'est pas exclue bien évidemment.

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

Au-delà du fait que ce ne soit pas exclu, à partir du moment où cela rentre dans le cadre financier, je pense que c'est un élément qu'il faudrait effectivement intégrer.

**M. Bruno KERN**, Premier Adjoint :

Juste un mot là-dessus, on peut intégrer des clauses, mais ce ne sont pas des clauses de sélection des entreprises, mais des clauses d'exécution du marché, c'est-à-dire que vous ne le trouvez pas dans l'appel d'offres proprement dit et dans l'avis public à la concurrence, mais vous le trouverez dans le cahier des charges que les entreprises signeront et à partir duquel elles s'engageront dans l'exécution du marché à réaliser avec les produits demandés.

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

Voilà une remarque judicieuse qui sera prise en compte.

*(M. Robert BELOT quitte la séance lors de l'examen de ce rapport  
et donne pouvoir à M. Maurice SCHWARTZ)*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**ADOpte** la procédure d'appel d'offres, conformément au Code des Marchés Publics.

**AUTORISE** M. le Maire :

- . à lancer la procédure d'appel d'offres,
- . à signer les pièces contractuelles du marché à venir.



**DELIBERATION N° 08-179 : GYMNASSE A VOCATION UNIVERSITAIRE ET MAISON DES SPORTS DE L'AIRE URBAINE - AVENANT N° 2 AU MARCHÉ DE TRAVAUX - AVENANT N° 3 A LA CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA SODEB - RECLAMATIONS DES ENTREPRISES - NOUVEAU BILAN PREVISIONNEL**

*Vu le rapport présenté par Mme Marie-Laure SCHNEIDER, Adjointe,*

*(Mme Marie-Antoinette VACELET, quitte la séance lors de l'examen de ce rapport et donne pouvoir à M. Hubert BELZ)*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

après l'avis favorable de la CAO, réunie le 16 septembre 2008, **APPROUVE** l'avenant n° 2 au marché de travaux du Groupement CRRRI 2000/ALBIZZATI pour un montant de 305 787,43 € HT, portant le nouveau montant du marché à 6 755 408,12 € HT.

**AUTORISE** la SODEB, agissant en qualité de maître d'ouvrage délégué, à signer cet avenant n° 2, dont le projet est ci-annexé.

**APPROUVE** l'avenant n° 3 (dont le projet est ci-annexé) à la convention de mandat avec la SODEB et **AUTORISE** M. le Maire à le signer.

**APPROUVE** le projet de mise en place de rideaux occultants estimé à 140 000 € HT, ainsi que la procédure de dévolution.

**APPROUVE** le nouveau bilan prévisionnel de l'opération qui s'élève à 8 323 876,91 € HT et qui fait l'objet de l'inscription d'un crédit complémentaire de 18 000,00 €, pour porter le budget alloué à l'opération de 9 938 078,00 € TTC, à 9 956 078,00 € TTC, conformément à la Décision Modificative présentée au Conseil Municipal.



**DELIBERATION N° 08-180 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU GYMNASSE UNIVERSITAIRE LE PHARE**

*Vu le rapport présenté par Mme Marie-Laure SCHNEIDER, Adjointe,*



**M. Jean-Marie HERZOG**, Conseiller Municipal :

Je tenais à poser une question à Mme SCHNEIDER. Je vois qu'à l'Article 22, il est mentionné à la page 8 : « aucune manifestation à caractère politique ou confessionnel ne sera autorisée, sauf cas exceptionnel traité à l'avance par la Ville de Belfort ». Je pense qu'il y a eu des manifestations politiques à la Patinoire et pourquoi n'y en aurait-il pas au Phare ?

**Mme Marie-Laure SCHNEIDER**, Adjointe :

Va-t-on être obligé de parler de laïcité dans cette assemblée ?

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

Je pense qu'il y a des endroits pour des meetings politiques et le Phare n'est pas, a priori, le lieu approprié. Je vous fais observer que la municipalité se réserve le droit de l'autoriser avec la mention « sauf cas exceptionnel ». On peut penser que s'il y avait un événement de gravité exceptionnelle qui justifiait le fait que de manière consensuelle les forces républicaines de la ville souhaitent utiliser le Phare, la question peut être examinée. Je considère néanmoins qu'il y a bien d'autres endroits pour avoir des débats politiques.

**M. Christophe GRUDLER**, Conseiller Municipal :

Simplement des remarques qui concernent plus le fond : je voulais demander à Mme SCHNEIDER si on avait une idée du chiffrage des coûts de fonctionnement annuels du Phare qui est un bel équipement qui s'impose. Mon propos n'est pas de dire qu'il ne faut pas dépenser, mais connaît-on de façon annuelle le coût par rapport au personnel, par rapport au chauffage des locaux, par rapport au volume également. Quel est le coût annuel du Phare ?

Ce qui amène en fait pour moi une question subsidiaire qui fait un peu office de gros mot parfois mais je pense que cela vaut le coup qu'on se pose la question au sein de cette assemblée. Vu l'intérêt du Phare, vu le fait que le BAUHB, le sport universitaire n'intéresse pas que la Ville de Belfort, je pense que ce ne serait pas incohérent d'imaginer une prise en charge à terme du fonctionnement par la Communauté d'Agglomération.

Nous avons déjà des équipements d'intérêt communautaire avec la patinoire, avec les piscines. Je pense que dans le domaine du sport, le fait d'avoir une prise en charge du fonctionnement, dans un cadre communautaire pourrait être quelque chose d'intéressant et qui permettrait de partager les coûts de fonctionnement, pas seulement par les habitants de Belfort, mais également par la solidarité de l'agglomération de Belfort.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

C'est effectivement une question que je me suis posée quand nous avons inauguré cet équipement. L'investissement a été fait par la Ville, la question de l'université est encore une compétence plutôt de la Ville que de la CAB, même si à terme ce ne serait pas illogique que la CAB puisse se saisir de cette compétence. C'est une question qu'il faut laisser, à mon avis, ouverte. Nous lançons le Projet d'Agglomération, nous en avons discuté avec l'ensemble des communes de la CAB. Le projet d'agglomération peut être l'occasion de peser un peu les avantages et les inconvénients de la mutualisation de ce type d'équipements.

En ce qui concerne les coûts, les coûts essentiels sont des coûts de personnel. Trois personnes ont été affectées comme il est précisé dans le rapport plus le personnel d'entretien, mais on pourra chiffrer, il y aura un bilan qui sera fait à la fin de l'année puisque on a besoin. En termes budgétaires, il y a des évaluations qui sont faites pour chiffrer le coût de fonctionnement de ce type d'équipement. On communiquera au conseil au moment de la discussion budgétaire le coût de fonctionnement de cet équipement.

**Mme Marie-Laure SCHNEIDER, Adjointe :**

Simplement pour dire à M. GRUDLER qu'actuellement, comme le bâtiment est en train d'être pris en possession par l'ensemble des clubs, nous allons avec les services techniques -et je rejoins le Maire là-dessus-, vous présenter prochainement à la fois un coût par rapport au fonctionnement du personnel, mais également au fonctionnement global, ce coût devra être fait sur une année pour écrier les pointes éventuelles de chauffage et de choses de ce type. On reviendra plusieurs fois et vous ne manquerez pas d'être mis au courant de l'ensemble du fonctionnement de cet ouvrage.

J'invite aussi les conseillers municipaux qui le veulent à aller soutenir les équipes qui jouent au Phare et demain il y a un match justement avec le BAUHB, à 20 heures.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour, 8 abstentions (*M. Paul GROSJEAN, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Frédérique RIETSCH, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, mandataire de Mme Manuelle LOTZ, Mme Marie STABILE, M. David DIMEY*),

**ADOpte** les orientations qui lui sont proposées.

**AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer tous les actes à intervenir pour l'organisation et le fonctionnement dudit gymnase universitaire Le Phare.



M. Robert BELOT, qui avait donné pouvoir à M. Maurice SCHWARTZ, revient en séance lors de l'examen de ce rapport. Monsieur le Maire lui donne la parole puisqu'il n'a pas encore fait son discours en Salle Kléber pour la clôture de l'Eté des Orgues.



**DELIBERATION N° 08-175 : CHEQUE AVANTAGE BIBLIOTHEQUE ANNEE 2008/2009 -  
CONVENTION AVEC LE CONSEIL REGIONAL DE FRANCHE-COMTE**

*Vu le rapport présenté par M. Robert BELOT, Adjoint,*

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Je sou mets à votre vote ce rapport, qui facilite la fréquentation de la bibliothèque par les jeunes. Il faut d'ailleurs espérer qu'il y en ait encore plus, à ma connaissance, entre 18 et 26 ans, il y a plus 1 118 jeunes dans la Ville de Belfort !

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**APPROUVE** les termes de la convention à intervenir avec le Conseil Régional.

**AUTORISE** M. le Maire à la signer.



**DELIBERATION N° 08-176 : SUBVENTION DU CONSEIL REGIONAL DE FRANCHE-COMTE  
- CONCLUSION D'UNE CONVENTION - FESTIVAL ENTREUVES 2008**

*Vu le rapport présenté par M. Robert BELOT, Adjoint,*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**AUTORISE** M. le Maire à signer la convention jointe en annexe.





## **DELIBERATION N° 08-177 : PROTOCOLE D'ACCORD CULTUREL ENTRE LES VILLES DE BELFORT ET MONTBELIARD**

*Vu le rapport présenté par M. Robert BELOT, Adjoint,*

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Il s'agit d'une coopération qui dure maintenant depuis plus d'une dizaine d'années et que nous souhaitons renforcer. J'ai rencontré récemment le Maire de Montbéliard, Jacques HELIAS et son équipe de direction et nous souhaitons renforcer encore cette coopération en matière culturelle.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**AUTORISE** M. le Maire à signer le protocole ci-annexé.



## **DELIBERATION N° 08-178 : PROGRAMME 2008 DE RESTAURATION ET D'ENTRETIEN DES MONUMENTS HISTORIQUES - DEMANDES DE SUBVENTIONS**

*Vu le rapport présenté par M. Robert BELOT, Adjoint,*

**Mme Florence BESANCENOT, Conseillère Municipale :**

Je voulais dire que nous approuvions ce rapport mais je voulais juste revenir sur la situation de la Cathédrale. C'est vrai qu'il y a quinze jours j'étais la première à attirer votre attention sur l'état de la Cathédrale Saint-Christophe. Je vous demandais de nettoyer les herbes folles qui poussaient, je vous faisais part de ma crainte de voir son état se dégrader rapidement, malheureusement les faits m'ont donné raison puisque deux pierres sont tombées de la façade sur le parvis.

Je voudrais vous préciser certaines choses. Je sais que la Mairie a entrepris un certain nombre de travaux depuis 1977 et des interventions ont été faites, nous le savons, sur la toiture, la zinguerie de la corniche de la tour Nord, la réfection des enduits des voûtes, la reprise des joints de la tour Sud.

De 1990 à 2000, il y a eu 565 000 euros engagés qui ont porté sur la restauration de la façade occidentale, de la charpente, la réalisation des purges, dans les endroits dégradés la pose de filets sur toutes les parties saillantes. En 2011 et 2014, vous avez prévu des interventions sur la façade Ouest et Nord dont le coût prévisionnel est estimé à 908 000 €.

Je pense qu'il n'est pas nécessaire non plus de disposer d'un budget conséquent pour effrayer les pigeons qui causent tant de dégâts à cet édifice, qu'il n'est pas nécessaire non plus de disposer d'un budget conséquent pour nettoyer les herbes folles qui poussent et dégradent la Cathédrale et enfin, je pense qu'il serait souhaitable en vue des derniers événements d'anticiper les travaux qui sont prévus en 2011 et 2014, de programmer dès le prochain budget les sommes nécessaires à la réfection, à la sécurisation de notre Cathédrale.

Peut-être aurait-on dû faire les travaux de la Cathédrale en priorité par rapport aux travaux qui ont été engagés sur les remparts. Il ne s'agit pas de polémiquer, mais de voir ce que l'on peut faire face à cette détérioration qui hier défigurait la Cathédrale mais qui aujourd'hui met quand même les concitoyens en danger, c'est vrai qu'on a évité le pire. Je vous demande de prendre rapidement les mesures qui s'imposent pour cette Cathédrale.

**M. Christophe GRUDLER**, Conseiller Municipal :

Je ne souhaite pas non plus polémiquer et loin de moi l'idée de vouloir vous jeter la pierre, M. le Maire.

Cela fait quand même huit ans que les élus d'Un Nouveau Souffle Pour Belfort se préoccupent de l'état de la Cathédrale Saint-Christophe et ce fait divers du début de semaine a heurté nos concitoyens et les gens ne parlaient que de cela à la Vieille Ville. Cela a un impact important qui aurait pu être beaucoup plus grave. On explique que ce ne sont que 800 grammes de pierre principale, mais je vous rappelle un fait divers dramatique à Bonifacio, la pierre ne pesait pas plus lourd et a suffi à tuer un enfant. Les faits sont graves.

Je tiens, pour corriger l'intervention précédente, à vous dire que ce n'est pas un problème de rénovation. Pourquoi parle-t-on de problème de rénovation ? Cette chute de pierre s'est effectuée sur une façade qui venait d'être rénovée puisqu'on a retiré les échafaudages. Cela fait des années que cette façade principale était en travaux, que les travaux sont terminés, tout est fini et sur la partie déjà rénovée, il y a quelque chose qui tombe.

C'est pour cela que nous avons demandé un diagnostic par l'Architecte en Chef des Monuments Historiques pour savoir précisément ce qui s'est passé. Sécuriser la Cathédrale et effectivement après engager un programme pluriannuel d'investissement sur lequel cette assemblée s'est déjà prononcée puisqu'il y a déjà eu des tranches par le passé qui ont été acceptées.



Je me souviens, sans vouloir faire de la polémique, qu'il y a cinq ans, le Maire de l'époque s'était ému au Conseil Municipal des sommes colossales demandées par la DRAC pour rénover Saint-Christophe et c'est vrai qu'à l'époque on a préféré flécher l'enveloppe de la DRAC qui n'était pas extensible parce que l'Etat ne donne qu'une partie de financement chaque année à la Ville de Belfort pour ses actions de rénovation et bien l'Etat, vu que la Ville rechignait aussi parce qu'il y avait aussi une très grosse somme, a préféré des tranches plutôt sur le Château.

Je voulais enfin peut-être préciser qu'il n'y a pas que des pigeons autour de la Cathédrale Saint-Christophe, il y a aussi un couple de faucons pèlerins qui mange les pigeons et qui habite dans la tour Nord de Saint-Christophe. Il y a plusieurs types de rapaces à Belfort.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Quelques précisions quand même. M. GRUDLER a raison de rappeler que cette façade de laquelle sont tombées les pierres a été rénovée récemment, que les problèmes qui sont posés sont d'une nature autre que la rénovation à laquelle faisait référence Mme BESANCENOT. Une inspection a été faite à la demande des services qui tout de suite ont réagi quand nous avons été informé de cette chute de pierre, pour voir ce qu'il en était.

Robert BELOT et moi-même avons payé de notre personne puisque nous avons fait l'escalade de la façade, dans une nacelle, par la face Nord de la Cathédrale et nous avons pu vérifier que le problème qui était posé n'est pas un problème de pigeons, ni de faucons, ni un problème d'herbe.

C'est effectivement un problème de conception visiblement des balustres qui sont sous le linteau qui se trouve au-dessus de la porte principale et si vous regardez attentivement, vous verrez que les chapeaux de ces balustres ont commencé à éclater sous l'effet d'une tension éventuellement liée entre la tige de fer qui tient cette balustre et qui la fixe, -qui la tient verticale si je puis dire-, et la dilatation visiblement de la ferraille qui entre en contradiction avec les capacités de dilatation du grès qu'il y a autour ; ce qui explique effectivement l'éclatement de ces chapeaux. Il y a un problème de conception et il faut que nous interroguions l'Architecte des Bâtiments de France puisque c'est sous sa houlette que ces travaux ont été réalisés.

Dès que nous avons eu connaissance de cet événement, d'abord des moyens de sécurité ont été mis en place, ensuite nous avons fait ? cet après-midi la façade pour que le public puisse avoir accès au bâtiment en toute sécurité dans le cadre des manifestations qui vont se tenir et par mesure de sécurité une protection va être mise en place sur la Cathédrale en attendant que les travaux puissent être réalisés.

A ce propos, je souligne que d'aucuns se sont émus depuis plusieurs années de ces filets de sécurité, on voit bien qu'ils sont bien utiles parce que dans l'attente d'une rénovation qui forcément ne peut se faire que de façon phasée, - j'en dirai encore quelques mots tout à l'heure-, il est important que nous puissions assurer la sécurité de nos concitoyens.



M. Robert BELOT m'a fait une suggestion que je trouve tout à fait intéressante, dans la mesure où ces protections restent quelques années, mais je rappelle que la Cathédrale de Strasbourg, depuis 1945, a fait l'objet constamment d'échafaudages, parce que c'est le lot des bâtiments de ce type, qui sont construits dans des matériaux qui effectivement supportent mal l'usure du temps.

Je pense qu'il faudra que nous ayons une protection plus esthétique, un emballage à la Christo qui permette de pouvoir, dans la durée avoir cette sécurité sans que cela n'altère trop l'esthétique du site.

Pourquoi la Cathédrale, les remparts, quels sont les choix ? Je rappelle que si nous avons privilégié la Cathédrale, des esprits malins nous auraient vite saisi du fait que nous laissions les remparts à l'abandon et qu'il faut faire des choix.

C'est vrai que dans le patrimoine, étant donné l'importance de ce patrimoine dans la ville, nous ne pouvons procéder que par étapes. Moi-même, je souhaiterais que nous allions plus vite, les finances de la Ville sont ce qu'elles sont et on ne peut pas non plus consacrer l'ensemble des finances de la Ville à la rénovation de ce patrimoine.

**M. Olivier PREVOT**, Adjoint :

Je voudrais juste donner une précision : effectivement, le premier chiffrage en 2000 s'évaluait à 100 millions de francs, c'était le prix annoncé par l'Architecte en Chef des Monuments Historiques, il a été ensuite ramené à une soixantaine de millions après l'évaluation de la face Sud de la tour Sud, c'est effectivement cette partie là qui a posé problème.

Simplement pour dire que ces sommes là ne peuvent pas être digérées ni par l'Etat, ni par la Ville en quelques années, il y a donc une nécessité de lisser ces travaux sur un nombre d'années important, c'est le choix qui avait été opéré à l'époque et d'ailleurs qui n'avait pas été remis en cause par l'opposition.

Je rappelle que cela avait été voté à l'unanimité et ensuite évidemment le patrimoine que nous avons ne s'arrête pas à la Cathédrale Saint-Christophe et comme l'a dit très justement M. le Maire, il faut pouvoir intervenir sur l'ensemble du patrimoine pour éviter qu'il se dégrade par ailleurs et qu'ensuite les reprises de ce patrimoine coûtent beaucoup plus cher qu'une simple restauration.

**Mme Florence BESANCENOT**, Conseillère Municipale :

Quand j'ai envoyé ce courrier les pierres n'étaient pas tombées, je demandais juste qu'on nettoie la façade, les arbres qui poussent sur le dessus et qu'on trouve un système pour les pigeons qui dégradent quand même, ils se sont installés dans les filets de la Cathédrale, cela attaque le grès.

Je pense que cela n'apporte rien de bon à terme, après, c'est vrai que les pierres sont tombées, mais je pense que dans un premier temps, même si cela prend du temps, même si il y a des filets, ce que tout le monde conçoit car tout ne se fait pas en deux jours, mais on peut quand même entretemps nettoyer cette façade et changer les filets de temps en temps en évitant que les pigeons nichent dedans, parce que quand on fait le tour de la Cathédrale, c'est vraiment calamiteux.

**M. Robert BELOT**, Adjoint :

Non, Mme BESANCENOT, je pense que vous vous attribuez des dons prophétiques que vous n'avez pas, parce que dans votre communiqué de quelques lignes, complaisamment reproduit par un journal, vous parliez d'esthétique, d'herbes folles, ça n'avait pas de lien avec la sécurité.

Or, l'évènement qui a surgi concerne la sécurité, donc il ne faut pas vous attribuer des mérites que vous n'avez pas, il s'agissait d'un problème esthétique, que je partage au demeurant d'ailleurs. Je suis d'accord avec vous. L'herbe qu'il y a sous les aisselles du Lion ça m'énerve chaque fois que je le vois aussi...

Je n'aime pas trop la manière, on l'a vu tout à l'heure pour l'éducation, cette manière réactive de poser les problèmes. Vous envoyez un communiqué à la presse, moi, je reçois dans mon bureau tous les citoyens qui veulent venir, vous auriez pu venir me voir en me demandant des éléments d'explication parce que pour moi la politique ce n'est pas la polémique.

Je ne vois pas l'intérêt d'une posture de ce type si vous voulez, parce que le dossier est complexe. Premièrement, je peux vous dire que je suis fier d'être dans une équipe qui hérite d'un bilan extraordinaire dans ce domaine et qui a fait un effort considérable en mobilisant, je ne dis pas que c'est la seule ville, mais en mobilisant, ville incluse, 4 303 712 €, c'est un effort colossal. Comme le dit Olivier PREVOT, on ne peut pas tout faire non plus, bien sûr on peut aussi dépenser 20 millions d'euros, il faut être sérieux.

Deuxièmement, la complexité est liée à quoi ? Elle est liée au fait que la Ville est certes propriétaire de ce bâtiment, c'est un beau bâtiment, mais la Ville est sous le contrôle, sous la surveillance, sous l'influence de l'administration des Monuments Historiques, de l'Architecte en Chef des Monuments Historiques.

On ne fait pas ce qu'on veut, changer une pierre demande une autorisation et tout le programme de restauration de cette Cathédrale est lié à un rapport qui avait été commandé, que nous avons payé à l'époque, c'est-à-dire en août 2001, document qui effectivement fait un diagnostic complet de ce qu'il faut rénover, je pense que les élus de l'époque avaient conscience qu'il fallait faire quelque chose quand même, sachant qu'avant 2001, plein de choses ont été faites, à l'intérieur et à l'extérieur donc il y a toujours eu de la part des élus des équipes précédentes le souci de la préservation de ce bâtiment.



Le dossier est complexe, on ne fait pas ce que l'on veut et la responsabilité reste effectivement à déterminer parce que cette façade, ce fronton et ces ballustres, avaient, comme le dit justement M. GRUDLER, été restaurés. La Ville est absolument au-dessous de tout soupçon dans ce domaine. Bien sûr il va falloir enquêter et nous y sommes allés, on a pris des photos etc.. L'enquête ne fait que commencer, mais ce n'est absolument pas lié aux herbes folles qui se trouvaient là, c'est lié, comme l'expliquait le Maire à un phénomène d'érosion concernant l'insert métallique.

Troisièmement, effectivement, c'est un bâtiment qui est dans un triste état parce que le grès n'est pas de bonne qualité et on n'y peut rien, on va faire le maximum pour y pallier. Les débats budgétaires à venir permettront effectivement de montrer que nous sommes toujours dans cette dynamique, si tant est que l'Etat veuille bien continuer à participer à la même hauteur à cet effort que les Belfortains consentent.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Je voudrais prendre la défense de la presse qui n'est pas responsable de la nature des communiqués qu'on lui transmet, mais en revanche souligner ce que j'ai dit tout à l'heure, c'est que la moindre des choses serait déjà de nous interroger, mais on sait bien que c'est parfois difficile pour l'opposition de résister au fait de saisir immédiatement les médias,.

Effectivement les médias sont là aussi pour remédier au fait que des questions ne sont pas suffisamment traitées avec la diligence qui serait nécessaire, mais comment pouvoir vous répondre avant même que nous ayons été saisis. Si vous voulez que nous ayons d'autres rapports et des rapports plus constructifs avec l'opposition, utilisez les voies d'un dialogue lui aussi constructif.

Je vous rappelle que nous avons un peu dérivé, mais c'était un peu normal étant donné l'actualité.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**APPROUVE** ces nouveaux plans de financement.

**AUTORISE** M. le Maire à solliciter auprès de l'Etat et du Conseil Régional les subventions nécessaires à la réalisation de ces opérations.

**AUTORISE** M. le Maire à traiter ces travaux, conformément au Code des Marchés Publics.

Nous pouvons libérer Robert BELOT et qu'il salue de notre part les Amis des Orgues.





*(M. Robert BELOT quitte la séance lors de l'examen de ce rapport  
et donne pouvoir à M. Maurice SCHWARTZ)*

**DELIBERATION N° 08-181 : CFA - MISE EN ŒUVRE DU PREMIER EQUIPEMENT DES  
APPRENTIS POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2008-2009 - CONVENTION A PASSER AVEC LE  
CONSEIL REGIONAL**

*Vu le rapport présenté par M. Alain OGOR, Adjoint,*

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Pouvez-vous nous communiquer le nombre d'apprentis qui ont effectué la rentrée au  
C.F.A. ?

**M. Alain OGOR, Adjoint :**

L'estimation est de 227 nouveaux apprentis en première année. L'effectif total est à peu  
près de 500.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

- **APPROUVE** les termes de la convention à intervenir avec le Conseil Régional de  
Franche-Comté.

- **AUTORISE** M. le Maire à la signer.



**DELIBERATION N° 08-182 : CESSION DE LA PARCELLE SISE A BELFORT, BOULEVARD  
DUNANT, CADASTREE SECTION BM N° 140**

*Vu le rapport présenté par M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint,*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**APPROUVE** le principe et les conditions de cette cession.

**AUTORISE** M. le Maire à signer tous actes nécessaires à cette opération.



**DELIBERATION N° 08-183 : QUESTIONS DIVERSES - POINT SUR LES AMENAGEMENTS DE VOIRIE NECESSAIRES AU PASSAGE D'UN CONVOI EXCEPTIONNEL**

*Vu le rapport présenté par M. Bertrand CHEVALIER, Adjoint,*

**M. Christophe GRUDLER**, Conseiller Municipal :

Je souhaite que ce rapport supplémentaire reçu aujourd'hui ne nous vaudra pas de recours juridiques dans les prochains jours.

Je demande confirmation à M. CHEVALIER mais je n'ai pas vu de travaux prévus sur le carrefour des Fusillés-carrefour de l'Espérance. Or, lorsque le carrefour n'était pas encore paysager, il avait toujours été dit que l'espace central non aménagé servait au passage des très gros convois exceptionnels.

Notre assemblée a adopté, il y a quelques années l'aménagement du carrefour d'Atria avec des suprastructures maintenant pérennes. Je voulais savoir s'il n'y avait pas d'obstacle sur le carrefour de l'Espérance par rapport à ce convoi qui est effectivement hors norme.

Je dirai encore un dernier mot puisque l'on parle d'Alstom avec un gros produit, pour rappeler simplement que la réussite du CERN de Genève doit beaucoup à Alstom MSA, avec des gros aimants supraconducteurs qui ont été réalisés pour permettre cet anneau de 32 kilomètres. Je voudrais rappeler et rendre hommage aux employés d'Alstom qui ont permis de faire cette belle réussite à Genève. Je profite de l'inscription de ce rapport sur Alstom pour le signaler.

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

On ne va pas profiter de tous les rapports pour intervenir les uns et les autres. Je vois Christian PROUST qui ne va pas résister à intervenir, ni Jean-Marie PHEULPIN. Vous avez ouvert la boîte de pandore. Juste une remarque technique pour rappeler que sur le carrefour de l'Espérance, il n'était pas question de faire passer les convois exceptionnels au milieu du carrefour, sur la plateforme. Les courbes de giration avaient été revues et vous savez que de temps en temps on est obligé de démonter les feux, mais les convois peuvent passer normalement et je pense que ce convoi-là pourra aussi passer sans problème dans le carrefour de l'Espérance.

**M. Christian PROUST**, Conseiller Municipal :

Je vais juste rappeler à Christophe GRUDLER, je ne me souviens plus vraiment de la date, je pense que c'est en 1984 ou 1985, le Conseil Général du Territoire de Belfort a financé en fait la première maquette de l'aimant LFC. Une avance d'un million et demi de francs a été versée à l'époque à Alstom pour lui permettre de démontrer la capacité de l'usine de Belfort pour cet aimant supraconducteur.

J'ajoute un deuxième point plus récent pour rappeler que le Député ZUMKELLER, dont vous vous sentez de temps en temps quand même assez proche, avait indiqué en 2003, 2004 qu'Alstom c'était terminé et qu'il fallait envisager de tourner la page et je crois que tout ce qui se passe effectivement -et ce rapport en est une démonstration supplémentaire- montre à quel point M. ZUMKELLER avait dit une très grosse bêtise.

**M. Jean-Marie PHEULPIN**, Conseiller Municipal :

Je voudrais remercier M. GRUDLER, du remerciement qu'il adresse aux ouvriers de MSA pour les aimants du CERN. La Direction de l'entreprise n'a pas les mêmes rapports avec les ouvriers puisque c'est un secteur qui est en voie de disparition aujourd'hui puisque tous les gens sont mutés ou licenciés volontairement. C'est un secteur qui n'existera plus. Voilà les remerciements de la Direction pour le beau travail effectué.

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

C'est vrai que nous avons les plus grandes inquiétudes à avoir sur l'avenir de MSA.

**M. Bertrand CHEVALIER**, Adjoint :

Pour répondre à la question posée par M. GRUDLER, il est mentionné dans le rapport uniquement les aménagements de voirie nécessaires pour les franchissements. Le carrefour de l'Espérance est configuré pour les franchissements -comme l'a dit le Maire-. Ce type de convoi s'accompagne des mesures d'interdiction de stationner, de sens de circulation dans toute la partie concernée et donc seuls les éléments de voirie à modifier étaient mentionnés dans le rapport.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 45 voix pour (unanimité des présents),

**PREND ACTE** de ce projet.



**AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer la convention à intervenir avec la société Logistique Globale Européenne (LGE), ci-annexée.



## **DELIBERATION N° 08-184 : MOTION : LA POSTE EST EN DANGER : NON AU PROJET DE SA PRIVATISATION**

*Vu le rapport présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire,*

Je vais présenter cette motion au nom du groupe majoritaire. Il s'agit d'une motion sur la Poste. Vous savez là aussi qu'il existe une sorte de polémique politicienne par presse interposée. Je précise qu'il s'agit là non pas d'une responsabilité de la presse, mais de ceux qui envoient des communiqués. Le Député Damien MESLOT, puisqu'il s'agit encore de lui, m'accusait d'avoir déclaré dans la revue municipale que je m'insurgeais contre la fermeture définitive d'un certain nombre de bureaux de poste sur Belfort.

Je souligne qu'il n'en était rien pour ceux qui savent lire. Je m'insurgeais effectivement sur la fermeture pendant l'été de bureaux de poste dans les quartiers dans lesquels il persiste des habitants, en particulier des personnes âgées qui ont l'usage de ces bureaux de poste et je trouve ce procédé lamentable.

Je vais vous lire la motion avant que nous passions au débat et à sa mise au vote :

« La Poste est en danger, non au projet de sa privatisation. La dégradation du service public de La Poste se poursuit depuis plusieurs années maintenant, symbolisée par un manque de personnel dans les quartiers populaires des villes et la fermeture de bureaux ruraux.

En en faisant une société anonyme dont le capital sera introduit en bourse, le gouvernement a montré clairement son intention de privatiser La Poste.

**La Poste est un service public de proximité**, essentiel à notre pays, qui joue un rôle social majeur, une dimension qui tend de plus en plus à s'estomper, mais aussi qui tient une place importante dans la vie économique de notre pays et de nos villes.

Il s'agit d'un outil précieux qui doit être accessible à tous également. Cela suppose impartialité, confiance, efficacité, esprit de service.

La privatisation de La Poste n'apporterait aucune garantie quant au maintien de la qualité du service rendu et porterait en elle les fondements de la remise en cause de l'égalité de traitement des usagers.

Ainsi, le Conseil Municipal de Belfort, réuni en séance publique le 19 septembre 2008 :

- s'oppose vigoureusement à ce projet de privatisation qui menace la qualité du service rendu aux usagers de La Poste et leur égalité de traitement,

- demande que le gouvernement ouvre un grand débat public sur les missions de La Poste et sur l'amélioration du service rendu en réponse aux besoins de la population,
- demande que ce débat porte aussi sur les nouvelles formes de gestion qui permettront de démocratiser les services publics en impliquant davantage les représentants des usagers, des salariés et des élus ».

**M. Sébastien VIVOT**, Conseiller Municipal :

Dans la motion que vous déposez, M. le Maire, on veut faire croire au public que la Poste serait privatisée, que son capital serait entièrement introduit en bourse. Cette façon d'essayer d'effrayer les usagers est déplacée.

En fait, de quoi s'agit-il ? La Poste pâtit actuellement d'un manque d'investissement de l'Etat dans ses structures, non pas depuis quelques années, mais depuis une trentaine d'années. Cette absence de moyens financiers a contribué à fermer un certain nombre de bureaux de poste et empêcher la Poste française d'investir pour son avenir, alors qu'au même moment, les postes étrangères et plus particulièrement européennes bénéficient grâce à leur statut, de sommes importantes pour investir.

Le projet tel qu'il sera proposé au Parlement dans les mois à venir ne constituera en aucune manière une privatisation de la Poste, mais simplement autorisera la Poste par un changement de statut à ouvrir une petite partie de son capital au marché de façon à obtenir les fonds indispensables à son développement.

Ainsi, en voulant empêcher la Poste de changer de statut vous la condamnez à végéter et à périr et vous entraînerez ainsi des fermetures de bureaux de poste et des compressions d'effectifs. La seule façon pour la Poste de créer des emplois et d'apporter un service de qualité à ses usagers est de lui permettre d'évoluer et de se moderniser.

D'ailleurs, vous reconnaissez vous-même dans votre motion que la Poste n'a pas les moyens de mener son développement et qu'elle connaît des difficultés, c'est pourquoi, pour notre part, nous refuserons de voter cette motion qui n'est pas conforme selon nous aux intérêts des salariés de la Poste et des usagers.

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

Nous ne sommes pas surpris outre mesure de votre prise de position et quelle singulière pirouette de nous dire que la Poste doit rechercher ailleurs des investissements parce que l'Etat ne veut pas payer. Si ce n'est pas de la privatisation qu'est-ce que c'est ? Ce que nous réclamons, c'est justement le fait que l'Etat assume sa responsabilité et puisse donner à la Poste les moyens de se moderniser.



**M. Bertrand CHEVALIER**, Adjoint :

Je me sens obligé de réagir à la précédente déclaration, qui est mensongère. Si on se rappelle les promesses de M. SARKOZY concernant l'ouverture du capital d'EDF, on est mal parti. Bien évidemment, c'est une privatisation qui sera claire, nette, la Poste n'a pas besoin de lever sur le marché de la bourse des capitaux, elle est bénéficiaire, elle peut investir, il suffit que l'Etat, principal propriétaire et actionnaire, le décide.

Nous refusons toute ouverture du capital qui entraînera une privatisation en très peu de temps et je rappelle la catastrophe qui se dessine sur le secteur de l'énergie, on voit maintenant que les capitaux sont détenus par des sociétés en Belgique et l'Etat est réduit à moins de 30 %. Nous ne cautionnerons pas la même démarche pour la Poste, c'est ce qui est clairement dessiné dans ce projet.

**M. Bruno KERN**, Adjoint :

Vous avez évoqué un sujet qui mérite un vrai débat en disant « nous ne sommes pas dans de la privatisation, nous sommes dans le changement de statut ». C'est vrai que nous sommes dans le changement de statut, à savoir qu'on passe d'un établissement public à une société anonyme.

C'est vrai qu'EDF a déjà fait cette même démarche, c'est vrai aussi pour France Télécom. EDF avait besoin de faire cette démarche parce que nos partenaires européens nous ont souvent accusé d'arrogance parce qu'avoir un établissement public qui achète les opérateurs historiques dans d'autres pays européens comme l'a fait EDF avec Montedison en Italie, alors que les autres opérateurs ne peuvent pas acheter EDF parce qu'elle est protégée par son statut, c'est une pression de Bruxelles de mettre les sociétés chargées d'un service public au niveau d'un statut, donc dont acte.

Le sujet n'est pas vraiment là. J'ai écouté ce matin M. BAILLY, le PDG de la Poste à RTL qui nous a dit quelque chose de sidérant. Il nous a dit : « aujourd'hui, nous ne pouvons rénover un bureau de poste en France qu'en moyenne tous les trente ou quarante ans. Le passage en Société Anonyme va nous permettre de rénover les bureaux de poste pour les personnes qui en ont besoin, tous les dix ans ».

Mais en même temps, on ferme les bureaux de poste, on transforme les bureaux de poste en relais poste, il y a des régions en France, on l'a pas ici, c'est le Casino du coin qui est devenu le relais de poste, c'est-à-dire que les gens quand ils ont un recommandé à expédier, ils doivent aller au Casino, et quand je dis au Casino, c'est l'épicerie du coin.

Il y a derrière ce changement de statut que vous voulez nous donner comme étant un changement de statut neutre, une volonté politique et c'est ça qui est en jeu parce que je vous concéderai volontiers que le changement de statut en soi n'est pas dangereux.



Si je prends l'exemple des sociétés d'économie mixte, ce sont des sociétés anonymes. Si je prends l'exemple de la SEMPAT, c'est une société anonyme. Seulement, il y a une volonté politique, il y a un capital public majoritaire et cette volonté politique et ce capital public majoritaire font que des missions de service public sont développées et qu'au bout du compte on peut peut-être gagner un peu d'argent sur les marchés boursiers, encore que j'imagine peu d'opérateurs en ce moment avec ce qui est en train de se passer sur les marchés boursiers venir investir sur la poste française, mais au bout du compte, ce qui sera en jeu, c'est la volonté de l'actionnaire majoritaire.

Malheureusement, on a sur tous les grands dossiers la même position du Président de la République, c'est qu'on nous fait passer une réforme pour quelque chose d'indolore, de neutre et de rendu obligatoire par les nouvelles conditions du marché et derrière c'est un autre modèle économique qu'on nous met en place, c'est celui de la totale concurrence, de la libre concurrence, du service public minimum, du fait que progressivement on se dégagera du capital.

Et si la motion dit : « nous allons vers un projet de privatisation », c'est parce qu'on passe par la phase intermédiaire du changement de statut pour demain perdre le contrôle du capital de la poste. C'est contre ça qu'il faut aller et je serai curieux de voir si la loi fixe une interdiction, je dis bien une interdiction, pour l'Etat de se dégager du capital, de perdre la majorité parce que nous avons eu dans d'autres sujets comme cela une loi qui disait « nous resterons majoritaires » et pour finir on ne reste pas majoritaire.

Encore une fois, ne nous trompons pas de débat, nous ne sommes pas là pour défendre un statut pour un statut, nous sommes là pour dire que derrière le changement de statut, il y a une dérive mercantile qui fait qu'au bout du compte, le service public sera arrivé à un niveau minimum et c'est ça que nous combattons.

**M. Christian PROUST**, Conseiller Municipal :

Je vais faire un effort de concision, ce sera un peu caricatural du coup, mais je voudrais dire que c'est un peu tard en fait. Déjà quelque part il y a une concurrence dans un certain nombre de secteurs de la Poste et que la machine à broyer le service public est en marche parce que c'est clair que les conditions de production du prix de revient en secteur rural ou en secteur urbain sont très différents.

A partir du moment où on est dans une logique, où on a accepté déjà une segmentation du marché avec certaines parts où il y a la concurrence, on est déjà dans un système qui est extrêmement difficile.

Bien entendu la question de l'introduction de capitaux privés va renforcer cette dynamique de privatisation, mais elle est déjà engagée et il faut le dire, sous la conduite des politiques européennes, sous la contrainte européenne.

La seule possibilité de défendre le point de vue du service public, c'est le monopole de service public, il faut être clair là-dessus. S'il n'y a pas monopole du service public et si on laisse le privé attaquer le service public en prenant les parties les plus rentables, bien entendu, on va ensuite à la situation actuelle.

C'est vrai que l'Etat aura du mal à résister à la concurrence d'entreprises privées qui prennent les parties les plus rentables du marché, les envois en nombre, le travail en direction des entreprises, toutes les parties de la Poste à forte valeur ajoutée et à partir du moment où on a accepté de rentrer dans cette logique là, on est dans une situation difficile.

Je suis tout à fait d'accord avec le texte, je voterai la motion, mais je crois qu'il faut quand même bien mesurer que c'est une étape supplémentaire d'un mécanisme déjà largement engagé.

**M. Christophe GRUDLER, Conseiller Municipal :**

M. le Maire, nous sommes un peu ennuyés avec votre motion parce qu'en fait on se trouve juste au milieu si j'ose dire, à savoir que nous ne sommes pas opposés à un changement de statuts de la Poste, mais nous sommes très attentifs à la qualité du service rendu à la population et rejeter votre motion c'est rejeter quelque part la volonté d'apporter des services à la population.

Je peux vous dire que cet été sur le quartier des Glacis du Château, la fermeture du bureau de poste s'est fait sentir très vivement pour la population, les gens nous téléphonent pour parler de cela, nous contactent. Il y a vraiment une émotion très forte par rapport à tout cela. Répondre par le mépris en disant : « voilà... », on pourrait le faire mais ce n'est pas notre choix.

En revanche, on souhaite une évolution de statut qui est -je vous le rappelle- imposée par l'Europe, une directive européenne qui a été transposée à l'époque du gouvernement Jospin dans lequel M. CHEVENEMENT était partie prenante, c'est quelque chose d'ancien qui a été acté.

Nous serions prêts, M. le Maire, à voter cette motion, avec une légère modification. Dans la première partie : « s'oppose vigoureusement à ce projet de privatisation », on souhaiterait simplement que vous puissiez mettre, « s'oppose vigoureusement à la forme actuelle du projet de privatisation », en conservant la demande de grand débat public qui s'impose, en conservant le principe de démocratiser les services publics en y associant les usagers.

Nous croyons beaucoup à l'implication citoyenne et ce sont des valeurs auxquelles nous sommes attachés. Le simple fait d'adoucir la première incise de votre motion nous permettrait de la voter. A défaut, nous nous contenterons de nous abstenir.



**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Votre formulation n'est pas bonne, « à la forme actuelle ce projet de privatisation »...

M. GRUDLER, M. Bruno KERN l'a bien dit, le problème n'est pas de savoir si tel ou tel statut serait plus ou moins propice à l'expression du service public. Il l'a illustré par l'utilisation des sociétés d'économie mixte, mais dans les sociétés d'économie mixte, il est très clair que le capital public reste majoritaire et les collectivités en l'occurrence ont la maîtrise de la gouvernance.

Le problème qui est posé, et c'est pour cela que vous pourriez vous retrouver sur la notion de projet de privatisation c'est qu'il y a une ambiguïté dans la formulation, parce qu'on n'a pas dit qu'on s'opposait vigoureusement au statut, on dit que derrière ce statut, il y a un projet de privatisation.

La formule actuelle me semble pouvoir correspondre justement à ce que vous souhaitez énoncer. Je crois qu'il faut qu'on soit très clair et je le répète, le problème qui est posé, c'est que ce statut lui-même est porteur de la privatisation totale de la Poste à plus ou moins brève échéance.

**M. Christian PROUST, Conseiller Municipal :**

Je vais dans le sens de M. GRUDLER, je lui propose : « s'oppose vigoureusement à tout projet de privatisation qui menacerait... »

**M. Christophe GRUDLER, Conseiller Municipal :**

Cela veut dire le statu quo quelque part, si c'est votre choix allez-y, mais ce ne sera pas le nôtre.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Je pense qu'honnêtement vous devriez pouvoir vous retrouver dans le libellé, sinon cela altère totalement le sens de la proposition.

S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je propose de passer au vote en considérant que la formule après explications peut parfaitement satisfaire. Je vous propose que nous votions le texte en l'état, soit le groupe de M. GRUDLER considère qu'il peut le voter et il le vote, sinon il fait ce qu'il veut.

Ainsi, le Conseil Municipal de Belfort, réuni en séance publique le 19 septembre 2008 :

Par 34 voix pour, 8 contre (*M. Paul GROSJEAN, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Frédérique RIETSCH, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, mandataire de Mme Manuelle LOTZ, Mme Marie STABILE, M. David DIMEY*) et 3 abstentions (*M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA*),

**S'OPPOSE** vigoureusement à ce projet de privatisation qui menace la qualité du service rendu aux usagers de La Poste et leur égalité de traitement.

**DEMANDE** que le gouvernement ouvre un grand débat public sur les missions de La Poste et sur l'amélioration du service rendu en réponse aux besoins de la population.

**DEMANDE** que ce débat porte aussi sur les nouvelles formes de gestion qui permettront de démocratiser les services publics en impliquant davantage les représentants des usagers, des salariés et des élus.



#### **DELIBERATION N° 08-185 : MOTION CONTRE LE FICHIER DE SURVEILLANCE EDVIGE**

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

Nous examinons une deuxième motion qui est présentée dans un esprit plus consensuel, encore que les évolutions récentes peuvent peut-être lui enlever une partie de sa substance. Je donne la parole à M. GRUDLER.

**M. Christophe GRUDLER**, Conseiller Municipal :

Simplement, M. le Maire, le décret Edvige tel qu'il a été voté au mois de juillet est une grave atteinte à nos libertés publiques qui sont pourtant inscrites dans la Constitution. Ce n'était pas seulement un fichier contre la délinquance, mais carrément un fichier de surveillance publique, de surveillance politique de la société, dans lequel un grand nombre de nos concitoyens se seraient retrouvés.

Ce décret nous a interpellés, comme des citoyens de tous les horizons et donc nous avons souhaité présenter cette motion avant les modifications intervenues hier soir et aujourd'hui.

Notre groupe a déposé une motion conformément au règlement intérieur, avant 18 heures hier soir. Il se trouve que Mme SCHNEIDER avait également dans le même temps déposé une motion. On a trouvé qu'il était plus intelligent d'avoir une motion unique qui permettait si possible de dégager une unanimité dans ce Conseil Municipal.



Je vois d'ici quelques esprits chagrins comme il en existe quelquefois, quelques habitués de la politique par le petit bout de la lorgnette qui vont se mettre à dénoncer l'alliance du mouton et du coq ou de la carpe et du lapin ou je ne sais quoi, des formules bien connues chez un parlementaire trop cité ce soir.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Je dois vous dire M. GRUDLER que j'approuve votre motion.

**M. Christophe GRUDLER, Conseiller Municipal :**

Je souhaite préciser, pour rassurer ceux qui pourraient s'inquiéter, que notre assemblée a déjà voté des motions présentées conjointement par tous les groupes lorsqu'il s'agissait de défendre Alstom, lorsqu'il s'agissait de défendre nos régiments, de défendre notre tribunal aussi, le commerce de proximité également, des motions présentées conjointement quand l'intérêt général est là, et cela me paraît important de militer dans ce sens là. C'est ce que j'appelle la politique du bon sens qui doit transcender les clivages et autour de ce fichier Edvige tout le monde est d'accord pour le retirer, donc il ne devrait pas y avoir de problème au sein de ce Conseil Municipal.

Effectivement, il y a une évolution depuis ce soir puisque le nouveau décret devait être terminé. Il y a des éléments de fond que je laisserai peut-être Mme SCHNEIDER présenter qui posaient de graves soucis dans cette première mouture.

Un certain nombre de problèmes de fond ne sont toujours pas levés avec la nouvelle version du décret telle que je l'entends, notamment par rapport au fait de côtoyer des délinquants. Vous avez votre enfant qui va discuter avec un jeune qui a été condamné, votre enfant va être fiché parce qu'il a fréquenté untel. Le médecin qui va soigner un délinquant, va être fiché parce qu'il soigne le délinquant, il y a encore des choses très inquiétantes.

Je pense sincèrement qu'un débat public aurait été bien préférable à un nouveau décret, donc on peut se réjouir de la prise en compte de l'opinion publique qui fait faire au gouvernement un pas en avant et un pas en arrière. On commence à y être habitué, avec la taxe pique-nique, avec la suppression de la carte pour les familles nombreuses, un pas en avant, un pas en arrière, mais il est clair que les citoyens doivent être vigilants.

Il nous paraît important de montrer que le Conseil Municipal de Belfort est attaché aux libertés publiques qui sont effectivement inscrites dans la Constitution et je crois que nous devons être très vigilants là-dessus. Cela n'empêche pas de vouloir lutter contre la délinquance, cela n'empêche pas de vouloir être plus efficace, c'est d'ailleurs le sens de cette motion qui rappelle les deux éléments.

**Mme Marie-Laure SCHNEIDER**, Adjointe :

Je ne ferai pas une exégèse sur tous les problèmes, toutes les péripéties qu'il y a eu. Je voudrais simplement rappeler que ce décret est paru fin juin, début juillet à un moment où aucun parlementaire, aucun conseil municipal, aucune personne visée dans ce décret ne pouvait se réunir. Seules des associations, plus que les partis politiques d'ailleurs, ont commencé par travailler et lancer une pétition nationale contre ce fichier, dont deux associations auxquelles j'adhère, notamment des associations de parents d'élèves.

Par rapport à cela, cette pétition ayant eu autant de signataires, certains partis politiques, même de droite, et certains élus ont commencé à s'émouvoir. Je pense que cette motion, même si on est en train de revoir à la marge -je dis à la marge- ce fichier, dans sa conclusion, notre Conseil Municipal ne peut y rester insensible, il demande au gouvernement, au Président de la République de retirer purement et simplement ce décret liberticide. Cette mesure de retrait est un préalable indispensable pour entamer un vrai débat et trouver des moyens de lutte contre l'insécurité compatible avec nos libertés individuelles et la démocratie.

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

Je regardais les amendements qu'il faudrait éventuellement faire pour adapter cette motion à l'actualité. J'aurai une proposition à vous faire.

**Mme Marie STABILE**, Conseillère Municipale :

Nous souhaiterions juste apporter quelques précisions. Il est intéressant de noter que l'ancêtre d'Edvige était le fichier des RG qui avait été créé en 1981 sous un certain François Mitterrand. Nous notons avec satisfaction que certains élus de gauche s'aperçoivent 25 ans après que ce fichier pouvait être attentatoire à certaines libertés individuelles.

Un certain nombre d'associations s'étant inquiété de cette situation, relayé par des parlementaires, a demandé à Michèle ALLIOT-MARIE, Ministre de l'Intérieur et Nicolas SARKOZY de modifier ce décret. Aussi, à la demande du Président de la République, Michèle ALLIOT-MARIE a modifié le décret de façon à ce que les personnalités du monde politique, syndical ou associatif ne soient plus fichées et de façon à ce que les orientations sexuelles et les données médicales n'apparaissent plus dans ce fichier.

Le décret ainsi modifié permettra aux forces de police de disposer des moyens nécessaires pour assumer leur mission de sécurité publique sans pour autant porter atteinte aux libertés individuelles. Il n'y a donc pas lieu de voter cette motion.



**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

D'abord, c'est vrai Mme STABILE que vous avez le privilège dans cette assemblée d'être la plus jeune, vous êtes la secrétaire de la séance ce soir, mais l'histoire des RG ne remonte pas à 1981 et à François Mitterrand. Ceux qui se souviennent de cette période et de la période précédente, savent que les techniques de fichage étaient quand même des techniques largement mises en œuvre bien avant même l'arrivée de la gauche au gouvernement.

**Mme Julie DE BREZA, Conseillère Municipale :**

Je voudrais rappeler à Mme STABILE qu'il c'est quand même très choquant que M. SARKOZY et son équipe fassent une atteinte à la liberté publique par un décret. Il me semble que dans la Constitution il est quand même bien clair que les libertés individuelles et les libertés publiques ne doivent pas être atteintes comme ça. Par un décret, on pourrait faire tout et n'importe quoi !

Par ailleurs, en juillet, la CNIL a quand même émis certaines réserves, elle a écrit aux parlementaires pour indiquer les risques qu'il y avait.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Je propose de modifier la fin de votre motion de la façon suivante : « notre Conseil Municipal ne peut pas y rester insensible. Il prend acte du retrait de ce décret sous la pression de l'opinion. Il appelle à la vigilance... ».

**M. Bruno KERN, Premier Adjoint :**

Le décret tel qu'il nous été annoncé est éclaté en trois parties, et les trois parties ne seraient plus reliables ensemble. Les éléments relatifs aux préférences sexuelles et aux maladies seraient définitivement supprimés. La seule chose qui est supprimée dans le décret c'est le fait de ficher la maladie et les préférences sexuelles. En revanche, les autres éléments sont annoncés comme maintenus, mais sont annoncés dans trois fichiers différents dont on dit qu'ils ne seront pas reliés ensemble, c'est-à-dire qu'il y a un retrait du décret tel qu'il était prévu.

Nous n'avons pas encore le nouveau décret, mais le projet de nouveau décret ne fait que diviser la logique de départ.

Je voulais dire quand même à Mme STABILE qu'elle confond Edvige et Christina, parce que le fichier des RG qui continuait à exister c'est Christina, et à l'époque où vous n'étiez pas née, la première chose qu'a faite François Mitterrand en devenant Président de la République, c'est aller voir sa fiche aux RG où il n'y avait rien d'autre sinon l'heure à laquelle il allait acheter son pain.

**M. Christian PROUST**, Conseiller Municipal :

On ne peut pas faire comme rien ne s'était passé quand même, il faut se réjouir du recul important et appeler à la vigilance, il me semble.

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

Non, moi je pense qu'il ne faut pas forcément se réjouir. Je répète la formule que je vous propose : « notre Conseil Municipal ne veut pas y rester insensible, il prend acte des modifications de ce texte sous la pression de l'opinion, mais il appelle à la vigilance devant le caractère liberticide des mesures prises par le gouvernement et il souhaite un vrai débat et trouver des moyens de lutte etc... »

**M. Christian PROUST**, Conseiller Municipal :

... l'opposition n'aurait pas, enfin l'UMP, soutenue le discours qu'elle a tenu jusqu'à ce soir, elle aurait soutenu un discours plus dur encore, celui de la défense de l'ancien décret, il y a eu un recul très important, c'est évident. Si vous ne voulez pas vous en réjouir, ce n'est pas un problème.

**M. Etienne BUTZBACH**, Maire :

Je répète : « notre Conseil Municipal ne veut pas y rester insensible, il prend acte des modifications de ce texte sous la pression de l'opinion, il appelle à la vigilance devant le caractère liberticide des mesures prises par ce gouvernement et souhaite un vrai débat etc... » Comme ça on montre quand même que l'on garde la question de l'appel à la vigilance sur les tendances liberticides.

*(M. Robert BELOT, qui avait donné pouvoir à M. Maurice SCHWARTZ, revient en séance lors de l'examen de ce rapport)*

*(M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen de ce rapport)*

Motion adoptée par 36 voix pour et 8 abstentions (M. Paul GROSJEAN, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Frédérique RIETSCH, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, mandataire de Mme Manuelle LOTZ, Mme Marie STABILE, M. David DIMEY).





*(Mme Frédérique RIETSCH, M. David DIMEY quittent la séance)*

## QUESTION DIVERSE PORTANT SUR LE PROJET D'HOPITAL MEDIAN

*M. Etienne BUTZBACH, Maire :*

Bertrand CHEVALIER m'avait demandé de faire une intervention sur l'hôpital, je vais vous distribuer aussi un communiqué que j'ai fait aujourd'hui sur l'hôpital, nous pourrions avoir un petit échange rapide, sachant que, comme je l'ai proposé, je souhaite qu'il y ait une séance spéciale du Conseil Municipal qui soit consacrée à l'analyse de ce dossier de l'hôpital médian.

Je vous fais distribuer le communiqué que j'ai envoyé à la presse ce matin pour réagir par rapport à un certain nombre d'expressions qui se sont faites cette semaine, devant lesquelles je ne pouvais pas rester insensible en tant que Président du Conseil d'Administration et Maire de cette Ville.

### « Réunir les efforts de tous pour réussir l'hôpital médian »

Après la multiplication dans les médias d'expressions les plus diverses concernant l'hôpital de Belfort, je souhaite en tant que maire de Belfort, président de la CAB et du conseil d'administration du Centre Hospitalier Belfort Montbéliard apporter les précisions suivantes.

Le projet d'hôpital médian est le fruit de décisions prises depuis plusieurs années à une large majorité du conseil d'administration de l'hôpital : fusion des hôpitaux de Belfort et de Montbéliard, localisation dans l'espace central de l'Aire urbaine, avant projet, choix du cabinet d'architecte...

Ce projet, regroupant l'ensemble des activités hospitalières « aigües », est indispensable pour offrir à tous les habitants de l'Aire urbaine l'offre de soin moderne auxquels ils ont droit.

Le projet a été approuvé en son temps par le Ministère de la Santé et l'Agence Régionale Hospitalière qui ont décidé un premier apport financier de quatre-vingt-dix millions d'euros. S'il a paru être menacé par les dernières orientations budgétaires prises par le gouvernement, le dernier rapport de la mission ministérielle réaffirme avec force sa pertinence.

Certes, ce projet ne sera pas sans conséquences pour les **deux hôpitaux** urbains de Belfort et de Montbéliard dont il conviendra d'accompagner leur reconversion. J'ajoute également que ces hôpitaux conserveront quelques centaines de lits de soins de suite et de réadaptation. Il n'est donc pas raisonnable d'aviver un quelconque antagonisme entre nos deux agglomérations. La ville de Belfort a déjà payé en partie son écot avec la fermeture de la maternité privée des Berceaux et son absorption par l'hôpital. Elle accepte de voir partir demain l'activité de la clinique chirurgicale de la Miotte car il importe avant tout de bâtir un plateau technique et un nouvel hôpital capable de prendre en charge le plus efficacement possible nos concitoyens. Le site médian est à équidistance de Belfort (9,2km) et de Montbéliard (10,1km).

J'en appelle donc à la responsabilité de l'ensemble des élus de l'Aire urbaine pour faire bénéficier tous ses habitants de la meilleure offre de soin possible, avec les installations de pointe et les équipes médicales compétentes.

Une des conditions de la réussite du projet du site médian est la réunion des efforts des élus de l'Aire urbaine autour du projet d'hôpital médian, indépendamment d'arrière pensées politiques et clientélistes, pour plaider notre cause auprès de Madame la Ministre de la Santé et obtenir les financements complémentaires nécessaires ».

Je passe la parole à M. Bertrand CHEVALIER.

**M. Bertrand CHEVALIER, Adjoint :**

J'avais demandé l'inscription en questions diverses avant avoir pris connaissance de l'intervention que les élus communistes soutiennent du comité de défense de l'hôpital. Je voulais en fait vous demander plusieurs choses auxquelles vous avez déjà répondu, c'est-à-dire la mise en place d'un débat au Conseil Municipal, ce sera chose faite.

Je ne veux pas développer les inquiétudes importantes qui sont liées au dossier de la santé sur Belfort et sur Montbéliard. La demande de débat est actée et pour finir je ne pense pas qu'on va se lancer dans un débat à cette heure tardive, mais toutefois j'aimerais aussi qu'on puisse sortir de la polémique naissante entre Belfort et Montbéliard qui est en train de monter car la question de fond à la fois sur l'hôpital, le site unique, ne peut pas se résoudre à une compétition entre territoires et pour nous la réponse ne passe pas par l'attribution à l'une ou l'autre de nos villes, d'un pôle public et de l'autre d'un pôle privé.

C'était simplement une demande d'ouverture de débat, elle a été relayée en début de séance par les personnes du comité de défense et je prends acte avec plaisir de votre proposition de débat. Je pense qu'il y aura aussi une autre demande d'intervention sur un autre sujet de Mme BOURGON.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Soyons clair, parce que je ne peux pas non plus laisser dans l'ambiguïté et laisser croire que par exemple je souscrirais aux conclusions du comité de défense que nous avons entendu ce soir. Je pense que cette question est suffisamment importante pour qu'on ne l'expédie pas en cinq minutes et que chacun prenne connaissance du dossier dans sa globalité.

C'est un dossier sérieux qui nécessite qu'on s'interroge à la fois sur l'évolution du système de santé, et derrière la question de l'hôpital sur les raisonnements en termes de lits, c'est le problème aussi de savoir si les lits sont une jauge de l'efficacité du fonctionnement hospitalier. Il y a un problème de la relation entre l'hôpital et le secteur ambulatoire. Il y a une évolution des techniques dans ce domaine, donc je pense qu'on ne peut pas de façon lapidaire expédier ce dossier.



Je suis un fervent partisan de l'hôpital médian, je pense qu'on ne peut pas se passer d'un plateau technique qui soit à la hauteur pour répondre aux besoins de santé des populations. Ce n'est pas du tout contradictoire avec une santé de proximité et une capacité à pouvoir répondre aux besoins de la population. Je pense aussi que dans le débat public/privé il y aurait beaucoup à dire et pour moi le mouvement mutualiste n'est pas le privé marchand et le secteur non lucratif ne peut pas être assimilé purement et simplement à une activité mercantile dont la seule finalité serait de faire du profit sur le dos des patients.

Tout cela nécessite un débat en profondeur qui n'a pas eu lieu et ce n'est pas à cette heure-ci que nous allons lancer ce débat. Je voulais très clairement dire les choses. Je répète, autant je peux souscrire à certaines inquiétudes, autant il faut aussi que la majorité municipale, et aussi les groupes d'opposition avec lesquels il peut y avoir des convergences sur un certain nombre d'objectifs concrets en matière de santé publique nous puissions débattre de cette question dans les conditions où nous avons l'ensemble de l'information.

En ce qui concerne Belfort-Montbéliard, je me suis abstenu pendant tout cet été de répondre à un certain nombre de propos que je trouve excessif de nos amis montbéliardais, je l'ai dit à Pierre MOSCOVICI, je l'ai dit aussi au Maire de Montbéliard et qu'il faut qu'on prenne garde, en tant qu'élus, et c'est normal que nous défendions nos territoires, à ne pas dépasser les fils rouges et ne pas recréer des antagonismes là où nous devons raisonner en matière d'aire urbaine. Notre population veut d'abord avoir des soins de qualité et je constate que des fois les patients sont prêts à faire 100 ou 200 kilomètres pour avoir des soins de qualité à partir du moment où on n'est pas capable de les leur offrir sur place. Le vrai défi, il est là, et je répète je ne souhaite pas que ce soir nous engagions plus avant ce débat. Je vous proposais, sauf pour ceux qui ont des envies irrépressibles de s'exprimer, que nous en débattions dans des conditions adéquates, je ne pouvais pas en tant que Maire, étant interpellé constamment sur ce dossier, ne pas exprimer le cadre dans lequel je souhaitais que cette affaire là soit traitée.

**M. Gérard SIMON**, Conseiller Municipal :

Le problème est extrêmement complexe et délicat et on ne peut pas traiter ça par des effets de manche ou par des affirmations qui ne sont pas exactes. La première chose au niveau national, vous l'avez bien compris, ce n'est pas uniquement le service public hospitalier, il y a une volonté de s'occuper de tout ce qui concerne les services publics.

Je répète, il y a une volonté de s'occuper de la part du gouvernement et du Président de la République des services publics. Je prends acte, on se retrouvera pour en parler. Deuxièmement, je voudrais rassurer la population, parce que tout de même nous travaillons à l'hôpital public et je peux vous assurer que l'on y donne des soins de qualité.



Enfin, je voudrais vous donner des éléments de réflexion. La démographie médicale 2008 pour la première année indique une baisse du nombre de médecins par habitant en France. Jusqu'à présent, il y avait une augmentation du nombre de médecins, maintenant c'est une baisse du nombre de médecins et cette baisse durera pendant 10 ans, et dans 10 ans, la tendance va s'inverser. 40 % des praticiens de l'hôpital seront en droit d'accéder à la retraite dans les cinq ans qui viennent, les modalités de prise en soin changent et changeront, l'hospitalisation traditionnelle est derrière nous, ce sont les alternatives à l'hospitalisation qu'il faut développer, chirurgies ambulatoires, radiologie interventionnelle, hôpital de semaine, hôpital de jour, hospitalisation à domicile. Il faut s'adapter.

Le vieillissement de la population nécessite l'augmentation des moyens et de soutien à domicile, il nécessite l'augmentation des structures de soins de suite, de rééducation, de réadaptation pour permettre à ces personnes très âgées de rentrer à domicile dans les meilleures conditions et la nécessité de se regrouper pour être plus forts techniquement, plus performants et plus attractifs est indispensable. La dispersion nuira forcément.

De ce fait, rassembler l'offre de soins public et privé sur un site Nord-Franche-Comté est une très bonne chose, c'est la seule solution, à condition que le public et le privé fassent un travail commun et complémentaire.

On nous évoque la différence des statuts entre les praticiens de l'hôpital public et les praticiens des cliniques privées, excusez-moi, mais au sein de l'hôpital public, il y a une différence de statuts considérables entre les praticiens qui exercent uniquement une fonction de praticien hôpital public et les praticiens qui ont une fonction à l'hôpital public et qui exerce une activité privée, et cette différence va de 1 à 3, voire plus. Je ne parle pas des dépassements. C'est vraiment un faux problème.

Il faut organiser l'hôpital public autour d'une filière non programmée de qualité, c'est-à-dire admettre toute personne quel que soit son âge, qui arrive aux urgences, dans de bonnes conditions et lui permettre des soins de bonne qualité. Il faut également organiser cet hôpital public autour d'une filière gériatrique organisée parce que le vieillissement de la population ne fera que progresser. Enfin, les sites urbains pourront accueillir des soins de suites redimensionnés pour permettre aux personnes très âgées en situation de handicap de se réadapter et il faudra spécialiser les soins de suites de réadaptation en cardiologie, en pneumologie, en neurologie, en traumatologie, en orthopédie, enfin soins de suites gériatriques, neuro-gériatriques pour les personnes atteintes de troubles cognitifs et enfin soins de suites généralistes pour les autres malades.

On a tout un chantier, on a la chance dans le Nord-Franche-Comté d'avoir finalement un bassin de population de 350 000 habitants sur une superficie qui n'est pas si grande que cela et cet hôpital médian permettra la proximité de tous, faire 10 ou 20 ou 30 kilomètres, ce n'est pas faire 150 kilomètres.



Quand on dit qu'il faut un hôpital devant la porte de citoyen, ce n'est pas possible mais par contre il faut organiser les transports et il faut organiser le SMUR. Le SMUR c'est bien l'hôpital qui se déplace à domicile et qui sauve le malade de son problème aigu et le transporte ensuite à l'hôpital. Le problème n'est pas si simple, certes actuellement il existe une période de crise jusqu'à ce que l'on arrive à réaliser cet hôpital médian. Il faut y arriver le plus vite possible et dans les meilleures conditions possibles et cette période transitoire est difficile et délicate et je ne dit pas qu'il n'y a pas de problème, il y a des problèmes énormes.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

Il était important dans le cadre de la préparation de cette discussion que, dans la mesure où il y avait eu une longue expression en début de séance avec un point de vue un peu différent, ce point de vue puisse s'exprimer.

**Mme Dominique BOURGON, Conseillère Municipale :**

Je sais que nous sommes tous un peu saturés, fatigués mais au moins on a la chance d'être là. Ce soir, je voudrais vous parler de la reconduite à la frontière de la famille PICUASI. Un matin, six hommes de la PAF sonnent à leur porte, comme à tant d'autres portes ces temps-ci. Vous avez une heure pour faire vos bagages, un sac par personne, 20 kg par sac. Je n'y étais pas, j'imagine. Comment compter ? Comment savoir ? Réveiller les filles, les sortir du lit, les sortir de leur maison, les sortir de leur pays. Elles, et tant d'autres ces temps-ci. Ce n'est pas une expulsion disent-ils, mais quels que soient les mots employés, cet acte est innommable, sans légitimité. José et sa famille ont été dépouillés de leur humanité, de leur citoyenneté, comme tant d'autres. Ils sont des Equatoriens sur le sol français, juste ça, des Equatoriens, alors ce ne sont plus les actes qui sont délictueux, ce sont les gens, leur appartenance, ceux qui s'appellent José, Samir et Miljenko... Vos papiers s'il vous plaît ? Et votre ADN. Une résonnance des pires moments de l'histoire dans une République où une Ministre nous dit : « assez pensé, assez tergiversé, retrouvons nos manches ». Elle aurait pu ajouter, et courbons l'échine. C'est cette République là qui sert à expulser la famille PICUASI, et tant d'autres familles ailleurs.

Comment être citoyens sans penser, comment être citoyens et se taire face à l'injustice qui ne prend même plus la peine de se justifier.

**M. Etienne BUTZBACH, Maire :**

C'est un témoignage, Dominique souhaitait que nous fassions une motion sur ce cas individuel. Je lui ai expliqué qu'il me semblait impossible pour le Conseil Municipal de statuer sur des cas individuels parce que sinon nos capacités d'émotion face à la dureté de la vie qui touche un certain nombre de nos concitoyens est sans limite, et pourquoi privilégier tel ou tel cas par rapport à tel autre. Nonobstant, je pense que le Conseil Municipal peut être aussi l'expression de tel type de témoignage lorsque l'un d'entre vous l'estime nécessaire.

Je vous remercie de votre participation et je lève la séance.



L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 0 heure.



Le Maire de Belfort,

Etienne BUTZBACH



## RAPPORT

*présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*



**REFERENCES :** SP/DS - 08-188

**Mots-clés :** Assemblées Ville

**OBJET :** Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération du Conseil Municipal des 31 mars 2008 et 27 juin 2008 en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Je vous rends compte des décisions prises en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales depuis notre dernière réunion.

### CONCLUSION DES MARCHES SUIVANTS :

#### Marché à procédure adaptée

- Arrêté n° 08-2225 du 26. 8.2008 : Marché de travaux passé avec l'Entreprise SCREG sise 11 rue du Gué - BP 31 à Laxou (Meurthe-et-Moselle)

Montant TTC : 39 619,83 €

Objet : fourniture et mise en œuvre d'enrobés coulés à froid - Campagne 2008.

Durée : deux mois à compter de la notification.

- Arrêté n° 08-2250 du 2. 9.2008 : Marché de fournitures passé avec le groupement FORCLUM LUDENO sis BP 26 à Bavilliers (90800)

Montant TTC :  
. minimum 59 800,00 €  
. maximum 239 200,00 €

Objet : location de motifs lumineux pour Noël 2008.

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 31 mars 2009.

- Arrêté n° 08-2258 du 2. 9.2008 : Avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre passée avec le groupement de bureaux d'études :

- CETEC (mandataire) sis 5 rue Vivaldi à Montbéliard (Doubs)
- BéGé sis 1 boulevard Renaud de Bourgogne à Belfort
- ITINERAIRES Architecture sis 7 faubourg de Montbéliard - BP 70095 à Belfort
- BET ENEBAT sis 11 rue du Lieutenant Bidaux - BP 16 à Châtenois-les-Forges (90700)

Coût de réalisation des travaux TTC : 70 422,51 €

Avenant fixant le montant  
de la rémunération provisoire TTC : 40 664,00 €

Objet : démolition d'immeubles rue des Capucins-faubourg de France et création d'un passage piétonnier.

- Arrêté n° 08-2259 du 2. 9.2008 : Marché passé avec l'Imprimerie SCHRAAG sise ZAC de la Verte Comtoise à Trévenans (90400)

Montant TTC : 14 594,31 €

Objet : impressions des documents de communication du Festival du film EntreVues.

Durée : trois mois à compter de la notification.

- Arrêté n° 08-2378 du 16. 9.2008 : Marché de prestations intellectuelles passé avec le Cabinet IRISS Ressources Humaines - Technopôle - sis 6 avenue des Usines à Belfort

Montant TTC : 7 000,00 €

Objet : évaluation de l'Association Femmes Relais 90.

Durée : trois mois à compter de la notification.

- Arrêté n° 08-2279 du 5. 9.2008 : Résiliation du marché de prestations de service passé avec l'Entreprise JURA CIME sise 7 Grande Rue à Nans-sous-Sainte-Anne (Doubs)



- Arrêté n° 08-2311 du 10. 9.2008 : Marché de fourniture passé avec les Entreprises suivantes :

- ISS Espaces Verts sise 99 rue Pierre Beucler à Beaucourt (90500)
- HUCK OCCITANIA sise RN 126 Les Clauzolles à Maurens-Scopont (Tarn)

Montant :

Lot	Entreprise	Montant TTC
1 : Pare-ballons stade des Trois Chênes	ISS Espaces verts	9 556,04 €
2 : Pare-ballons stade Mattler	HUCK OCCITANIA	5 505,29 €
		15 061,93 €

Objet : fourniture et installation de pare-ballons.

Durée : trois mois à compter de la notification.

- Arrêté n° 08-2389 du 18. 9.2008 : Avenant n° 1 au contrat de prestations de services passé avec la Société IEC sise 73 grande rue à Trévenans Nord (90400)

Objet : vidéosurveillance de la Mairie de Belfort et de son annexe.

Durée : à compter de la notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations concernées. La durée du contrat est fixée à 3 ans à dater de sa notification, renouvelable deux fois de manière expresse dans les deux mois avant la date d'échéance. Les conditions financières du contrat initial sont inchangées.

- Arrêté n° 08-2417 du 23. 9.2008 : Contrat passé avec la Société GS4 sise 174-178 rue de Charenton - voie AA12 à Paris (75012)

Montant TTC : 717,60 €

Objet : assistance et maintenance de la liaison d'alarme raccordée au service Police Ramses Evolution II - Site Donation Jardot.

Durée : 1 an à compter de la notification.

**- Arrêté n° 08-2485 du 1.10.2008 : Marché passé avec la Société WEHR sise ZI Technoland à Etupes (Doubs)**

Montant :

Lot	Montant TTC
1 : remplacement des menuiseries extérieures façades NO et NE	16 587,32 €
2 : remplacement des menuiseries extérieures du bâtiment B	59 968,64 €

Objet : remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments A et B du C.F.A. 2 rue René Cassin à Belfort.

Durée : trois mois à compter de l'ordre de service.

**Arrêté n° 08-2564 du 8.10.2008 : Avenant n° 2 au marché de maîtrise d'œuvre passé avec le groupement des cabinets :**

- Philippe DONZE Architecte sis 16 rue Gambetta à Besançon (Doubs)
- Cabinet HBI sis 6 rue du Rhône à Belfort
- ENEBAT sis 11 rue du Lieutenant Bidaux à Châtenois-les-Forges (90700)
- BETEB sis 8 rue Morel Retz à Dijon (Côte d'Or)

Coût de réalisation TTC : 685 301,97 €

Rémunération définitive  
du maître d'œuvre : 73 244,12 €

Objet : restructuration de la crèche des Glacis du Château à Belfort.

Durée : à compter de la notification.

## **CONCLUSION DES CONVENTIONS SUIVANTES :**

**- Arrêté n° 08-2265 du 3. 9.2008 : Terrain cadastré section AE n° 581 (en partie) mis à disposition de la Ville de Belfort**

Objet : ce terrain est exclusivement destiné à la mise en place d'un abribus.

Durée : à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008, pour une durée de 12 ans.



**- Arrêté n° 08-2430 du 25. 9.2008 : Convention de mise à disposition à titre précaire et exceptionnel passée avec le FC Sochaux-Montbéliard**

Objet : mise à disposition du gymnase « Le Phare » à titre gratuit.

Durée : 27 septembre 2008.

**- Arrêté n° 08-2453 du 26. 9.2008 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire à l'Association Gym Plus**

Objet : mise à disposition, à titre gratuit, de la salle de danse située rue de Varsovie à Belfort.

Destination : pratique de la gymnastique.

Durée : année scolaire 2008-2009.

**- Arrêté n° 08-2479 du 30. 9.2008 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire à l'Association de Cardiologie Club Cœur et Santé**

Objet : mise à disposition, à titre gratuit, de la salle de danse située rue de Varsovie à Belfort.

Destination : pratique de la gymnastique.

Durée : année scolaire 2008-2009.

**- Arrêté n° 08-2571 du 8.10.2008 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire à l'Association Club de Danse « TERPSIKHORA »**

Objet : mise à disposition, à titre gratuit, de la salle de danse située rue de Varsovie à Belfort.

Destination : pratique de la danse.

Durée : année scolaire 2008-2009.

**CONCLUSION DES CONTRATS SUIVANTS :**

- Arrêté n° 08-2240 du 29. 8.2008 : Contrat de cession des droits d'exploitation passé avec l'Association Le Musée vivant du roman d'aventures sise 2 place Etienne Sanier à Aniane (Hérault)

<u>Montant TTC :</u>	27 430,00 €
. 60 % à la commande	16 458,00 €
. 40 % à l'issue de la manifestation	10 972,00 €

Objet : exposition-spectacle « Les animaux fantastiques » dans le cadre du Festival du livre 2008.

- Arrêté n° 08-2480 du 30. 9.2008 : Avenant au contrat d'assurance « Responsabilité civile » passé auprès de la Compagnie GENERALI France ASSURANCES, par l'intermédiaire de M. Joël HORNY sis 51 faubourg de Montbéliard à Belfort

<u>Montant TTC :</u>	2 090,05 €
----------------------	------------

Objet : avenant portant régularisation de la prime 2007.

Durée : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2007.

**CONCLUSION DE LA CESSIION SUIVANTE :**

- Arrêté n° 08-2492 du 1.10.2008 : Cession de deux saleuses et d'une lame de déneigement réformées aux Etablissements KALBE sis 2 rue du Général Charles de Gaulles à Essert (90850)

- ♦ deux saleuses de marque ROLBA EPOKE
- ♦ lame de déneigement marque HIVIACO

<u>Montant :</u>	3 000,00 €
------------------	------------



**CONTENTIEUX - AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE :**

**- Arrêté n° 08-2481 du 30. 9.2008 : Contentieux - Tribunal pour Enfants de Belfort - Affaire n° 07009186 - Constitution de partie civile**

♦ La Ville de Belfort s'est constituée partie civile lors de l'audience du 7 octobre 2008 pour demander réparation du préjudice subi par suite de la destruction, par incendie volontaire, le 3 décembre 2007, de deux conteneurs affectés à l'école Metzger sise rue Cuvier à Belfort. Cette constitution s'est faite par courrier adressé au Tribunal sans intermédiaire d'avocat.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE.**

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT

DÉPARTEMENT
<b>Territoire de Belfort</b>
CANTON
COMMUNE
<b>Ville de Belfort</b>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082225

## ARRÊTÉ DU MAIRE

82

GW

**Objet :** Service Maintenance Infrastructures - Marché de travaux à procédure adaptée avec l'entreprise SCREG – 11 rue du Gué – BP 31 – 54528 LAXOU cedex

**Opération :** fourniture et mise en oeuvre d'enrobés coulés à froid – Campagne 2008

Nous, Maire de la Ville de Belfort

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2008, modifiant celle du 31 mars 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur au seuil défini par le code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du marché initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28.

### CONSIDERANT

- La consultation écrite en date du 05/06/2008,
- qu'au terme de la consultation menée auprès des entreprises :
  - SACER – ZA aux grands Champs – 25410 DANNEMARIE sur CRETE
  - COLAS EST – BP 58 – 21602 LONGVIC cedex
  - SCREG EST – 11 rue du Gué – BP 31 – 54528 LAXOU cedex

*L'entreprise suivante a été consultée mais n'a pas souhaité répondre :*

- EUROSEAL TP 3 - Le Phény – place Albert Ferry – BP 1 – 88401 GERARDMER cedex



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

➤ l'offre de la société **SCREG** est apparue économiquement la plus avantageuse,

## ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché à procédure adaptée avec la société **SCREG** pour la fourniture et la mise en œuvre d'enrobés coulés à froid – Campagne 2008.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée maximale de 2 (deux) mois à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3** : La somme à engager est de 33.126,95 € HT soit **39.619,83 € TTC** qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

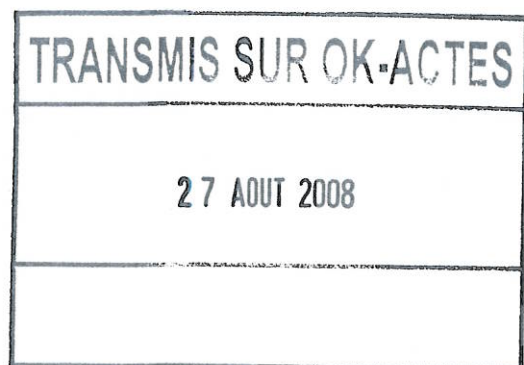
**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 26 AOUT 2008

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,



Bertrand CHEVALIER



DÉPARTEMENT
<b>Territoire de Belfort</b>
CANTON
COMMUNE
<b>Ville de Belfort</b>

## ARRÊTÉ DU MAIRE

GW

Objet : Service Maintenance Infrastructures - Marché de fournitures à procédure adaptée avec le groupement FORCLUM LUDENO - BP 26 - 90800 BAVILLIERS

Opération : Location de motifs lumineux pour Noël 2008

***Nous, Maire de la Ville de Belfort***

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008 portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, fournitures et services, qui peuvent être passés sans formalités préalables (marchés à procédure adaptée selon les termes du code des marchés publics 2006), en raison de leur montant, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 33.02.

**CONSIDERANT**

- La Publication du 11/06/2008 parue dans L'EST REPUBLICAIN ainsi que la publicité faite sur le site Internet de la ville,
- qu'au terme de la consultation menée auprès des entreprises :
  - BLACHERE ILLUMINATIONS - ZONE INDUSTRIELLE - 84400 APT
  - GROUPE LCX - 6-8 rue Michaël Faraday - 72027 LE MANS cedex
  - FORCLUM - BP 26 - 90800 BAVILLIERS
- l'offre du groupement **FORCLUM LUDENO** est apparue économiquement la plus avantageuse,



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché à procédure adaptée avec le groupement **FORCLUM LUDENO** pour la **location de motifs lumineux pour Noël 2008**.

**Article 2** : Ledit marché est conclu à compter de sa notification à l'attributaire jusqu'au 31 mars 2009.

**Article 3** : La somme à engager est comprise (montant total de commandes) entre un minimum et un maximum, définis comme suit :

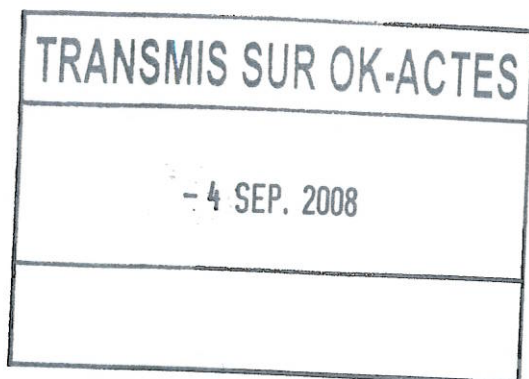
Seuil minimum : 50 000,00 € H.T. , soit 59 800,00 € T.T.C.,  
Seuil maximum : 200 000,00 € H.T., soit 239 200,00 € T.T.C.

qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le **- 2 SEP. 2008**

Pour le Maire,  
L'Adjointe déléguée,



Samia JABER

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jaber' or similar, written over the printed name 'Samia JABER'.

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

GW

**Objet :** Service Maintenance Bâtiments - Marché de maîtrise d'oeuvre à procédure adaptée avec le groupement de bureaux d'études :

- CETEC (mandataire) – 5 rue Vivaldi – 25200 MONTBELIARD
- BéGé – 1 Boulevard Renaud de Bourgogne – 90000 BELFORT
- ITINERAIRES Architecture – 7 faubourg de Montbéliard – BP 70095 – 90002 BELFORT Cedex
- BET ENEBAT – 11 rue du Lieutenant Bidaux – BP 16 – 90700 CHATENOIS-LES-FORGES

**Opération :** Démolition d'immeubles rue des Capucins – faubourg de France et création d'un passage piétonnier - Avenant n° 1 fixant :

- le forfait définitif de rémunération du maître d'oeuvre
- et le coût de réalisation des travaux

***Nous, Maire de la Ville de Belfort***

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2008, modifiant celle du 31 mars 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur au seuil défini par le code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du marché initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 70.04.

### CONSIDERANT

- la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux figurant à l'acte d'engagement pour un montant de 450.000,00 € HT,



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 08225887

## ARRÊTÉ DU MAIRE

- le montant du marché de maîtrise d'œuvre attribué au groupement de bureaux d'études CETEC (mandataire) / BéGé / ITINERAIRES Architecture / BET ENEBAT pour la rémunération provisoire de 34.000,00 € HT, soit 40.664,00 € TTC,
- le coût de réalisation des travaux, pour la phase démolition, tel qu'il ressort du résultat de la consultation des entreprises à hauteur de 58.881,70 € HT (soit 70.422,51 € TTC),
- le forfait définitif de rémunération de maîtrise d'œuvre resté inchangé à 34.000,00 € HT.

### ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre passé avec le groupement des cabinets CETEC / BéGé / ITINERAIRES Architecture / BET ENEBAT, pour fixer le coût de réalisation des travaux sur lequel le maître d'œuvre s'engage à 58.881,70 € HT (soit 70.422,51 €) et le montant du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.

**Article 2** : Ledit avenant est conclu à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3** : La somme à engager reste fixée à 34.000,00 € HT soit **40.664,00 € TTC** qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

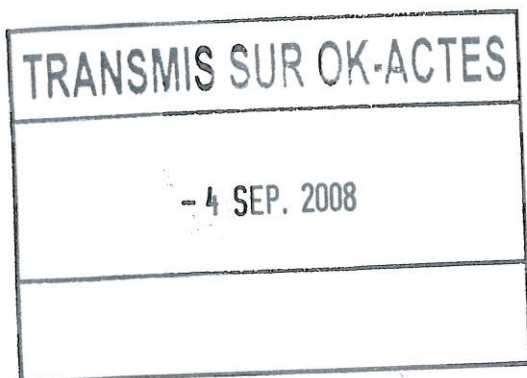
- 2 SEP. 2008

Belfort, le

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,



Bertrand CHEVALIER



DÉPARTEMENT
<b>Territoire de Belfort</b>
CANTON
COMMUNE
<b>Ville de Belfort</b>

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Objet :** DAC / Cellule des Festivals - Marché à procédure adaptée avec l'entreprise  
Imprimerie SCHRAAG – ZAC de la Verte Comtoise – 90400 TREVENANS

**Opération :** Festival du film EntreVues

***Nous, Maire de la Ville de Belfort***

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2008, modifiant celle du 31 mars 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur au seuil défini par le code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du marché initial supérieur à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n°82.04.

### CONSIDERANT

➤ qu'au terme de la consultation menée auprès des entreprises suivantes :

- Imprimerie SCHRAAG – ZAC de la Verte Comtoise – 90400 TREVENANS
- Imprimerie METTHEZ – ZI du Charmontet – Rue Louis Jeanperrin – BP 72156 – 25202 MONTBELIARD CEDEX
- LE PAYS – 10 faubourg de Montbéliard – BP 427 – 90008 BELFORT CEDEX



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082259  
89

➤ que l'offre de l'*Imprimerie SCHRAAG* est apparue la plus avantageuse,

### ARRETONS

Article 1er : Il sera conclu un marché à procédure adaptée avec l'*Imprimerie SCHRAAG* pour l'impression des documents de communication du festival du film *EntreVues*

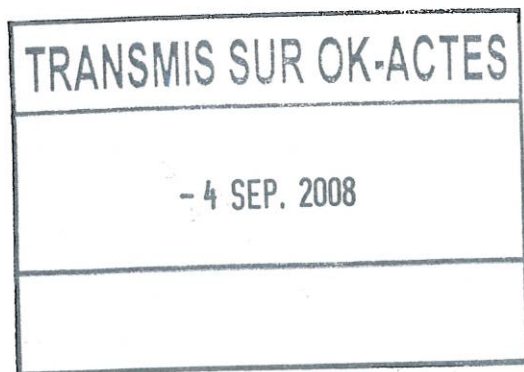
Article 2 : Ledit marché est conclu pour une durée de 3 mois à compter de sa notification à l'attributaire.

Article 3 : La somme à engager est de 12 202,60 € HT, soit 14 594,31 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le - 2 SEP. 2008

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,



Robert BELOT

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N°

082378

90

## ARRÊTÉ DU MAIRE

SR

Objet : D.S.U. – Droits des femmes – Marché de prestations intellectuelles à procédure adaptée avec le Cabinet IRISS Ressources humaines – Technopôle – 6 avenue des Usines 90000 BELFORT

Opération : Contrat urbain de cohésion sociale – Evaluation de l'association FEMMES RELAIS 90

Nous, Maire de la Ville de Belfort

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2008, modifiant celle du 31 mars 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur au seuil défini par le code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du marché initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 78.02,

### CONSIDERANT

- qu'au terme de la consultation écrite menée auprès des entreprises :
  - IRISS Ressources humains – Technopôle – 6 avenue des Usines – 90000 BELFORT
  - Agence d'Ingénierie Sociale – 10 rue des Vignes – 25110 BAUME LES DAMES
  - TRAJECTOIRES – 91 avenue Berthelot – 69007 LYON
- l'offre du cabinet **IRISS Ressources humaines** est apparue économiquement la plus avantageuse,



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

N° 082378

91

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché de prestations intellectuelles à procédure adaptée avec le Cabinet IRISS Ressources humaines pour l'évaluation de l'association FEMMES RELAIS 90.

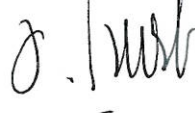
**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 3 mois à compter de la notification.

**Article 3 :** La somme à engager est de 5 852,80 € HT, soit 7 000 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

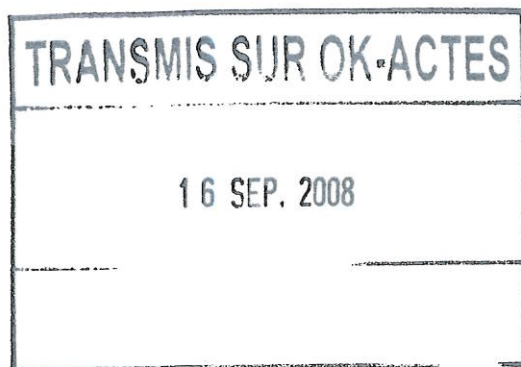
**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 16 SEP. 2008

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Olivier PREVOT



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

082279

N°

92

GW

**Objet :** Service des Espaces verts - Marché de prestations de service à procédure adaptée avec l'entreprise JURA CIME – 7 Grande rue – 25330 NANS SOUS SAINTE ANNE

**Opération :** MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICE, A PROCEDURE ADAPTEE, POUR LE BUCHERONNAGE ET LE DEBROUSSAILLAGE SUR REMPARTS AVENUE DE LA LAURENCIE – RESILIATION DU MARCHÉ

***Nous, Maire de la Ville de Belfort***

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2008, modifiant celle du 31 mars 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur au seuil défini par le code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du marché initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de nomenclature n° 84.02.

### CONSIDERANT

- L'arrêté n°081506 du 17 juin 2006 relatif à ce marché.
- La notification du marché au titulaire JURA CIME à effet au 23 juin 2008.
- L'impératif technique de la Ville de Belfort de reporter les dates d'intervention du site, initialement prévues.
- L'impossibilité matérielle de l'entreprise JURA CIME de décaler son intervention aux nouvelles dates prescrites par la Ville de Belfort.
- Les dispositions de l'article 31.2 du Cahier des Clauses Administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services relatives au calcul des indemnités de résiliation.



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082279  
93

### ARRETONS

**Article 1er :** Le marché à procédure adaptée avec l'entreprise JURA CIME relatif au bûcheronnage et débroussaillage sur remparts avenue de la Laurencie est résilié.

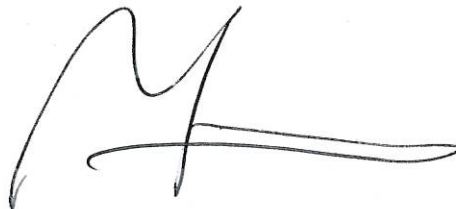
**Article 2 :** Par application de l'article 31.2 du CCAG fournitures courantes et services une indemnité fixée à hauteur de quatre pour cent de la partie résiliée du marché pourra être allouée à l'entreprise JURA CIME.

**Article 3 :** Le montant de l'indemnité s'élève à 364,00 € HT (soit 435,34 € TTC) sera imputé sur les crédits de l'exercice en cours.

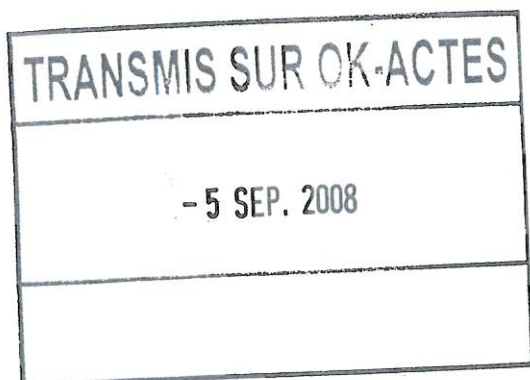
**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le - 5 SEP. 2008

Pour le Maire,  
L'Adjointe déléguée,



Céline RAIGNEAU



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

GW

Objet : Service des Sports - Marché de fourniture à procédure adaptée avec :

- ISS Espaces Verts - 99 rue Pierre Beucler - 90500 BEAUCOURT (lot 1)
- HUCK OCCITANIA - RN 126 Les Clauzolles - 81470 MAURENS-SCOPONT (lot 2)

Opération : Fourniture et installation de pare-ballons

- \* Lot 1 - Pare-ballons stade des Trois-Chênes
- \* Lot 2 - Pare-ballons stade Mattler

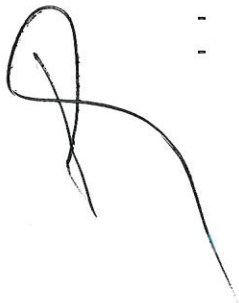
***Nous, Maire de la Ville de Belfort***

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2008, modifiant celle du 31 mars 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur au seuil défini par le code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du marché initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 77.16.

### CONSIDERANT

- La consultation écrite en date du 08/07/2008 ainsi que la publicité faite sur le site Internet de la ville,
- qu'au terme de la consultation menée auprès des entreprises :
  - ISS Espaces Verts - 99 rue Pierre Beucler - 90500 BEAUCOURT
  - HUCK OCCITANIA - RN 126 Les Clauzolles - 81470 MAURENS-SCOPONT





DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

# ARRÊTÉ DU MAIRE

Les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas souhaité répondre :

- ALTRAD DIFFUSION - 16 av de la Gardie – 34510 FLORENSAC
- DUC & PRENEUF - 24 rue Girardot – 25400 AUDINCOURT
- LES ATELIERS DE LA GESSE - 4 chemin de la Gesse – 88310 CORNIMONT
- VDS PAYSAGE - 22 rue Nationale – 21110 SOIRANS
- LE SAVOIR VERT - 24 rue de Belfort – 90800 BAVILLIERS
- CASAL SPORT - 1 rue Blériot ZAC Activeum - 67129 MOLSHEIM

⇒ Les offres des entreprises ci-après sont apparues économiquement les plus avantageuses :

## ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu des marchés de fournitures à procédure adaptée pour les 2 lots suivants avec les entreprises :

- Lot 1 – Pare-ballons stade des Trois-Chênes
- Lot 2 – Pare-ballons stade Mattler
- ISS Espaces verts
- HUCK OCCITANIA

**Article 2** : Lesdits marchés sont conclus pour une durée totale de 3 (trois) mois à compter de la notification des ordres de service prescrivant le démarrage des prestations aux attributaires.

**Article 3** : Les sommes à engager sont de :

Lot	Entreprise	Montant € HT	Montant € TTC
1	ISS Espaces verts	7.990,00	9.556,04
2	HUCK OCCITANIA	4.603,59	5.505,89
	<b>TOTAL</b>	<b>12.593,59</b>	<b>15.061,93</b>

Elles seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 10 SEP. 2008

Pour le Maire,  
L'Adjointe déléguée,

Marie-Laure SCHNEIDER

TRANSMIS SUR OK-ACTES
10 SEP. 2008

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082389  
96

SR

**Objet :** Service Maintenance Bâtiments – Avenant au contrat de prestations de services avec la société IEC- 73 grande rue – 90400 TREVENANS NORD

**Opération :** Vidéosurveillance de la Mairie de Belfort et annexe – Avenant n°1

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2008, modifiant celle du 31 mars 2008, portant délégation d'attribution au Maire de Belfort, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur au seuil défini par le code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du marché initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 69.01,

### **CONSIDERANT**

- le contrat de prestations de services conclu avec la société IEC – 73 grande rue – 90400 TREVENANS Nord, notifié en date du 27 mai 2008, relatif à la vidéosurveillance de la Mairie de Belfort et de son annexe,
- la nécessité de préciser la durée et les conditions de reconduction dudit contrat,

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

## ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un avenant n°1 au contrat de prestations de services avec la société IEC- 73 grande rue – 90400 TREVENANS NORD pour la vidéosurveillance de la Mairie de Belfort et de son annexe.

**Article 2** : Ledit avenant est conclu à compter de sa notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations concernées. La durée du contrat est fixée à 3 ans à dater de sa notification, renouvelable deux fois de manière expresse dans les deux mois avant la date d'échéance.

**Article 3** : Les conditions financières du contrat initial restent inchangées.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 18 SEP. 2008

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ

TRANSMIS SUR OK-ACTES
19 SEP. 2008



DÉPARTEMENT
<b>Territoire de Belfort</b>
CANTON
COMMUNE
<b>Ville de Belfort</b>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° **082417**

**98**

## ARRÊTÉ DU MAIRE

SR

**Objet :** Service Maintenance Bâtiment – Contrat d'assistance et de maintenance avec la société GS4 – 174-178 rue de Charenton Voie AA12 – 75012 PARIS

**Opération :** Assistance et maintenance de la liaison d'alarme raccordée au service Police Ramses Evolution II – Site Donation Jardot

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2008, modifiant celle du 31 mars 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur au seuil défini par le code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du marché initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 63.05,

### CONSIDERANT

- que la société GS4 - 174-178 rue de Charenton Voie AA12 - 75012 PARIS est seule habilitée à assurer la maintenance et l'assistance téléphonique pour la liaison d'alarme raccordant la Ville de Belfort au service Police Ramses Evolution II,

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082417  
99

### ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un contrat d'assistance et de maintenance avec la société **GS4 – 174-178 rue de Charenton Voie AA12 – 75012 PARIS** pour l'assistance et la maintenance de la liaison d'alarme raccordée au service Police Ramses Evolution II, concernant la surveillance du site de la Donation Jardot, sis 8 rue de Mulhouse à Belfort.

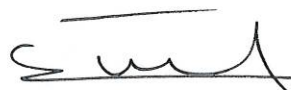
**Article 2 :** Ledit contrat est conclu pour une **durée de 1 an** à compter de sa notification à l'attributaire. Le contrat est annuellement renouvelable par reconduction express dans la limite de deux périodes de 1 an.

**Article 3 :** La somme à engager est de 600 € HT, soit **717,60 € TTC** qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le **23 SEP. 2008**

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ

TRANSMIS SUR OK-ACTES
23 SEP. 2008

DÉPARTEMENT
<b>Territoire de Belfort</b>
CANTON
COMMUNE
<b>Ville de Belfort</b>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° **082485**  
**100**

SR

Objet : Service Maintenance Bâtiment – Marché de travaux à procédure adaptée avec la société WEHR – ZI Technoland – 25 460 ETUPES

Opération : Remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments A et B du C.F.A. 2 rue René Cassin à Belfort – Lots 1 et 2

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2008, modifiant celle du 31 mars 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur au seuil défini par le code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du marché initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

### **CONSIDERANT**

- la publication dans l'Est républicain parue le 25 juillet 2008 ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- qu'au terme de la consultation menée auprès des entreprises :
  - CASOLI SAS - 90300 OFFEMONT
  - SERRURERIE DE L'EST - 25403 AUDINCOURT
  - OMNIVERRE - 90020 BELFORT
  - WEHR - 25460 ETUPES



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

- les entreprises suivantes ont été consultées mais n'ont pas répondu :
- PORALU MENUISERIES - 01460 PORT
  - FRANCE FERMETURES - 70400 HERICOURT
  - CURTI - 90800 BAVILLIERS
  - SARL JMD MENUISERIE - 90000 BELFORT
  - SAS METAL-EST - 90000 BELFORT
  - SA SCREG EST - 68127 STE CROIX EN PLAINE
  - LES ATELIERS DE LA GESSE - 88310 CORNIMONT
  - LE SAVOIR VERT - 90800 BAVILLIERS
- les offres des lots 1 et 2 de l'entreprise **WEHR** sont apparues économiquement les plus avantageuses,

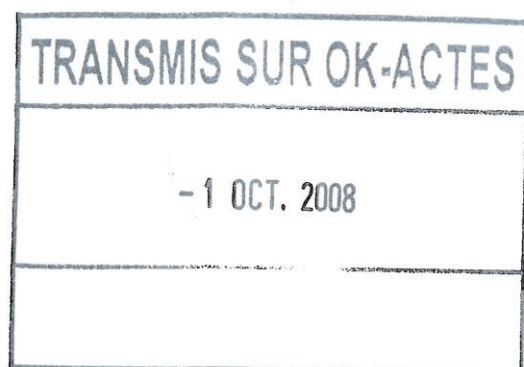
### ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché de travaux à procédure adaptée avec la société **WEHR** pour le **remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments A et B du C.F.A. 2 rue René Cassin à Belfort**. Le lot 1 est attribué pour le remplacement des menuiseries extérieures façades NO et NE du bâtiment A. Le lot 2 est attribué pour le remplacement des menuiseries extérieures du bâtiment B.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de **3 mois** commençant à compter de la date fixée par ordre de service.

**Article 3** : Les sommes à engager sont de 13 869 € HT, soit **16 587,32 € TTC** pour le lot 1 et 50 141 € HT, soit **59 968,64 € TTC** pour le lot 2, qui seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



Belfort, le **1 OCT. 2008**

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

Alain OGOR

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

GW

**Objet :** Direction des Opérations Nouvelles – Marché de maîtrise d'oeuvre à procédure adaptée avec le groupement de cabinet :

- Philippe DONZE Architecte – 16 rue Gambetta – 25000 BESANCON
- Cabinet HBI – 6 rue du Rhône – 90000 BELFORT
- ENEBAT – 11 rue du Lieutenant Bidaux – 90700 CHATENOIS-LES-FORGES
- BETEB – 8 rue Morel Retz – 21000 DIJON

**Opération :** Restructuration de la crèche des Glacis à Belfort – Avenant n° 2 fixant le coût de réalisation des travaux

***Nous, Maire de la Ville de Belfort***

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2008, modifiant celle du 31 mars 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur au seuil défini par le code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du marché initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 71.01.

## CONSIDERANT

- la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux figurant à l'acte d'engagement pour un montant de 594 000€ HT (soit 710 424€ TTC),
- le coût prévisionnel des travaux sur lequel le maître d'œuvre s'est engagé à l'issue des études d'un montant de 623 000€ HT (soit 745 108€ TTC),
- la rémunération définitive du maître d'œuvre fixée par avenant n°1 au marché cité en objet pour un montant de 61 240,90€ HT (soit 73 244,12€ TTC),
- le coût de la réalisation des travaux établi sur la base du résultat de la consultation des entreprises pour un montant de 572 994,96€ HT (soit 685 301,97€ TTC),

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un avenant n° 2 au marché de maîtrise d'œuvre avec le groupement des bureaux d'études DONZE / Cabinet HBI / ENEBAT / BETEB, relatif à la restructuration de la crèche des Glacis du Château à Belfort, fixant le montant du coût de réalisation des travaux sur lequel le maître d'œuvre s'engage à 572 994,96€ HT, soit 685 301,97€ TTC.

**Article 2 :** Ledit avenant est conclu à compter de sa notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

**Article 3 :** La somme engagée pour la rémunération du maître d'œuvre demeure inchangée à 61.240,90 € HT soit **73.244,12 € TTC** et sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

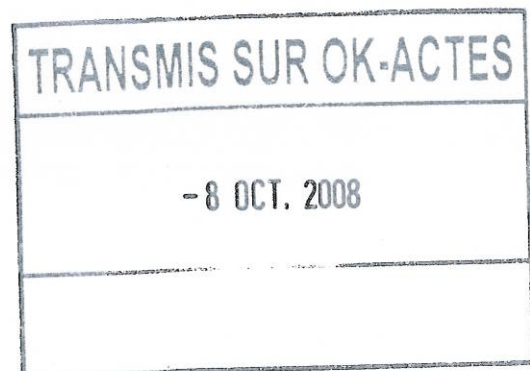
**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le - 8 OCT. 2008

Pour le Maire,  
L'Adjointe déléguée,



Armelle LELEUP





DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082265



104

**Objet :** Terrain cadastré section AE n° 581 (en partie) mis à disposition de la Ville de Belfort.

*Nous, Maire de la Ville de Belfort,*

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22, alinéa 5 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008 portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT pour les matières définies à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

### ARRÊTONS

Article 1er : La SCI 9 rue Charles Bohn met à disposition de la Ville de Belfort la parcelle sise à Belfort, cadastrée section AE n° 581 dont il est propriétaire.

Article 2 : La mise à disposition est réalisée dans les conditions fixées par la convention signée entre les parties.

Article 3 : Le terrain mis à disposition est exclusivement destiné à la mise en place d'un abribus.

Article 4 : La mise à disposition est consentie et acceptée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008 pour une durée de 12 ans.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie et Madame le Trésorier Municipal sont chargés de l'application du présent arrêté.

Belfort, le - 3 SEP. 2008

Pour le Maire empêché,  
L'Adjoint délégué,

Maurice SCHWARTZ

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

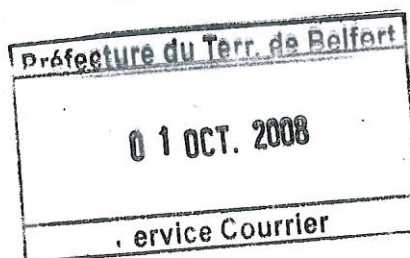
## ARRÊTÉ DU MAIRE

SPO/AC/2008

**Objet :** *Mise à disposition à titre précaire et exceptionnel du gymnase Le Phare au FC Sochaux Montbéliard*

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

V U



- ⇒ Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 alinéa 5 dudit Code,
- ⇒ La délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008 portant délégation d'attribution au Maire de Belfort pour les matières définies à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

### ARRETONS

Article 1er : La Ville de Belfort met à disposition du FC Sochaux Montbéliard le Gymnase le Phare.

Article 2 : La mise à disposition est réalisée dans les conditions fixées par la convention signée entre les parties.

Article 3 : La convention de mise à disposition est consentie et acceptée, à titre gratuit, pour le samedi 27 septembre 2008.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie et Madame le Trésorier Municipal sont chargés de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 25 septembre 2008

Pour Le Maire empêché  
L'Adjointe déléguée

Marie-Laure SCHNEIDER

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

DAJ/CG/2008/25

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

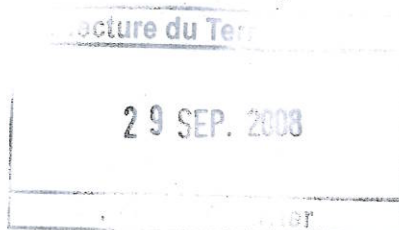
N<sup>o</sup> 082453  
106

**Objet :** *Salle de Danse Rue de Varsovie*

***Mise à disposition à titre précaire et provisoire à l'Association Gym Plus***

***Nous, Maire de la Ville de Belfort***

VU



⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22, alinéa 5 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008 portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT pour les matières définies à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

### **ARRETONS**

**Article 1er :** La Ville de Belfort donne en location, à titre précaire et provisoire à l'Association Gym Plus, la salle de danse située Rue de Varsovie à Belfort.

**Article 2 :** La mise à disposition est réalisée dans les conditions fixées par la convention signée entre les parties.

**Article 3 :** Les lieux mis à disposition sont exclusivement destinés à la pratique de la gymnastique.

**Article 4 :** La convention de location est consentie et acceptée à titre gratuit pour une durée couvrant l'année scolaire 2008-2009.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie et Madame le Trésorier Municipal sont chargés de l'application du présent arrêté.

Belfort, le **26 SEP. 2008**

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,

Maurice SCHWARTZ



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

DAJ/CG/2008-26

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082479  
107

**Objet :** *Salle de Danse Rue de Varsovie*

*Mise à disposition à titre précaire et provisoire à l'Association de Cardiologie Club Cœur et Santé*

*Nous, Maire de la Ville de Belfort*

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22, alinéa 5 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008 portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT pour les matières définies à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

### ARRETONS

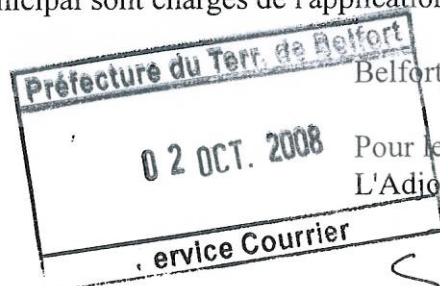
Article 1er : La Ville de Belfort donne en location, à titre précaire et provisoire à l'Association de Cardiologie Club Cœur et Santé de Belfort, la salle de danse située Rue de Varsovie à Belfort.

Article 2 : La mise à disposition est réalisée dans les conditions fixées par la convention signée entre les parties.

Article 3 : Les lieux mis à disposition sont exclusivement destinés à la pratique de la gymnastique.

Article 4 : La convention de location est consentie et acceptée à titre gratuit pour une durée couvrant l'année scolaire 2008-2009.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie et Madame le Trésorier Municipal sont chargés de l'application du présent arrêté.



Belfort, le 30 SEP. 2008

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,

  
Maurice SCHWARTZ

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

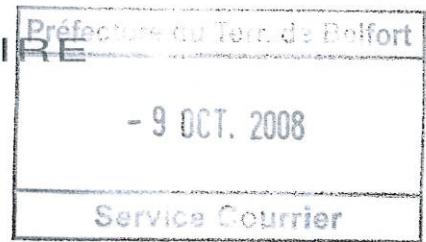
DAJ/CG/2008-29

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082571

## ARRÊTÉ DU MAIRE



108

**Objet :** *Salle de Danse Rue de Varsovie*

**Mise à disposition à titre précaire et provisoire à l'association "Club de Danse TERPSIKHORA"**

***Nous, Maire de la Ville de Belfort***

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22, alinéa 5 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008 portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT pour les matières définies à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

### **ARRETONS**

**Article 1er :** La Ville de Belfort donne en location, à titre précaire et provisoire à l'Association "Club de Danse TERPSIKHORA" la salle de danse située Rue de Varsovie à Belfort.

**Article 2 :** La mise à disposition est réalisée dans les conditions fixées par la convention signée entre les parties.

**Article 3 :** Les lieux mis à disposition sont exclusivement destinés à la pratique de la danse.

**Article 4 :** La convention de location est consentie et acceptée à titre gratuit pour une durée couvrant l'année scolaire 2008-2009.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie et Madame le Trésorier Municipal sont chargés de l'application du présent arrêté.

Belfort, le **8 OCT. 2008**

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,

Maurice SCHWARTZ

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

IC/LB/2008.317

**Objet :** Conclusion d'un contrat de cession-location d'une exposition-spectacle**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales au Préf. article L 2122-22 alinéa 4 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008, portant délégation d'attribution au Maire de Belfort, pour la conclusion des marchés sans formalité préalable,

⇒ le code nomenclature n° 77.02

**ARRETONS**

**Article 1er :** La Ville de Belfort conclut un contrat de cession-location d'une exposition-spectacle avec L'Association Le Musée vivant du roman d'aventures, sise 2 Place Etienne Sanier à ANIANE (34150), représentée par Madame Véronique ARBORE, présidente par ordre du Conseil d'Administration.

**Article 2 :** Ce contrat a pour objet la location de l'exposition-spectacle « Les animaux fantastiques » qui aura lieu à la Bibliothèque municipale, Forum des 4 As à BELFORT dans le cadre festival du livre 2008.

L'association Le Musée vivant du roman d'aventures met à disposition de la Ville de BELFORT des décors, des représentations d'animaux fantastiques de toutes tailles, des diaporamas sur DVD ainsi que des films d'archives et dessins animés libres de droit.

Le présent contrat inclut 5 jours d'animations-spectacles débutant un lundi en début d'après-midi et terminant un samedi au plus tard à 17 heures à raison de :

- Soit 4 représentations par jour pour des visites de groupe d'une durée de 50 minutes,
- Soit 3 représentations par jour pour des visites d'une 1 h 10,
- Soit 2 représentations par jour pour des visites d'1 h 30 et plus.

La livraison et le montage de l'exposition seront effectués sur deux journées consécutives par le producteur entre le 15 et le 30 septembre 2008.

Le producteur indiquera les dates exactes de l'animation et de la livraison dans les fourchettes prévues au plus tard le 30 juin 2008.



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Article 3 : Le montant de cette location s'élève à 27 430 euros TTC, payables en deux fois : 60 % à la commande soit 16 458 euros TTC au plus tard le 31 août 2008, 40 % à l'issue de la manifestation soit 10 972 euros TTC au plus tard le 31 décembre 2008.

Le montant de ces dépenses, au titre de ce contrat, est imputé sur les crédits attribués au festival du livre et gérés par la Direction de l'Action Culturelle pour le compte de la Bibliothèque municipale.

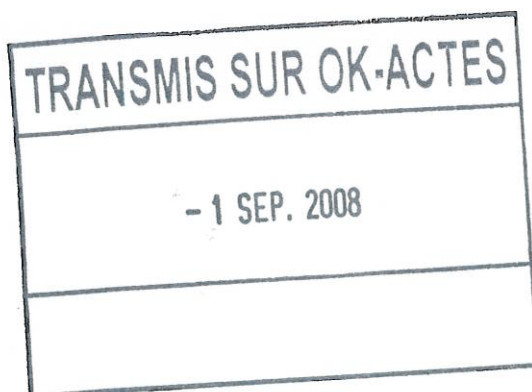
Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et Madame le Trésorier Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

En Mairie, le **29 AOUT 2008**

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Robert BELOT



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

082480

111

## ARRÊTÉ DU MAIRE

DAJ/CP/2008-28

**Objet :** Contrat d'assurance « Responsabilité civile » GENERALI n° AA442846 – Avenant portant régularisation de la prime 2007

*Le Maire de la Ville de Belfort,*

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales en son article L.2122-22 alinéa 6,
- ⇒ la délibération n° 08-46 du Conseil Municipal du 31 mars 2008, portant délégation générale donnée au Maire et aux Adjoints et Conseillers Municipaux ayant reçu délégation, en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- ⇒ le marché public n° 04MA0001, lot 2, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2004, intervenu entre la Compagnie GENERALI FRANCE ASSURANCES et la Ville de Belfort,

### CONSIDERANT

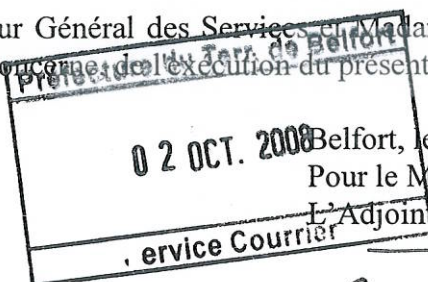
- ⇒ que le contrat d'assurance « Responsabilité civile », souscrit par la Ville auprès de la Compagnie GENERALI FRANCE ASSURANCES, par l'intermédiaire de M. Joël HORNY, agent général, sur la base du marché n° 04MA0001, prévoit une régularisation annuelle de la prime, assise sur le montant des rémunérations brutes du personnel,
- ⇒ que M. HORNY a présenté un avenant portant régularisation de la prime de 2007, en application de cette clause,

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :** Il sera signé un avenant au contrat d'assurance « Responsabilité civile » n° AA442846 souscrit par l'intermédiaire de M. Joël HORNY – ESPACE GENERALI – 51 faubourg de Montbéliard – 90000 BELFORT, ayant pour objet la régularisation de la prime de 2007, en tenant compte du montant des rémunérations brutes du personnel tel qu'il ressort du compte administratif 2007, soit 20 523 654 €.

**Article 2 :** Sur cette base, le montant de la prime complémentaire due pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2007 s'établit à 2 090,05 €, taxes comprises.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Madame le Trésorier Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



30 SEP. 2008

Maurice SCHWARTZ

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082492  
112

## ARRÊTÉ DU MAIRE

DR/SV

**Objet : ATELIERS VOIRIE - Cession à titre payant de deux saleuses et d'une lame de déneigement réformées de la Ville aux Etablissements KALBE - 2 rue du Général Charles de Gaulle - 90850 ESSERT.**



Nous, Maire de la Ville de Belfort

*M*

- l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- la délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008 donnant délégation au Maire pour traiter les affaires limitativement énumérées à l'article L 2122-22 du Code précité,

### ARRETONS

Article 1er : Les deux saleuses réformées de marque ROLBA EPOKE, n° de parc 1/SAL/01 et 1/SAL/02, de type E/785 et E/786, et la lame de déneigement réformée de marque HIVIACO, de type PL210, n° de série 92101, propriétés de la Ville de Belfort, sont cédées à titre payant pour un montant de **3 000 EUROS Net** aux Etablissements KALBE - 2, rue du Général Charles de Gaulle - 90850 ESSERT.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Etablissements KALBE - 2, rue du Général Charles de Gaulle - 90850 ESSERT.

- 1 OCT. 2008

Pour le Maire empêché,  
L'Adjoint Délégué,

Maurice SCHWARTZ



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082481

113

DAJ/CP/2008-27

AC 0815

**Objet : Contentieux – Tribunal pour Enfants de BELFORT - Affaire N° 07009186 - Constitution de partie civile.**

***Le Maire de la Ville de Belfort,***

***VU***

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales, en son article L 2122-22, alinéa 16,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal n° 08-46 en date du 31 mars 2008, donnant délégation au Maire et aux Adjoints et Conseillers Municipaux ayant reçu délégation, pour l'ensemble des matières définies à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

### ***CONSIDERANT***

- ⇒ que deux conteneurs affectés à l'école Metzger, rue Cuvier, ont été détruits par incendie volontaire, le 3 décembre 2007,
- ⇒ que la Ville a été avisée que cette affaire sera appelée à l'audience du 7 octobre 2008 du Tribunal pour Enfants de BELFORT,

### ***ARRETE***

**Article 1<sup>er</sup>** : La Ville de Belfort se constituera partie civile dans l'affaire, référencée 07009186, qui sera appelée à l'audience du 7 octobre 2008 du Tribunal pour Enfants de BELFORT, pour demander réparation du préjudice subi par suite de la destruction, par incendie volontaire, le 3 décembre 2007, de deux conteneurs affectés à l'école Metzger, sise rue Cuvier, à BELFORT. Cette constitution se fera par courrier adressé au Tribunal, sans intermédiaire d'avocat.

**Article 2** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et Mme le Trésorier de Belfort Ville sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Belfort, le

**30 SEP. 2008**

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,

Maurice SCHWARTZ

## RAPPORT

*présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*



**REFERENCES :** EB/OB/FBR - 08-189

**Mots-Clés :** coopérations - aménagement du territoire - subvention

**OBJET :** Association pour la liaison de la Lorraine et du Nord Franc-Comtois au TGV Rhin-Rhône Méditerranée - Adhésion de la Ville de Belfort - Cotisation annuelle.

### I) Quelques rappels préalables

Comme vous le savez, j'ai reçu le 16 mai dernier en Mairie de Belfort une délégation d'élus lorrains et francs-comtois - conduite notamment par Monsieur Christian Poncelet, alors Président du Sénat et Président du Conseil Général des Vosges, Monsieur Michel Heinrich, Député-Maire d'Epinal et Monsieur Michel Raison, Député-Maire de Luxeuil-les-Bains – afin de créer l'Association pour la liaison de la Lorraine et du Nord Franc-Comtois au TGV Rhin-Rhône Méditerranée.

L'électrification du tronçon Belfort-Epinal, d'une longueur de 90 kilomètres (cf. les plans joints en annexe 1), a pour finalité :

- d'une part, d'assurer la liaison entre la Ligne à Grande Vitesse Est et la future Ligne à Grande Vitesse Rhin-Rhône ;
- d'autre part, de permettre le désenclavement du Sud de la Lorraine ;
- et enfin, de faire de Belfort un carrefour ferroviaire (accès Nord vers le Luxembourg via Epinal, accès Sud et Ouest vers Lyon et Paris via la LGV Rhin-Rhône et accès Est vers la Suisse via la future ligne Belfort-Delle-Bienne).

L'enjeu porté par ce projet est donc important pour Belfort et plus largement le Nord Franc-Comtois.

### II) L'Association pour la liaison de la Lorraine et du Nord Franc-Comtois au TGV Rhin-Rhône Méditerranée

Cette dernière a donc été créée le 16 mai 2008 en Mairie de Belfort. Son siège social est fixé à l'Hôtel de Ville d'Epinal.

Le Bureau de cette association est aujourd'hui provisoirement composé ainsi qu'il suit :

- Président : Monsieur Michel Heinrich, Député des Vosges et Maire d'Epinal ;
- Trésorier : Monsieur Etienne Butzbach, Maire de Belfort et Président de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine ;
- Secrétaire : Monsieur Christian Biston, membre du Conseil Economique et Social Régional de Lorraine.

Les statuts de cette nouvelle association ont été déposés en Préfecture du Département des Vosges.

Ils sont joints en annexe 2.

L'objectif de l'association (article 3) est le suivant :

*« ...relier la Lorraine et le Nord de la Franche-Comté au TGV Rhin-Rhône Méditerranée. Pour cela, l'association vise à obtenir la modernisation et l'électrification de la ligne ferroviaire Epinal-Belfort avec arrêt à la gare nouvelle de Meroux.*

*Ce projet facilitera les relations entre les régions de Franche-Comté et de Lorraine ainsi que leurs relations internationales, nationales et interrégionales. Il permettra de relier le TGV-Est et le TGV Rhin-Rhône Méditerranée.*

*Les propositions de l'Association s'inscrivent dans une volonté d'améliorer les échanges Nord-Sud, aussi bien pour les personnes (voyageurs) que pour les marchandises (fret) en prenant en compte la notion de développement durable... ».*

Ses moyens d'action (article 4) sont envisagés ainsi qu'il suit :

*« l'organisation de campagnes d'information et la réflexion sur les moyens de financement associant sur un plan national et international, l'ensemble des parties concernées... ».*

Le montant de la cotisation devrait se situer aux alentours de 50€/an et sera tranché lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra le samedi 25 octobre prochain à Epinal.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**AUTORISE** l'adhésion de la Ville de Belfort à l'association pour la liaison de la Lorraine et du Nord Franc-Comtois au TGV Rhin-Rhône Méditerranée et **VALIDE** les statuts de l'association joints en annexes,

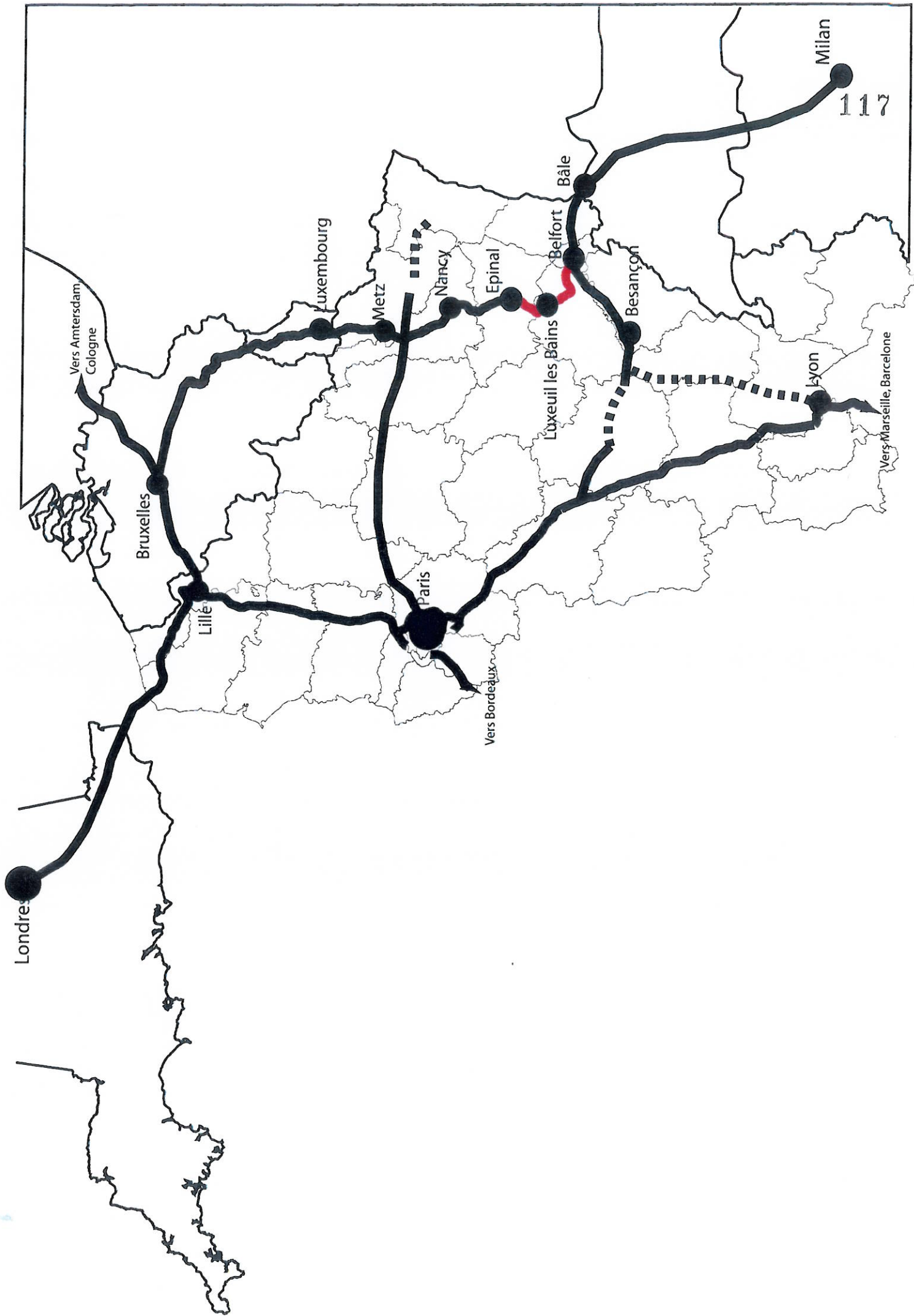
**AUTORISE** l'inscription au Budget Primitif 2009 des crédits nécessaires au versement d'une cotisation à l'association pour la liaison de la Lorraine et du Nord Franc-Comtois au TGV Rhin-Rhône Méditerranée.

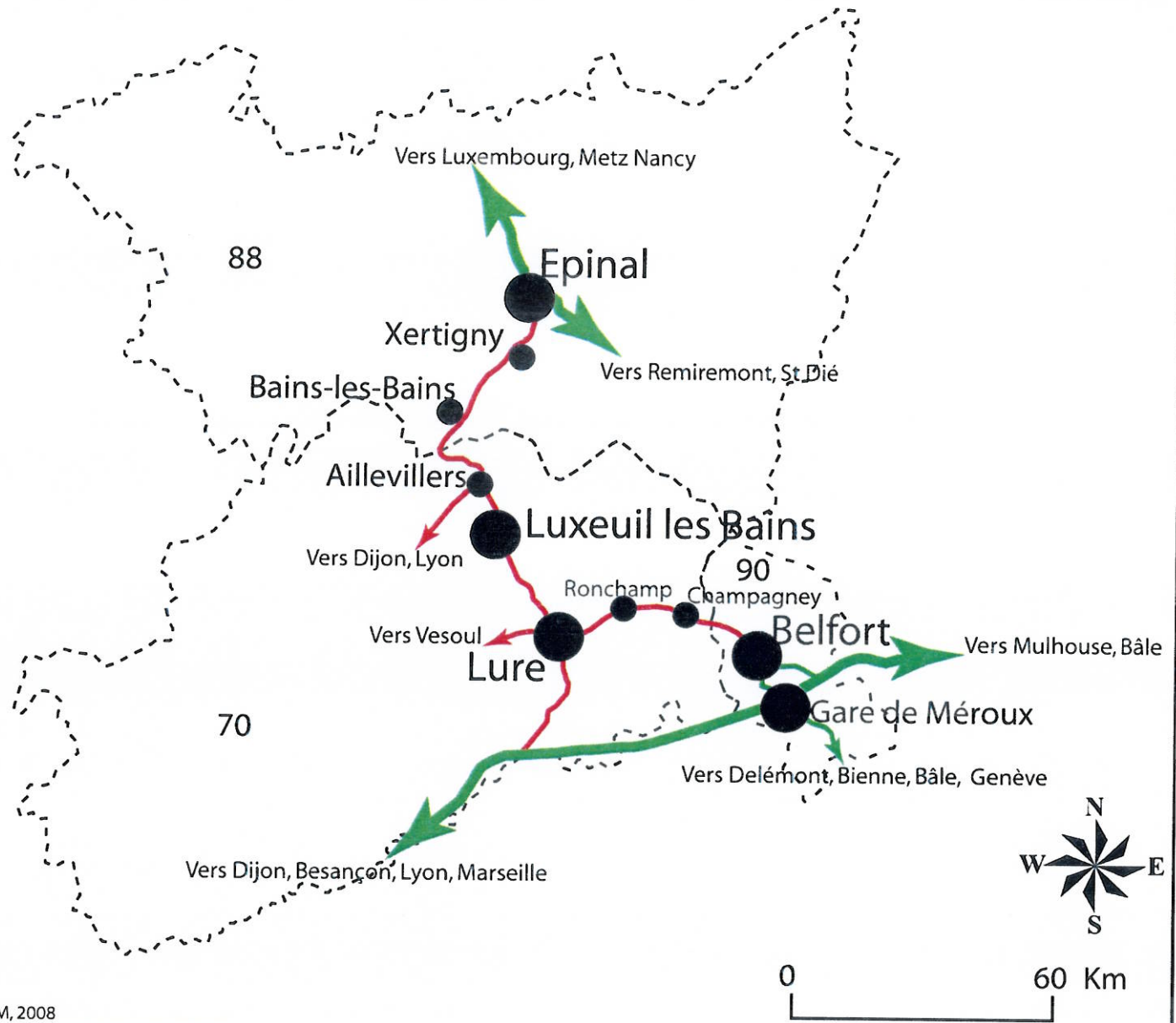


Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.






Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT





Auteur JLM, 2008

-  Ligne parcourue par le TGV Est et TGV Rhin-Rhône
-  Ligne électrifiée
-  Ligne Epinal-Belfort et ses lignes adjacentes
-  Principales villes desservies par la ligne
-  Gares secondaires



DEPARTEMENT DES VOSGES

**STATUTS**

ASSOCIATION  
POUR LA LIAISON DE LA LORRAINE  
ET DU NORD FRANC COMTOIS  
AU T.G.V.  
RHIN/RHONE/MEDITERRANEE

- Belfort, le 16 mai 2008 -

## TITRE I

### ARTICLE 1 : CONSTITUTION

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts, pour une durée indéterminée, une association déclarée de personnes physiques et morales régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre :

**ASSOCIATION POUR LA LIAISON DE LA LORRAINE ET DU NORD FRANC-COMTOIS AU TGV RHIN RHÔNE/MEDITERRANEE**

### ARTICLE 2 : SIEGE SOCIAL

Il est fixé à l'Hôtel de Ville d'Epinal, 9, rue Général Leclerc – 88000 EPINAL

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration ; la ratification par l'Assemblée Générale sera nécessaire.

### ARTICLE 3 : OBJECTIF

L'association se fixe comme objectif de relier la Lorraine et le Nord de la Franche Comté au TGV Rhin Rhône/ Méditerranée.

Pour cela, l'association vise à obtenir la modernisation et l'électrification de la ligne ferroviaire Epinal- Belfort avec arrêt à la gare nouvelle de Méroux.

Ce projet facilitera les relations entre les régions de Franche-Comté et de Lorraine ainsi que leurs relations internationales, nationales et interrégionales. Il permettra de relier le TGV-Est et le TGV Rhin Rhône/Méditerranée.

Les propositions de l'Association s'inscrivent dans une volonté d'améliorer les échanges Nord-Sud, aussi bien pour les personnes (voyageurs) que pour les marchandises (fret) en prenant en compte la notion de développement durable.

### ARTICLE 4 : MOYENS D'ACTION

L'Association se propose d'agir par les moyens pouvant concourir à la réalisation des buts fixés, notamment :

- par l'organisation de campagnes d'information soulignant l'intérêt de la réalisation des propositions formulées à l'article 3 des présents statuts,
- et par la réflexion sur les moyens de financement associant sur un plan national et international l'ensemble des parties concernées.

## TITRE II

### ARTICLE 5 : COMPOSITION

Les membres titulaires sont en premier lieu les personnes morales qui adhèrent aux statuts et paient une cotisation annuelle.

Les personnes physiques justifiant d'un mandat électif (parlementaires, élus locaux, Conseiller Economique et Social...) pourront également solliciter leur adhésion.  
Elle pourra recueillir, sans formalité particulière, l'adhésion de membres de nationalité étrangère.

Les personnes morales seront alors représentées au sein de l'association par le président de l'exécutif ou son représentant.

Toute admission nouvelle devra être agréée par le Bureau.

### ARTICLE 6 : RADIATION

La qualité de membre se perd par :

- la démission,
- le décès,
- la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave, après que l'intéressé ait été invité par lettre recommandée à se présenter devant le Bureau pour fournir des explications.

### ARTICLE 7 : RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Elles proviennent notamment :

- du montant des cotisations annuelles de ses membres,
- des subventions des organismes d'Etat et des collectivités territoriales françaises ou étrangères,
- du montant des dons et legs.





## TITRE III

### ARTICLE 8 : ASSEMBLEE GENERALE

1/ L'Assemblée Générale ordinaire comprend tous les membres de l'association, quel que soit leur titre d'affiliation. Elle se tient au moins une fois par an et doit réunir, pour être délibérative, au moins la moitié des mandats.

Les décisions sont prises à la majorité simple, sauf dans les cas de modification des statuts qui nécessite alors une majorité des deux tiers.

Un mois au moins avant la date fixée pour la réunion, les membres de l'Association sont convoqués par les soins du secrétaire.

Les questions traitées sont celles figurant à l'ordre du jour indiqué sur les convocations.

Le Président, assisté des membres du Bureau, préside l'Assemblée et expose la situation morale de l'association ; le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'Assemblée.

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au remplacement des membres du Conseil d'Administration sortants.

Les délibérations des Assemblées Générales concernant les modifications des statuts, les décisions légales et l'élection des membres du Conseil d'Administration, sont consignées par procès-verbal dans le registre spécial prescrit par l'article 5 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. Ces procès-verbaux doivent être signés par tous les membres du Bureau.

#### 2/ Assemblée Générale extraordinaire

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres inscrits, le Président peut convoquer une Assemblée Générale extraordinaire.

### ARTICLE 9 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### 1/ Composition

L'Association est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont élus pour une durée de trois ans par l'Assemblée Générale et rééligibles.

Le nombre des administrateurs est fixé à 20 et pourra être modifié en tant que de besoins par décision de l'Assemblée générale.

Les parlementaires sont invités à participer à titre consultatif aux réunions du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois tous les six mois sur convocation du Président ou sur la demande du quart de ses membres.



Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage la voix du Président est prépondérante.

Tout membre du Conseil qui, sans motif sérieux, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives pourra être considéré comme démissionnaire.

## 2/ Attributions

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes ou opérations permis à l'association et qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale.

Notamment, il :

- nomme et révoque si besoin est les employés utiles au fonctionnement de l'Association,
- fixe le montant annuel des cotisations,
- autorise la prise à bail ou la location du matériel et des locaux nécessaires au fonctionnement de l'association,
- autorise toutes acquisitions ou ventes de biens mobiliers et immobiliers.

## ARTICLE 10 : LE BUREAU

### 1/ Composition

Le Conseil d'Administration élit, parmi ses membres, à la majorité simple, un Bureau composé :

- d'un Président,
- de Vice-Présidents, parmi lesquels seront choisis un Trésorier et un Secrétaire.

Les membres du Bureau sont révocables par le Conseil d'Administration à tout moment ; ils sont rééligibles.

Le renouvellement du Bureau se fait obligatoirement suite à celui du Conseil d'Administration.

En cas de vacance au sein du Bureau, le Conseil d'Administration pourvoit au remplacement des ses membres par élection ; les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

### 2/ Attributions

Le Bureau est spécialement investi des tâches suivantes :

- le Président veille à l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration ainsi qu'au bon fonctionnement de l'Association qu'il représente en justice et dans tous les actes de la vie civile. Le Président peut déléguer tout ou partie de sa mission à un autre membre du Conseil d'Administration ou du Bureau avec l'accord de l'ensemble de ce dernier ;



- le Bureau est chargé des convocations et de la rédaction des procès-verbaux, de la correspondance, des archives et de la tenue du registre spécial légal ;
- le Trésorier peut être désigné par le Président comme son mandataire dans toutes les opérations de trésorerie ou pour toute représentation de l'Association. Le Trésorier tient les comptes de l'Association, assure le paiement des dépenses et de l'encaissement des recettes. Il procède, avec l'autorisation du Conseil d'Administration, au retrait et au transfert ou à l'aliénation de tous biens et valeurs.

#### ARTICLE 11 : DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'Assemblée Générale, un ou plusieurs liquidateurs seront nommés par celle-ci. L'actif, s'il y a lieu, sera dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et au décret subséquent du 16 août 1901.



Le Président,  
Michel HEINRICH  
Député Maire d'EPINAL



## DÉCLARATION DE CRÉATION D'UNE ASSOCIATION

Monsieur le Préfet,

Nous avons l'honneur, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 et de l'article 1er de son décret d'application du 16 août 1901 de procéder à la déclaration de l'association dont le titre est le suivant :

ASSOCIATION POUR LA LIAISON DE LA LORRAINE ET DU NORD FRANCO-COMTOIS  
AU T.G.V. RHIN - RHODÉ - MÉDITERRANÉE nom complet de l'association

et dont le siège est situé :

..... HÔTEL DE VILLE D'ÉPINAL ..... 88000 ..... ÉPINAL .....  
adresse code postal ville

Cette association a pour objet :

L'association se fixe comme objet de relier la Lorraine et le Nord de la Franche-Comté au TGV  
Rhin-Rhône-Méditerranée et vise à obtenir la modernisation et l'électrification de la  
ligne ferroviaire ÉPINAL-BELFORT, avec arrêt à la nouvelle gare de MEBOUX.  
Indiquer l'objet tel qu'il est défini dans les statuts

Les personnes chargées de l'administration de l'association sont :

Nom : ..... H. EINHORN .....  
 Prénoms : ..... Michel .....  
 Né(e) le : ..... 15 février 1946 .....  
 à : ..... THANN (68) .....  
 Nationalité : ..... Française .....  
 Profession : ..... Pharmacien .....  
 Domicile : ..... 25 rue Christophe Denis  
 ..... 88000 ÉPINAL .....  
 Rôle : Président

Nom : ..... BUTZBACH .....  
 Prénoms : ..... Etienne .....  
 Né(e) le : ..... 22 mars 1952 .....  
 à : ..... BELFORT (90) .....  
 Nationalité : ..... Française .....  
 Profession : ..... Médecin .....  
 Domicile : ..... 22 rue de l'Espérance  
 ..... 90000 BELFORT .....  
 Rôle : Trésorier

Nom : ..... BISTON .....  
 Prénoms : ..... Christian .....  
 Né(e) le : ..... 06/ février / 1950 .....  
 à : ..... THUL (54) .....  
 Nationalité : ..... FRANÇAISE .....  
 Profession : ..... Attaché Administratif Principal  
 Domicile : ..... 12, rue de la Mairie  
 ..... 88460 CHENIMENIL .....  
 Rôle : Secrétaire

Nom : .....  
 Prénoms : .....  
 Né(e) le : .....  
 à : .....  
 Nationalité : .....  
 Profession : .....  
 Domicile : .....  
 Rôle : Administrateur

Nom : .....	Nom : .....
Prénoms : .....	Prénoms : .....
Né(e) le : .....	Né(e) le : .....
à : .....	à : .....
Nationalité : .....	Nationalité : .....
Profession : .....	Profession : .....
Domicile : .....	Domicile : .....
.....	.....
Rôle : Administrateur	Rôle : Administrateur

Nom : .....	Nom : .....
Prénoms : .....	Prénoms : .....
Né(e) le : .....	Né(e) le : .....
à : .....	à : .....
Nationalité : .....	Nationalité : .....
Profession : .....	Profession : .....
Domicile : .....	Domicile : .....
.....	.....
Rôle : Administrateur	Rôle : Administrateur

Vous trouverez ci-joints deux exemplaires des statuts de notre association, dûment approuvés et signés par nos soins.

Nous vous demandons de bien vouloir nous délivrer le récépissé de la présente déclaration.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre considération distinguée.

Fait le : 13/06/2008, à : EPINAL

Signatures :

Président



Autre membre du Bureau



C. BISTON



## Document à retourner aux services préfectoraux

Référence Préfecture

Association loi 1901

CRÉATION

Direction des  
Journaux officiels26, rue Desaix, 75727 Paris cedex 15  
Tél. : 01 40 58 77 56

R1 ASSOC

R2 ASS

R3

R4 1

## Texte à insérer

(A remplir lisiblement pour éviter tout retour préjudiciable au délai de publication)

1 - Déclaration à la

&amp;3 Préfecture\* (nom du département)

VOSGES

\* Rayer la mention inutile

ou

&amp;4 Sous-préfecture\* (nom de la ville)

&amp;5 Titre de l'association (titre complet tel qu'il figure dans les statuts et le sigle, s'il existe) :

ASSOCIATION POUR LA LIAISON DE LA LORRAINE ET DU NORD  
FRANC-COMTOIS AU TGV RHIN-RHÔNE-MEDITERRANÉE.

&amp;6 Objet (indiquer clairement le contenu de l'article des statuts relatif à l'objet de l'association) :

L'ASSOCIATION SE FIXE COMME OBJECTIF DE REUEEN LA LORRAINE ET  
LE NORD DE LA FRANCHE COMTE AU TGV RHIN-RHÔNE-MEDITERRANÉE  
ET VISE À OBTENIR LA MODERNISATION ET L'ELECTRIFICATION DE LA  
LIGNÉ FERROVIAIRE EPINAL-BELFORT AVEC ARRÊT A LA NOUVELLE  
GARE DE MENOUX

2 - Siège social (à préciser impérativement) :

&amp;13 Bât., étage, esc. et résidence : HOTEL DE VILLE -

&amp;14 N°, type et libellé de voie : 9, RUE DU GENERAL LECLERC

&amp;15 BP ou lieudit :

&amp;18 Code postal : 88100

&amp;19 Localité : EPINAL

&amp;16 Courriel (facultatif) : altgv@epinal.fr

&amp;166 Site internet (facultatif) :

8 - Date de déclaration à la préfecture ou sous-préfecture : 16/06/2008

150

--	--	--

Pour facturation

(38 caractères maximum par ligne)

Titre court de l'association :

24&amp;12 ASSOC PLOUN LA LIAISON LORRAINE-TGV

Nom et prénom de la personne responsable de l'association :

&amp;4 HEINRICH MICHEL

Adresse personnelle :

bât., étage, esc. et résidence :

&amp;13

N°, type et libellé de voie :

&amp;14 25 RUE CHINISTOPHE DENIS

BP ou lieudit :

&amp;15

Code postal :

&amp;18 88100

Localité :

&amp;19 EPINAL

Signature du déclarant précédée de :  
« lu et approuvé bon pour insertion »

Le déclarant s'engage à acquiescer le montant (39,06 €)

des frais d'insertion de l'annonce à réception de la facture



## RAPPORT

*présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*



REFERENCES : DDA/EB/OB/FBR - 08-190

**OBJET** : Métropole Rhin-Rhône - Proposition de participation de la Ville de Belfort au Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) 2009.

### **1 – Quelques rappels préalables**

Comme vous le savez, la Métropole Rhin-Rhône (M2R) - qui réunit aujourd'hui les villes et agglomérations de Belfort, Besançon, Dijon, Montbéliard, Mulhouse, ainsi que l'Eurodistrict Tri-national de Bâle, l'agglomération du Grand Chalon, la Communauté Urbaine du Creusot/Montceau et le District Urbain de Neuchâtel - fait partie des quinze métropoles retenues par le gouvernement à la suite de l'appel à coopération métropolitaine lancé en 2004. Le fondement de ce réseau est de préparer la mise en service du TGV Rhin-Rhône qui va profondément modifier le système relationnel entre les villes et agglomérations qui la composent et permettre l'ouverture de nouvelles coopérations.

Cette métropole est ouverte à l'international par des coopérations transfrontalières et par sa proximité avec l'Allemagne et la Suisse avec Freiburg, Bâle, Lausanne et Neuchâtel notamment.

Son objectif est de mettre à profit cet avantage concurrentiel considérable pour accroître la compétitivité de ses territoires et construire dans la durée une offre métropolitaine entre Lyon, Paris et Strasbourg.

Dans cet esprit, le Conseil d'Administration de la Métropole Rhin-Rhône a souhaité participer au Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) qui se déroule à Cannes. Depuis 2007, les villes et agglomérations de Mulhouse, Belfort, Montbéliard, Besançon et Dijon mutualisent leurs moyens et participent, sous le label Métropole Rhin-Rhône, au MIPIM. La dernière édition de ce salon s'est tenue du 11 au 14 mars 2008.

## **2 – Bilan de la participation de la Ville de Belfort au MIPIM 2008 et perspectives 2009**

### **2.1) Objet du MIPIM**

Pour mémoire, le MIPIM est un salon international professionnel qui se déroule à Cannes depuis 1989. Il accueille pendant quatre jours tous les acteurs de l'immobilier et du développement économique français et étranger. C'est la première manifestation mondiale dans ce domaine. Notons que la présence des collectivités locales françaises et étrangères dans ce salon augmente chaque année. Le MIPIM crée l'occasion de présenter aux investisseurs les outils spécifiques à l'implantation des entreprises : structures d'aides à la création d'entreprise, incubateurs, pépinières et agences de développement économique...

### **2.2) Bilan de l'édition 2008**

L'édition 2008 de cette manifestation a connu une fréquentation record puisque près de 30 000 participants ont été recensés (contre 25 000 en 2007).

La Ville de Belfort et la CAB ont participé de concert à cette manifestation, partageant le coût financier (30 000 €) à part égale. Elles étaient représentées par deux collaborateurs. Partenaire du projet, l'ADEBT était représentée par son Directeur.

Un premier bilan peut-être résumé ainsi qu'il suit :

- le MIPIM est un salon international à forte notoriété au sein duquel la présence isolée de Belfort n'aurait que peu d'intérêt. Notre participation aux côtés des autres collectivités de la M2R génère donc une certaine visibilité à ce stade ;
- le MIPIM est un salon de "rendez-vous". Notre participation doit donc être préparée très en amont, notre présence au MIPIM permettant soit d'approfondir, soit de finaliser des projets engagés ou de formaliser des premiers contacts ;
- au-delà de la valorisation de nos atouts généraux, notre présence doit se fonder sur le développement de quelques programmes immobiliers dont les cahiers des charges présentent un degré de définition suffisant. Dans la durée, l'accent pourrait être mis sur le développement du parc d'innovation Plutons, de programmes résidentiels structurants, voire de programmes touristiques (Citadelle) ;
- notre savoir-faire et notre réactivité doivent être valorisés par la promotion d'opérations déjà réalisées ou en cours de réalisation. Il serait par exemple utile de faire présenter des opérations telles que TECHN'HOM ou la ZAC du Parc à Ballons par les architectes ayant concouru à leur élaboration (Reichen & Robert ou Jean-Louis BERTHOMIEU...), jouissant d'une notoriété certaine auprès des opérateurs présents au MIPIM ;



- Pour les élus de la Ville de Belfort :
  - Ce salon est aussi l'occasion de prendre connaissance des opérations d'urbanisme ou d'activités réalisées ailleurs, le MIPIM offrant un panorama mondial de premier ordre.
- Le stand de la M2R :

Vous trouverez en pièces jointes une planche d'images présentant le stand de la M2R ainsi que différents projets d'envergure mondiale présentés au MIPIM.

### 2.3) Perspectives 2009

Nous devons nous positionner car la M2R nous sollicite sur notre participation à l'édition 2009 du MIPIM.

Les territoires présents en 2008, autres que la Ville de Belfort, pourraient renouveler leur participation au MIPIM qui, en 2009, se déroulera du 10 au 13 mars.

Sur la base des recommandations précitées, la Ville de Belfort pourrait utilement se joindre à nouveau à cette initiative.

Pour l'édition 2009 du MIPIM, la dépense prévisionnelle envisagée est de 40 000 € TTC pour chaque territoire auxquels s'ajoutent quelques frais connexes (réalisation d'une plaquette de promotion, transports et hébergement, ...). Cette augmentation du budget, qui passe de 30 000 € en 2008 à 40 000 € en 2009, est motivée par la mise en place d'une nouvelle animation numérique (bornes interactives sur le stand et projection en boucle d'un film présentant les attraits de la M2R sur grand écran).

S'agissant de la Ville de Belfort, un partenariat pourrait être renouvelé avec la CAB et l'ADEBT et envisagé avec les autres organismes de développement et d'aménagement (SODEB et SEMPAT notamment).

La Communauté de l'Agglomération de Mulhouse Sud Alsace a été désignée pour coordonner ce projet au nom de la M2R.

Pour des raisons de simplification comptable, il a été convenu qu'une convention serait passée entre la CAMSA et un représentant mandaté par chaque territoire participant au MIPIM.

En cas d'accord de votre part, la CAB pourrait donc représenter Belfort et son agglomération et avancer les frais de participation au MIPIM à la CAMSA. La Ville de Belfort et les organismes de développement et d'aménagement, en fonction du partenariat retenu, rétrocèderaient leur participation à la CAB au cours de l'exercice 2009.

Cette participation au MIPIM constitue une opportunité intéressante pour la promotion économique de Belfort. Aussi, je vous propose que nous donnions notre accord à la participation de la Ville de Belfort au projet porté par la M2R. Les crédits nécessaires seront à inscrire au BP 2009 qui sera débattu prochainement.



LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour et 1 contre (*M. Jean-Marie PHEULPIN*),

**AUTORISE** la participation de la Ville de Belfort au MIPIM 2009.

**DECIDE** d'inscrire au Budget Primitif 2009 les crédits nécessaires.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT





## RAPPORT

*présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*



**REFERENCES :** EB/TC/SP - 08-191

**Mots-clés :** Assemblées Ville

**OBJET :** SIAGEP - Modification de la représentation de la Ville de Belfort.

Par délibération du 22 mai dernier, nous avons désigné les représentants de la Ville de Belfort au Syndicat intercommunal d'Aide à la Gestion des Equipements Publics du Territoire de Belfort (*SIAGEP 90*).

Parmi ces représentants, M. Robert BELOT a souhaité, pour des raisons de convenance personnelle, être désigné en qualité de suppléant au lieu de titulaire.

M. Pascal MARTIN, suppléant, le remplacera sur la liste des titulaires.

Il revient au conseil municipal d'adopter cette modification.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (*unanimité des présents*),

**DESIGNE** M. Pascal MARTIN en qualité de titulaire et M. Robert BELOT en qualité de suppléant au Syndicat Intercommunal d'Aide à la Gestion des Equipements Publics du Territoire de Belfort (*SIAGEP 90*).



Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT

## RAPPORT

*présenté par M. Bruno KERN, Premier Adjoint*



**REFERENCES** : BK/RB/SD/CDG - 08-192

**Mots-clés** : Budget

**OBJET** : Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2008 (Budget Principal Ville et annexe Cuisine centrale).

Il vous est proposé d'examiner plusieurs modifications et ajustements à apporter au budget principal de la Ville et au budget annexe « Cuisine Centrale ».

### 1/ Inscriptions équilibrées (détaillées en annexe 1)

Sont regroupés divers virements de crédit entre chapitres (essentiellement des transferts entre sections), ainsi que certaines écritures patrimoniales (entrées et sorties de patrimoine).

Par ailleurs, il a été nécessaire d'affecter 29 K€ de subvention pour le S.M.T.C. dans le cadre de réaménagements de carrefours (réseau haut-Débit) par prélèvement sur le chapitre 23 et de modifier l'affectation de la subvention « logements sociaux » de 62 k€ au bénéfice de l'ADOMA.

### 2/ Inscriptions nouvelles (détaillées en annexe 2)

En **fonctionnement**, il s'agit d'inscrire une subvention exceptionnelle au BAUHB de 10 K€ ainsi qu'une participation complémentaire de 12 K€ au budget « Cuisine Centrale ».

Ces dépenses supplémentaires sont financées par un complément de la subvention CAF dans le cadre du contrat enfance et d'un ajustement de frais de remboursement des charges ATRIA.

Globalement, dépenses et recettes s'équilibrent.

### **3/ Affectation de subventions (détaillées en annexe 3)**

Il s'agit d'affecter les subventions évoquées ci-dessus en fonctionnement et en investissement.

### **4/ Budget annexe cuisine centrale (détaillées en annexe 4)**

Pour les besoins du service, il est proposé un transfert entre chapitres et un ajustement des crédits énergies (électricité et gaz) et d'études de 12 K€.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**ADOpte** les modifications et ajustements budgétaires de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2008 (*Budget Principal Ville et annexe Cuisine centrale*) tels qu'ils sont inscrits dans les annexes 1, 2 et 4.

**ADOpte** l'affectation et le versement des subventions inscrites en annexe 3.

**PROCEDE A UN VOTE DISTINCT** pour les associations qui comptent un membre du Conseil Municipal, soit au sein de leur bureau, soit en qualité de salarié.

**AUTORISE** M. le Maire à signer les conventions à intervenir avec les associations concernées, conformément à la Loi du 12 avril 2000 précisée par le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.



Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT

## ANNEXES

- ANNEXE 1 : Inscriptions équilibrées**
- ANNEXE 2 : Inscriptions nouvelles**
- ANNEXE 3 : Affectation de subventions**
- ANNEXE 4 : Budget annexe « Cuisine Centrale »**

**-VILLE DM2/08 du 23/10/08 OP EQUILIBREES**

**VILLE DE BELFORT**

**BUDGET PRINCIPAL VILLE**

**INVESTISSEMENT**

**Annexe 1**

Cpte	Fon	Serv.	Clé	Libellé ligne budget	Dépenses en plus	Dépenses en moins	Recettes en plus	Recettes en moins
021	01	25	02461	Virement de la section Fonct ajust				-12 082,48
<b>Total chapitre 021</b>								<b>-12 082,48</b>

192	01	25	1R204	Echange terrains Til/Parmentier régul			152 706,00	
2118	01	25	1R204	Terrain rue Parmentier cession			17 295,00	
<b>Total chapitre 040</b>							<b>170 001,00</b>	

2118	01	25	1D304	Terrain rue c.Tilleul acquisition	170 000,00			
<b>Total chapitre 041</b>					<b>170 000,00</b>			

2042	020	2730	09518	Réseau Haut-débit	29 005,00			
2042	524	2940	08097	Sonacotra Reconst*Foyer Chateau Eau		-62 000,00		
2042	524	2940	09513	Adoma Construction Logts sociaux	62 000,00			
<b>Total chapitre 204</b>					<b>91 005,00</b>	<b>-62 000,00</b>		

21578	822	28701C	00227	Transf du chap 011 Mat déneigt ajust	4 844,00			
2188	020	287014	05273	Transf du chap23 pour fact équipts	495,00			
<b>Total chapitre 21</b>					<b>5 339,00</b>			

2312	833	28403C	06050	Transf au chap 21		-495,00		
2312	833	28403C	06050	Transfert au chap 011		-15 000,00		
2312	833	28403C	06050	Transfert au chap 67		-436,00		
2313	025	28301C	07025	M/Peuple transf au chap 011		-96,74		
2313	212	28301C	07084	Transfert au chap 011		-1 162,51		
2313	324	28301C	08552	Transf au chapitre 23		-230,23		
2315	020	2730	07457	Réseau Haut-Débit -Projet		-29 005,00		
<b>Total chapitre 23</b>						<b>-46 425,48</b>		

<b>INVESTISSEMENT</b>				
Cumuls	266 344,00	-108 425,48	170 001,00	-12 082,48
Totaux	157 918,52		157 918,52	



**-VILLE DM2/08 du 23/10/08 OP EQUILIBREES**

**VILLE DE BELFORT**

**BUDGET PRINCIPAL VILLE**

**FONCTIONNEMENT**

**Annexe 1**

Cpte	Fon	Serv.	Clé	Libellé ligne budget	Dépenses en plus	Dépenses en moins	Recettes en plus	Recettes en moins
6068	823	28403C	09516	Floralies transf du chap 23	15 000,00			
61522	020	28301C	06488	Ec.Aubert alarme incendie trans chap 23	1 162,51			
61522	020	28301C	06488	Tour 41 transf du chap 011	230,23			
61522	025	28301C	06523	M/Peuple transf du chap 23 intervention	96,74			
61523	813	28701C	00243	Transf au chap 21		-4 844,00		
<b>Total chapitre 011</b>					<b>16 489,48</b>	<b>-4 844,00</b>		
023	01	25	01600	Virement à la section Invest ajust		-12 082,48		
<b>Total chapitre 023</b>						<b>-12 082,48</b>		
675	01	25	08924	Rue Parmentier cession	17 295,00			
676	01	25	08925	Echange terrains Parmentier/Tilleul	152 706,00			
7788	01	25	08821	Terrain rue c.Tilleul acquisition			170 000,00	
<b>Total chapitre 042</b>					<b>170 001,00</b>		<b>170 000,00</b>	
6718	01	25	09264	Resiliation marché ajust	436,00			
<b>Total chapitre 67</b>					<b>436,00</b>			

<b>FONCTIONNEMENT</b>				
Cumuls	186 926,48	-16 926,48	170 000,00	
Totaux	170 000,00		170 000,00	
Besoin de financement	-0,00			

## -VILLE DM2/08 du 23/10/08 OP NOUVELLES

VILLE DE BELFORT

BUDGET PRINCIPAL VILLE

## FONCTIONNEMENT

Annexe 2

Cpte	Fon	Serv.	Clé	Libellé ligne budget	Dépenses en plus	Dépenses en moins	Recettes en plus	Recettes en moins
6521	020	25	08630	Part.cuisine centrale ajust	11 700,00			
6574	40	32	03898	Bauhb subv exceptionnelle	10 000,00			
<b>Total chapitre 65</b>					<b>21 700,00</b>			

70321	824	28402C	06653	Droits de voirie ajust			1 600,00	
70878	95	3540	05099	Atria rembours charges ajust			7 100,00	
<b>Total chapitre 70</b>							<b>8 700,00</b>	

7478	64	3310	01857	CAF subv contrat enfance ajust			13 000,00	
<b>Total chapitre 74</b>							<b>13 000,00</b>	

FONCTIONNEMENT							
Cumuls				21 700,00		21 700,00	
Totaux				21 700,00		21 700,00	

## DM2 Affectation de subvention VILLE

Annexe 3

2008

<i>Attributaires</i>	<i>Imputation clé</i>	<i>Fonct.</i>	<i>Equipt</i>
ADOMA/CONSTRUCTION LOGTS SOCIAUX	09513		62 000,00
B.A.U.H.B.	03898	10 000,00	
SMTC/RESEAU HAUT-DEBIT	09518		29 005,00
SONACOTRA/RECONST°FOYER CHATEAU EAU	08097		-62 000,00
<b>Totaux</b>		<b>10 000,00</b>	<b>29 005,00</b>



## DM2 CC HYP90 PROPOSITIONS

VILLE DE BELFORT

CUISINE CENTRALE

FONCTIONNEMENT

Annexe 4

Cpte	Fon	Serv.	Clé	Libellé ligne budget	Dépenses en plus	Dépenses en moins	Recettes en plus	Recettes en moins
60612	020	287014	00065	Ajustement énergie électricité	4 500,00			
60612	020	287014	00066	Ajustement énergie gaz	3 600,00			
60636	020	2620	00040	Vêtements travail transf du chap 012	108,65			
617	020	333010	00106	Etude renouvel plan maîtrise sanitaire	3 600,00			
<b>Total chapitre 011</b>					<b>11 808,65</b>			
6475	020	2620	00038	Transfert au chap 011		-108,65		
<b>Total chapitre 012</b>						<b>-108,65</b>		
7552	020	25	00082	Ajustement participation budget général			11 700,00	
<b>Total chapitre 75</b>							<b>11 700,00</b>	

FONCTIONNEMENT				
Cumuls	11 808,65	-108,65	11 700,00	
Totaux	11 700,00		11 700,00	
Possibilité de financement			0,00	

## RAPPORT

*présenté par M. Bruno KERN, Premier Adjoint*



**RÉFÉRENCES :** JP/MD - 08-193

**Mots-clés :** Juridique - Maintenance

**OBJET :** Réseau de chaleur des Glacis du Château – Bilan d'exploitation de la saison 2007.

Conformément aux dispositions de l'article L 1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, nous vous présentons un rapport annuel sur les comptes du réseau de chaleur alimentant la ZUP de l'Avenue d'Altkirch et la ZAC de la Justice.

La Ville de Belfort possède sur son territoire un réseau de chaleur composé d'une chaufferie centrale, d'un réseau de distribution et de 34 sous-stations. Ces installations sont exploitées dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP) depuis 1971, confié à la société DALKIA et qui arrive à échéance le 30 juin 2009.

L'équilibre de ce contrat, de type affermage, a été bâti dans le contexte d'urbanisation de la ZUP, la Ville souhaitant faire financer le développement du réseau.

La chaufferie est composée de deux chaudières mixtes fuel/gaz de 7,3 MW et de 4,65 MW ainsi que d'une cogénération ; la puissance installée fonctionnelle est aujourd'hui de 14,95 MW. Le réseau permettant de distribuer la chaleur à basse température (95°C/65°C) est long d'environ 3.400 m et dessert principalement la ZAC de la Justice et la ZUP d'Altkirch. Sont réparties sur l'ensemble de ce territoire 34 sous-stations permettant d'alimenter les logements, les équipements publics, les commerces et les industries.



Les rapports entre la Ville de Belfort et le fermier du chauffage collectif sont régis par une convention d'affermage et ses avenants -au nombre de 14- notifiés au fur et à mesure de l'évolution des réglementations, des contraintes techniques et des choix stratégiques.

La convention de base a pris effet le 19 mars 1971 pour une durée de 30 ans. Deux avenants particuliers ont marqué l'évolution du réseau pour atteindre son niveau de service et de performance actuel, à savoir :

- l'avenant n° 3, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 1988, validant l'extension du périmètre de la zone d'affermage à la ZAC de la Justice et actant la mise en place de deux chaudières charbon,
- l'avenant n° 8, applicable au 1<sup>er</sup> juillet 1997, validant la mise en œuvre d'une cogénération et prolongeant la durée de contrat d'affermage de 4 ans.

La gestion de ce contrat d'affermage est confiée à PÖYRY. Le coût de cette mission s'élève à 14.240 € TTC/an. Elle nous permet d'avoir un suivi régulier et rigoureux du fermier, tant sur les points administratifs, techniques, réglementaires, que juridiques. De plus, PÖYRY apportera une procédure et une aide à la décision pour assurer la fin du contrat d'affermage dans les meilleures conditions.

Le chiffre d'affaires total sur l'exercice 2006/2007 est de 1.096.362 € TTC et est en baisse de - 20,4 % par rapport à la saison précédente (1.376.983 € TTC pour 2005/2006). Cette baisse est principalement marquée par la douceur des conditions climatiques de la saison 2006/2007.

Une redevance est versée chaque année à la Ville de Belfort et correspond à 3 % du CA, soit 32.890,86 € TTC pour 2006/2007.

La consommation de chaleur utile au chauffage de l'ensemble des abonnés a été de 9.848 MWh pour l'exercice 2006/2007. Parallèlement, la consommation d'eau chaude sanitaire a été de 36.584 m<sup>3</sup>.

25 abonnés bénéficient de ce service. Le principal utilisateur reste Territoire Habitat (906 logements), mais sont également desservis des équipements publics (crèches, maison de quartier...), des commerces (dont hôtels) et des entreprises. En effet, Territoire Habitat achète 6.518 MWh sur les 9.848 MWh vendus et consomme 34.047 m<sup>3</sup> sur les 36.584 m<sup>3</sup>.

Le coût moyen TTC de MWh livré est de 80,09 €.

Vous trouverez, ci-joint, le rapport technique et économique, établi pour la saison 2007 par le Cabinet PÖYRY chargé du contrôle des installations de production et distribution de chaleur.



Le document qui vous est présenté sera mis à la disposition du public, dans les conditions fixées à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE** du bilan d'exploitation 2007 du réseau de chaleur des Glacis du Château qui lui est présenté.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT



## SOMMAIRE

I. SYNTHESE.....	2
II. LES INSTALLATIONS.....	17
III. FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS.....	21
IV. LES CONDITIONS CLIMATIQUES .....	26
V. LE BILAN THERMIQUE.....	32
VI. LES CONSOMMATIONS DES ABONNES.....	38
VII. LA CONVENTION.....	49
VIII. LA TARIFICATION.....	54
IX. LA FACTURATION.....	60
X. L'EVOLUTION DU PRIX DES ENERGIES.....	76
XI. LA GARANTIE TOTALE.....	81
XII. LES CONTRÔLES REGLEMENTAIRES .....	86
XIII. LA LEGISLATION.....	94



## I. SYNTHESE





Le présent rapport concerne l'exercice 2006/07, période du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007, et en analyse les principaux résultats techniques et économiques.

Les installations de production et distribution de la chaleur sur le réseau de BELFORT sont exploitées par la Société DALKIA, dans le cadre d'une convention d'affermage signée en 1971 et dont l'échéance a été fixée, dans l'avenant n°8, au 30 juin 2009.

## I.1. SYNTHESE TECHNIQUE

### I.1.1. Tableau de synthèse

Désignation	Unité	2005/2006	2006/2007	Evolution
<b>Consommations énergétiques installations</b>				
Charbon chaudières 1 & 2	MWh PCI	0	0	
Gaz chaudières 3 & 4	MWh PCI	8 489	5 171	-39,1%
Fuel N°2 chaudières 3 & 4	MWh PCI	1 976	330	-83,3%
Gaz cogénération	MWh PCI	24 371	24 871	2,1%
<b>Total</b>	<b>MWh</b>	<b>34 836</b>	<b>30 372</b>	<b>-12,8%</b>
<b>Consommations énergétiques en chauffage</b>				
Charbon chaudières 1 & 2	MWh PCI	0	0	
Gaz chaudières 3 & 4	MWh PCI	8 489	5 171	-39,1%
Fuel N°2 chaudières 3 & 4	MWh PCI	1 976	330	-83,3%
Chaleur cogénération	MWh	10 210	10 089	-1,2%
<b>Total</b>	<b>MWh</b>	<b>20 675</b>	<b>15 591</b>	<b>-24,6%</b>
<b>Mixité réelle</b>				
Charbon chaudières 1 & 2	%	0,0%	0,0%	
Gaz chaudières 3 & 4	%	41,1%	33,2%	
Fuel N°2 chaudières 3 & 4	%	9,6%	2,1%	
Chaleur cogénération	%	49,4%	64,7%	
<b>Total</b>	<b>%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	
<b>Bilan COGENERATION</b>				
Entrées GAZ (MWh PCI)	MWh PCI	24 371	24 871	2,1%
Production d'électricité (MWh)	MWh	9 172	8 720	-4,9%
Chaleur récupérée (MWh)	MWh	10 210	10 089	-1,2%
<b>Total énergie utile</b>	<b>MWh</b>	<b>19 382</b>	<b>18 809</b>	<b>-3,0%</b>
<b>Rendement cogénération</b>	<b>%</b>	<b>79,5%</b>	<b>75,6%</b>	<b>-3,9 points</b>
<b>Caractéristiques saison de chauffe</b>				
Durée saison Logements	jours	262	243	-18 jours
DJU Logements	DJU	3 131	2 246	-28,3%
Durée saison Equipements	jours	254	221	-33 jours
DJU Equipements	DJU	3 090	2 154	-30,3%
<b>Ventes chauffage</b>				
Logements	MWh	9 215	6 518	-29,3%
Equipements	MWh	4 527	3 330	-26,4%
<b>Total</b>	<b>MWh</b>	<b>13 742</b>	<b>9 848</b>	<b>-28,3%</b>
<i>Dont équipements Ville</i>	<i>MWh</i>	<i>1 422</i>	<i>1 102</i>	<i>-22,5%</i>
<b>Ventes ECS</b>				
Logements	m³	39 024	34 047	-12,8%
Equipements	m³	2 005	2 537	26,6%
<b>Total</b>	<b>m³</b>	<b>41 029</b>	<b>36 584</b>	<b>-10,8%</b>
<i>Dont équipements Ville</i>	<i>m³</i>	<i>494</i>	<i>428</i>	<i>-13,4%</i>
<b>Ventes totales chauffage + ECS</b>	<b>MWh</b>	<b>18 050</b>	<b>13 689</b>	<b>-24,2%</b>
<b>Consommations moyennes annuelles au logement</b>				
Chauffage	MWh/logt	9,42	6,66	-29,3%
Chauffage	kWh/logt/DJU	3,01	2,97	-1,4%
Chauffage	MWh/m²	0,133	0,094	-29,3%
ECS	m³/logt	39,90	34,81	-12,8%
<b>Rendement global thermique production et distribution</b>	<b>%</b>	<b>87,3%</b>	<b>87,0%</b>	<b>0,5 points</b>

Ces évolutions sont présentées à la page 15 sous forme d'histogramme.



### I.1.2. Commentaires

#### I.1.2.1. Durée de la saison de chauffe et rigueur de l'hiver

La saison de chauffage s'est étendue en moyenne sur l'ensemble des logements du 3 octobre 2006 au 3 juin 2007, ce qui représente 243 jours (soit 18 jours de moins qu'en 2005/06 avec 262 jours).

Pendant cette période, les Degrés Jours Unifiés (reflet de la rigueur climatique) pour les logements ont été de 2.246. Ce chiffre est en forte baisse de -28,3% par rapport à celui de l'exercice antérieur (3.131 DJU).

Pour les équipements, on observe une saison plus courte de 33 jours qu'en 2005/06, avec des DJU en forte baisse de -30,3% (2.154 pour 3.090 sur 2005/06).

#### I.1.2.2. Consommations de chauffage

Le Fermier nous communique les consommations de chauffage mensuelles des différentes sous-stations, ce qui permet de les contrôler à partir des DJU et des consommations respectives de la saison précédente.

Il est rappelé que nous faisons le point en début de saison sur l'état des compteurs et le respect de leurs contrôles.

Tous les compteurs ont été contrôlés par les Sociétés DUMEREG et SAPPEL au cours de la saison 2006/07.

##### a) Consommations en sous-stations

La consommation de chaleur utile au chauffage de l'ensemble des abonnés (logements et équipements) a été de 9.848 MWh sur l'exercice 2006/07 ; elle enregistre une baisse importante de -28,3% par rapport à l'exercice précédent.

- La consommation globale des logements est en baisse de -29,3% ; elle est corrélée à celle des DJU. A rigueur climatique égale, la consommation en chauffage des logements est relativement stable par rapport à la saison 2005/06 (-1,4%). Il est à noter que la baisse du taux d'occupation du bâtiment HLM « A1 », dont la démolition est prévue sur 2008 (relogements en cours), n'a eu que peu d'influence sur les consommations de chauffage. En effet, les installations de ce bâtiment ne permettent pas de désolidariser les logements vacants du chauffage ; l'ensemble du bâtiment continue donc à être chauffé, afin de garantir le chauffage des logements encore occupés.
- Pour les équipements, la consommation globale affiche une baisse de -26,4%, à mettre en relation avec celle des DJU.

Les évolutions des consommations sont détaillées au chapitre VI.





b) Consommation moyenne au logement

La consommation moyenne d'un logement ressort à 6,66 MWh/an/logement et à 2,97 kWh/DJU/logement sur l'exercice 2006/07.

Ce dernier ratio permet d'établir une comparaison significative et intéressante avec la consommation moyenne observée sur l'ensemble des réseaux dont PÖYRY ENERGY assure le contrôle (environ 50 réseaux de chaleur avec 176.000 logements raccordés) et qui est d'environ 4 kWh/DJU/logement.

La consommation surfacique moyenne ressort à 0,042 MWh/DJU/m<sup>2</sup> sur l'exercice écoulé, pour une moyenne PÖYRY ENERGY de 0,060 MWh/DJU/m<sup>2</sup>.

I.1.2.3. Consommations d'eau chaude sanitaire

a) Consommations en sous-stations

La consommation d'eau chaude sanitaire de l'ensemble des sous-stations a été de 36.584 m<sup>3</sup> en 2006/07 (baisse de -10,8% par rapport à la saison passée).

Elle se décompose de la façon suivante :

- consommations des logements : 34.047 m<sup>3</sup>, en baisse de -12,8% ;
- consommations des équipements : 2.537 m<sup>3</sup>, en hausse de 26,6%.

b) Consommation moyenne au logement

La consommation moyenne au logement ressort sur 2006/07 à 34,8 m<sup>3</sup>/an. Elle est néanmoins en baisse de -12,8% par rapport à la saison précédente. Cette baisse est principalement due au bâtiment HLM A1 (-43,8%). Pour ce dernier bâtiment, la diminution des consommations d'eau chaude sanitaire est liée au relogement d'un certain nombre de locataires en perspective de sa démolition programmée pour 2008.

A titre de comparaison, la consommation moyenne enregistrée sur les opérations dont PÖYRY ENERGY assure le contrôle est d'environ 33 m<sup>3</sup>/an/logt.

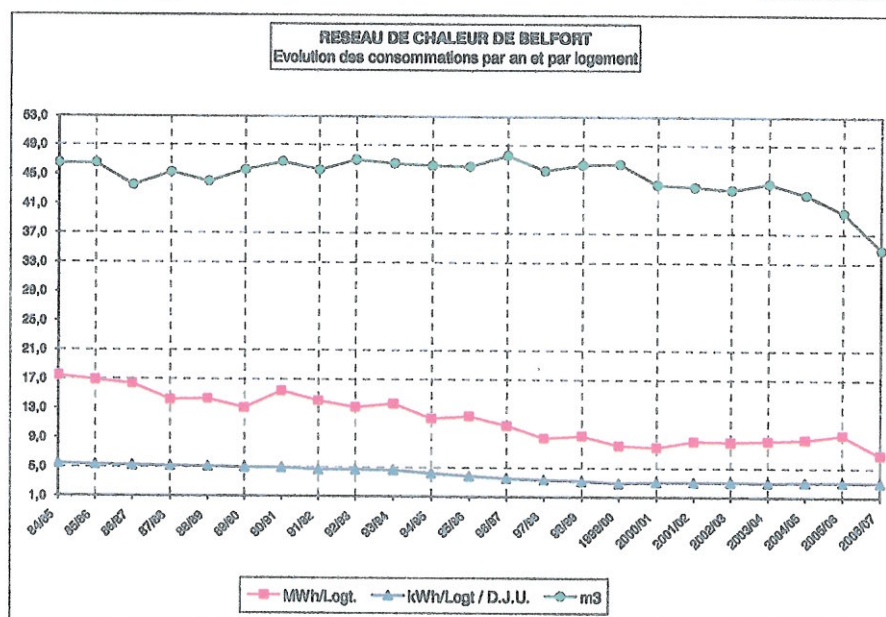




### I.1.2.4. Evolution des consommations moyennes de chauffage et d'eau chaude au logement

Exercices	CHAUFFAGE					EAU CHAUDE SANITAIRE		
	MWh/Logt.	D.J.U.	kWh/Logt / D.J.U.	Evolutions		m³	Evolutions	
				(1)	(2)		(1)	(2)
84/85	17,37	3 226	5,38			48,5		
85/86	16,80	3 195	5,26	-2,3%	-2,3%	48,5	0,0%	0,0%
86/87	16,30	3 141	5,19	-1,3%	-3,6%	43,5	-6,5%	-6,5%
87/88	14,10	2 767	5,10	-1,8%	-5,4%	45,3	4,1%	2,6%
88/89	14,20	2 800	5,07	-0,5%	-5,8%	44,0	-2,9%	-5,4%
89/90	13,00	2 636	4,93	-2,8%	-8,4%	45,6	3,6%	-1,9%
90/91	15,30	3 105	4,93	-0,1%	-8,5%	46,7	2,4%	0,4%
91/92	14,00	3 018	4,64	-5,9%	-13,8%	45,6	-2,4%	-1,9%
92/93	13,10	2 826	4,64	-0,1%	-13,9%	47,0	3,1%	1,1%
93/94	13,60	2 960	4,59	-0,9%	-14,7%	46,5	-1,1%	0,0%
94/95	11,60	2 802	4,14	-9,9%	-23,1%	46,2	-0,6%	-0,6%
95/96	11,80	3 124	3,81	-8,0%	-29,3%	46,1	-0,2%	-0,9%
96/97	10,85	3 040	3,50	-8,0%	-34,9%	47,6	3,3%	2,4%
97/98	8,94	2 685	3,33	-5,0%	-38,2%	45,5	-4,3%	-2,1%
98/99	9,25	2 920	3,17	-4,9%	-41,2%	48,3	1,8%	-0,3%
1999/00	7,95	2 753	2,89	-8,8%	-46,4%	46,5	0,3%	-0,1%
2000/01	7,70	2 559	3,01	4,2%	-44,1%	43,7	-6,0%	-8,1%
2001/02	8,55	2 845	3,01	-0,1%	-44,2%	43,4	-0,7%	-6,7%
2002/03	8,42	2 766	3,05	1,3%	-43,4%	43,0	-0,9%	-7,6%
2003/04	8,61	2 890	2,98	-2,2%	-44,7%	43,8	2,0%	-5,7%
2004/05	8,79	2 916	3,01	1,2%	-44,0%	42,3	-3,4%	-9,0%
2005/06	9,42	3 131	3,01	-0,1%	-44,1%	39,9	-5,7%	-14,2%
2006/07	6,66	2 246	2,97	-1,4%	-44,9%	34,8	-12,8%	-25,1%
Moyenne	11,67	2 885	3,96			44,6		

(1): Evolution par rapport à la saison précédente. La Laurencie est exclue dans les ratios de chauffage  
 (2): Evolution par rapport à la saison 1984/85. Jusqu'en 2000/01





#### I.1.2.5. Rendements

Le rendement thermique de production et de distribution, établi à partir des consommations fuel et gaz pour la chaufferie, des MWh produits par la cogénération (pris comme énergie entrante), et des MWh livrés en sous-stations, ressort sur 2006/07 à 87,8%.

Il est stable par rapport à celui observé sur 2005/06 (87,3%).

Ces rendements 2005/06 et 2006/07 sont légèrement surestimés suite à une anomalie sur le comptage gaz général (sous comptage).

Le bilan de fonctionnement de l'outil de cogénération sur l'exercice écoulé se traduit par les rendements suivants :

- rendement électrique de 35,1% (en baisse de -2,6 points),
- rendement thermique de 40,6% (en hausse de -1,3 point),
- rendement global, somme des deux précédents, de 75,6% (en baisse de -3,9 points).
- et le rendement DRIRE, qui est le rendement global calculé sur la période contractuelle de revente de l'électricité produite (de novembre à mars), et qui ressort à 77,1% (en baisse de -12,7 points) ; il est supérieur aux 65% exigés par la réglementation).

Ces baisses de rendements sont principalement liées à la douceur de l'hiver 2006/07 (installations plus performantes avec des conditions climatiques rigoureuses).

#### I.1.3. Visites réglementaires

Ces visites de contrôle comprennent :

- le contrôle en marche de la chaufferie (visite triennale) : le dernier a été effectué en janvier 2004 par NORISKO (pas de non-conformité relevée) ; normalement à renouveler en janvier 2007, il a été repoussé sur 2007/08 suite aux conditions climatiques trop douces de l'hiver 2006/07 ;
- le contrôle des rejets atmosphériques : le dernier a été effectué en décembre 2005 par SOCOTEC ; suite à une mauvaise lecture des textes réglementaires, les conclusions de l'organisme étaient erronées ; d'après les valeurs de rejets indiquées dans le rapport, on peut relever les non conformités suivantes :
  - . rejets d'oxydes d'azote (NOx) sur la chaudière 3 en mode fuel,
  - . rejets d'oxydes de soufre (SO<sub>2</sub>) sur la chaudière 3 en mode gaz,
  - . vitesses d'éjection des gaz de combustion sur les deux moteurs de cogénération ;
 un contrôle contradictoire devait être effectué sur 2005/06 ; compte tenu de la douceur de l'hiver, il a été repoussé sur 2007/08 ;
- le contrôle des installations électriques (périodicité annuelle ou tous les deux ans si le rapport précédent ne présente aucune observation) : il a été effectué par SOCOTEC en septembre 2006 ; les remarques consignées dans le rapport de contrôle remis par l'organisme sont mineures ;





- le contrôle du matériel de lutte contre l'incendie : effectué en octobre 2006 par SICLI (justificatifs remis) ;
- le contrôle du traitement d'eau : des analyses trimestrielles ont été réalisées sur l'eau du réseau ; le pH réseau était légèrement faible en septembre 2006 et février 2007 ; il a été réajusté après chaque analyse ;
- DALKIA vérifie tous les ans l'étanchéité de la ligne gaz en chaufferie et cogénération (justificatif remis) ;
- le contrôle de la détection gaz en chaufferie : effectué en mai 2007 par OLDHAM (justificatif remis) ;
- contrôle des risques d'incendie ou d'explosion lié aux installations électriques (imposé par l'assurance « incendie – risques d'entreprises ») : réalisé en septembre 2006 par SOCOTEC (justificatif remis) ;
- les ramonages de la chaudières n°4, du dépoussiéreur, des cogénérateurs, des cheminées et des carnaux ont été réalisés en juin 2006 et juin 2007 ;
- les compteurs gaz cogénération (1 par moteur) ont été contrôlés par ACTARIS en mars 2007 ; ils étaient conformes ;
- autres contrôles réglementaires à mettre en place et à effectuer (rappel de 2005/06) :
  - . contrôle des appareils de levage / manutention,
  - . contrôle triennal des effluents,
  - . contrôle triennal du bruit.

Pour plus de détails, se reporter au chapitre XII du présent rapport.

#### I.1.4. Incidents

Les principaux incidents notables à signaler pour la saison 2006/07 sont les suivants :

- trois fuites ont eu lieu sur le réseau primaire ; elles étaient dues à des chutes de dalles de caniveau, infiltrations, ou à des ruptures d'éléments du réseau ;
- en chaufferie, la chaudière n°3 qui avait percé deux fois en 2005/06, a subi de nouveau deux réparations provisoires sur 2006/07 ; son remplacement est programmé pour fin 2007 ;
- en cogénération, des infiltrations ont toujours lieu au niveau du toit du bâtiment par temps de pluie ; ce sinistre, datant de 2005/06 est toujours en cours ;

Se reporter au chapitre III du présent rapport pour plus de précision.





### I.1.5. Evolutions du réseau de chaleur

Il n'y a pas eu de nouveau raccordement au réseau de chaleur pendant la saison 2006/07.

Il est à noter les changements de dénominations suivantes pour certains abonnés :

- . à compter de juillet 2006, « Comptoir Boulangerie + Weishaupt » a été remplacé par « Scaritech + Weishaupt » ;
- . à compter d'octobre 2006, « Espace 3000 » s'est substitué à « VAG + VAG Occasions » ;
- . à compter de janvier 2007, « Géral Thermolaquage » a été remplacé par « Scaritech ».



## I.2. SYNTHESE ECONOMIQUE

### I.2.1 Tableau de synthèse

Désignation	2005/2006 €uros	2006/2007 €uros	Evolution	Obs.
<b>Coûts d'achat des énergies primaires HT</b>				
Gaz (€ HT/MWh PCS)	29,19	29,42	0,8%	(1)
Fuel (€ HT/tonne)	406,38	343,43	-15,5%	(2)
<b>Tarification HT</b>				
R1 (€ HT/MWh)	40,82	39,52	-3,2%	(3)
R2 (€ HT/kW souscrit)	21,96	22,40	2,0%	(3)
<b>Chiffre d'affaires TTC</b>				
<i>Chauffage + ECS</i>				
Logements	1 005 785	799 235	-20,5%	
Equipements	371 198	297 127	-20,0%	
<b>Réseau</b>	<b>1 376 983</b>	<b>1 096 362</b>	<b>-20,4%</b>	
<i>Dont Equipements Ville</i>	<i>120 515</i>	<i>97 193</i>	<i>-19,4%</i>	
<b>Coût moyen TTC du MWh livré</b>	<b>76,29</b>	<b>80,09</b>	<b>5,0%</b>	
<b>Coût moyen TTC au logement (chauffage + ECS)</b>	<b>1 028,4</b>	<b>817,2</b>	<b>-20,5%</b>	

(1) : d'après factures gaz sur 2005/06 et 2006/07.

(2) : au prorata des consommations en sous-stations.

(3) : hors régularisations R1 et R2 pour "Réalgrahic" sur décembre 2006.

Ces évolutions sont présentées à la page 15 sous forme d'histogramme.



## 1.2.2. Commentaires

### 1.2.2.1. Historique

En 1987/1988, la chaufferie centrale de la ZUP d'ALTKIRCH a été partiellement convertie au charbon (en remplacement d'une chaudière fuel), afin de ne plus être dépendant du seul fuel (combustible qui a souvent connu d'importantes variations de prix).

Les travaux englobaient également la réalisation d'importantes mises en conformité en chaufferie réclamées par la DRIRE.

De nouvelles conditions tarifaires ont alors été introduites (avenant n°2) :

- diminution de l'incidence des énergies sur les charges,
- amortissement des travaux par le biais de la tarification sous forme d'un terme r4 annuel constant.

Afin d'améliorer ces dispositions, le raccordement de la ZAC de la Justice au réseau de chaleur a été décidé (avenant n°3) : le terme r4 était minimisé au fur et à mesure des raccordements.

Mais le rythme et l'importance des raccordements sur la ZAC n'ont pas été ceux escomptés, et face à l'incidence encore lourde de ces investissements, il a été décidé de procéder au passage de la chaufferie centrale au gaz naturel par la mise en place d'un outil de cogénération (avenant n°8 prenant effet au 1<sup>er</sup> juillet 1997).

Cette modernisation a été assortie d'une prolongation de 3 ans ½ du contrat d'affermage, la durée restant à courir avant l'échéance du contrat étant alors de 12 ans (durée d'engagement de rachat par EDF de l'électricité produite).

Ces dispositions ont permis de réduire le coût R2 d'environ 14%.

Enfin, l'avenant n°10 qui a pris effet au 1<sup>er</sup> juillet 2001, a eu pour objet principal la prise en compte du tarif GDF type S2S plus favorable pour les usagers dans la formule de révision du terme R1 (élément proportionnel représentatif des charges de combustibles).

Cette démarche a permis de faire baisser le prix unitaire R1 de l'ordre de 10% à la date d'application de l'avenant.





### I.2.2.2. Energies et poste R1

L'évolution du prix unitaire R1 est corrélée depuis l'exercice 1997/98 à celle des prix des énergies fuel et gaz.

Le fuel lourd a baissé de -15,5% sur 2006/07, et le gaz est resté stable (+0,8%).

Ces évolutions aboutissent à une légère baisse du prix moyen de vente de l'énergie R1 de -3,2% par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires R1 s'élève en 2006/07 à 881.259 €.TTC ; il est en forte baisse de -26,1% par rapport à l'exercice précédent (881.259 €.TTC). Cette évolution est principalement due à la baisse importante des consommations de chauffage (-28,3%), elle-même générée par la douceur exceptionnelle de l'hiver 2006/07

### I.2.2.3. Autre poste tarifaire

Le poste R2, représentatif des charges autres que celles des combustibles, englobe désormais les anciens postes dénommés r1', r2, r3 et r4.

Le prix unitaire R2 (hors taxes) qui reste tributaire de l'évolution des indices du coût de la vie a enregistré une légère hausse de 2% sur l'exercice 2006/07.

Le chiffre d'affaires R2 est de 445.523 €.TTC. Il baisse de -10,1% par rapport à celui constaté sur 2005/06.

Cette baisse est due au passage du taux de TVA réduit à 5,5% sur les factures des termes fixes R2 émises depuis juillet 2006 (selon l'article 76 de la Loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement).

### I.2.2.4. Evolution du chiffre d'affaires total (€.TTC) R1 + R2

Il s'ensuit un chiffre d'affaires total sur l'exercice 2006/07 de 1.096.362 €.TTC, en baisse de -20,4% par rapport à celui de la saison passée (1.376.983 €.TTC).

La douceur de l'hiver et la baisse du taux de TVA sur le poste R2 expliquent cette évolution.

### I.2.2.5. Conséquences pour les abonnés

Les charges de chauffage et d'eau chaude sanitaire d'un logement moyen (non compris l'entretien des installations secondaires et le coût de l'eau froide) ont été sur l'exercice 2006/07 de 817 €.TTC/an/logement ; elles sont en baisse de -20,5% par rapport à celles constatées sur 2005/06.

Cela représente une baisse annuelle moyenne de l'ordre de 211 €.TTC/logement.



Cette diminution du coût moyen au logement peut se décomposer de la façon suivante :

	Unité	2005/2006	2006/2007	Incidence en €.TTC
<b>Evolution du coût du R1 chauffage + ECS au logement</b>				
Incidence climatique	DJU	3 131	2 246	-126,1
Evolution du ratio kWh/logt/DJU	kWh/logt/DJU	3,01	2,97	-4,4
<i>Sous-total : Evolution de la conso. chauff. au logt</i>	<i>MWh/logt</i>	<i>9,42</i>	<i>6,66</i>	<i>-130,5</i>
Evolution du ratio m3 ECS au logt	m3/logt	39,90	34,81	-25,3
<i>Sous-total : Evolution de la consommation MWh au logt</i>	<i>MWh/logt</i>	<i>13,61</i>	<i>10,32</i>	<i>-155,8</i>
Evolution du prix du MWh	€.TTC/MWh	48,71	47,34	-18,8
<b>Coût R1 chauffage au logement</b>	<b>€.TTC/logt</b>	<b>663,1</b>	<b>488,5</b>	<b>-174,6</b>
<b>Evolution du coût du R2 - Conduite, Exploitation et Garantie Totale</b>				
Puissance installée au logement	kW/logt	13,91	13,91	0,0
Prix Moyen global du R2	€.TTC / kW	26,27	23,63	-36,6
<b>Coût R2 au logement</b>	<b>€.TTC/logt</b>	<b>365,3</b>	<b>328,7</b>	<b>-36,6</b>
<b>Coût total au logement</b>	<b>€.TTC/logt</b>	<b>1 028,4</b>	<b>817,2</b>	<b>-211,2</b>

### I.2.3. Conditions tarifaires sur la prochaine saison

#### I.2.3.1. l'évolution du terme R1

Les prix du fuel lourd et du gaz sont en hausse depuis la fin de la saison 2006/07. Une augmentation de l'ordre de 15% du tarif R1 peut-être envisagée pour la prochaine saison 2007/08.

Ceci étant, le chiffre d'affaire du poste R1 dépendra également des conditions climatiques enregistrées sur la saison.

A ce titre, l'hiver 2006/07 ayant été exceptionnellement doux, une hausse importante de la rigueur climatique et donc des consommations de chauffage est à prévoir pour 2007/08.

En se basant sur une rigueur climatique prévisionnelle prise égale à la moyenne trentenaire (années 1971 à 2000), une hausse de près de +35% des consommations de chauffage est envisageable. Les consommations ECS, indépendantes de la rigueur climatique, peuvent être considérées comme stables d'une saison à l'autre.

Sur ces bases, pour la prochaine saison 2007/08, le poste R1 pourrait augmenter de façon importante de l'ordre de +37% par rapport à celui de 2006/07.

#### I.2.3.2. l'évolution du terme R2

L'application de la formule de révision du R2 (ce poste évolue avec des indices représentatifs des coûts de main d'œuvre, de la construction, etc...) devrait aboutir à une évolution du R2 de +2% à +3% sur 2007/08 (à périmètre constant).





### I.2.3.3. l'évolution des charges totales R1+R2

Compte tenu de ce qui précède, une hausse de l'ordre de +20% des charges globales de chauffage est à envisager pour la prochaine saison 2007/08 (à périmètre constant et pour une rigueur hivernale prévisionnelle correspondant à la moyenne trentenaire 1971-2000), en comparaison à celles de 2006/07 qui répondent à des conditions climatiques exceptionnellement douces.

### I.2.4. Transparence des délégations de service public

La Loi 95-127 du 08/02/1995 relative à la transparence des délégations de service public, impose la production au plus tard au 1<sup>er</sup> juin de chaque année d'un rapport retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du service, assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public au cours du dernier exercice écoulé.

Conformément à la loi susvisée, le Fermier a adressé à la Ville les comptes rendus financiers et les comptes d'exploitations des années 2006 et 2007.

### I.2.5. Garantie totale

Les travaux d'entretien et de renouvellement, nécessaires au maintien des ouvrages en bon état, sont à la charge du Fermier (convention - article 14, page 15).

Pour garantir à l'Autorité Délégante qu'il pourra effectivement faire face à ces obligations, le Fermier doit tenir un compte dit "fonds de renouvellement". Ce fonds est alimenté par le versement, à son crédit, en fin de chaque exercice, des recettes perçues au titre de la garantie totale et est débité des dépenses de gros entretien.

L'examen des dépenses des saisons 2005/06 et 2006/07 sont en cours et feront l'objet d'un rapport indépendant adressé à l'Autorité Délégante.

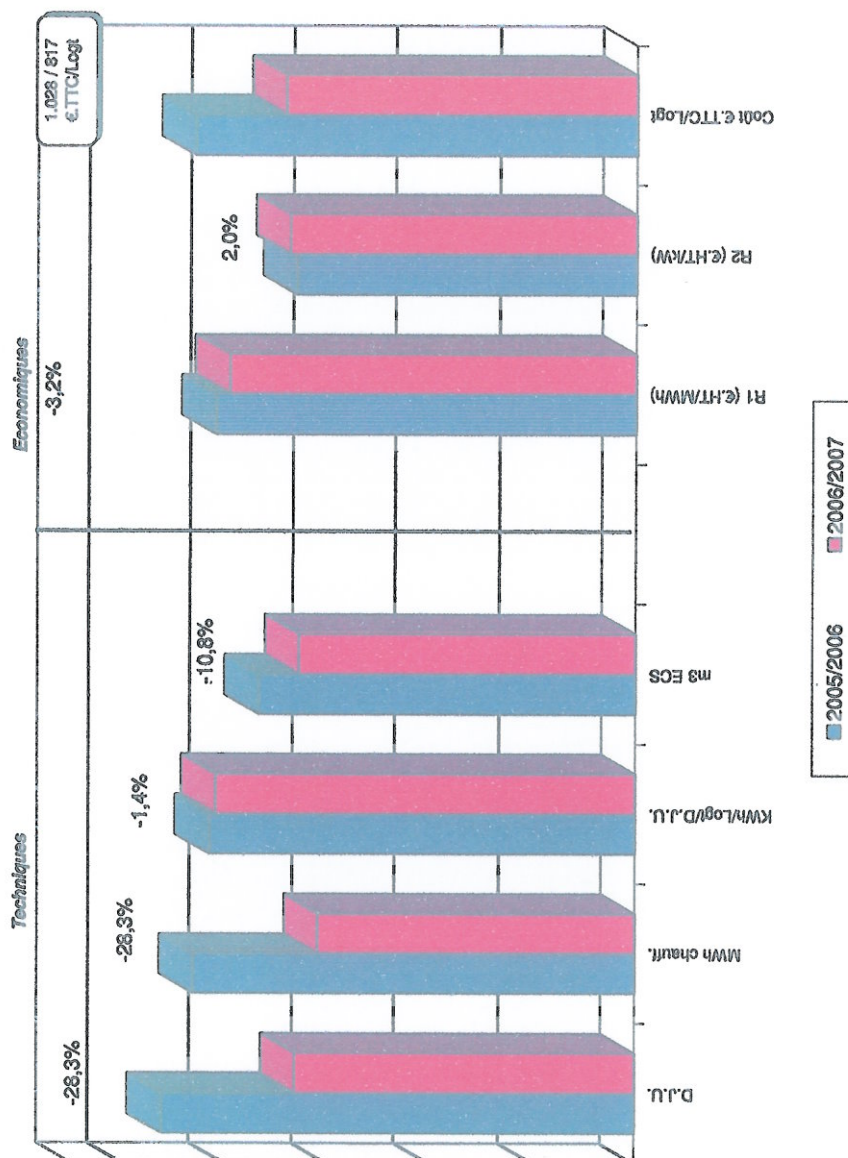
Pour mémoire, au terme de la saison 2004/05, le solde du compte de Garantie Totale était créditeur de 385.079 €.HT.

A l'expiration de la Convention, le Fermier reversera au Déléguant le solde créditeur du fonds de renouvellement dans les 15 jours de la date à laquelle l'affermage aura pris fin. Il fera son affaire d'un éventuel solde déficitaire (convention - article 30-d, page 46).

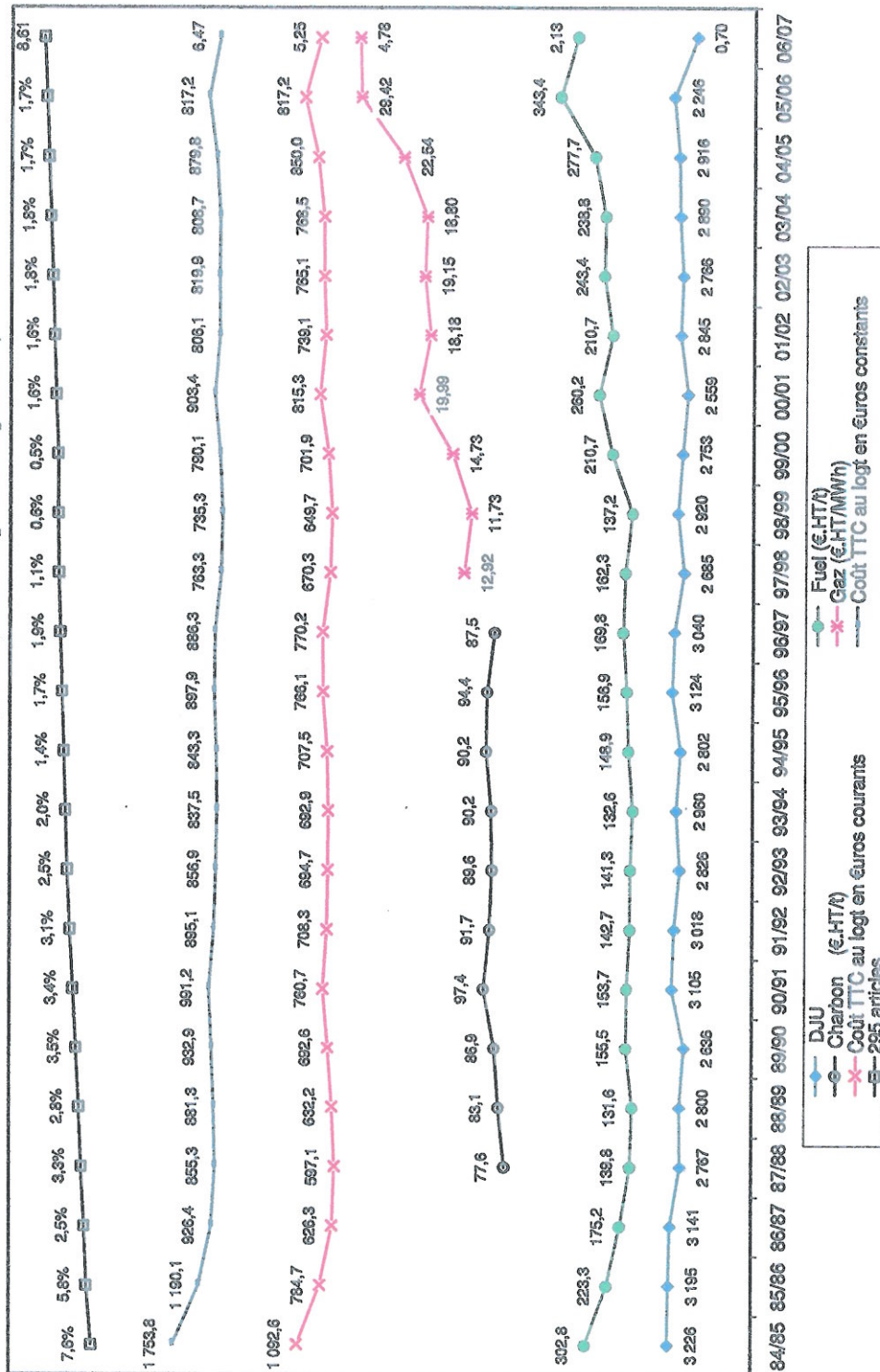


## RESEAU DE CHALEUR DE BELFORT

### Evolution des données significatives



# **BELFORT - Réseau de chaleur** **Evolutions : D.J.U., Prix combustibles, Coûts (Ch + ECS prestations primaires)**





## II. LES INSTALLATIONS





## II.1. FICHE TECHNIQUE DE LA CHAUFFERIE

Désignation	Puissance	Marque	Mise en service
Chaudière 1 charbon	3 MW	V.A.T.C.	1 <sup>er</sup> janvier 1988
Chaudière 2 charbon	3 MW	V.A.T.C.	1 <sup>er</sup> juillet 1988
Chaudière 3 fuel/gaz (1)	4,65 MW	DANSTOCKER	07/06/1983
Chaudière 4 fuel/gaz (2)	7,3 MW	COMETH DSV 6.300	Octobre 1973 remplacé en décembre 1983
2 groupes électrogènes	1,5 MW thermique (puissance unitaire) 1,35 MW électrique (puissance unitaire)	MWM Deutz	1 <sup>er</sup> novembre 1997

- (1) Equipement de cette chaudière en 1997 d'un brûleur HAMWORTHY type AWO17 mixte fuel/gaz.
- (2) Adaptation du brûleur de cette chaudière en 1997 pour l'utilisation des combustibles fuel ou gaz (brûleur HAMWORTHY type AWO25).

Désignation	Caractéristiques
Cheminée	42 mètres (suppression de la rehausse de 7 m)
Stockage fuel lourd n°2	1 cuve n°2 de 450 m <sup>3</sup>
Stockage fuel domestique	1 cuve de 12.000 litres

## II.2. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES SOUS-STATIONS

Les principales caractéristiques techniques des sous-stations sont résumées dans le tableau suivant :

Nombre de sous-stations .....	35 (dont 2 à l'arrêt)
Nombre de logements .....	978
Puissance souscrite totale (pour installations en service).....	18.939,513 kW

Ce tableau est complété ou modifié chaque saison, à l'occasion de nouveaux raccordements ou d'aménagements de puissances souscrites.



### II.3. CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS EN SOUS-STATIONS

Le tableau en page suivante précise les caractéristiques techniques des installations en sous-stations sur les deux dernières saisons.

Il est mis à jour régulièrement, lors de nouveaux raccordements, de résiliation de police d'abonnement ou d'avenant à la police d'abonnement.

Les puissances ont été indiquées en kW qui est l'unité de puissance légale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1978, conformément au décret n° 75-1200 du 4 décembre 1975.





### CARACTERISTIQUES DES SOUS-STATIONS

S/stations Bâtiments	Abonnés	Saison 1996/97						Saison 2005/06	Saison 2006/07
		Puissance souscrite	Coef min.	Puissance utile	E.C.S.	Total puissance utile r2	Puissance Utile r4	Puissance souscrite pour le R2	Puissance souscrite pour le R2
U	HLM	1.221,922	1,00	1.221,922	352,288	1.574,210	1.574,210	1.574,21	1.574,21
X	HLM	1.499,607	1,00	1.499,607	446,455	1.946,062	1.946,062	1.946,06	1.946,06
Y	HLM	1.360,026	1,00	1.360,026	383,680	1.743,706	1.743,706	1.743,71	1.743,71
A1	HLM	1.402,329	1,00	1.402,329	502,272	1.904,601	1.904,601	1.904,60	1.904,60
B1	HLM	954,487	1,00	954,487	348,800	1.303,287	1.303,287	1.303,29	1.303,29
B3	HLM	1.534,858	1,00	1.534,858	610,400	2.145,258	2.145,258	2.145,26	2.145,26
D1	HLM	1.473,618	1,00	1.473,618	516,224	1.989,842	1.989,842	1.989,84	1.989,84
Laurencie	Gestrim	744,059	1,00	744,059	251,136	995,195	995,195	995,20	995,20
Boutiques	Gestrim	297,318	1,00	297,318		297,318	168,104	226,08	226,08
CC UGA	Gestrim	192,500	1,00	192,500		192,500	192,500	(1) 0,00	(1) 0,00
GS1	Ville	782,410	0,76	594,632		594,632	594,632	594,63	594,63
GS2	Ville	581,880	0,80	465,504		465,504	465,504	465,50	465,50
Gymnase	Ville	639,450	0,50	319,725	58,112	377,837	377,837	377,84	377,84
Crèche	Ville	122,070	1,00	122,070	24,457	146,527	146,527	146,53	146,53
C. Culturel	Ville	254,620	0,80	203,696	39,530	243,226	243,226	243,23	243,23
Antigel route	Ville	0,000	0,00	0,00		0,000	0,000	---	---
CES	CES	1.565,380	0,67	1.048,805	173,223	1.222,028	667,838	1.021,61	1.021,61
Rerim	Rerim	180,000	1,00	180,000		180,000	126,000	160,47	160,47
Midas	Midas	55,000	1,00	55,000		55,000	55,000	55,00	55,00
Formule 1	Formule 1	302,500	0,94	284,350		284,350	284,350	284,35	284,35
Dalkia	Dalkia	69,316	0,75	51,987		51,987	51,987	69,32	69,32
OPEL	OPEL	198,00	1,00	198,000		198,000	198,000	198,00	198,00
BTC EM (ex Realgraphic)	BTC EM (ex Realgraphic)	65,294	0,72	47,012		47,012	47,012	47,01	47,01
Photocompo	Photocompo	39,075	0,70	27,353		27,353	27,353	(1) 0,00	(1) 0,00
Hydrostar + Moto 90	Hydrostar + Moto 90	120,000	0,89	106,800		106,800	106,800	120,00	120,00
Scaritech Weishaupt	Scaritech Weishaupt	33,000	1,00	33,000	4,000	37,000	37,000	37,00	37,00
Espace 3000	Espace 3000	386,000	1,00	386,000		386,000	386,000	386,00	386,00
Hôtel Bonaï	Hôtel Bonaï	72,050	1,00	72,050	175,000	247,050	247,050	247,05	247,05
Scaritech	Scaritech							132,00	132,00
Garage Skoda	Garage Skoda	105,600	0,41	43,296		43,296	43,296	43,30	43,30
Realgraphic (Ex Fröhlich)	Realgraphic (ex Fröhlich)	165,000	0,41	67,650		67,650	67,650	(2) 0,00	(2) 67,65
Bureaux HLM	HLM	52,800	1,00	52,800		52,800	52,800	52,80	52,80
SDI (ex Gésal)	SDI (ex Gésal)	220,00	0,47	103,400		103,400	103,400	103,40	103,40
ABT Inform.	ABT Inform.	42,075	0,81	34,081		34,081	34,081	34,08	34,08
Kautzmann	Kautzmann	104,500	1,00	104,500		104,500	104,500	104,50	104,50
ADFP	ADFP							120,00	120,00
TOTAL				15.282,435	3.885,577	19.168,012	18.430,608	18.871,86	18.939,51

(1) Service mis à l'arrêt sur 2004/05.

(2) Service arrêté à compter du 12 avril 2004 ; remis en route sur 2006/07.





### III. FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS



### III.1. TRAVAUX ENTREPRIS PAR LE FERMIER SUR L'EXERCICE 2006/07

Il n'y a pas eu d'arrêt technique sur 2006/07.

Pendant la saison, le Fermier a procédé à un certain nombre de travaux, dont les principaux sont listés ci-après :

\* En chaufferie et cogénération

- finalisation des travaux de mise en conformité de l'aire de livraison de fuel lourd, avec l'installation d'un séparateur d'hydrocarbures extérieur,
- remplacement du moteur électrique du ventilateur de la chaudière n°3,
- réfection des caniveaux en chaufferie (charnières, plaques),
- remise à jour de la liaison compteur GDF / régulation chaufferie et cogénération,
- remise en état d'une passerelle,
- mises en conformités électriques.

\* Sur le réseau

- les travaux réalisés sur le réseau ont été des réparations de fuites décrites au paragraphe suivant (§ III.2. principaux incidents survenus sur l'exercice).

\* En sous-stations

- Collège Vauban : remplacement de la production ECS (y compris poste de traitement d'eau sur secondaire),
- Remplacements de l'ensemble des compteurs d'eau chaude sanitaire en sous-stations

Par ailleurs, les travaux suivants sont à prévoir pour la prochaine saison 2007/08 :

- remplacement de la chaudière 3 suite à plusieurs fuites (rappel 05/06),
- réfection complète des réseaux de distribution fuel en chaufferie (rappels 04/05 et 05/06 ; à réaliser à la suite des travaux de remplacement de la chaudière n°3),
- Remises en peintures des sols et murs , charnières des caniveaux, et mises en peintures (rappels 04/05 et 05/06 ; à réaliser à la suite des travaux de remplacement de la chaudière n°3),
- visites d'entretien « E5 » des moteurs de cogénération,
- thermographie infrarouge du réseau de chaleur à renouveler.

La bonne imputation en garantie totale des dépenses correspondant aux travaux réalisés sur la saison écoulée sera vérifiée en 2008 par PÖYRY ENERGY, et fera l'objet d'un rapport remis à la Ville.



En plus des gros travaux évoqués ci-dessus, est réalisé par le personnel de la centrale, l'ensemble des petits travaux d'entretien courant, indispensables au bon fonctionnement et à la pérennité des installations, tels que :

- le nettoyage des générateurs,
- le nettoyage, la vérification et le réglage des brûleurs,
- le graissage et le contrôle des moteurs,
- l'entretien des presse-étoupe, de la robinetterie,
- le nettoyage de la centrale.

### III.2. PRINCIPAUX INCIDENTS SURVENUS SUR L'EXERCICE 2006/07

#### \* Sur l'unité de cogénération

- ⇒ Des infiltrations ont eu lieu au niveau du toit du bâtiment par temps de pluie. Après une expertise et une première réparation inefficace, une nouvelle reprise de l'étanchéité en toiture a été effectuée ; malgré cela, les fuites se sont réitérées ; dossier sinistre en cours à suivre sur la prochaine saison 2007/08.
- ⇒ Fuite d'huile du transformateur du moteur n°1 (le 1<sup>er</sup> novembre 2006) ; réparation effectuée.
- ⇒ Une coupure EDF a entraîné l'arrêt de la cogénération le 4 novembre 2006 ; la remise en route a eu lieu le 5 novembre 2006 à 10h00.
- ⇒ Culasse du moteur n°2 remplacée le 11 décembre 2006 ;
- ⇒ Pompe eau basse température du moteur n°1 hors service remplacée le 13 décembre 2006.
- ⇒ Panne de la vanne papillon de réglage d'enrichissement du moteur n°2 (grippée) ; remplacement effectué le 20 décembre 2006.

#### \* En chaufferie

- ⇒ Chaudière n°3 percée à l'arrière depuis mars 2006 (voir rapport 2005/06) ; deux réparations provisoires ont été effectuées au cours de la saison 2006/07.

Après plusieurs révisions, un dossier d'étude définitif pour le remplacement de cette chaudière a été établi par DALKIA et transmis à la Ville en juillet 2007.





DALKIA a planifié les travaux sur novembre 2007, sans arrêt du service (la cogénération assurera les besoins du réseau), sous réserve du respect des délais de livraison par le fournisseur de la chaudière, et si les conditions météorologiques le permettent. Le brûleur existant sera conservé et remis en place sur la nouvelle chaudière.

DALKIA fera une information préalable aux usagers du réseau de chaleur.

- ⇒ Silo charbon percé depuis 2005/06 suite à des infiltrations d'eau et au stockage prolongé du charbon (défaut de maintenance).

\* Sur le réseau

Sur la saison 2006/07, trois fuites ont été localisées et réparées :

- ⇒ En novembre / décembre 2006 sur le piquage vers VAG au niveau de la chambre de vannes sise devant l'abonné précité (réseau fonte).
- ⇒ En février 2007 devant l'hôtel Bonsaï ; fuite due à des infiltrations suite à une fuite du réseau EP de l'abonné.
- ⇒ En juillet 2006 sur l'alimentation du bâtiment de logements sis 1 à 5 rue Payot (réseau en caniveau).

Il est à noter qu'un suivi sur plan de l'évolution de l'état du réseau de distribution de chaleur a été établi par l'exploitant. Ce plan est mis à jour au fur et à mesure des événements constatés au cours des saisons.

\* En sous-stations

R.A.S.

### III.3. PERSONNEL D'EXPLOITATION

Sur 2006/07, le personnel contractuel chargé de la conduite et de l'entretien des installations primaires, était composé de :

- adjoints au Directeur d'agence (Messieurs MARCOUX et RAGULSKY),
- un chef d'exploitation affecté à 25% (Monsieur PRADOUX),
- un contremaître d'exploitation (Monsieur BROCARD) et un ouvrier d'entretien affectés à 100%,
- un agent technique travaux affecté à 100%.

Le reste du temps étant consacré à l'entretien des installations secondaires des sous-stations HLM et du CES.



#### III.4. DOCUMENTS EN CHAUFFERIE

Ces documents comprennent :

- feuilles de quart,
- livret de chaufferie,
- cahier de visites réglementaires.

Le Fermier doit s'assurer de leur mise à jour.



#### IV. LES CONDITIONS CLIMATIQUES





## IV.1. DUREE ET RIGUEUR DE LA SAISON DE CHAUFFE

### IV.1.1. Durée de la saison de chauffage de chaque sous-station

SOUS-STATIONS		SAISON DE CHAUFFAGE 2006/2007			DUREE (j)	D.J.U.
		ABONNES	DEMARRAGE	ARRET		
GS1		VILLE	04-oct-06	11-juin-07	251	2 247
GS2		VILLE	04-oct-06	11-juin-07	251	2 247
CRECHE		VILLE	01-sept-06	11-juin-07	284	2 305
C. CULTUREL 1		VILLE	04-oct-06	11-juin-07	251	2 247
C. CULTUREL PMI		VILLE	05-oct-06	11-juin-07	250	2 241
GYMNASE		VILLE	04-oct-06	11-juin-07	251	2 247
C.E.S.900		ED.NAT.	28-aout-06	07-juin-07	284	2 304
17 U	17	H.L.M.	04-oct-06	05-juin-07	245	2 244
21 X	21	H.L.M.	04-oct-06	05-juin-07	245	2 244
20 B2.B3	20	H.L.M.	04-oct-06	05-juin-07	245	2 244
22 Y	22	H.L.M.	04-oct-06	05-juin-07	245	2 244
26 B1	26	H.L.M.	04-oct-06	05-juin-07	245	2 244
25 A1	25	H.L.M.	04-oct-06	05-juin-07	245	2 244
12 D1.D2	12	H.L.M.	04-oct-06	05-juin-07	245	2 244
BOUTIQUES	14	GESTRIM	29-oct-06	20-juin-07	235	2 141
11 SCL. LAURENCIE	11	GESTRIM	03-oct-06	21-mai-07	231	2 200
RERIM		RERIM	02-nov-06	21-mai-07	201	2 053
MIDAS		MIDAS	09-oct-06	18-avr-07	192	2 045
HOTEL FOR.1		HOTEL FOR.1	09-oct-06	21-mai-07	225	2 167
DALKIA		DALKIA	09-oct-06	21-mai-07	225	2 167
SKODA		SKODA	02-nov-06	13-avr-07	163	1 916
HYDROSTAR		HYDROSTAR	04-nov-06	21-mai-07	199	2 023
SCARITECH / WEISHAUP		SCARITECH / WEISHAUP	31-aout-06	21-mai-07	264	2 254
PHOTO.COMP.		PHOTO.COMP.	FERME			
BTC EM		BTC EM	04-nov-06	21-mai-07	199	2 023
ESPACE 3000		ESPACE 3000	04-nov-06	18-avr-07	166	1 901
ANTIGEL		ANTIGEL	FERME			
HOTEL BONSAI		HOTEL BONSAI	06-oct-06	20-juin-07	258	2 243
REALGRAPHIC		REALGRAPHIC	06-nov-06	17-avr-07	163	1 868
BURBAUX H.L.M		BURBAUX H.L.M	04-oct-06	05-juin-07	245	2 244
SDI		SDI	06-oct-06	18-avr-07	195	2 062
GESAL THERMOLAQUAGE		GESAL THERMOLAQUAGE	31-oct-06	18-avr-07	170	1 949
ABT INFORMATIQUE		ABT INFORMATIQUE	24-oct-06	21-mai-07	210	2 100
UGA		UGA	FERME			
OPEL		OPEL	18-oct-06	17-avr-07	182	1 996
Ets. KAUTZMANN		Ets. KAUTZMANN	29-oct-06	21-mai-07	205	2 082
ADFP		ADFP	27-sept-06	21-mai-07	237	2 214
Moyenne LOGEMENTS			03-oct-06	03-juin-07	243	2 246
Moyenne EQUIPEMENTS			12-oct-06	20-mai-07	221	2 154



#### IV.1.2. Rigueur de l'hiver (DJU)

L'importance d'une saison de chauffe est caractérisée par un nombre de Degrés Jours Unifiés (DJU), calculé d'une façon conventionnelle pour une région considérée.

Dans la région de BELFORT (référence groupe n°4), l'historique les DJU correspondant aux périodes réelles de chauffage est présenté dans le tableau suivant :

Saisons	Durée moyenne de la saison		D.J.U.		
	Période	Nbre jours	Quantité	(1)	(2)
78/79	01/09 - 15/05	257	3 254		11,5%
79/80		270	2 972	-8,7%	1,8%
80/81	07/10 - 18/05				
	27/05 - 31/05	229	3 035	2,1%	4,0%
81/82	29/09 - 18/05	232	3 059	0,8%	4,8%
82/83	06/10 - 31/05	237	2 865	-6,3%	-1,8%
83/84	10/10 - 24/04				
	08/05 - 03/06	240	3 114	8,7%	6,7%
84/85	10/09 - 20/05	253	3 226	3,6%	10,5%
85/86	14/10 - 12/05	218	3 195	-1,0%	9,5%
86/87	29/09 - 28/04				
	04/05 - 26/05	236	3 141	-1,7%	7,6%
87/88	29/09 - 07/05				
	01/06 - 13/06	235	2 767	-11,9%	-5,2%
88/89	19/09 - 19/05				
	07/06 - 13/06	250	2 800	1,2%	-4,1%
89/90	03/10 - 08/05	242	2 636	-5,9%	-9,7%
90/91	10/09 - 21/05	254	3 105	17,8%	6,4%
91/92	26/09 - 23/05	243	3 018	-2,8%	3,4%
92/93	12/09 - 22/05	253	2 826	-6,4%	-3,2%
93/94	12/09 - 04/06	266	2 960	4,7%	1,4%
94/95	15/09 - 18/06	277	2 802	-5,3%	-4,0%
95/96	04/09 - 31/05	271	3 124	11,5%	7,0%
96/97	09/09 - 30/05	264	3 040	-2,7%	4,1%
97/98	21/09 - 26/05	248	2 685	-11,7%	-8,0%
98/99	14/09 - 26/05	255	2 920	8,8%	0,0%
1999/00	27/09 - 02/06	250	2 753	-5,7%	-5,7%
2000/01	26/09 - 27/05	243	2 559	-7,0%	-12,3%
2001/02	10/09 - 29/05	262	2 845	11,2%	-2,5%
2002/03	18/09 - 02/06	258	2 766	-2,8%	-5,2%
2003/04	29/09 - 26/05	240	2 890	4,5%	-1,0%
2004/05	21/09 - 29/05	252	2 916	0,9%	-0,1%
2005/06	20/09 - 08/06	262	3 131	7,4%	7,3%
2006/07	03/10 - 03/06	243	2 246	-28,3%	-23,1%
Moyenne		250	2919		

(1) : Evolution par rapport à la saison précédente.

(2) : Ecart par rapport à la moyenne 78/79 - 06/07.

**Remarque :** les renseignements rapportés dans le tableau ci-dessus et caractérisant chaque saison de chauffe sont relatifs aux logements uniquement.



#### IV.2. TRAITEMENT INFORMATIQUE DES DEGRES JOURS

Le traitement informatique des Degrés Jours Unifiés (DJU), publiés par le COSTIC, permet de comparer les DJU de la saison concernée avec ceux de la saison précédente, ainsi qu'avec la moyenne des DJU des années 1971/2000 et génère les deux graphiques suivants :

##### Graphique 1

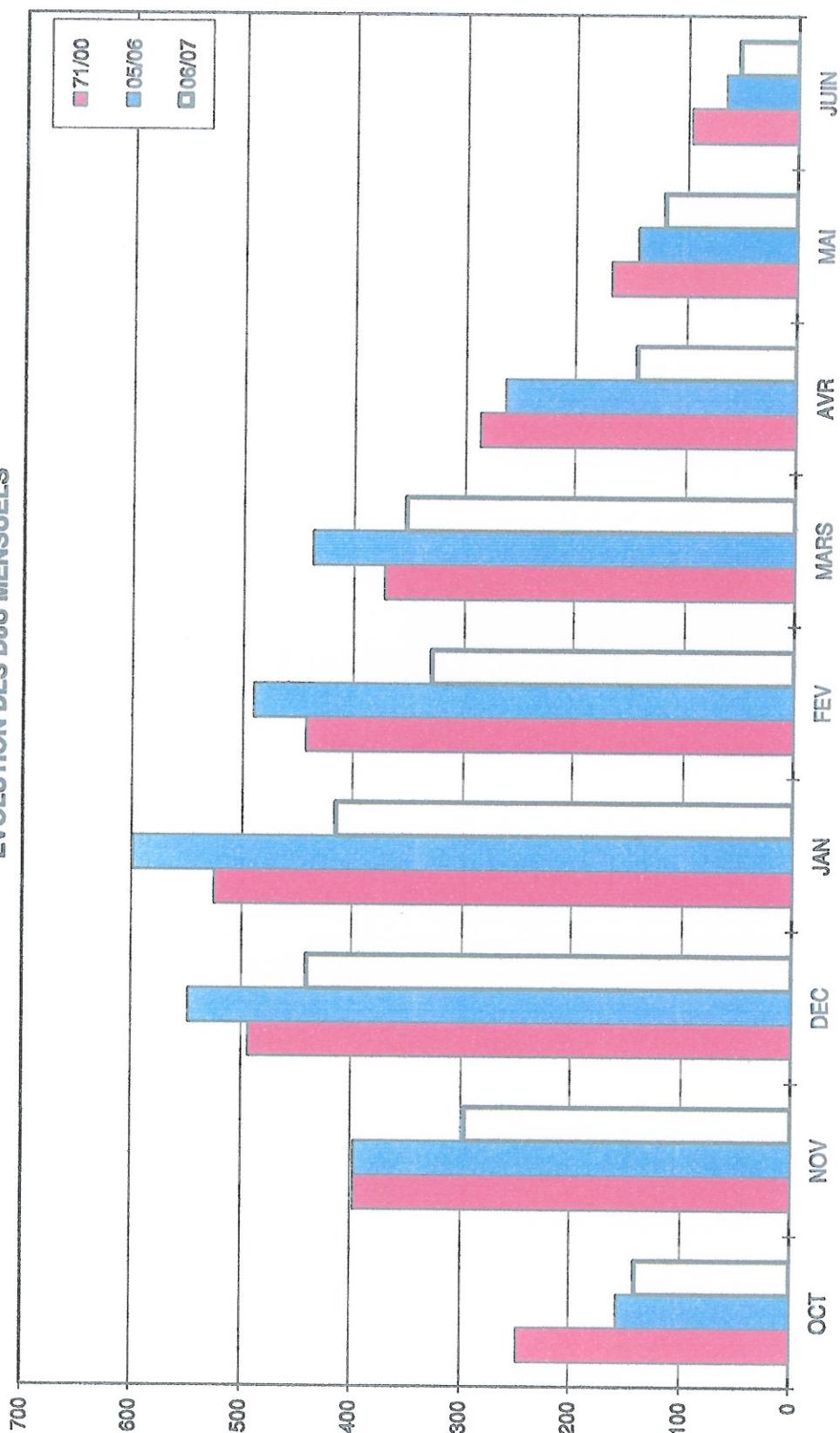
Evolution mensuelle des DJU sur la période 1971/2000, la saison 2005/06 et la saison 2006/07.

##### Graphique 2

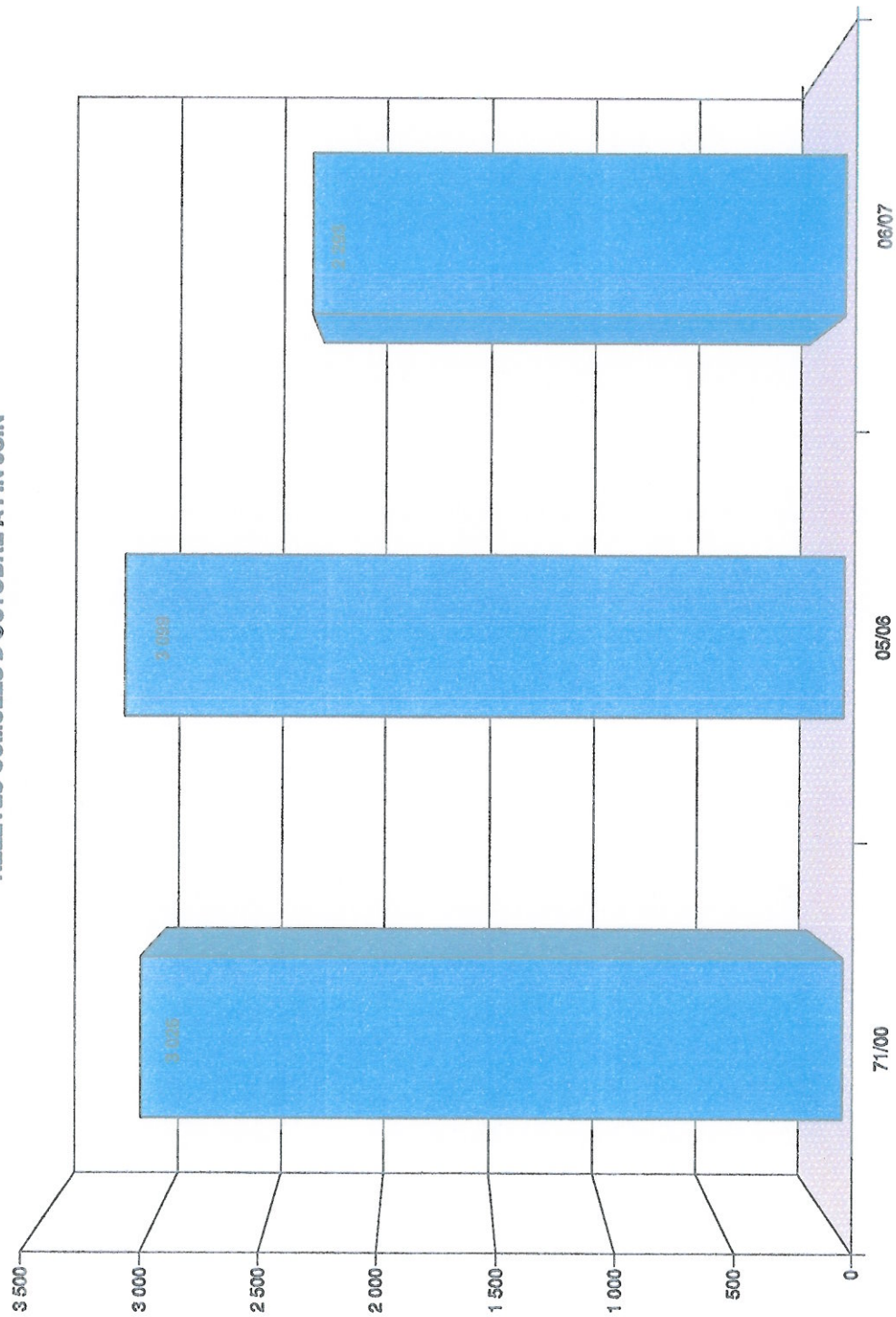
Evolution des valeurs cumulées des DJU sur ces mêmes périodes.



## BELFORT EVOLUTION DES DJU MENSUELS



# **BELFORT** **RELEVES CUMULES D'OCTOBRE A FIN JUIN**





## V. LE BILAN THERMIQUE





## V.1. ANALYSE DES CONSOMMATIONS D'ENERGIES

### V.1.1. Energies primaires entrée chaufferie et cogénération

Les énergies primaires comptabilisées en entrée chaufferie et unité de cogénération sont les suivantes sur l'exercice 2006/07 :

SAISON 2006/07	Energies Primaires Entrée Chaufferie et Unité de Cogénération				
	FUEL (Tonnes) Chaufferie	FUEL (MWh PCI) Chaufferie	GAZ (MWh PCI) Chaufferie	GAZ (MWh PCI) Cogénération	Total MWh PCI
juillet-06	0,000	0,000	395,535	11,153	406,688
août-06	0,000	0,000	495,739	0,000	495,739
septembre-06	0,000	0,000	506,799	0,000	506,799
octobre-06	0,000	0,000	828,624	16,919	845,543
novembre-06	0,000	0,000	340,212	3 203,115	3 543,326
décembre-06	6,860	78,321	139,458	5 764,759	5 982,538
janvier-07	5,100	58,227	121,624	4 659,810	4 839,661
février-07	13,470	153,787	353,707	4 636,497	5 143,991
mars-07	0,000	0,000	-85,617	4 805,544	4 719,928
avril-07	3,510	40,074	839,541	1 767,979	2 647,594
mai-07	0,000	0,000	757,034	4,904	761,938
juin-07	0,000	0,000	478,393	0,000	478,393
<b>TOTAL</b>	<b>28,940</b>	<b>330,409</b>	<b>5 171,049</b>	<b>24 870,881</b>	<b>30 372,138</b>

#### Nota :

- les estimations des MWh PCI fuel s'appuient sur un PCI moyen de 11,417 MWh PCI/Tonne ;
- sur mars 2007, le compteur général gaz (chaufferie + cogénération) a sous compté ; les consommations gaz afférentes à la chaufferie, qui sont le résultat de la différence entre le comptage général et le comptage cogénération, sont incohérentes sur ce mois (négatives) ;



### V.1.2. Energies primaires sortie chaufferie et cogénération

Les énergies primaires thermiques comptabilisées en sortie chaufferie et leurs mixités correspondantes sont les suivantes sur l'exercice 2006/07 :

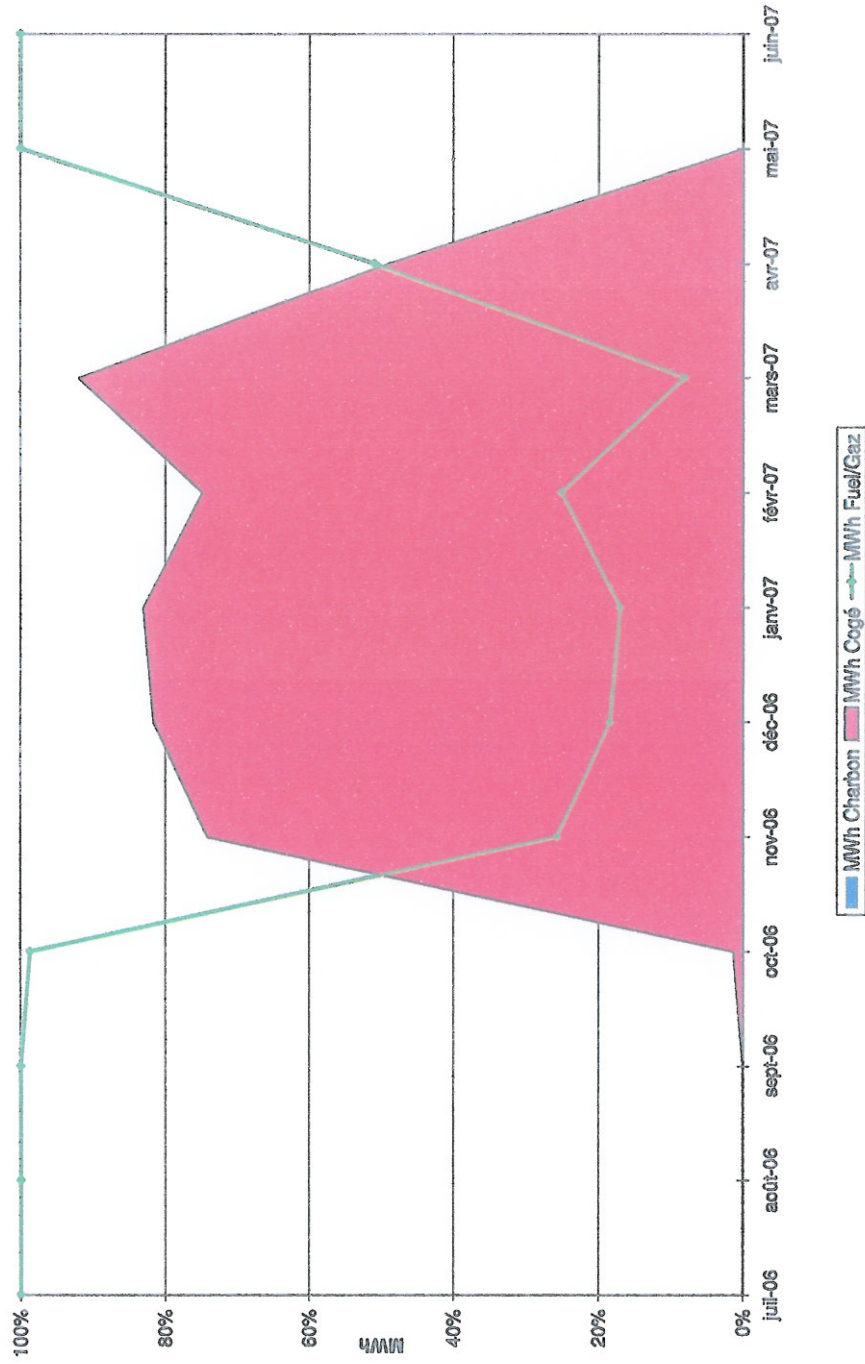
SAISON 2006/07	Energies Primaires Sortie Chaufferie et Unité de Cogénération						
	MWh chaudières Charbon	Mixité	MWh chaudières F/G n°1 et 2	Mixité	MWh thermiques moteurs cogénération n°1 et 2	Mixité	Total MWh
juillet-06	0,00		421,99	100,0%	0,00		421,99
août-06	0,00		464,53	100,0%	0,00		464,53
septembre-06	0,00		512,34	100,0%	0,00		512,34
octobre-06	0,00		834,43	98,7%	11,01	1,3%	845,44
novembre-06	0,00		430,98	25,9%	1 234,62	74,1%	1 665,60
décembre-06	0,00		513,45	18,4%	2 275,97	81,6%	2 789,42
janvier-07	0,00		396,02	17,0%	1 931,73	83,0%	2 327,75
février-07	0,00		663,48	25,2%	1 966,48	74,8%	2 629,95
mars-07	0,00		153,96	8,1%	1 751,87	91,9%	1 905,83
avril-07	0,00		953,26	51,0%	917,49	49,0%	1 870,75
mai-07	0,00		833,49	100,0%	0,00		833,49
juin-07	0,00		542,18	100,0%	0,00		542,18
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>		<b>6 720,10</b>	<b>40,0%</b>	<b>10 089,17</b>	<b>60,0%</b>	<b>16 809,27</b>

Période contractuelle de cogénération : Novembre-mars.

Essais de fonctionnement des moteurs sur avril.

### V.1.3 Mixités

#### Mixités des sources d'énergie sortie chaufferie







## V.2. ANALYSE DES RENDEMENTS

### V.2.1. Rendement global de production et de distribution

Il est établi à partir des consommations de combustibles pour la chaufferie et les moteurs de cogénération d'une part, et de la production électrique des moteurs et des MWh livrés en sous-stations d'autre part ; il ressort sur 2006/07 à 73,8%, et est en recul de -4,3 points.

Ce rendement était de :

- 78,1% sur 2005/06,
- 79,6% sur 2004/05,
- 76,6% sur 2003/04,
- 75,1% sur 2002/03,
- 78,4% sur 2001/02,
- 79,4% sur 2000/01,
- 80,5% sur 1999/00,
- 82,5% sur 1998/99,
- 81,7% sur 1997/98,
- 77% sur la dernière saison précédant la mise en service de la cogénération.

### V.2.2. Rendement thermique de production et de distribution

Il est établi à partir des consommations fuel et gaz pour la chaufferie, des MWh produits par la cogénération (pris comme énergie entrante) d'une part, et des MWh livrés en sous-stations d'autre part ; il ressort sur 2006/07 à 87,8%, pour 87,3% sur 2005/06, soit une très légère hausse de 0,5 point.

Ces rendements sont légèrement surestimés suite à une anomalie sur le comptage gaz général (sous comptage).

### V.2.3. Cogénération

Notons que la production d'électricité sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007 est quantifiée à 8.720 MWh, soit -4,9% par rapport à la saison précédente.

Les rendements électrique, thermique, et global de la cogénération sur la saison 2006/07 sont les suivants :

- rendement électrique de 35,1% (en baisse de -2,6 points),
- rendement thermique de 40,6% (en hausse de -1,3 point),
- rendement global, somme des deux précédents, de 75,6% (en baisse de -3,9 points).



Sur la période d'hiver (de novembre à mars), période pendant laquelle l'électricité produite peut être revendue, les deux principaux critères légaux relatifs à l'obtention du label cogénération et nécessaires à l'exploitation d'une telle installation sont respectés :

$$\frac{\text{Energie électrique} + \text{énergie thermique}}{\text{Energie combustible}} = 77,1\% \text{ (seuil minimum 65\%)}$$

$$\frac{\text{Energie thermique}}{\text{Energie électrique}} = 1,06 \text{ (seuil minimum 0,5)}$$

#### V.2.4. Réseau de distribution

Le tableau ci-dessous nous renseigne sur les pertes réseau :

SAISON 2006/07	Energie départ chaufferie + cogénération		Total Conso SST		Pertes réseau Saison 2006/07		Pertes réseau Saison 2005/06	
	mensuelle	cumulée	mensuelle	cumulée	mensuelles	cumulées	mensuelles	cumulées
juillet-06	422,0	422,0	239,1	239,1	43,3%	43,3%	14,0%	14,0%
août-06	464,5	886,5	320,8	559,9	30,9%	36,8%	31,0%	22,7%
septembre-06	512,3	1 398,9	336,9	896,8	34,2%	35,9%	28,8%	25,1%
octobre-06	845,4	2 244,3	683,8	1 580,6	19,1%	29,6%	13,8%	20,0%
novembre-06	1 665,6	3 909,9	1 433,3	3 013,9	13,9%	22,9%	19,3%	19,7%
décembre-06	2 789,4	6 699,3	2 303,1	5 317,0	17,4%	20,6%	6,3%	14,0%
janvier-07	2 327,8	9 027,1	2 002,9	7 319,9	14,0%	18,9%	9,5%	12,6%
février-07	2 630,0	11 657,0	2 321,5	9 641,4	11,7%	17,3%	11,2%	12,2%
mars-07	1 905,8	13 562,8	1 726,8	11 368,2	9,4%	16,2%	13,8%	12,5%
avril-07	1 870,8	15 433,6	1 361,6	12 729,8	27,2%	17,5%	14,4%	12,7%
mai-07	833,5	16 267,1	637,3	13 367,2	23,5%	17,8%	23,1%	13,2%
juin-07	542,2	16 809,3	321,9	13 689,1	40,6%	18,6%	24,3%	13,7%

Ainsi, sur l'exercice 2006/07, les pertes cumulées réseau ont été de l'ordre de 18,6% (contre 13,7% en 2005/06)

Ce niveau de pertes se dégrade par rapport à celui de la saison précédente. Ceci est probablement dû aux conditions climatiques très douces observées sur 2006/07 (réseau moins efficace).

Il est par ailleurs rappelé que les pertes réseaux se basent entre autres sur les consommations globales en sous-stations, qui sont la somme :

- des consommations de chauffage (MWh),
- et des consommations d'eau chaude sanitaire (m<sup>3</sup>) converties en MWh par l'intermédiaire d'un coefficient technico-économique de 0,105 MWh/m<sup>3</sup>.



## VI. LES CONSOMMATIONS DES ABONNES





## VI.1. RAPPEL DES CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

Du fait de la production d'eau chaude sanitaire, le réseau de chaleur est en service toute l'année.

Les dates de début et fin de la « saison de chauffage », période au cours de laquelle le Fermier doit être en mesure de mettre en route ou d'arrêter le chauffage dans les vingt quatre heures de la demande de tout abonné, sont les suivantes :

Du 1<sup>er</sup> septembre au 30 juin inclus.

Compte tenu des difficultés rencontrées en matière d'énergie et des recommandations des Pouvoirs Publics afin d'éviter tout gaspillage, nous avons suggéré aux abonnés de réduire la durée de la saison de chauffe quand cela leur était possible.

Signalons, toutefois, qu'à partir de la saison 1979/80 et compte tenu du décret 79.907 du 22 octobre 1979, il est imposé de ne pas dépasser 19°C en moyenne :

- dans l'ensemble des pièces d'un logement,
- dans l'ensemble des locaux affectés à un usage autre que l'habitation.

La période contractuelle correspondant au chauffage forfait s'étend du 15 septembre au 15 mai inclus, ce qui représente 242 jours. Cette période peut évidemment être modifiée (selon les besoins), sous réserve de l'adaptation de la tarification forfaitaire à la durée réelle du chauffage.

Pour information, aucun abonné n'a opté pour la tarification forfaitaire pour la saison 2005/06.

## VI.2. ANALYSE DES CONSOMMATIONS

### VI.2.1. Consommations de chauffage et d'eau chaude sanitaire en sous-stations

Les tableaux qui suivent indiquent :

- les consommations de chauffage et d'eau chaude sanitaire de chaque sous-station avec une moyenne au logement et au mètre carré de surface habitable (pour les sous-stations dont nous connaissons la superficie du logement moyen),
- les consommations de chauffage et d'eau chaude sanitaire de chaque abonné avec une consommation moyenne au logement et au mètre carré.

Les consommations des Boutiques (centre commercial) et de UGA ont été volontairement dissociées car elles sont relevées sur deux compteurs primaires distincts, les abonnés étant différents.

Les installations thermiques sont cependant localisées dans le même poste de livraison.



### VI.2.1.1. Consommations de chauffage et d'eau chaude par sous-station.

SOUS-STATIONS		N°	Désignation	Nb lgts	Surf/Logt (m²/logt)	CHAUFFAGE			E.C.S.	
Abonné						Consom (MWh)	Cons/Logt (MWh/logt)	Cons/Surf (MWh/m²)	Consom (m3)	Cons/Logt (m3/logt)
VILLE			GS1			421			0	
VILLE			GS2			126			0	
VILLE			Crèche			78			204	
VILLE			Centre Culturel			302			155	
ADFP			ADFP			105			0	
VILLE			Gymnase			175			69	
Education Nation.			CES 900			632			1 000	
H.L.M.	12		D1,D2	148	71,50	758	5,12	0,072	4 635	31,32
H.L.M.	17		U	101	75,00	762	7,54	0,101	4 396	43,52
H.L.M.	21		X	128	75,00	946	7,39	0,099	5 226	40,83
H.L.M.	20		B2,B3	175	63,80	885	5,06	0,079	5 702	32,58
H.L.M.	22		Y	110	75,00	850	7,73	0,103	5 495	49,95
H.L.M.	26		B1	100	68,80	626	6,26	0,091	4 675	46,75
H.L.M.	25		A1	144	68,40	1 048	7,28	0,106	2 429	16,87
Gestrim	11		SCI. Laurencie	72	74,90	643	8,93	0,119	1 489	20,68
Gestrim - C. Com.	14		Boutiques			122			0	
UGA			UGA			0			0	
Rerim / Halle aux chaus.			Rerim / Halle aux chaus.			154			0	
Midas			Midas			33			0	
Formule 1			Hôtel Formule 1			174			0	
Dalkia			Dalkia			22			0	
Opel			Opel			123			0	
Hydrostar / moto 90			Hydrostar / moto 90			31			414	
Scaritech / Weishaupt			Scaritech / Weishaupt			42			17	
Photocomposition			Photocomposition			0			0	
BTC EM			BTC EM			73			0	
Espace 3000			Espace 3000			169			0	
Bonsai			Hôtel Bonsai			59			678	
Real Graphic			Real Graphic			54			0	
Bureaux HLM			Bureaux HLM			21			0	
SDI			SDI			125			0	
Scaritech			Scaritech			141			0	
Skoda			Garage Skoda			33			0	
ABT Informatique			ABT Informatique			20			0	
Ets. Kautzmann			Ets. Kautzmann			94			0	
TOTAL BELFORT 2006/2007				978		9 848	-	-	36 584	-
moyenne ss/st logements					70,85	-	6,66	0,094	-	34,81

#### Observations :

- la consommation de 174 MWh de l'Hôtel Formule 1, relevée sur un compteur de service pour la facturation, englobe également la consommation de chaleur utile au réchauffage de l'eau chaude sanitaire.



### VI.2.1.2. Consommations des logements (total par abonné)

SOUS-STATIONS				CHAUFFAGE			E.C.S.	
Abonné	N° Désignation	Nb lgts	Surf/Logt (m²/logt)	Consom (MWh)	Cons/Logt (MWh/logt)	Cons/Surf (MWh/m²)	Consom (m³)	Cons/Logt (m³/logt)
H.L.M.		906	70,53	5 875	6,48	0,092	32 558	35,94
Gestrim		72	74,90	643	8,93	0,119	1 489	20,68
TOTAL BELFORT 2006/2007		978		6 518			34 047	
moyenne ss/st logements			70,85	-	6,66	0,094	-	34,81

### VI.2.1.3. Consommations des équipements (total par abonné)

SOUS-STATIONS				CHAUFFAGE			E.C.S.	
Abonné	N° Désignation	Nb lgts	Surf/Logt (m²/logt)	Consom (MWh)	Cons/Logt (MWh/logt)	Cons/Surf (MWh/m²)	Consom (m³)	Cons/Logt (m³/logt)
VILLE				1 102			428	
Education Nation.				632			1 000	
Gestrim - C. Com.				122			0	
UGA				0			0	
Rerim / Halle aux chaus.				154			0	
ADFP				105			0	
Midas				33			0	
Formule 1				174			0	
Dalkia				22			0	
Opel				123			0	
Hydrostar / moto 90				31			414	
Scaritech / Weishaupt				42			17	
Photocomposition				0			0	
ETC EM				73			0	
Espace 3000				169			0	
Bonsai				59			678	
Real Graphic				54			0	
Bureaux HLM				21			0	
SDI				125			0	
Scaritech				141			0	
Skoda				33			0	
ABT Informatique				20			0	
Ets. Kautzmann				94			0	
TOTAL BELFORT 2006/2007				3 330			2 537	
moyenne ss/st logements								





## VI.2.2. Evolution des consommations

### VI.2.2.1. Toutes les sous-stations

SOUS-STATIONS			CONSOMMATIONS CHAUFFAGE			CONSOMMATIONS E.C.S.		
Abonné	N°	Désignation	2005/2006 (MWh)	2006/2007 (MWh)	Evol.	2005/2006 (m3)	2006/2007 (m3)	Evol.
VILLE		GS1	303	421	-16,2%			-
VILLE		GS2	177	126	-28,7%			-
VILLE		Crèche	105	78	-25,8%	257	204	-20,6%
VILLE		Centre Culturel	405	302	-25,6%	157	155	-1,3%
ADFP		ADFP	149	105	-30,0%			-
VILLE		Gymnase	232	175	-24,6%	80	69	-13,8%
Education Nation.		CES 900	776	632	-18,6%	215	1 000	365,9%
H.L.M.	12	D1,D2	1 118	758	-32,2%	4 805	4 635	-3,5%
H.L.M.	17	U	1 091	762	-30,2%	5 006	4 396	-12,2%
H.L.M.	21	X	1 365	946	-30,7%	5 286	5 226	-1,1%
H.L.M.	20	B2,B3	1 325	885	-33,2%	6 269	5 702	-9,0%
H.L.M.	22	Y	1 200	850	-29,2%	6 440	5 495	-14,7%
H.L.M.	26	B1	911	626	-31,3%	5 163	4 675	-9,5%
H.L.M.	25	A1	1 318	1 048	-20,5%	4 319	2 429	-43,8%
Gestrim	11	SCI. Laurencie	886	643	-27,4%	1 736	1 489	-14,2%
Gestrim - C. Com.	14	Boutiques	176	122	-30,3%			-
UGA		UGA	0	0	-			-
Rerim / Halle aux chaus.		Rerim / Halle aux chaus.	213	154	-27,5%			-
Midas		Midas	66	33	-49,8%			-
Formule 1		Hôtel Formule 1	218	174	-20,3%			-
Dalkia		Dalkia	46	22	-51,5%			-
Opel		Opel	159	123	-22,3%			-
Hydrostar / moto 90		Hydrostar / moto 90	47	31	-34,4%	382	414	8,4%
Scaritech / Weishaupt		Scaritech / Weishaupt	56	42	-24,3%	13	17	30,8%
Photocomposition		Photocomposition	0	0	-			-
BTC EM		BTC EM	85	73	-13,7%			-
Espace 3000		Espace 3000	359	169	-52,9%			-
Bonsai		Hôtel Bonsai	92	59	-36,0%	901	678	-24,8%
Real Graphic		Real Graphic	0	54	pas de ref			-
Bureaux HLM		Bureaux HLM	46	21	-54,3%			-
SDI		SDI	164	125	-24,3%			-
Scaritech		Scaritech	270	141	-47,8%			-
Skoda		Garage Skoda	48	33	-31,2%			-
ABT Informatique		ABT Informatique	26	20	-23,8%			-
Ets. Kautzmann		Ets. Kautzmann	110	94	-14,6%			-
TOTAL BELFORT 2006/2007			13 742	9 848	-28,3%	41 029	36 584	-10,8%
moyenne ss/st logements			-	-	-	-	-	-



### VI.2.2.2. Sous-stations logements

SOUS-STATIONS			CONSOMMATIONS CHAUFFAGE			CONSOMMATIONS E.C.S.		
Abonné	N°	Désignation	2005/2006 (MWh)	2006/2007 (MWh)	Evol.	2005/2006 (m3)	2006/2007 (m3)	Evol.
H.L.M.			8 329	5 875	-29,5%	37 288	32 538	-12,7%
Gestrim			886	643	-27,4%	1 736	1 489	-14,2%
TOTAL BELFORT 2006/2007			9 215	6 518	-29,3%	39 024	34 047	-12,8%
moyenne ss/st logements			-	-	-	-	-	-

### VI.2.2.3. Sous-stations équipements

SOUS-STATIONS			CONSOMMATIONS CHAUFFAGE			CONSOMMATIONS E.C.S.		
Abonné	N°	Désignation	2005/2006 (MWh)	2006/2007 (MWh)	Evol.	2005/2006 (m3)	2006/2007 (m3)	Evol.
VILLE			1 422	1 102	-22,5%	494	428	-13,4%
Education Nation.			776	632	-18,6%	215	1 000	365,9%
Gestrim - C. Com.			176	122	-30,3%	0	0	
UGA			0	0		0	0	
Rerim / Halle aux chaus.			213	154	-27,5%	0	0	
ADFP			149	105	-30,0%	0	0	
Midas			66	33	-49,8%	0	0	
Formule 1			218	174	-20,3%	0	0	
Dalcia			46	22	-51,5%	0	0	
Opel			159	123	-22,3%	0	0	
Hydrostar / moto 90			47	31	-34,4%	382	414	8,4%
Scaritech / Weishaupt			56	42	-24,3%	13	17	30,8%
Photocomposition			0	0		0	0	
BTC EM			85	73	-13,7%	0	0	
Espace 3000			359	169	-52,9%	0	0	
Bonsai			92	59	-36,0%	901	678	-24,8%
Real Graphic			0	54		0	0	
Bureaux HLM			46	21	-54,3%	0	0	
SDI			164	125	-24,3%	0	0	
Scaritech			270	141	-47,8%	0	0	
Skoda			48	33	-31,2%	0	0	
ABT Informatique			26	20	-23,8%	0	0	
Ets. Kautzmann			110	94	-14,6%	0	0	
TOTAL BELFORT 2006/2007			4 527	3 330	-26,4%	2 005	2 537	26,6%
moyenne ss/st logements								



### VI.2.3. Commentaires

#### VI.2.3.1. Chauffage

La consommation de chauffage de l'ensemble des abonnés (logements et équipements) qui est de 9.848 MWh sur la saison 2006/07 enregistre une forte baisse de -28,3% par rapport à celle de la saison passée (13.742 MWh en 2005/06).

Elle se décompose de la façon suivante :

	Consommations chauffage 2006/07 (MWh)	Evolution par rapport à la saison 2005/06
Logements	6.518	-29,3%
Equipements	3.330	-26,4%
<b>TOTAL</b>	<b>9.848</b>	<b>-28,3%</b>

Il est rappelé que les consommations sont suivies en permanence en cours de saison avec le Fermier et sont comparées aux DJU de la période de chauffe, ce qui permet de déceler immédiatement toute anomalie et d'y remédier.

Les DJU relatifs à la période de chauffage moyenne des logements (2.246 DJU) sont en forte baisse par rapport à la saison précédente (-28,3%).

En regard, la consommation moyenne de chauffage des logements a diminué de -29,3%.

Il en résulte un ratio au logement de 2,97 kWh/DJU, en légère baisse par rapport à l'exercice 2005/06 (-1,4%).

La consommation globale en chauffage des équipements diminue de -26,4%, à mettre en relation avec la baisse des DJU correspondants (2.154 DJU, soit -30,3% par rapport à 2005/06).

Le tableau ci-après renseigne sur l'évolution du ratio MWh chauffage/DJU de chaque sous-station sur les deux dernières saisons.

Nous rappelons que ce sont les DJU spécifiques à chaque sous-station, déterminés en fonction de leurs dates effectives de démarrage et d'arrêt du chauffage qui ont participé à l'établissement de chaque ratio MWh/DJU.





**RESEAU DE CHALEUR DE BELFORT**  
**SAISON 2006/07**  
 Suivi des niveaux de consommations de chauffage

Compteurs primaires en sous-stations	Gestion secondaire par DALKIA	Saison 2005/06		Saison 2006/07		EVOLUTION				OBS.
		MWh (A)	MWh/DJU (B)	MWh (C)	MWh/DJU (D)	(C/A-1)	(D/B-1)			
G.S. 1	x	502,600	0,16052	421,310	0,16750	-16,2%	16,6%	↗		(1)
G.S. 2	x	177,010	0,05853	126,165	0,05615	-29,7%	-0,7%			
Crèche		104,700	0,03344	77,720	0,03372	-25,8%	0,0%			
Centre Culturel 1		363,122	0,11598	272,289	0,12118	-25,0%	4,5%			
Centre Culturel PMI		42,250	0,01349	29,410	0,01312	-30,4%	-2,7%			
Gymnase		232,340	0,07421	175,290	0,07801	-24,6%	5,1%			
CES 900	x	776,100	0,24724	632,100	0,27435	-18,6%	11,0%	↗		(2)
Bat. U	x	1 080,670	0,34913	761,780	0,33947	-30,2%	-2,8%			
Bat. X	x	1 385,450	0,43708	945,880	0,42155	-30,7%	-3,6%			
Bat. B2,B3	x	1 325,030	0,42415	895,050	0,39441	-33,2%	-7,0%		↘	
Bat. Y	x	1 200,460	0,38427	850,280	0,37891	-29,2%	-1,4%			
Bat. B1	x	910,780	0,29154	625,680	0,27882	-31,3%	-4,4%			
Bat. A1	x	1 318,080	0,42191	1 048,190	0,46711	-20,5%	10,7%	↗		(3)
Bat. D1,D2	x	1 118,320	0,35798	757,910	0,33775	-32,2%	-5,7%			
Centre Commercial		175,500	0,05591	122,300	0,05712	-30,3%	2,2%			
La Laurencie	x	885,881	0,28221	643,277	0,29240	-27,4%	3,6%			
Rerim / Halle aux chaussures		212,954	0,06767	154,445	0,07523	-27,5%	11,2%	↗		(4)
Midas		65,625	0,02091	32,941	0,01611	-49,8%	-23,0%		↘	(5)
Hôtel Formule 1		125,895	0,04021	83,981	0,03875	-33,3%	-3,6%			
Dalkia		46,250	0,01480	22,414	0,01034	-51,5%	-30,1%		↘	(6)
Garage Skoda		47,684	0,01708	32,811	0,01712	-31,2%	0,2%			
Hydrostar et moto 90		47,232	0,01509	30,976	0,01531	-34,4%	1,5%			
Scaritech / Weishaupt		55,953	0,01787	42,373	0,01880	-24,3%	5,2%			
Photocomposition		FERME		FERME						
BTC EM		84,885	0,03192	73,230	0,03620	-13,7%	13,4%	↗		(7)
Espace 3000		358,977	0,11863	169,036	0,08892	-52,9%	-25,0%		↘	(8)
Antigel		FERME		FERME						
Bonsai		91,574	0,02925	58,592	0,02812	-36,0%	-10,7%		↘	
Réalgraphie		FERME		FERME						
Bureaux HLM		45,653	0,01461	20,858	0,00830	-54,3%	-36,4%		↘	(9)
SDI		164,450	0,05252	124,510	0,06038	-24,3%	15,0%	↗		(10)
Scaritech		270,010	0,08524	140,880	0,07229	-47,8%	-18,2%		↘	(11)
ABT Informatique		25,867	0,00826	19,701	0,00838	-23,8%	13,6%	↗		(12)
UGA (centre commercial Coccollette)		FERME		FERME						
Garage Opel		158,558	0,05439	123,236	0,06174	-22,3%	13,5%	↗		(13)
Ets Kautzmann		109,985	0,03634	93,879	0,04509	-14,6%	24,1%	↗		(14)
ADFP		149,488	0,04762	104,710	0,04728	-30,0%	-0,7%			
<b>Total logements</b>		<b>9 214,631</b>	<b>2,94393</b>	<b>6 518,127</b>	<b>2,90210</b>	<b>-29,3%</b>	<b>-1,4%</b>			
<b>Total équipements</b>		<b>4 434,620</b>	<b>1,43515</b>	<b>3 238,567</b>	<b>1,50388</b>	<b>-26,9%</b>	<b>4,8%</b>			
<b>Total réseau</b>		<b>13 649,251</b>		<b>9 757,694</b>		<b>-28,5%</b>				

" ↗ " si augmentation supérieure à 7%  
 " ↘ " si baisse supérieure à 7%

D.J.U. Logements à fin JUIN 2007	-26,3%	par rapport à fin JUIN 2006
Consommations Logements à fin JUIN 2007	-29,3%	par rapport à fin JUIN 2006
D.J.U. Equipements à fin JUIN 2007	-30,3%	par rapport à fin JUIN 2006
Consommations Equipements à fin JUIN 2007	-24,0%	par rapport à fin JUIN 2006



Les évolutions particulières ressortant du tableau précédent sont les suivantes :

#### Equipements Ville/ Département

- (1) Groupe Scolaire 1 : hausse importante de 16,8% du ratio MWh/DJU, faisant suite à une forte baisse de -21,3% sur 2005/06.
- (2) CES 900 : ratio MWh/DJU en hausse de 11%, faisant suite à une baisse de -25% sur 2005/06.

#### Logements

Les niveaux de consommations de chauffage observées pour les bâtiments de logements sur 2005/06 sont stables par rapport à ceux de l'exercice précédent, excepté pour le bâtiment A1 (3) en hausse de 10,7%, et ce malgré un taux d'occupation en baisse en vue de la démolition de ce bâtiment prévue sur 2008 (les installations de ce bâtiment ne permettent pas de désolidariser les logements vacants du chauffage ; l'ensemble du bâtiment continue donc à être chauffé, afin de garantir le chauffage des logements encore occupés).

#### Autres Equipements

- (4) Rerim / Halle aux chaussures : ratio MWh/DJU en hausse de 11,2% par rapport à celui observé sur la saison précédente. Cette évolution fait suite à des hausses de 28% sur 2005/06 et 21,1% sur 2004/05 ; dérive probablement dues à un taux d'activité du site en hausse.
- (5) Midas : baisse de -23% du niveau de consommation de chauffage sur 2006/07 pour cet abonné (suite à +10,7% sur 2005/06).
- (6) Dalkia : niveau de consommation de chauffage en baisse importante de -30,6% sur 2006/07, faisant suite à une diminution de -43,7% sur 2005/06.
- (7) BTC EM (ex Realgraphic) : hausse de 13,4% du ratio MWh/DJU sur 2006/07, consécutive à une baisse de -20,1% sur 2005/06.
- (8) Espace 3000 (ex VAG + VAG Occasions) : baisse de -25% du ratio MWh/DJU, faisant suite à une baisse de -21,9% sur 2005/06.
- (9) Bureaux HLM : ratio MWh/DJU en forte baisse de -36,4% (pour -12,2% sur 05/06).
- (10) SDI : hausse de 15% sur 06/07 (pour +5,1% en 05/06).
- (11) Scaritech (anciennement Gésal Thermolaquage) : ratio MWh/DJU en baisse de -16,2% sur 2006/07, faisant suite à une baisse de -18% sur 05/06.
- (12) ABT informatique : niveau de consommation de chauffage en hausse de 13,6%, faisant suite à une baisse de -17,9% sur la saison précédente.
- (13) Garage Opel : ratio MWh/DJU en hausse de 13,5% (pour -6,2% sur 05/06).
- (14) Ets Kautzmann : forte de hausse de 24,1% du ratio MWh/DJU (suite à -2,6% sur 05/06).





D'une manière générale, il est difficile d'apprécier et d'expliquer les évolutions de consommations de ces équipements, ces dernières étant fortement liées au taux d'activité des bâtiments pendant la saison.

Les sous-stations de l'O.P.D.H.L.M. (logements) sont passées au binôme en 1984/85. Le Fermier s'était engagé, compte tenu des travaux qu'il a réalisés sur les secondaires au cours de la saison 1985/86, à garantir une baisse des consommations de 10% par rapport à celles de 1984/85 corrigées compte tenu des DJU.

La consommation réelle de 2006/07a été de 5.875 MWh ; elle est très largement inférieure à la consommation garantie après correction calculée ci-après :

$$\frac{16.723 \text{ MWh} \times 2.246 \text{ DJU} \times 0,9}{3.171 \text{ DJU}} = 10.660 \text{ MWh}$$

D'une manière générale, nous assistons à des économies d'énergie régulièrement constatées depuis 1995/96 sur les consommations de chauffage des HLM.

La consommation de chauffage au logement moyen ressort sur l'exercice 2006/07 à 6,66 MWh/logt/an (y compris la Laurencie). Cette valeur baisse fortement de -29,3% par rapport à la saison précédente (9,42 MWh/logt/an), en corrélation avec l'évolution de la rigueur climatique, qui diminue de -28,3%.

Ramené aux DJU, ce ratio ressort à 2,97 kWh/logt/DJU, ce qui est satisfaisant comparé à la consommation moyenne observée sur les opérations dont PÖYRY ENERGY assure le contrôle (environ 50 réseaux de chaleur avec 176.000 logements raccordés), et qui est de l'ordre de 4 kWh/logt/DJU.

La consommation surfacique moyenne d'un logement ressort à 0,094 MWh/m².

#### VI.2.3.1. Eau chaude sanitaire

	Consommation ECS (m³) Saison 2005/06	Consommation ECS (m³) Saison 2006/07	Evolution
Logements	39.024	34.047	-12,8%
Equipements	2.005	2.537	+26,6%
Total m³	41.029	36.584	-10,8%

Pour les équipements, il est à noter la hausse importante de la consommation d'ECS pour le collège Vauban (CES 900), qui passe de 215 à 1.000 m³ entre 2005/06 et 2006/07 (soit +366%).

On note à contrario une baisse importante des consommations ECS de l'Hôtel Bonaï (-25%).

Ces évolutions ne sont pas expliquées à ce jour (taux d'activité des sites ?), et l'exploitant n'aborde pas la question dans ses rapports annuel 2006 et 2007.





Pour les logements, il est à noter la baisse importante pour le bâtiment A1 (HLM), avec -24,3%.

Pour ce bâtiment, la diminution des consommations d'eau chaude sanitaire est liée au relogement d'un certain nombre de locataires en perspective de sa démolition programmée pour 2008.

Sur 2006/07, la consommation moyenne d'eau chaude sanitaire au logement ressort à 34,8 m<sup>3</sup>/an/logement ; elle diminue de 5,1 mètre cube par rapport à celle de la saison passée (39,9 m<sup>3</sup>/an/logement). Cette évolution s'explique par la forte diminution des consommations d'eau chaude sanitaire du bâtiment A1 explicitée précédemment.

Malgré cette baisse, le niveau de consommation est élevé. Il est principalement dû aux consommations des H.L.M. (36 m<sup>3</sup>/an/logement).

Pour information, la consommation moyenne constatée sur les opérations suivies par PÖYRY ENERGY est d'environ 33 m<sup>3</sup>/an/logement.

Le niveau de consommation au logement relevé sur La Laurencie est en revanche très satisfaisant puisqu'il ressort à 20,7 m<sup>3</sup>/an/logement.



## VII. LA CONVENTION



## VII.1. CONVENTION D'AFFERMAGE ET SES AVENANTS

Nous rappelons que les rapports entre la Ville de BELFORT et le Fermier du chauffage collectif sont régis par la Convention d'Affermage et ses avenants :

### Convention de base : du 19/03/1971

- prise d'effet : date de la 1<sup>ère</sup> réception provisoire (article 5),
- durée 30 ans à partir de la prise d'effet (article 27).

### Avenant n°1

du 14 février 1977 applicable le 1<sup>er</sup> juin 1977, il a pour objet :

- de préciser le terme "Affermage" en remplacement de celui de "Concession" improprement utilisé,
- d'introduire des tarifs pour l'utilisation du fuel B.T.S. (1 à 2 % S),
- de redéfinir des prix H.T. au 1<sup>er</sup> juin 1974,
- d'introduire de nouveaux tarifs chauffage et eau chaude sanitaire appelés tarifs "binôme",
- de redéfinir de nouvelles formules de révision,
- de redéfinir les modalités de règlement de la redevance au Délégant.

### Avenant n°2

applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1988, il a pour objet :

- la mise en place de l'équipement thermique fonctionnant au charbon à la chaufferie centrale de la ZUP d'ALTKIRCH,
- la mise en conformité des installations existantes avec les réglementations en vigueur,
- de définir les nouveaux prix d'exploitation pour tenir compte :
  - . de l'utilisation du charbon comme combustible de base,
  - . du financement pendant 18 ans de l'équipement charbon et des mises en conformité,
  - . de la variation du pouvoir calorifique (P.C.I.) des combustibles utilisés,
- de faire ressortir dans un poste particulier (P'1), la part relative à la consommation électrique en chaufferie centrale,
- de redéfinir la redevance versée au Délégant.

### Avenant n°3

applicable au 1<sup>er</sup> janvier 1988.

La Commune ayant décidé d'étendre le périmètre de la zone d'affermage de la ZUP d'ALTKIRCH à la ZAC de la JUSTICE et de confier :

- à la société MONTENAY la réalisation des ouvrages nécessaires tels que décrits dans la convention de raccordement de la ZAC de la JUSTICE,
- au Fermier, l'exploitation de ces ouvrages dans le cadre de la convention d'affermage de la ZUP d'ALTKIRCH auquel ces ouvrages sont rattachés.





L'avenant n°3 a pour objet :

- de préciser les conditions de la mise en place des installations nécessaires aux besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire de la ZAC de la JUSTICE,
- de définir les conditions de fonctionnement de ces installations,
- de préciser les dates de prise d'effet des différentes solutions :
  - . dès la mise en service du premier générateur charbon, la tarification de l'avenant n°2 - solution A - sera appliquée,
  - . dès la mise en service du deuxième générateur charbon la tarification de l'avenant n°2 - solution B - sera appliquée.

La convention de raccordement de la ZAC (Ville, Fermier, SODEB) et son avenant n°1 précisent les montants du droit de raccordement en fonction des SHON.

Cette convention est complétée par des contrats de branchement (Fermier, abonnés) voir C.R. BETURE-SETAME du 21/01/1992.

#### Avenant n°4

cet avenant a pris effet le 1<sup>er</sup> novembre 1988.

L'évolution de la fiscalité en matière de réseaux publics de chaleur affermés ou concédés, permet de faire bénéficier la part de la tarification indépendante de la consommation d'énergie (donc, assimilable à un abonnement), d'une réduction de taux de TVA de 18,6% à 5,5% pour le chauffage des immeubles à usage d'habitations.

L'avenant n°4 a pour objet de permettre l'application de cette disposition à la tarification du chauffage collectif de la ZUP du Faubourg d'ALTKIRCH.

Le terme r4 étant invariable et indépendant de la consommation, est assimilable à un abonnement.

Pour pouvoir bénéficier de cette mesure, il ne doit plus être incorporé au terme R1 (combustibles) tel que prévu à l'avenant n°2 mais réparti au prorata des puissances (terme fixe).

#### Avenant n°5

cet avenant a pris effet le 1<sup>er</sup> juillet 1992.

Afin d'inciter de nouveaux raccordements sur la Z.A.C. il est proposé aux abonnés une tarification modulable sur les postes :

- . droit de raccordement
- . R1 mesuré au compteur
- . R2

#### Avenant n°6

changement de raison sociale du Fermier qui devient la société "ALCYS".

Avenant n°7

cet avenant a pris effet le 1<sup>er</sup> octobre 1996.

Cet avenant a pour objet de redéfinir le périmètre d'affermage du chauffage collectif pour la ZAC de la Justice, selon les modalités de l'avenant n°2 à la convention de raccordement de la ZAC de la Justice au chauffage collectif de la ZUP du Faubourg d'Altkirch à BELFORT.

Avenant n°8

cet avenant a pris effet au 1<sup>er</sup> juillet 1997 et a pour objet :

- de définir les modalités de réalisation et d'exploitation, par le Fermier, des ouvrages nécessaires à la mise en place d'un outil de cogénération et de prolonger la durée du contrat de manière corrélative.

Le contrat d'affermage qui devait, d'après les dispositions des articles 2 et 8 de l'avenant n°2, prendre fin le 31/12/2005 viendra à expiration le 30 juin 2009 sauf prorogation conformément aux dispositions législatives applicables.

- de définir les nouvelles conditions de tarification aux abonnés résultant des nouvelles conditions de fonctionnement du service.

Avenant n°9

avenant approuvé en Préfecture le 17 février 1999.

- La Société DALKIA se substitue dans ses droits et obligations à la société ALCYS.

Avenant n°10

cet avenant a pris effet le 1<sup>er</sup> juillet 2001 (approuvé en préfecture le 10 juillet 2001) ; il a pour objet :

- la prise en compte du tarif Gaz de France S2S dans la formule de révision du R1,
- le remplacement du tarif fuel lourd n° 2 de ELF Reichstett par celui de la raffinerie de Feyzin,
- le remplacement de l'indice EMT/CVS (indice électricité moyenne tension) à titre conservatoire dans la formule de révision du R2 par l'indice EBT/CVS (électricité basse tension),
- la précision des modalités de fonctionnement du compte de Garantie Totale,
- l'adoption de mesures de gestion des incidents pouvant survenir sur l'ensemble des installations,
- la conversion de la tarification en Euros.

Cet avenant a permis une diminution du poste R1 de l'ordre de -10% au 1<sup>er</sup> juillet 2001.

Avenant n°11

l'avenant a pris effet au 1<sup>er</sup> décembre 2002.

Il a pour objet de prendre en compte l'évolution des conditions d'exonération des taxes intérieures sur les consommations de gaz naturel (TICGN et TIFP), en introduisant une nouvelle formule de révision du terme tarifaire R1 simplifiée, sans indexation de l'élément "TX" représentatif de ces taxes.

Le prix de vente unitaire R1 est maintenu au même niveau.

Avenant n°12

l'avenant a pris effet au 1<sup>er</sup> novembre 2003.

Il a pour objet le remplacement du tarif fuel lourd n°2 ordinaire utilisé dans la formule de révision du tarif R1 par le tarif fuel lourd TBTS (teneur en soufre inférieure à 1%), nécessité par l'évolution de la réglementation relative à l'utilisation des fuels lourds (Directive Européenne 99/32/CE du 26/04/99 et arrêté du 25/04/00 interdisant l'utilisation des fuels lourds HTS et BTS à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003).

Le prix de vente unitaire R1 de base est maintenu au même niveau.

Avenant n°13

cet avenant a pris effet au 1<sup>er</sup> juillet 2004.

L'avenant a pour objet le remplacement du tarif fioul lourd TBTS publié par TOTAL dans la formule de révision du tarif R1, par le prix de vente moyen hors TVA du fioul lourd à teneur en soufre inférieure ou égale à 1%, source « DIMAH », publié par le Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie.

Le prix de vente unitaire R1 est maintenu au même niveau.

Avenant n°14

cet avenant a pris effet au 1<sup>er</sup> avril 2005.

L'avenant a pour objet le remplacement de l'indice PsdA (Produits et Services Divers A) dans la formule de révision du terme tarifaire R2, par l'indice EBI (ensemble Energie, Biens Intermédiaires).

Ce changement n'a pas d'impact significatif sur la tarification R2 répercutée aux abonnés.





## VIII. LA TARIFICATION



### VIII.1. REGLEMENTATION DES PRIX

Rappelons que la révision des différents postes tarifaires a été réglementée du 01/06/74 au 10/11/86 (retour à la liberté des prix).

### VIII.2. EVOLUTION DES PRIX

La structure tarifaire actuelle a été introduite par l'avenant n°8, et est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 1997 ; elle a été modifiée par les avenants n°10 à n°14.

Elle se compose des deux éléments R1 et R2 représentant respectivement :

- R1 : Élément proportionnel à la consommation représentatif des coûts des combustibles (fuel et gaz) réputés nécessaires pour assurer la fourniture d'un mégawattheure ou le réchauffage d'un mètre cube d'eau sanitaire mesurés aux compteurs.
- R2 : Élément forfaitaire représentatif des charges d'exploitation non liées directement à la consommation d'énergie, comprenant notamment le coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement, du gros entretien et de la maintenance des équipements.

Le nouveau poste R2 englobe les postes anciennement dénommés r1' (électricité), r2 (conduite et entretien), r3 (Garantie Totale) et r4 (amortissement des investissements).

#### VIII.2.1. Poste tarifaire R1 (énergies)

Pour la saison 2006/07, la formule contractuelle de révision du poste R1 définie par les avenants n°10 à n°13 est la suivante :

$$R1 = R1o \cdot [0,94 \cdot (0,015.AA/AAo + 0,191.PFH/PFHo + 1,101.PPH/PPHo + 0,211.PPE/PPEo - 0,518. RT3/RT3o) + 0,06.FL/FLo]$$

Formule dans laquelle :

- R1 : prix révisé à la date de facturation
- R1o : valeur de base fixée à 17,96 €/MWh (date de valeur 1<sup>er</sup> novembre 1998).
- AA : abonnement annuel du tarif Gaz de France S2S niveau S4 prorata temporis.
- PFH : prime fixe hiver du tarif Gaz de France S2S niveau S4 prorata temporis.



- PPH : prix proportionnel hiver du tarif Gaz de France S2S niveau S4 prorata temporis.
- PPE : prix proportionnel été du tarif Gaz de France S2S niveau S4 prorata temporis.
- RT3 : réduction de tranche (> 3 GWh) du tarif Gaz de France S2S niveau S4 prorata temporis.
- TX : taxes intérieures sur les consommations de gaz naturel (TICGN + TIFP).
- FL : Somme de « F + T » dans laquelle :
- F = 1,2228 x F<sub>DIMAH</sub> avec « F<sub>DIMAH</sub> » le prix de la tonne de fioul lourd à teneur en soufre inférieure ou égale à 1%, source « DIMAH », publié par le Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, pour le mois considéré ;
- Et « T » est le du coût du transport de Feyzin à Belfort, indexé de la façon suivante :  $T = T_o \cdot tr / t_r$ , avec « tr » valeur de l'indice « transport routier » publié au MTPB.

Les valeurs de base de ces éléments définis par les avenants n°10 à n°13 sont celles connues à la date du 1<sup>er</sup> novembre 1998 :

*Tarification GDF au 1<sup>er</sup> octobre 1998*

Aao = 6.417,46 € HT/an,  
 PFHo = 39,643 c€ HT/kWh/jour/an,  
 PPHo = 1,745 c€ HT/kWh,  
 PPEo = 1,529 c€ HT/kWh,  
 RT3o = 0,741 c€ HT/kWh,

*Tarif ELF du 1<sup>er</sup> septembre 1998*

Prix du fuel:	départ raffinerie de Feyzin	Fo = 116,01 € HT/tonne,
Transport :	Feyzin – Belfort	To = 20,81 € HT/tonne.
TOTAL		FLo = 136,82 € HT/tonne

Avec  $t_r = 128,8$  (valeur connue en septembre 1998, publiée au MTBP n°4945 du 04/09/98).

Ainsi le coût de l'énergie vendue aux usagers s'appuie sur une mixité théorique des énergies primaires en chaufferie de 6% fuel et 94% gaz.

Le gaz est consommé dans les foyers des chaudières et dans les moteurs de cogénération.

L'évolution du prix R1 révisé selon les conditions précédemment décrites est indiquée dans le tableau joint en page suivante.



# RESEAU DE CHALEUR DE BELFORT CONTROLE DE LA FACTURATION Saison 2006/07

Poste RI:

MISE à JOUR : juin-07

Selon avenant n°13 ayant pris effet au 01/07/04

$R1 = R1o \cdot [0,94 \cdot (0,015 \cdot AA/AAo + 0,191 \cdot PFH/PPHo + 1,101 \cdot PPH/PPHo + 0,211 \cdot PPE/PPEo - 0,518 \cdot RT3/RT3o) + 0,06 \cdot FL/FLo]$

Avec  $FL = F + T$ , où  $F = 1,2228 \cdot Fdimah$  et  $T = To \cdot w/tro$

SAISON 2006/2007	AA €HT/an	PFH c-€HT/kWh/ jour/an	PPH c-€kWh	PPE c-€kWh	RT3 c-€kWh	F dimah €HT/Tonne	F €HT/Tonne	tr	T €HT/Tonne	R1 (€HT/TWh)
juillet	6907,08	43,896	3,336	3,040	0,595	318,62	389,61	162,90	26,32	42,714
août	6907,08	43,896	3,336	3,040	0,595	312,97	382,70	164,00	26,50	42,661
septembre	6907,08	43,896	3,336	3,040	0,595	276,36	337,93	164,80	26,63	42,309
octobre	6907,08	43,896	3,336	3,040	0,595	263,28	321,94	164,40	26,56	42,183
novembre	6907,08	43,896	3,336	3,040	0,595	257,06	314,33	166,20	26,85	42,125
décembre	6907,08	43,896	3,336	3,040	0,595	250,46	306,26	166,30	26,87	42,062
janvier	6907,08	43,896	3,051	2,755	0,595	234,47	286,71	165,70	26,77	38,207
février	6907,08	43,896	3,051	2,755	0,595	243,71	298,01	164,50	26,58	38,295
mars	6907,08	43,896	3,051	2,755	0,595	257,91	315,37	165,00	26,66	38,432
avril	6907,08	43,896	2,888	2,592	0,595	281,35	344,03	165,50	26,74	36,543
mai	6907,08	43,896	2,888	2,592	0,595	294,46	360,07	165,80	26,79	36,669
juin	6907,08	43,896	2,888	2,592	0,595	307,53	376,05	165,70	26,77	36,795
indices de base	6417,46	39,643	1,745	1,529	0,741		116,01	128,8	20,81	17,960

Mixité: 94% de GAZ - 6% de FUEL



Il en résulte sur l'exercice 2006/07 des prix moyens de fuel et de gaz respectifs de 343,4 €/HT/tonne (en baisse de -15,5% par rapport à 2005/06) et 29,4 €/HT/MWh PCS (en très légère hausse de 0,8% par rapport à 2005/06).

Ces prix ont été établis au prorata des consommations mensuelles facturées en sous-stations.

Suivant ce même mode de calcul, le prix moyen du poste R1 ressort à 39,5 €/HT/MWh sur l'exercice 2006/07 ; il baisse légèrement de -3,2% par rapport à la saison précédente.

#### VIII.2.2. Poste tarifaire R2 (représentatif des charges d'exploitation)

Sur la saison 2005/06, l'élément du prix R2 a été indexé par application de la formule suivante (introduite par l'avenant n°14) :

$$R2 = R2o \cdot (0,40 + 0,30 \cdot \frac{ICHTTS1}{ICHTTS1o} + 0,07 \cdot \frac{EBI}{EBIo} + 0,10 \cdot \frac{BT40}{BT40o} + 0,13 \cdot \frac{EBT}{EBTo})$$

avec :

R2 : prix révisé à la date de facturation.

R2o : valeur de base fixée à 19,407 €/HT/kW.

ICHTTS1 : valeur connue à la date de facturation des prestations, de l'indice du Coût Horaire du Travail Tous Salariés, publié au B.O.C.C. ou par toute autre revue spécialisée.  
Valeur de base fixée à 98,4.

EBI : valeur connue à la date de facturation des prestations, de l'indice de prix à la production dans l'industrie « ensemble Énergie, Biens Intermédiaires » de l'INSEE, code 00-04-00, publié au BMS INSEE et au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.  
Valeur de base fixée à 89,02 (avenant n°14).

BT40 : valeur connue à la date de facturation des prestations, de l'indice Bâtiment National « Chauffage Central » publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou par toute autre revue spécialisée.  
Valeur de base fixée à 619,4.

EBT CVS : valeur connue à la date de facturation des prestations, de l'indice Electricité Basse Tension Corrigé des Variations Saisonnières publié à l'INSEE et au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.  
Valeur de base fixée à 111,06 (avenant n°10 / base 100-2000).

Les valeurs des paramètres ayant permis l'évolution du poste tarifaire R2 à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2006 sont indiquées dans le tableau en page suivante.

Elles conduisent à un prix moyen R2 déterminé au prorata temporis sur la saison écoulée de 22,40 €/HT/kW souscrit, en hausse de 2% par rapport à celui de 2005/06.



RESEAU DE CHALEUR DE BELFORT  
CONTROLE DE LA FACTURATION  
Saison 2006/07

Posta R2:

MISE à JOUR: juin-07

Selon avenant n°14 ayant pris effet au 01/04/05

$R2 = R2o (0,40 + 0,30 S/So + 0,07 EBI/EBIo + 0,10 BT40/EBT40o + 0,13 EBT/EBTo)$

SAISON 2006/2007 8 factures	ICHTTS1 BOCC ou Autre Revue	EBI BMS et MTP	BT40 MTP ou Autre Revue	EBT CVS Supplément MTP ou Autre Revue	R2 (eHT/KW converti)
septembre	133,50	114,80	815,10	103,60	22,320
octobre	133,80	113,40	819,00	103,60	22,329
novembre	134,00	113,30	822,40	105,20	22,386
décembre	134,30	113,20	824,10	105,20	22,406
janvier	134,50	113,20	825,80	105,20	22,425
février	134,70	113,20	825,00	105,20	22,434
mars	134,90	113,30	825,90	105,20	22,451
avril	134,80	114,30	826,30	105,20	22,461
indices de base	98,40	89,02	619,40	111,06	19,407





## IX. LA FACTURATION



### IX.1. CONTROLE DE LA FACTURATION

Ce contrôle concerne la facturation du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007.

Nous avons contrôlé :

- les prix unitaires R1, qui donnent lieu à des factures mensuelles établies en fonction des quantités de MWh enregistrées aux compteurs de calories et des quantités de MWh nécessaires au réchauffage de l'eau chaude sanitaire,
- les prix unitaires R2 ; l'élément forfaitaire R2, facturé aux abonnés par huitième à la fin de chaque mois de septembre à avril s'appuie sur les puissances souscrites définies dans les polices d'abonnement.
- L'annexe 4 de l'avenant n°8 fait mention des puissances souscrites déterminées au 15 janvier 1997. Le tableau ci-après nous renseigne sur ces puissances.
- Certaines d'entre elles ont été modifiées et entérinées par lettre avenant pour les raisons indiquées dans le tableau en page suivante.
- De nouvelles puissances sont également apparues suite à de nouveaux raccordements.
- Enfin, certaines puissances ne sont plus prises en compte suite à l'arrêt de certaines sous-stations.



*Puissances souscrites pour la Facturation du poste R2*

Sous-stations	Ps (kW) Avenant n° 8 Annexe n° 4	Ps (kW) Saison 2006/07	Observations
U	1 574,21	1 574,21	
X	1 946,06	1 946,06	
Y	1 743,71	1 743,71	
A1	1 904,60	1 904,60	
B1	1 303,29	1 303,29	
BUREAUX. HLM	52,80	52,80	
B3	2 145,26	2 145,26	
D1	1 989,84	1 989,84	
LA LAURENCIE	995,20	995,20	
C.C Boutiques	324,12	226,08	(1)
GS1	594,63	594,63	
GS2	465,50	465,50	
GYMNASE	377,84	377,84	
CRECHE	146,53	146,53	
CENTRE CULTUREL	243,23	243,23	
CES	1 021,61	1 021,61	
RERIM	160,47	160,47	
MIDAS	55,00	55,00	
FORMULE 1	284,35	284,35	
BTC EM (ex REAL. GRAP.)	47,01	47,01	
PHOTO COMP.	27,35	-	(3)
HYDROSTAR + MOTO 90	106,80	120,00	(2)
SCARITECH + WEISHAUP (ex BOULANGERIE)	37,00	37,00	
ESPACE 3000 (ex V.A.G.+ Occ.)	386,00	386,00	
HOTEL BONSAI	247,05	247,05	
REAL. GRAP. (ex FRÖLICH)	67,65	67,65	
SDI (ex GESAL GAUTHIER)	103,40	103,40	
ABT informatique	42,08	34,08	(4)
OPEL	198,00	198,00	
C.C. UGA	192,50	-	(3)
SKODA	105,60	43,30	(4)
Ets. Kautzmann	104,50	104,50	
ADFP		120,00	(5)
DALKIA		69,32	(6)
SCARITECH (ex Gesal Thermolaquage)		132,00	(7)
<b>TOTAL</b>	<b>18 993,19</b>	<b>18 939,52</b>	

- (1): Puissance souscrite revue à la baisse pour suppression de cellules commerciales.  
 (2): Les 120 kW ont été répartis entre HYDROSTAR (avec 85 kW effectifs) et MOTO 90 raccordé sur le secondaire d'HYDROSTAR (avec 35 kW) ;  
 (3): Service à l'arrêt.  
 (4): La puissance souscrite appliquée sur la saison 1996/97 a été conservée afin de minimiser le poids du poste R2 par rapport au coût global.  
 (5): Raccordement de l'ADFP avec prise d'effet de sa puissance au 1<sup>er</sup> octobre 1997.  
 (6): Raccordement de DALKIA avec prise d'effet de sa puissance au 1<sup>er</sup> octobre 1998.  
 (7): Raccordement de Gesal Thermolaquage avec prise d'effet de sa puissance le 10 mars 1999.

*Les puissances indiquées dans la deuxième colonne ont participé à l'établissement des huit factures sur l'exercice 2006/07*





## IX.2. FACTURATION AUX ABONNES

### IX.2.1. Tarifications choisies

Depuis la saison 1984/85, l'ensemble des abonnés sont sur une tarification dite binôme (facturation au comptage), à l'exception de la Copropriété LA LAURENCIE dont la tarification était basée sur un forfait jusqu'en 2000/01 (la facturation s'appuyait sur une consommation forfaitaire déterminée à partir de la puissance utile).

En 2001/02, cet abonné est passé de la tarification au forfait à une tarification binôme (au comptage) ; un compteur de chaleur a été installé en sous-station, comptabilisant depuis la quantité de chaleur réellement consommée par l'abonné.

Tous les abonnés du réseau de chaleur sont donc aujourd'hui sur une tarification binôme.

Nous estimons qu'à l'heure actuelle, compte tenu du niveau atteint par les prix, seul le comptage (R1 en €/MWh - R2 en €/kW souscrit) est suffisamment dissuasif pour inciter les usagers à modérer leur consommation et à éviter surtout tout gaspillage d'énergie.



### IX.2.2. Facturation par sous-station (chauffage et E.C.S.)

R1 - combustible

R2 - englobant les anciens postes : électricité (r'1), prestations (r2), garantie totale (r3), amortissement des investissements (r4).

SOUS-STATIONS		FACTURATION GLOBALE (CH + ECS)		
Abonné	N° Désignation	Poste R1 TTC (€TTC)	Poste R2 TTC (€TTC)	TOTAL TTC (€TTC)
VILLE	GS1	19 849	14 053	33 902
VILLE	GS2	5 934	11 002	16 936
VILLE	Crèche	4 680	3 463	8 143
VILLE	Centre Culturel	14 946	5 748	20 694
ADFP	ADFP	4 924	2 836	7 760
VILLE	Gymnase	8 589	8 930	17 518
Education Nation.	CHS 900	34 807	24 144	58 951
H.L.M.	12 D1,D2	58 919	47 027	105 946
H.L.M.	17 U	57 932	37 204	95 136
H.L.M.	21 X	70 660	45 993	116 653
H.L.M.	20 B2,B3	70 098	50 700	120 798
H.L.M.	22 Y	67 511	41 210	108 721
H.L.M.	26 B1	52 885	30 802	83 687
H.L.M.	25 A1	61 940	45 013	106 953
Gestrim	11 SCI. Laurencie	37 820	23 520	61 340
Gestrim - C. Com.	14 Boutiques	5 727	5 343	11 070
UGA	UGA	-	-	-
Rerim / Halle aux ch	Rerim / Halle aux chaus.	7 230	3 792	11 022
Midas	Midas	1 554	1 300	2 854
Formule 1	Hôtel Formule 1	8 243	6 720	14 964
Dalkia	Dalkia	1 047	1 638	2 685
Opel	Opel	5 811	4 679	10 490
Hydrostar / moto 90	Hydrostar / moto 90	3 512	2 836	6 348
Scaritech / Weishaupt	Scaritech / Weishaupt	2 088	874	2 962
Photocomposition	Photocomposition	-	-	-
BTC EM	BTC EM	3 440	1 111	4 551
Espace 3000	Espace 3000	7 862	7 506	15 368
Bonsai	Hôtel Bonsai	6 155	5 839	11 994
Real Graphic	Real Graphic	6 260	2 400	8 660
Bureaux HLM	Bureaux HLM	970	1 248	2 218
SDI	SDI	5 903	2 444	8 346
Scaritech	Scaritech	6 668	1 847	8 515
Skoda	Garage Skoda	1 519	1 023	2 542
ABT Informatique	ABT Informatique	923	805	1 728
Ets. Kautzmann	Ets. Kautzmann	4 435	2 470	6 905
TOTAL BELFORT 2006/2007 moyenne ss/st logements		650 839	445 523	1 096 362



### IX.2.3. Facturation des logements par abonné

SOUS-STATIONS			FACTURATION GLOBALE		TOTAL TTC (€TTC)
Abonné	N°	Désignation	Poste R1 TTC (€TTC)	Poste R2 TTC (€TTC)	
H.L.M.			439 945,16	297 949,58	737 894,73
Gestrim			37 820,24	23 520,15	61 340,39
TOTAL BELFORT 2006/2007			477 765,39	321 469,73	799 235,12
moyenne ss/st logements			-	-	

### IX.2.4. Facturation des équipements par abonné

SOUS-STATIONS			FACTURATION GLOBALE		TOTAL TTC (€TTC)
Abonné	N°	Désignation	Poste R1 TTC (€TTC)	Poste R2 TTC (€TTC)	
VILLE			53 997,40	43 195,98	97 193,38
Education Nation.			34 806,99	24 144,45	58 951,43
Gestrim - C. Com.			5 726,87	5 343,11	11 069,98
UGA			-	-	-
Rerim / Halle aux chaus.			7 229,99	3 792,49	11 022,48
ADFP			4 924,44	2 836,04	7 760,48
Midas			1 554,05	1 299,84	2 853,89
Formule 1			8 243,34	6 720,26	14 963,60
Dalkia			1 047,01	1 638,28	2 685,28
Opel			5 810,52	4 679,46	10 489,98
Hydrostar / moto 90			3 511,57	2 836,05	6 347,62
Scaritech / Weishaupt			2 087,54	874,45	2 961,98
Photocomposition			-	-	-
BTC EM			3 439,94	1 111,06	4 551,00
Espace 3000			7 862,12	7 506,24	15 368,36
Bonsai			6 154,91	5 838,72	11 993,63
Real Graphic			6 260,07	2 400,37	8 660,43
Bureaux HLM			969,94	1 247,85	2 217,79
SDI			5 902,54	2 443,74	8 346,28
Scaritech			6 668,08	1 846,62	8 514,70
Skoda			1 518,68	1 023,24	2 541,92
ABT Informatique			922,70	805,47	1 728,17
Ets. Kautzmann			4 435,23	2 469,72	6 904,96
TOTAL BELFORT 2006/2007			173 073,90	124 053,45	297 127,36
moyenne ss/st logements					





### IX.3. CHIFFRE D'AFFAIRES ET PRIX DU MWH LIVRE

(chauffage et eau chaude sanitaire - prestations primaires)

POSTES	Quantités	Poste R1 TTC	Poste R2 TTC	TOTAL TTC	
<b>GLOBAL</b>	<b>MWh</b>				
Logements	10 093	477 765	321 470	799 235	72,9%
Equipements	3 596	173 074	124 053	297 127	27,1%
<b>Total</b>	<b>13 689</b>	<b>650 839</b> 59,4%	<b>445 523</b> 40,6%	<b>1 096 362</b>	

Le montant T.T.C. du chiffre d'affaires pour l'exercice 2006/07 objet du présent rapport est de :

**1.096.362 €uros TTC**

Il est en baisse de -20,4% par rapport à celui de l'exercice précédent (1.376.983 €.TTC).

Ceci s'explique principalement par la forte baisse des consommations de chauffage, elle même liée à la douceur de l'hiver 2006/07.

Le prix moyen résultant du MWh livré sur l'exercice 2006/07 est de 80,09 €.TTC.

Il augmente de 5% par rapport à celui de 2005/06 (76,29 €.TTC/MWh).

Il se décompose de la façon suivante :

	Poste R1 TTC	Poste R2 TTC	TOTAL TTC
Logements	47,34	31,85	79,19
Equipements	48,13	34,50	82,63
<b>Ensemble</b>	<b>47,54</b>	<b>32,55</b>	<b>80,09</b>

**BELFORT - EXERCICE 2006/2007**  
**Répartition Logements/Equipements (en % du C.A. €TTC)**





### Incidences des travaux en chaufferie et avenants sur les postes tarifaires

en 1986/87 : application de l'avenant n°1 (chaufferie au fuel)  
donc : poste r4 = 0 Francs

en 1987/88 : application à partir du 01/01/88 de l'avenant n°2 :

- de juillet 1987 à décembre 87 : chaufferie fuel
- de janvier 88 à juin 88 : chaufferie mixte (fuel/charbon) et application de l'avenant n°2 d'où répercussion d'un terme r4 de 289.569 FF (représentant environ 3/12 de la redevance totale de 986.165 FF).
- Ces 289.569 FF ont été intégrés (conformément aux prescriptions de l'avenant n°2) dans le poste R1 (combustibles) et répartis au prorata des consommations de chaque usager.

en 1988/89 : application de l'avenant n°4

Le terme r4 a été minoré (voir rapport Technique et Economique 1993/94 - page 62).

en 1989/90 : application de l'avenant n°4

Le terme r4 (amortissement) appliqué en totalité (986.165 FF) a été répercuté sur le poste R2.

en 1997/98 : application de l'avenant n°8

La mise en place de l'outil de cogénération opérationnel dès la saison 1997/98 a permis de pouvoir prétendre, dans le cadre de la loi SAPIN, à une prolongation du contrat d'affermage de 3 ans ½.

Le report de la date d'échéance du contrat au 30 juin 2009 a autorisé le re-étalement de la dette, contractée lors du passage au charbon, sur les 12 ans restants.

Cette mesure accompagnée d'une baisse des anciens termes r1', r2 et r3 s'est soldée par une baisse du prix unitaire R2 sur 1997/98 de -13,6%.

en 2001/02 : application de l'avenant n°10

Changement du tarif de fourniture du gaz en chaufferie et cogénération (passage à un tarif type S2S en remplacement du TEP).

Cette mesure a permis une baisse du terme R1 de l'ordre de -10% au 1<sup>er</sup> juillet 2001 (date de prise d'effet de l'avenant).

de 2002 à 2007 : applications des avenants n°11 à n°14

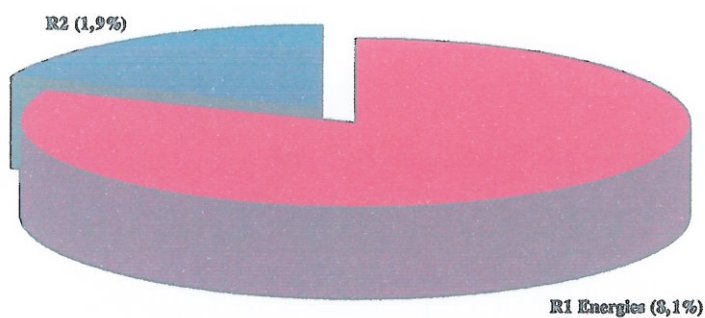
Ces avenants de forme (remplacements d'indices de révisions tarifaires) n'ont pas eu d'impact significatif sur la tarification répercutée aux abonnés.



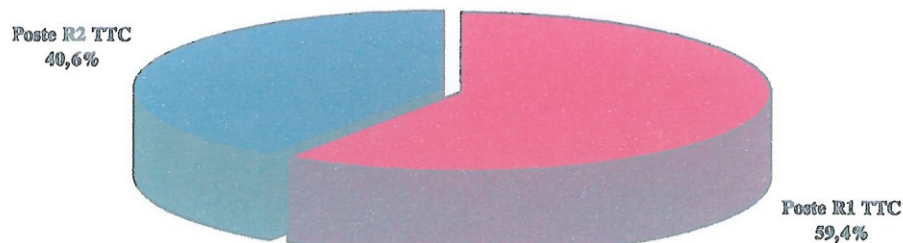


Les graphiques ci-après montrent l'évolution des poids des postes R1 et R2 depuis 1986/87 :

**BELFORT - EXERCICE 1986/87**  
Répartition par poste tarifaire (en % du C.A. €TTC)

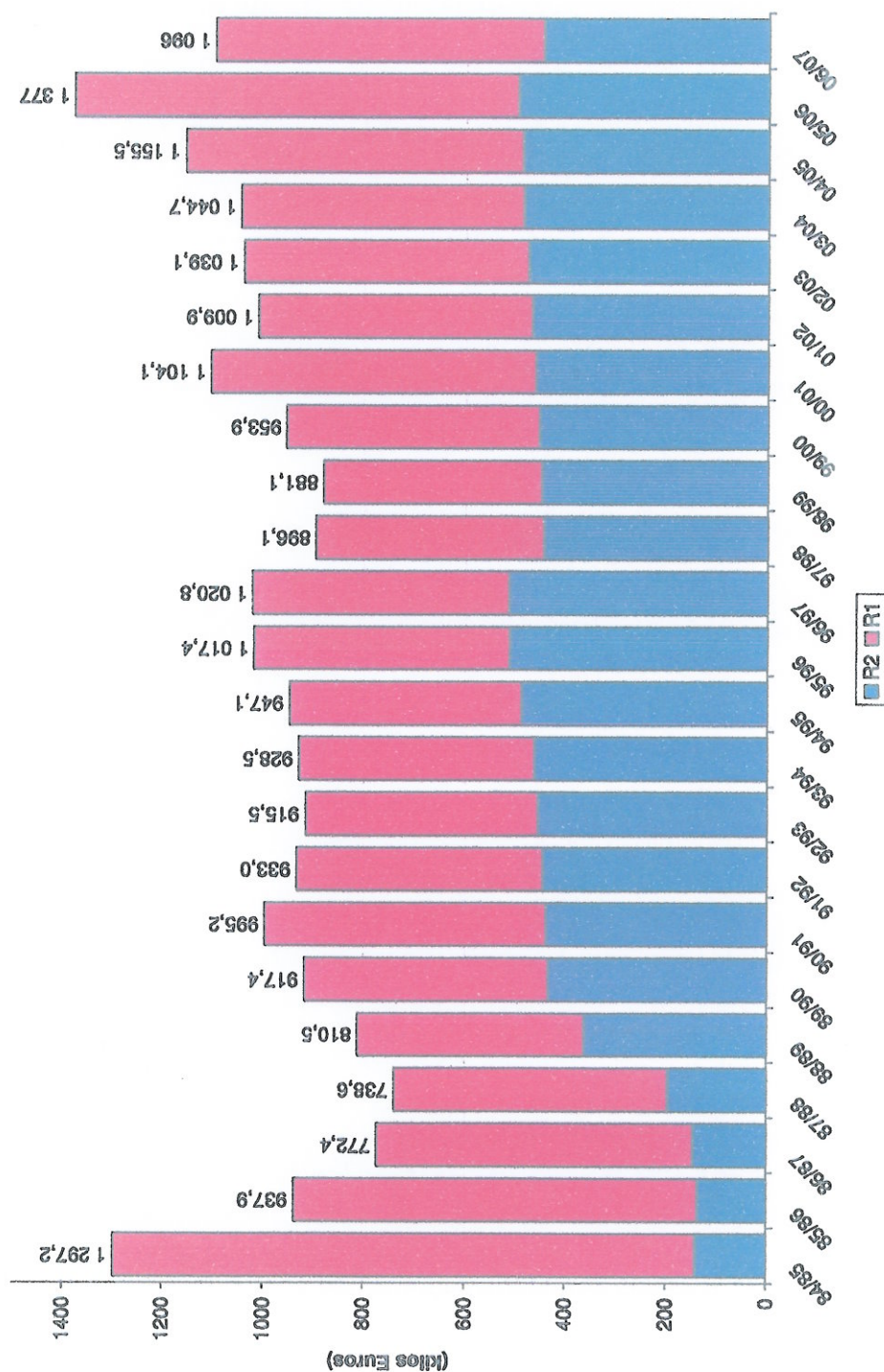


**BELFORT - EXERCICE 2006/2007**  
Répartition par postes tarifaires (en % du C.A. €TTC)



## BELFORT - Réseau de Chaleur

### Evolution des Chiffres d'affaires T.T.C. en Euros courants





#### IX.4. COUTS MOYENS CHAUFFAGE ET EAU CHAUDE SANITAIRE (PRESTATIONS PRIMAIRES)

##### IX.4.1. Toutes les sous-stations

SOUS-STATIONS			COUT GLOBAL	
Abonné	N°	Désignation	Coût/Logt (€TTC/logt)	Coût/Surf (€TTC/m²)
VILLE		GS1		
VILLE		GS2		
VILLE		Crèche		
VILLE		Centre Culturel		
ADFP		ADFP		
VILLE		Gymnase		
Education Nation.		CBS 900		
H.L.M.	12	D1,D2	715,85	10,01
H.L.M.	17	U	941,95	12,56
H.L.M.	21	X	911,35	12,15
H.L.M.	20	B2,B3	690,28	10,82
H.L.M.	22	Y	988,37	13,18
H.L.M.	26	B1	836,87	12,16
H.L.M.	25	A1	742,73	10,86
Gestrim	11	SCI. Laurencie	851,95	11,37
Gestrim - C. Com.	14	Boutiques		
UGA		UGA		
Rerim / Halle aux chaus.		Rerim / Halle aux chaus.		
Midas		Midas		
Formule 1		Hôtel Formule 1		
Dalkia		Dalkia		
Opel		Opel		
Hydrostar / moto 90		Hydrostar / moto 90		
Scaritech / Weishaupt		Scaritech / Weishaupt		
Photocomposition		Photocomposition		
BTC EM		BTC EM		
Espace 3000		Espace 3000		
Bonsai		Hôtel Bonsai		
Real Graphic		Real Graphic		
Bureaux HLM		Bureaux HLM		
SDI		SDI		
Scaritech		Scaritech		
Skoda		Garage Skoda		
ABT Informatique		ABT Informatique		
Ets. Kautzmann		Ets. Kautzmann		
TOTAL BELFORT 2006/2007			-	-
moyenne ss/st logements			817,21	11,53





#### IX.4.2. Coût moyen des logements par abonné

SOUS-STATIONS			COUT GLOBAL	
Abonné	N°	Désignation	Coût/Logt (€TTC/logt)	Coût/Surf (€TTC/m²)
H.L.M.			814,45	11,55
Gestrim			851,95	11,37
TOTAL BELFORT 2006/2007				
moyenne ss/st logements			817,21	11,53



## IX.5. COMPARAISON DES COÛTS DE 2006/07 A CEUX DE 2005/06

### IX.5.1. Toutes les sous-stations

SOUS-STATIONS			COÛTS GLOBAUX		
Abonné	N°	Désignation	2005/2006 (€TTC)	2006/2007 (€TTC)	Evol.
VILLE		GS1	40 341	33 902	-16,0%
VILLE		GS2	20 931	16 936	-19,2%
VILLE		Crèche	10 294	8 143	-20,9%
VILLE		Centre Culturel	27 152	20 694	-23,8%
ADFP		ADFP	10 519	7 760	-26,2%
VILLE		Gymnase	21 777	17 518	-19,6%
Education Nation.		CES 900	66 160	58 951	-10,9%
H.L.M.	12	D1,D2	131 409	105 946	-19,4%
H.L.M.	17	U	120 055	95 136	-20,8%
H.L.M.	21	X	144 773	116 653	-19,4%
H.L.M.	20	B2,B3	152 904	120 798	-21,0%
H.L.M.	22	Y	137 098	108 721	-20,7%
H.L.M.	26	B1	104 843	83 687	-20,2%
H.L.M.	25	A1	136 307	106 953	-21,5%
Gestrim	11	SCI. Laurencie	78 398	61 340	-21,8%
Gestrim - C. Com.	14	Boutiques	14 588	11 070	-24,1%
UGA		UGA	0	0	-
Rerim / Halle aux chaus.		Rerim / Halle aux chaus.	14 725	11 022	-25,1%
Midas		Midas	4 689	2 854	-39,1%
Formule 1		Hôtel Formule 1	17 996	14 964	-16,9%
Dalkia		Dalkia	4 106	2 685	-34,6%
Opel		Opel	13 034	10 490	-19,5%
Hydrostar / moto 90		Hydrostar / moto 90	7 372	6 348	-13,9%
Scaritech / Weishaupt		Scaritech / Weishaupt	3 778	2 962	-21,6%
Photocomposition		Photocomposition	0	0	-
BTC EM		BTC EM	5 381	4 551	-15,4%
Espace 3000		Espace 3000	27 814	15 368	-44,7%
Bonsaï		Hôtel Bonsaï	15 501	11 994	-22,6%
Real Graphic		Real Graphic	0	8 660	pas de ref
Bureaux HLM		Bureaux HLM	3 642	2 218	-39,1%
SDI		SDI	10 807	8 346	-22,8%
Scaritech		Scaritech	16 753	8 515	-49,2%
Skoda		Garage Skoda	3 492	2 542	-27,2%
ABT Informatique		ABT Informatique	2 170	1 728	-20,4%
Ets. Kautzmann		Ets. Kautzmann	8 158	6 905	-15,4%
TOTAL BELFORT 2006/2007			1 376 983	1 096 362	-20,4%
moyenne ss/st logements			-	-	-

**IX.5.2. Total des logements par abonné**

SOUS-STATIONS			COUTS GLOBAUX		Evol.
Abonné	N°	Désignation	2005/2006 (€TTC)	2006/2007 (€TTC)	
H.L.M.			927 387,74	737 894,73	-20,4%
Gestrim			78 397,51	61 340,39	-21,8%
TOTAL BELFORT 2006/2007 moyenne ss/st logements			1 005 785,25	799 235,12	-20,5%

**IX.5.3. Total des équipements par abonné**

SOUS-STATIONS			COUTS GLOBAUX		Evol.
Abonné	N°	Désignation	2005/2006 (€TTC)	2006/2007 (€TTC)	
VILLE			120 514,70	97 193,38	-19,4%
Education Nation.			66 159,60	58 951,43	-10,9%
Gestrim - C. Com.			14 587,99	11 069,98	-24,1%
UGA			-	-	
Rerim / Halle aux chaus.			14 724,82	11 022,48	-25,1%
ADFP			10 519,03	7 760,48	-26,2%
Midas			4 688,91	2 853,89	-39,1%
Formule 1			17 996,09	14 963,60	-16,9%
Dalkia			4 105,89	2 685,28	-34,6%
Opel			13 034,04	10 489,98	-19,5%
Hydrostar / moto 90			7 371,89	6 347,62	-13,9%
Scaritech / Weishaupt			3 778,47	2 961,98	-21,6%
Photocomposition			-	-	
BTC EM			5 380,67	4 551,00	-15,4%
Espace 3000			27 814,14	15 368,36	-44,7%
Bonsai			15 500,99	11 993,63	-22,6%
Real Graphic			-	8 660,43	
Bureaux HLM			3 641,92	2 217,79	-39,1%
SDI			10 806,93	8 346,28	-22,8%
Scaritech			16 752,57	8 514,70	-49,2%
Skoda			3 492,10	2 541,92	-27,2%
ABT Informatique			2 169,83	1 728,17	-20,4%
Ets. Kautzmann			8 157,52	6 904,96	-15,4%
TOTAL BELFORT 2006/2007 moyenne ss/st logements			371 198,12	297 127,36	-20,0%





#### IX.5.4. Examen des coûts moyens par logement

Des tableaux précédents, il y a lieu de retenir que les dépenses moyennes chauffage et eau chaude sanitaire par logement (R1 et R2), relatives aux prestations primaires, ont été de :

817,2 € TTC (chauffage + E.C.S)

Soit inférieure de -20,5% à celles de la saison précédente (1.028,4 € TTC).

#### IX.6. TAXE PROFESSIONNELLE REPERCUTÉE AUX USAGERS

Pour des raisons fiscales et administratives (montant de la part salariale inférieur au seuil d'exonération selon indication du Fermier), il n'y a plus de taxe professionnelle à refacturer aux différents abonnés depuis l'année 2000.

#### IX.7. TRANSPARENCE DES DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC

La Loi du 08/02/1995 relative à la transparence des délégations de service public, d'application immédiate, fait obligation au Déléataire de remettre chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin, à l'Autorité Délégante, un rapport « retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit être assorti d'une annexe permettant à l'Autorité Délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public ».

Les rapports du Déléataire afférents aux exercices 2006 et 2007 ont été adressés par le Fermier à la Ville.

PÖYRY ENERGY procède annuellement, dans le cadre de sa mission, à l'examen du compte d'exploitation présenté dans le rapport suscité, qui s'avère être un outil indispensable à la connaissance et à la compréhension du fonctionnement du service.



## X. L'EVOLUTION DU PRIX DES ENERGIES



## X.1. GRAPHIQUES SUR L'EVOLUTION DES PRIX DES ENERGIES PRIMAIRES

Les énergies primaires ainsi que les indices de comparaison retenus sont définis ci-après :

- **Fuel lourd n°2 ordinaire, BTS et TBTS 1%.....** prix de vente moyens nationaux au barème DIMAH.
- **Gaz .....** Pour chaufferies moyennes à importantes :
  - tarif B2I - niveau 1 (livré, prime fixe exclue),
  - tarif B2S - niveau 1 (pondération annuelle).
 Pour chaufferies de grande puissance :
  - o tarifs à enlèvement :
    - tarif TEL - niveau 1,
    - tarif TEP - niveau 1a,
  - o tarifs à souscription :
    - tarif S2S - niveau 0,
    - tarif STS.
- **Charbon .....** Le prix du MWh PCI du charbon est celui indiqué par la revue ENERGIE PLUS pour une consommation annuelle de 16.000 tonnes de flambant, fines lavées, calibre 0/20 et pour un PCI de 7,150 MWh/t.

### Graphique "Evolution du prix des fiouls lourds barème DIMAH

De janvier 1992 à janvier 2008, en Euros.HT/Tonne.

### Graphique "Evolution des tarifs gaz, hors TICGN et TIFP et hors conditions particulières"

Ce graphique visualise l'évolution des différents tarifs GDF.

De janvier 1995 à janvier 2008, en Euros.HT/MWh PCS.

### Graphique "Evolution du prix du MWh PCI issu du charbon, du fioul lourd n°2 TBTS, et du gaz naturel (tarifs industriels) "

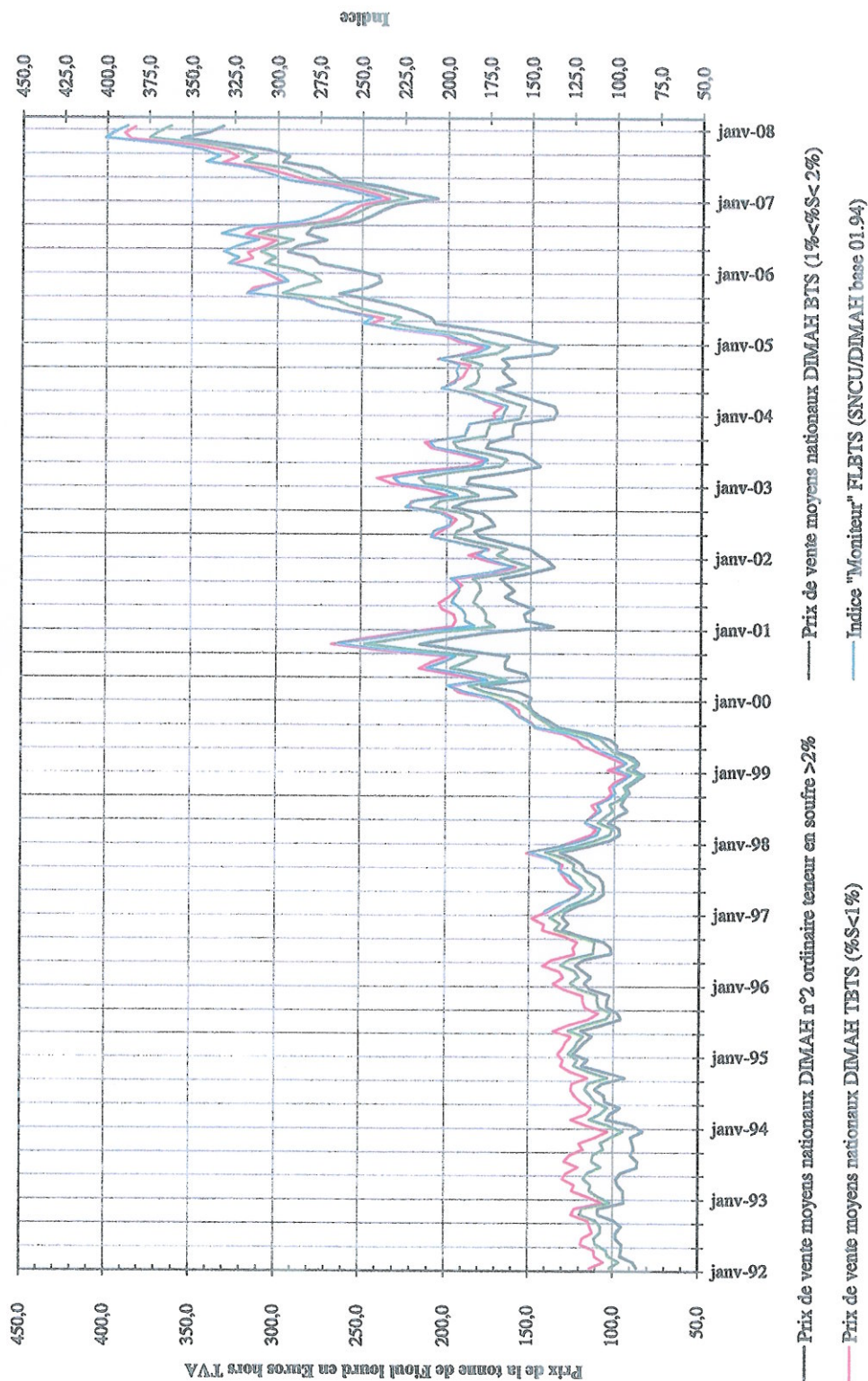
De janvier 1995 à janvier 2008, en Euros.HT/MWh PCI.





**EVOLUTION DU PRIX DES FIOULS LOURDS  
BARENTE DIMAH**

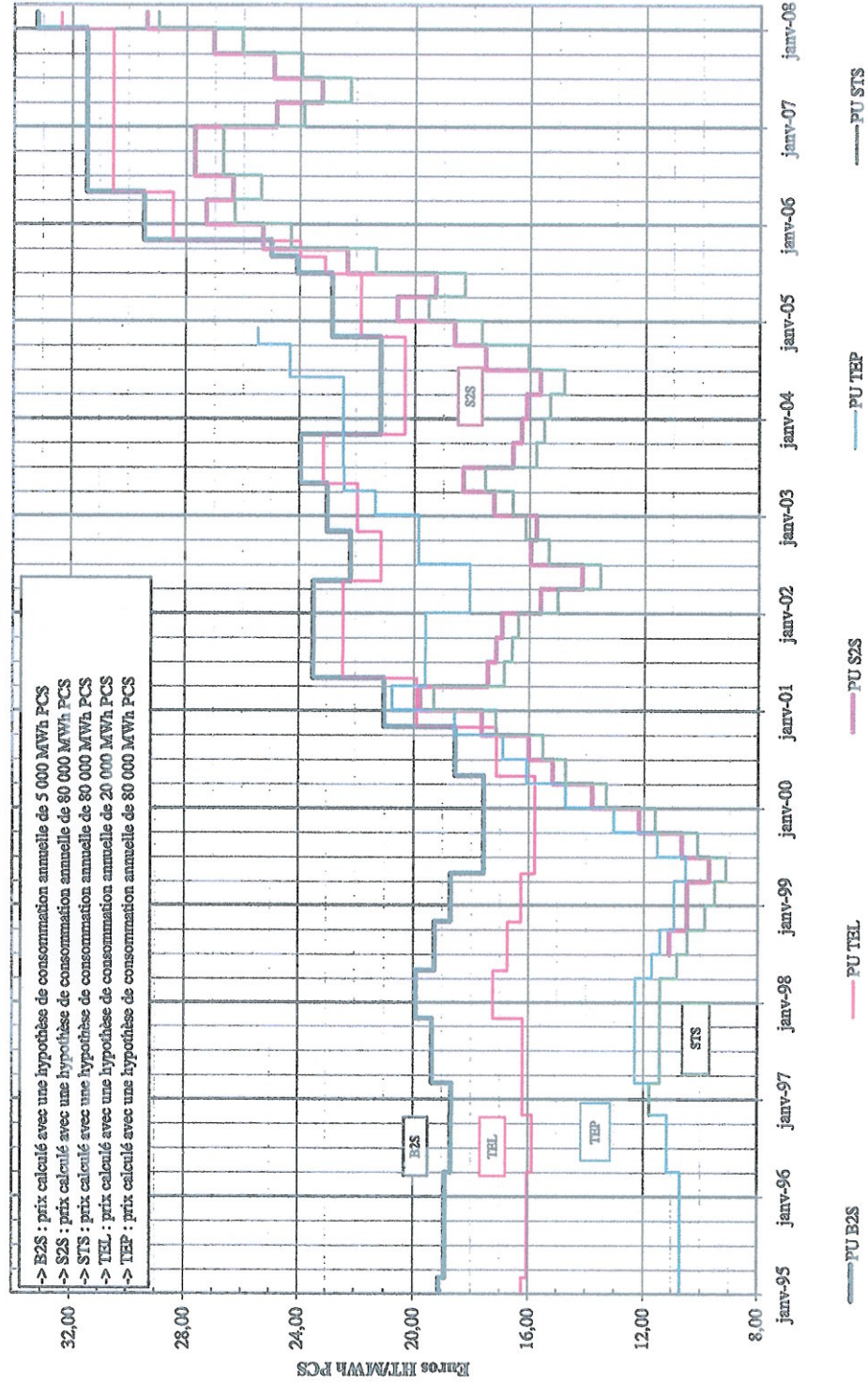
Mise à jour le : 15/01/2008





Mise à jour : 15/01/2008

Évolution des tarifs gaz, hors TICGN et TIRP et hors conditions particulières, depuis le 1er janvier 1995 en Euros/MWh PCS

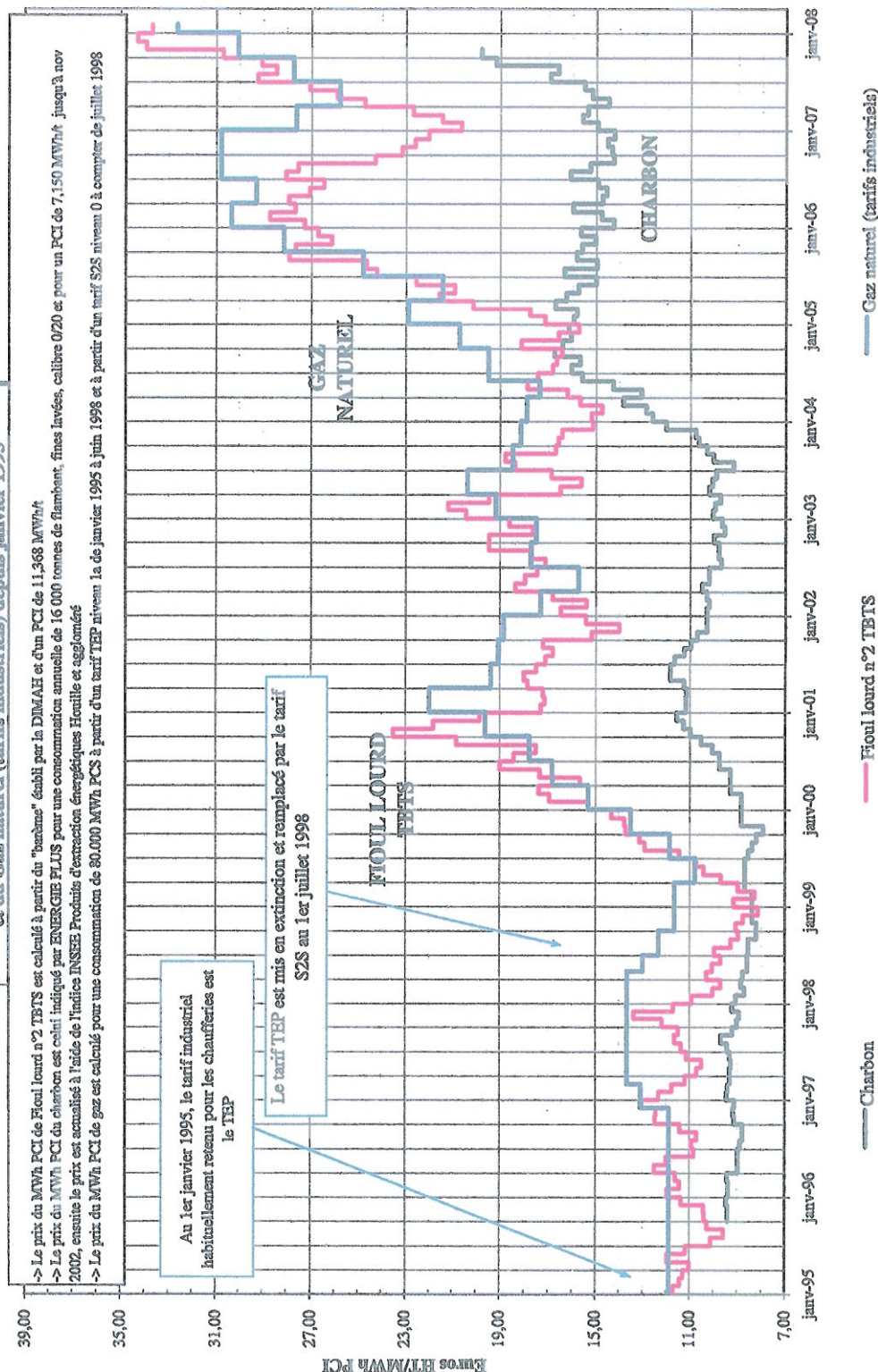






### Évolution du prix du MWh PCI issu du charbon, du fuel lourd TBTS et du Gaz naturel (tarifs industriels) depuis janvier 1995

- > Le prix du MWh PCI de Fuel lourd n°2 TBTS est calculé à partir du "barème" établi par la DIMAH et d'un PCI de 11,368 MWh/t
- > Le prix du MWh PCI du charbon est celui indiqué par ENERGIE PLUS pour une consommation annuelle de 16 000 tonnes de flambeau, fines lavées, calibre 0/20 et pour un PCI de 7,150 MWh/t jusqu'à nov 2002, ensuite le prix est actualisé à l'aide de l'indice INSEE Produits d'extraction énergétiques Houille et agglomérés
- > Le prix du MWh PCI de gaz est calculé pour une consommation de 80,000 MWh PCS à partir d'un tarif TEP niveau 1a de janvier 1995 à juin 1998 et à partir d'un tarif S2S niveau 0 à compter de juillet 1998







## XI. LA GARANTIE TOTALE



## XI.1. COMPTE DE RENOUVELLEMENT

Nous rappelons que les travaux d'entretien et de renouvellement, nécessaires au maintien des ouvrages en bon état, sont à la charge du Fermier (convention - article 14, page 15).

Pour garantir à l'Autorité Délégente qu'il pourra effectivement faire face à ces obligations, le Fermier doit tenir un compte dit « fonds de renouvellement ».

Ce fonds est alimenté par le versement, à son crédit, en fin de chaque exercice, des recettes perçues au titre de la garantie totale (montant du poste r3) et est débité des dépenses de gros entretien.

Par lettre en date du 18 janvier 1984, et en accord avec la Ville de BELFORT, nous avons signalé au Fermier que nous souhaitions examiner avec lui, au vu des factures correspondantes, la totalité des dépenses imputées sur ce compte, exercice par exercice, depuis le début de l'opération.

Les comptes de Garantie Totale relatifs aux saisons 2005/06 et 2006/07 seront contrôlés courant 2008. Un rapport sur les dépenses imputées en Garantie Totale sera adressé à la Ville de BELFORT.

L'évolution du compte de Garantie Totale depuis 1970/71 à 2004/05 est présentée en pages suivantes.

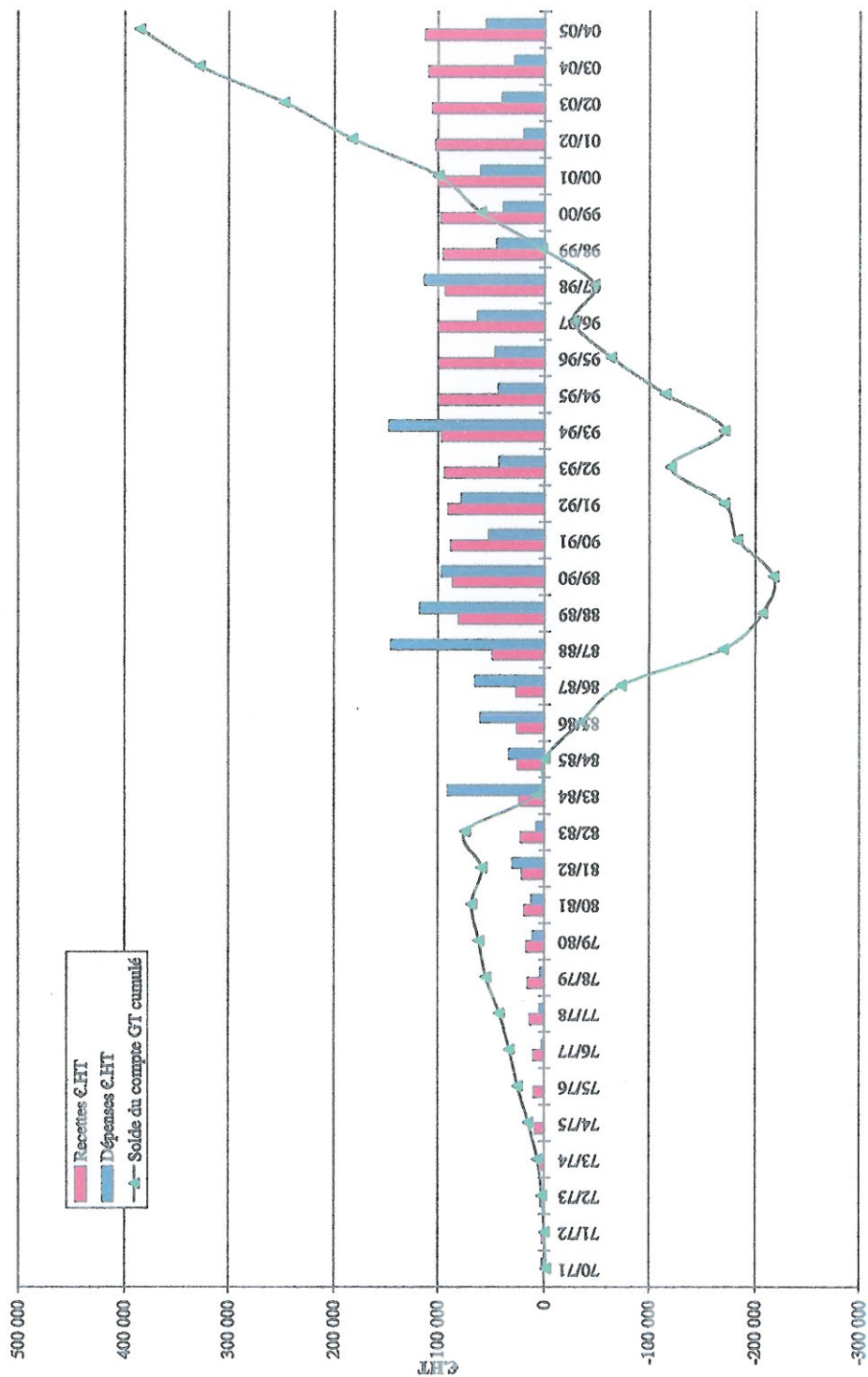
*Historique du Compte de Garantie Totale*

Exercice	Recettes € HT	Dépenses € HT	Solde € HT	Solde du compte GT cumulé € HT
Avant 70/71				152,45
70/71	516,63	2 171,60	-1 654,97	-1 502,52
71/72	2 273,72	826,48	1 447,24	-55,29
72/73	3 339,68	991,81	2 347,87	2 292,58
73/74	4 488,75	78,21	4 410,54	6 703,12
74/75	8 928,86	0,00	8 928,86	15 631,98
75/76	9 968,58	0,00	9 968,58	25 600,56
76/77	10 281,17	2 314,42	7 966,76	33 567,31
77/78	14 000,59	4 719,25	9 281,33	42 848,65
78/79	16 256,21	3 525,80	12 730,42	55 579,06
79/80	17 315,41	10 987,58	6 327,83	61 906,89
80/81	19 170,59	12 529,76	6 640,83	68 547,72
81/82	21 314,08	30 371,24	-9 057,15	59 490,57
82/83	22 260,38	7 535,18	14 725,21	74 215,78
83/84	24 036,94	90 785,48	-66 748,54	7 467,24
84/85	25 559,12	33 623,44	-8 064,32	-597,08
85/86	26 125,85	60 491,53	-34 365,67	-34 962,76
86/87	26 861,11	65 192,51	-38 331,40	-73 294,16
87/88	49 062,49	145 595,48	-96 532,99	-169 827,14
88/89	80 463,86	117 658,96	-37 195,09	-207 022,24
89/90	85 923,91	96 763,67	-10 839,77	-217 862,00
90/91	87 761,47	52 912,23	34 849,24	-183 012,77
91/92	90 434,53	78 013,38	12 421,14	-170 591,62
92/93	93 812,22	43 309,18	50 503,04	-120 088,58
93/94	96 523,47	147 115,21	-50 591,73	-170 680,32
94/95	99 659,60	44 077,00	55 582,60	-115 097,72
95/96	99 188,61	47 267,00	51 921,61	-63 176,11
96/97	99 703,56	63 583,05	36 120,51	-27 055,60
97/98	93 174,79	113 160,42	-19 985,63	-47 041,23
98/99	95 229,10	45 377,75	49 851,35	2 810,12
99/00	97 088,22	39 325,41	57 762,81	60 572,93
00/01	100 155,08	60 724,81	39 430,27	100 003,20
01/02	102 694,14	19 950,82	82 743,32	182 746,52
02/03	105 536,65	40 734,75	64 801,90	247 548,42
03/04	109 177,43	28 933,87	80 243,56	327 791,98
04/05	112 685,03	55 398,45	57 286,58	385 078,56





**BELFORT - Réseau de chaleur du QUARTIER D'ALTIRCH**  
Evolution du compte de GARANTIE TOTALE





Nous rappelons pour mémoire les dispositions contractuelles relatives au devenir du solde de Garantie Totale :

Tout au long du contrat, le Fermier est tenu de payer la totalité des dépenses nécessaires, même si leur coût excède le montant disponible du fonds de renouvellement.

Ainsi, si à l'expiration de la Convention d'Affermage, pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de rachat, il n'ait pu être complètement remboursé, la différence resterait définitivement à sa charge.

Dans les deux mois suivant la fin de chaque exercice, le Fermier doit rendre compte au Déléguant de la situation du fonds de renouvellement en donnant, notamment, la liste détaillée, avec leur montant, des dépenses qui lui auront été imputées pendant l'exercice, et des sommes qui auront été portées à son crédit. Faute d'observation dans le délai de deux mois, le Déléguant sera réputé avoir donné son accord sur ce compte-rendu.

Si le solde dudit fonds est créditeur, le Fermier en assurera la gestion dans les conditions suivantes :

- Une partie du fonds sera consacrée à l'achat des pièces de rechange pouvant être nécessaire au gros entretien ou au renouvellement des ouvrages.
- La liste des pièces de rechange ainsi stockées sera remise, chaque année, par le Fermier au Déléguant en même temps que le compte-rendu de gestion du fonds.
- Elle comportera la valeur desdites pièces qui, si elles sont conservées plus d'un an, pourront être réévaluées dans le cadre des règlements en vigueur, la plus ou moins value correspondante étant portée au crédit ou au débit du fonds.
- Le reliquat du fonds restera à la disposition du Fermier qui, en contrepartie, devra pouvoir apporter la preuve qu'il est en mesure de disposer, dans un délai maximum de trois mois, de la somme nécessaire pour faire face aux paiements éventuels d'achats de matériels ou de travaux à hauteur du reliquat du fonds.

Cette obligation est toutefois limitée à un maximum égal à 25% du montant réévalué des travaux effectués, génie civil de la chaufferie exclu.

A l'expiration de la Convention, le Fermier reversera au Déléguant le solde créditeur du fonds de renouvellement dans les 15 jours de la date à laquelle l'affermage aura pris fin. Il fera son affaire d'un éventuel solde déficitaire (convention - article 30-d, page 46).



## XII. LES CONTRÔLES REGLEMENTAIRES





La chaufferie (y compris cogénération) entre dans le cadre des installations classées pour la protection de l'environnement ; elle est soumise à déclaration sous la rubrique n°2910.

Les principaux textes qui s'appliquent au site sont les suivants :

- arrêté du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- décret n° 98-833 du 16 septembre 1998 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique,
- décret n°98-817 du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et équipements des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW.

#### XII.1. VISITE TRIENNALE

Le décret du 16 septembre 1998 (n°98-833) impose à « l'exploitant d'une installation consommant de l'énergie thermique composée d'une ou plusieurs chaudières et dont la somme des puissances nominales est égale ou supérieure à 1 MW » de faire réaliser des contrôles périodiques dont la durée entre deux contrôles ne doit pas excéder trois ans (visite triennale).

La dernière visite « triennale », normalement prévue depuis mars 2001 a finalement été effectuée le 28 janvier 2004 par l'organisme NORISKO sur les deux chaudières fuel/gaz ; elle aurait dû être renouvelée en janvier 2007, mais a été repoussée à l'hiver 2007/08 suite à des conditions climatiques trop douces.

Pour mémoire, les conclusions du dernier rapport de contrôle remis étaient les suivantes :

- excès d'air trop important, à régler entre 5 et 15% pour les deux chaudières en mode gaz naturel,
- les rendements mesurés sont conformes sur les deux chaudières en modes fuel et gaz.

#### XII.2. CONTROLE DES REJETS ATMOSPHERIQUES

Un contrôle sur les rejets atmosphériques a été effectué par SOCOTEC les 12, 13 et 14 décembre 2005.

Les conclusions du rapport de contrôle se basent sur des valeurs limites requises erronées (mauvaise lecture des textes réglementaires).

Ainsi, le rapport fait état de non conformités pour les rejets NOx sur les deux chaudières en modes fuel et gaz, et sur les deux moteurs de cogénération.

En réalité, seuls les rejets NOx de la chaudière n°3 en mode fuel sont au dessus de la valeur limite requise (861,3 mg/Nm<sup>3</sup> pour 750 mg/Nm<sup>3</sup> à respecter). Un réglage du brûleur devrait permettre de respecter la norme pour le prochain contrôle.



Par ailleurs, le rapport ne signale pas les non-conformités suivantes :

- rejets de SO<sub>2</sub> de la chaudière n°3 en mode gaz (102,4 mg/Nm<sup>3</sup> pour 35 mg/Nm<sup>3</sup> requis),
- vitesses d'éjection des gaz sur les deux moteurs de cogénération (13,2 m/s et 12,5 m/s relevés pour 25 m/s minimum requis). Ce point est à régler pour les prochains contrôles.

Compte tenu de ces erreurs d'appréciation, DALKIA a décidé de faire intervenir un autre organisme de contrôle pour une visite contradictoire. Cette intervention, programmée normalement sur 2006/07 a été repoussée sur 2007/08 suite à un hiver trop doux.

### XII.3. CONTROLE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Décret du 14 novembre 1988 (articles 45 et 53).

L'exploitant doit faire visiter ses installations tous les ans ou tous les deux ans si le rapport de contrôle précédent ne présente aucune observation.

Ce contrôle concerne également les installations électriques de cogénération.

Cette visite a été effectuée par SOCOTEC le 22 septembre 2006. Les principales remarques notables du rapport de vérification sont les suivantes :

- supprimer tout le matériel qui n'a pas lieu d'être du local de transformation (risque d'incendie - **rappel**),
- remises en état ou installations de boîtes de connexion (protection contre les contacts directs) pour :
  - . la boîte de jonction à droite près du groupe n°2 (local production d'électricité - **rappel**),
  - . conducteurs dénudés ou en attente dans l'armoire puissance général (chaufferie - **rappel**),
  - . conducteurs dénudés ou en attente sur la chaudière 3 (**rappel**) ;
- pouvoir de coupure insuffisant au départ de l'armoire puissance général chaufferie.

### XII.4. CONTROLE DU MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'ensemble des extincteurs dans les bureaux et en chaufferie a fait l'objet d'une vérification par la société SICLI le 31 octobre 2006.

Une copie du bon de vérification et de maintenance remis par SICLI a été remise à PÖYRY ENERGY.

Prochaine visite à effectuer : octobre 2007.





#### XII.5. CONTROLE D'ETANCHEITE DE LA LIGNE GAZ

DALKIA effectue annuellement un contrôle d'étanchéité de la ligne gaz 300 mb, du poste de livraison jusqu'aux brûleurs et moteurs de cogénération.

Ce contrôle a été effectué le 24 mai 2007 ; une copie du bon d'intervention DALKIA a été remise à PÖYRY ENERGY.

#### XII.6. CONTROLE DE LA DETECTION GAZ

La Société OLDHAM a procédé au contrôle de la centrale de détection gaz le 30 mai 2007. Une copie du bon d'intervention nous a été remise : deux capteurs étaient à remplacer.

#### XII.7. CONTROLE DES RISQUES D'INCENDIE OU D'EXPLOSION

Un contrôle des risques d'incendie ou d'explosion lié aux installations électriques a été effectué par SOCOTEC le 27 septembre 2006.

Ce contrôle est imposé par la clause n°27 du traité d'assurance « incendie - risques d'entreprises ». Il a été effectué sans plan de zonage des risques d'explosion (à établir par l'exploitant) ; la vérification des installations électriques du site a été exhaustive, et conclut à l'absence de danger.

Une copie du PV de contrôle a été remise à PÖYRY ENERGY.

#### XII.8. TRAITEMENT D'EAU

Des analyses sont réalisées normalement trimestriellement par la Société CACI NUFARM.

Pour la saison 2006/07, PÖYRY ENERGY dispose des PV d'analyses réalisées les 21/09/06, 06/12/06, 20/02/07, et 02/05/07 sur l'eau du réseau.

Ces analyses étaient dans l'ensemble satisfaisantes, hormis un pH faible signalé en septembre 2006 et février 2007 (8,5 et 8,7 pour un pH à maintenir supérieur à 9,0). Ce dernier a fait l'objet de réajustements après chaque analyse. Il n'y a pas d'autres remarques importantes à signaler.

La copie du rapport de contrôle réalisé le 2 mai 2007 est jointe en page suivante.





Emetteur : **CACI**  
Thierry Cadet

Destinataires : **DALKIA-DCVB**  
MM. Pradoux, Brocard, Dalla-Riva



CACI / Siège social et usine  
Rue de la Boue - Z.I. Nord 77100 MEAUX  
Tél. : +33 1 64 36 64 64  
Fax : +33 1 64 36 65 10  
Bureaux commerciaux  
28, boulevard Camélinat 92230 GENNEVILLIERS  
Tél. : +33 1 40 85 50 50  
Fax : +33 1 40 85 51 51

SECRÉTARIAT COMMERCIAL  
DOMINIQUE RENARD  
Tel : 01.40.85.51.42 Fax : 01.47.99.26.13  
Dominique.Renard@fr.nufarm.com

DIRECTEUR COMMERCIAL  
MICHEL SATURNINI  
Tel : 01.40.85.50.56 Port : 06.12.05.04.92  
Michel.Saturnini@fr.nufarm.com

TECHNICO COMMERCIAL  
THIERRY CADET  
Tel : 01.40.85.54.67 Port : 06.12.23.95.69  
Thierry.Cadet@fr.nufarm.com

### CONTROLE ET ANALYSE TRAITEMENT CHAUFFAGE

Rapport de visite n° : 22780

Date de visite : 02/05/2007

Client : DALKIA

Responsable du site : M. PRADOUX

Référence installation : D28775C01

Code secteur : DCVB

Nom du site : Les Glacis

Technicien du site : MM. BROCARD & DALLA-RIVA

Adresse du site : Boulevard d'Altirkirch / Belfort

Département : 90

Type de circuit :	CHAUFFAGE	Relevé compteur (m3)/pompe+injecté
Type de produit :	HELAMIN HS190H	Nouveau : 25099
Dose de traitement :	1, 0 à 1, 5 Litres/m3 pH > 9,0 Cite 2,5	Précédent : 24633 (20/02/07)
Résiduel Matière Active :	> 5 ppm	Différence : 466,6 m3
		% Pompe : 100% en manuel
		HB bac : non mesurable en
		Injecté : 0 pompe à l'arrêt

ORIGINE		Appoint		Circuit		Commentaires
		Ville	Automatiseur	Départ	Retour	
pH	°f	7,45	7,65		8,95	pH < 9,00 = NC
TH	°f	10	0		0	
TA	°f	0	0		1	
TAC	°f	3	3		0	
Conductivité	µs/cm2	204	215		225	
TC	ppm	12	12		12	TAC faible
Matière Act.	ppm	/	/		3 ppm	
Fer-Fe	ppm	0,07	0,04		0,53	

Observation : - Injecté >> Conso HELAMIN=0, pompe à l'arrêt, traitement faible  
L'eau de ville, caractère dominant de l'eau d'appoint Corrosive.

Préconisation et intervention : - Charger en réseau HELAMIN HS190H, afin d'avoir un pH > à 9 afin d'équilibrer et de protéger le réseau. Poste dosage à automatiser et mettre en place un suivi d'injecté, afin de maintenir et protéger le réseau.... Etalonnage du pH-mètre chaufferie des Glacis, effectué ce jour.

Thierry CADET  
Technico Commercial

Responsable installation :



## XII.9. RAMONAGES

La Société CHEMI'NETTE a procédé à des ramonages :

- les 27 et 28 juin 2006 sur les carneaux, cheminées, le dépoussiéreur et la chaudière n°4 (certificat remis) ;
- le 19 juin 2007 sur la chaudière n°4, tuyaux de fumées et cogénérateurs (certificat remis).

## XII.10. COMPTEURS GAZ COGENERATION

ACTARIS (anciennement SCHLUMBERGER) a procédé aux contrôles des 2 compteurs gaz d'alimentation des moteurs de cogénération (un par moteur) le 08/03/07 : appareils conformes.

## XII.11. COMPTEURS DE CALORIES ET D'EAU FROIDE EN SOUS-STATIONS

Les compteurs de calories SAPPEL (une partie des compteurs en sous-stations ainsi que les compteurs sortie chaufferie et sortie cogénération) ont été contrôlés le 23/11/06 par la société SAPPEL.

Les autres compteurs thermiques (de marque COMETH) ont été vérifiés par DUMEREG le 30/11/06.

Les observations qui ont été émises lors de ces examens sont consignées dans le tableau joint en page suivante.





SOUS-STATIONS		COMPTEURS DE CALORIES		Diam.	CONTROLE		PRECEDENT CONTROLE	COMPTEURS ECS DATES REPL.
		MARQUE	TYPE Mesureur/Intégrateur		DATE	OBSERV.		
GS1	VILLE	SAPPEL	SuperT+ MCP	50	23/11/06	(2)	17/11/05	
GS2	VILLE	SAPPEL	SuperT+ MCP	32	23/11/06	(2)	17/11/05	
CRECHE	VILLE	SAPPEL	SuperT+ MCP	32	23/11/06	(2)	17/11/05	2007
C. CULTUREL 1	VILLE	SAPPEL	GEMMA C+ MB	32	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	2007
C. CULT. PMI	VILLE	COMETH	MTWH+ SVM 95	20	30/11/06	R.A.S.	15/12/05	
GYMNASE	VILLE	SAPPEL	SuperT+ MCP	50	23/11/06	(2)	17/11/05	2007
C.E.S.900	ED.NAT.	COMETH	WSH+ RV 82	100	30/11/06	R.A.S.	15/12/05	2007
12 D1.D2	H.L.M.	SAPPEL	SuperT+ MCP	65	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	2007
17 U	H.L.M.	SAPPEL	SuperT+ MCP	80	23/11/06	(1)	17/11/05	2007
21 X	H.L.M.	SAPPEL	SuperT+ MCP	65	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	2007
20 B2.B3	H.L.M.	SAPPEL	SuperT+ MCP	100	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	2007
22 Y	H.L.M.	SAPPEL	SuperT+ MCP	80	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	2007
26 B1	H.L.M.	SAPPEL	SuperT+ MCP	65	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	2007
25 A1	H.L.M.	SAPPEL	SuperT+ MCP	80	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	2007
11 C	SCILLAUR.	SAPPEL	WSXKA+ MB	80	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	2007
C.Comm. UGA		COMETH	WSH+ SVM 91	50	30/11/06	R.A.S.	15/12/05	
C. Comm. Boutiques		COMETH	WSH+ SVM 91	50	30/11/06	R.A.S.	15/12/05	
RERIM (Halle aux chaussures)		SAPPEL	PMW+ MCL	40	23/11/06	(2)	17/11/05	
MIDAS		SAPPEL	PMW+ MCL	25	23/11/06	(2)	17/11/05	
HOTEL FOR.1		COMETH	MTWH+ SVM 91	40	30/11/06	R.A.S.	15/12/05	
DALKIA		SAPPEL	GEMMA+ PALLAS	25	23/11/06	(2)	17/11/05	
QPEL		SAPPEL	GEMMA C+ PALLAS	40	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	
HYDROSTAR		SAPPEL	CETAS	20	23/11/06	(2)	17/11/05	2007
HYDROSTAR annexe (moto 90)		SAPPEL	CETAS+ AQUARIUS	25	23/11/06	(2)	17/11/05	
BOULANGERIE		SAPPEL	GEMMA C+ MCL	25	23/11/06	(2)	17/11/05	2007
PHOTO.COMP.		COMETH	MTWH+ SVM 91	20	SOUS-STATION A L'ARRÊT (3)			
BTC EM (ex REAL GRAPH.)		COMETH	HYDROMETER+ SVM 91	32	30/11/06	R.A.S.	01/12/04	
V. A. G.		COMETH	WSH+ RV 82	80	30/11/06	R.A.S.	15/12/05	
V. A. G. Ext.		SAPPEL	GEMMA C+ PALLAS	40	23/11/06	(2) + (4)	17/11/05	
ANTIGEL		SAPPEL	PMW+ MCL	20	SOUS-STATION A L'ARRÊT (3)			
HOTEL BONSAI		SAPPEL	PMW+ SEXTAN 3	40	23/11/06	(2)	17/11/05	2007
REAL GRAPH. (ex FRÖLICH)		COMETH	WSH+ RV 82	50	30/11/06	R.A.S.	17/11/05	
Bureaux HLM		SAPPEL	GEMMA C+ MB	32	23/11/06	R.A.S.	15/12/05	
SDI (anciennement GESAL 1)		COMETH	MTWH+ RV 82	32	30/11/06	R.A.S.	15/12/05	
GESAL 2		COMETH	MTWH+ RV 82	32	30/11/06	R.A.S.	15/12/05	
GESAL 3		COMETH	MTWH+ RV 82	32	30/11/06	R.A.S.	15/12/05	
GESAL 4		COMETH	MTWH+ RV 82	32	30/11/06	R.A.S.	15/12/05	
GESAL THERMOLAQUAGE		COMETH	MTWH+ RV 82 AC	50	30/11/06	R.A.S.	15/12/05	
SKODA		SAPPEL	PMW + SEXTAN 3 M1	32	23/11/06	(2)	17/11/05	
ABT Informatique		SAPPEL	GEMMA C + SEXTAN 3	25	23/11/06	(2)	17/11/05	
KAUTZMANN		SAPPEL	CETAS	20	23/11/06	(2)	17/11/05	
ADEP		SAPPEL	GEMMA + SEXTAN S	32	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	
CHAUFFERIE		COMPTEURS DE CALORIES		Diam.	CONTROLE		PRECEDENT CONTROLE	
		MARQUE	TYPE Mesureur/Intégrateur		DATE	OBSERV.		
FL3	N°1	SAPPEL	SuperT+ MCP	150	23/11/06	(5)	17/11/05	
FL4	N°2	SAPPEL	SuperT+ MCP	200	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	
CHARBON		SAPPEL	SuperT+ MCP	150	Pas de contrôle		R.A.S.	Pas de contrôle
COGENERATION	N°1	SAPPEL	MSH+ MB	80	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	
COGENERATION	N°2	SAPPEL	MSH+ MB	80	23/11/06	R.A.S.	17/11/05	

(1) changement de la pile de l'intégrateur à prévoir.

(2) absence de doigts de gant de contrôle départ et retour ; bonne intégration des températures et du débit.

(3) sous-station à l'arrêt ; compteur non vérifié.

(4) doigt de gant de mesure non SAPPEL.

(5) chaudière à l'arrêt ; bon fonctionnement.





## XII.12 AUTRES CONTROLES REGLEMENTAIRES A PREVOIR SUR 2007/08

- contrôle des appareils de levage / manutention (rappel 05/06) ;
- contrôle triennal des effluents (rappel 05/06) ;
- contrôle triennal du bruit (rappel 05/06).



### XIII. LA LEGISLATION



### XIII.1. TEXTES OFFICIELS RECENTS RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT

De nombreux textes législatifs et réglementaires concernant les prescriptions applicables aux installations classées ont été publiés depuis 1990, imposant des contraintes plus sévères, notamment pour les rejets de polluants à l'atmosphère.

Les principaux textes avaient été retardés à la publication dans l'attente d'une refonte des rubriques de la nomenclature.

Parmi les arrêtés les plus récents, nous avons sélectionné :

- l'arrêté du 25/07/97 et ses annexes du 10/10/1997 pour les PIC (modifié au 10/08/1998 avec annexes au BO du Ministère de l'Environnement du 10/10/1998),
- l'arrêté du 02/02/1998 relatif à l'eau et aux émissions des I.C. soumises à autorisation ( $P > 20$  MW),
- l'arrêté du 11/08/1999 relatif aux émissions des moteurs, turbines et chaudières de post combustion,
- le projet d'arrêté sur les Moyennes Installations de Combustion (MIC).

### XIII.2. RAPPELS DES TEXTES SUR LES DECLARATIONS DE POLLUANTS ET DES TAXES PARAFISCALES (CHAUFFERIES : $P \geq 20$ MW)

#### Décret 90-389 et arrêté du 11 mai 1990

Concerne les installations dont la puissance est supérieure ou égale à 20 MW. Une déclaration doit être faite par l'exploitant chaque année.

Les pollutions visées étaient les oxydes et dioxydes de soufre, les oxydes d'azote et l'acide chlorhydrique, dont les émissions étaient taxées initialement à 150 F par tonne émise pour chaque composé.

Une circulaire n° 90-68 du 24 septembre 1990 élargit le champ d'application aux installations ayant émis globalement plus de 150 t de ces produits et préconise un contrôle de l'Administration sur les déclarations faites aux établissements classés.

#### Décret n° 95-515 et arrêté du 3 mai 1995 relatif à la taxe parafiscale sur la pollution atmosphérique.

Ces textes modifient jusqu'au 31/12/1999 les conditions du 11/05/1990.





La taxe parafiscale sur la pollution atmosphérique est reconduite pour toutes les chaufferies de plus de 20 MW et les usines d'incinération des ordures ménagères de plus de 3 tonnes/heure aux taux suivants :

oxydes de soufre .....	= 180 F par tonne émise
oxydes d'azote .....	= 180 F par tonne émise
acide chlorhydrique .....	= 180 F par tonne émise
hydrocarbures non méthaniques, COV .....	= 180 F par tonne émise
poussières .....	= 0 F par tonne émise

**Arrêté du 08/12/1997 (J.O. du 16/12/1997) modifiant le taux de la Taxe Parafiscale**

Au 01/01/1998, le taux sur la pollution atmosphérique passe de 180 à 250 F par tonne émise.

Une note ministérielle du 27/02/1998 informe qu'en 1998 le taux au titre de 1997 sera maintenu à 180 F/t, le nouveau taux de 250 F/t s'appliquant sur les rejets au titre de 1998, c'est à dire à partir de 1999.

**XIII.3. NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Décret n°96-197 du 11 mars 1996 modifiant la nomenclature.

Des tableaux annexés à ce décret modifient ceux des décrets du 20 mai 1953 et du 21 septembre 1977.

A l'annexe n°1, la rubrique 2.910 traite de la combustion des installations brûlant, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des GPL, du fuel domestique, du charbon, des fuels lourds ou de la biomasse à l'état naturel.

A. Pour ces produits, les installations sont soumises à :

- autorisation, si la puissance thermique est égale ou supérieure à 20 MW (rayon d'affichage : 3 km)
- déclaration pour les puissances comprises entre 2 et 20 MW.

B. Pour les produits consommés différents de ceux visés précédemment, les installations sont soumises à autorisation dès que leur puissance thermique maximale est supérieure à 0,1 MW.



• Evolution de la nomenclature

Les seuils d'émissions de polluants d'installations classées sont étroitement liés à leur nomenclature et au type exact de combustible utilisé et non plus seulement à la puissance de l'installation.

La rubrique 2910, qui remplace l'ancienne rubrique 153 bis vise uniquement les installations de combustion, à l'exclusion de celles visées sous la rubrique 167C visant l'élimination des déchets industriels (Installations Classées Pour l'Environnement).

La rubrique 2910 comporte deux sous rubriques :

- la rubrique 2910 A vise les installations utilisant des combustibles commerciaux aux caractéristiques connues (gaz, charbon, fuel, biomasse non souillée). A cet égard un déchet de l'industrie de bois présentant des traces de colle ou tout autre produit de traitement n'est pas assimilable à la biomasse, mais à un déchet.
- la rubrique 2910 B vise les combustibles, non classés comme déchets, et non visés en A. Elle a été créée pour permettre essentiellement l'utilisation de sous-produits issus de l'industrie du raffinage ou de la pétrochimie (CHV, les cokes de pétroles) ayant des caractéristiques proches de combustibles commerciaux, notamment pour ce qui concerne les émissions induites par leur combustion.

La filière bois souhaite l'édition en rubrique B d'un texte pour les déchets bois triés.

#### XIII.4. ARRETES SUR LES LIMITATIONS DE REJETS ATMOSPHERIQUES

- Rappel : à défaut de nouveaux textes les concernant, les équipements d'installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie sont toujours soumis à l'arrêté du 20 juin 1975, au décret n°77 11 33 du 21 septembre 1977 concernant l'autorisation d'exploiter pour les installations classées et aux arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter.

Les visites périodiques dans le cadre de l'arrêté du 5 juillet 1977 en contrôlaient la conformité. Cet arrêté abrogé par arrêté ministériel du 01/12/1998, est remplacé par le décret n°98-833 du 16/09/1998.

En outre pour les installations classées importantes et selon les combustibles et en particulier pour l'incinération d'ordures ménagères, la fréquence des contrôles de mesures de concentration en poussières et polluants ainsi que certains seuils maximaux, sont fixés par arrêté préfectoral spécifique.





• Types d'installations de combustion (hors incinération)

Sont en présence 3 catégories d'installations classées d'après les puissances :

- PIC : Petites Installations de Combustion ( $2 \text{ MW} \leq P < 20 \text{ MW}$ )  
Arrêté-type du 25/07/1997 (J.O. du 27/09/1997) et surtout ses annexes au B.O. du Ministère de l'Environnement du 10/10/1997 (modifié 10/08/98).
- MIC : Moyennes Installations de Combustion ( $20 \text{ MW} \leq P < 50 \text{ MW}$ )  
Arrêté-type en finition à paraître en 2000, mais applicable un an après publication pour installations neuves et en 2005 pour les installations existantes (chaudières fonctionnant plus de 500 h/an).
- GIC : Grandes Installations de Combustion ( $P \geq 50 \text{ MW}$ )  
Arrêté du 27 juin 1990 - Directive en cours de révision pour raisons d'adaptation à l'Union Européenne, qui inclut les turbines à gaz neuves.  
Directive soufre Européenne :  $S < 1\%$  au 01/01/2000 sauf dérogation, etc...

XIII.4.1. Arrêté et circulaire n° 90-54 du 27 juin 1990 (G.I.C.)

Cet arrêté concerne uniquement les installations de combustion destinées à la production d'énergie dont la puissance thermique est supérieure ou égale à 50 MW (nouvelles ou par extensions). Des valeurs limites de rejets des différents polluants sont fixées et les moyens de contrôle sont prescrits et adaptés aux puissances.

La circulaire complète ces dispositions et apporte certaines précisions quant aux moyens à mettre en œuvre et aux recommandations pour parvenir aux normes préconisées.

La modification de la chaufferie ancienne ne correspond pas forcément à un apport de 50 MW supplémentaires, mais peut aussi être interprétée comme une transformation importante d'une partie de la chaufferie faisant plus de 50 MW.

Le tableau ci-après a été quelque peu modifié par l'arrêté du 02/02/1998.



**Tableau fixant les valeurs limites préconisées dans la circulaire**

Arrêté et circulaire n° 90.54 du 27 juin 1990 Limitation des rejets atmosphériques.						
Installations concernées	Chaufferie <u>nouvelle</u> d'une puissance > ou égale à 50 MW dont l'arrêté d'autorisation initial est postérieur au 19 août 1990			Chaufferie <u>ancienne</u> modifiée par une extension d'une puissance > ou égale à 50 MW.		
Désignation	Type de combustible					
	Charbon		Fuel lourd		Gaz naturel	
	Actuel	Projet	Actuel	Projet	Actuel	Projet
<u>Oxyde de soufre SO<sup>2</sup></u>						
P ≥ 500 MW	400 mg/m <sup>3</sup>	200 mg/m <sup>3</sup>	400 mg/m <sup>3</sup>		35 mg/m <sup>3</sup>	35 mg/m <sup>3</sup>
300 MW ≤ P < 500 MW	2.400 - 4 P	200	(1)		35 mg/m <sup>3</sup>	35 mg/m <sup>3</sup>
100 MW ≤ P < 300 MW	2.400 - 4 P	800 - 2 P	1.700 mg/m <sup>3</sup>		35 mg/m <sup>3</sup>	35 mg/m <sup>3</sup>
P < 100 MW	2.000	850	1.700 mg/m <sup>3</sup>		35 mg/m <sup>3</sup>	35 mg/m <sup>3</sup>
TAG				S < 0,2%		10 mg/m <sup>3</sup>
<u>Oxydes d'azote NO<sup>2</sup></u>						
P 50 à 100 MW	650 mg/m <sup>3</sup>	400 mg/m <sup>3</sup>	450 mg/m <sup>3</sup>	400 mg/m <sup>3</sup>	350 mg/m <sup>3</sup>	100 mg/m <sup>3</sup>
P ≥ 100 MW	650 mg/m <sup>3</sup>	200 mg/m <sup>3</sup>	450 mg/m <sup>3</sup>	200 mg/m <sup>3</sup>	350 mg/m <sup>3</sup>	100 mg/m <sup>3</sup>
TAG (50 à 100 MW)				150 mg/m <sup>3</sup>		75 mg/m <sup>3</sup>
<u>Poussières</u>						
P ≥ 500 MW	50 mg/m <sup>3</sup>	30 mg/m <sup>3</sup>	50 mg/m <sup>3</sup>	30 mg/m <sup>3</sup>	5 mg/m <sup>3</sup>	5 mg/m <sup>3</sup>
P 100 à 500 MW	100 mg/m <sup>3</sup>	30 mg/m <sup>3</sup>	50 mg/m <sup>3</sup>	30 mg/m <sup>3</sup>	5 mg/m <sup>3</sup>	5 mg/m <sup>3</sup>
P 50 à 100 MW	100 mg/m <sup>3</sup>	50 mg/m <sup>3</sup>	(2) 50 mg/m <sup>3</sup>	50 mg/m <sup>3</sup>	5 mg/m <sup>3</sup>	5 mg/m <sup>3</sup>

- (1) la valeur limite en mg/m<sup>3</sup> est égale à 3.650 – 6,5 P  
 (2) la valeur limite est de 100 mg/m<sup>3</sup> pour les installations de puissance < à 500 MW qui brûlent un combustible dont la teneur en cendres est supérieure à 0,06%.

**XIII.4.2. Arrêté type du 25 juillet 1997 pour les PIC (J.O. du 27/09/1997) et annexes du 10 octobre 1997 : arrêté modifié du 10 août 1998 (J.O. du 18/09/1998) - annexes au B.O. du 10/10/1998**

Nouvelles valeurs limites d'émissions appliquées d'après l'arrêté ministériel à partir du 1er janvier 1998, en fonction de l'âge des installations.

La puissance P correspond à la somme des puissances des appareils de combustion qui composent l'ensemble de l'installation (un générateur de secours pouvant éventuellement être exclus).

Pour les installations existantes, certaines dispositions pourront n'entrer en vigueur que progressivement (à partir du 01/01/1999 - 01/01/2001 ou 01/01/2003 - cf annexe II).



Valeurs limites inchangées par rapport au B.O. du 10/10/1997

Type de combustion	Teneur O <sub>2</sub> réf.	Oxydes de soufre (en équivalent SO <sub>2</sub> )	Oxydes d'azote (en équivalent NO <sub>2</sub> )		Poussières		
			P < 10 MW	P > 10 MW	P < 4 MW	4 ≤ P < 10 MW	P ≥ 10 MW
Gaz naturel	3%	35	150 (1)	100	5		
GPL	3%	5	200 (2)	150	5		
Fuel domestique	3%	350	200 (2)	150	50		
Autres combustibles liquides	3%	3.400 (1.700)	550 (3)	500	150	100	100 (50)
Combustibles solides	6%	2.000	550 (4) (800)		150	100	100 (50)
Biomasse	11%	200	500		150	100	100 (50)

- (1) Cette limite s'applique aux installations dont la puissance totale est supérieure à 10 MW lorsque plus de 50% de la puissance totale de l'installation est fournie par des générateurs à tubes de fumée. Elle est fixée à 200 mg/m<sup>3</sup> jusqu'au 1er janvier 1998.
- (2) Cette limite s'applique aux installations dont la puissance totale est supérieure à 10 MW lorsque plus de 50% de la puissance totale de l'installation est fournie par des générateurs à tubes de fumée. Elle est fixée à 250 mg/m<sup>3</sup> jusqu'au 1er janvier 1998.
- (3) Cette limite s'applique aux installations dont la puissance totale est supérieure à 10 MW lorsque plus de 50% de la puissance totale de l'installation est fournie par des générateurs à tubes de fumée. Elle est fixée à 600 mg/m<sup>3</sup> jusqu'au 1er janvier 1998. Pour les Installations Classées déclarées avant le 01/01/1998, limitée à 825 (P < 10 MW) et 750 (P > 10 MW) jusqu'au 01/01/2000.
- (4) La limite est fixée à 800 mg/m<sup>3</sup> pour les installations, possédant des chaudières automatiques monoblocs ou à tubes de fumée, dont la puissance totale est inférieure à 10 MW.

Les annexes énoncent une multitude de prescriptions concernant l'administratif, les implantations avec tous leurs aménagements spécifiques (sécurité, détection gaz, ...), l'exploitation, l'eau, le bruit.

Fuels lourds correspondant aux valeurs limites de SO<sub>2</sub> :

- . 3.400 mg/m<sup>3</sup> = BTS <2%
- . 1.700 mg/m<sup>3</sup> = BTS <1%
- . 850 mg/m<sup>3</sup> = BTS <0,55%





### Valeurs limites de rejet pour turbines et moteurs thermiques

#### - Turbines

Combustibles	Polluants (mg/m <sup>3</sup> )			
	NOx	NO	Poussières	SO <sub>2</sub>
Gaz	150	100	15	---
Autres	200	100	15	1.100

Pour marche < 500 h/an : valeurs doublées.

#### - Moteurs

Combustibles	Polluants -mg/m <sup>3</sup> )		
	NOx	Poussières	SO <sub>2</sub>
Gaz et GPL	350 (1)	50	--
Autres			
> 1.200 tr/mn	1.500 (2)	100	3.000
< 1.200 tr/mn	1.900 (3)	100	3.000

Avant le 01/01/2000 (1) = 500 ; (2) = 1.750 ; (3) = 2.400.

Pour les hauteurs de cheminée : voir article 6.2.2. de l'annexe.

### XIII.4.3. Projet d'arrêté ministériel sur les émissions polluantes des chaudières de puissance comprise entre 20 et 50 MWth (M.I.C.)

Pour cette tranche de puissance non assujettie à une réglementation récente sur la pollution atmosphérique, sauf cas des Zones de Protection Spéciale ou arrêtés préfectoraux locaux, un arrêté ministériel devrait être publié en 2000 avec prise d'effet un an après sa publication pour les installations nouvelles et seulement en 2005 pour les installations existantes.

Pour les installations existantes dont l'A.P. d'autorisation d'exploiter est antérieur au 01/01/1995, une mise à jour de l'étude des dangers sera présentée par l'exploitant au préfet (distance d'éloignement des habitations).





### Valeurs limites d'émission de polluants :

Type de combustion	Teneur O <sub>2</sub> réf.	Oxydes de soufre (en équivalent SO <sub>2</sub> )		Oxydes d'azote (en équivalent NO <sub>2</sub> )		Poussières
		Existant	Nouveau	Existant	Nouveau	
Gaz naturel	3%	35		120	100	5
GPL	3%	5		200		5
Fuel domestique	3%	350		150		50
Fuel lourd	3%	1.700	900	550 (1)		75
Combustibles solides	6%	1.700	850	400		75
Biomasse	11%	200		350		50

(1) 450 mg/m<sup>3</sup> à partir du 01/01/2003

Calcul des VLE pour les chaudières polycombustibles.

- Surveillance des rejets atmosphériques (cf métaux lourds).
- Application aux chaudières fonctionnant plus de 500 h/an.

### XIII.5. MESURES CONSERVATOIRES POUR LA QUALITE DE L'AIR

#### Décret 91-1122 du 25 octobre 1991

Ce décret vise les sources d'émissions polluantes dans l'atmosphère et le niveau de concentration détecté par les stations de mesure afin de définir des zones sensibles. Lors de dépassements, des procédures d'alerte sont déclenchées notifiant ainsi les utilisations de combustibles moins polluants prévus à cet effet.

### XIII.6. PRELEVEMENTS ET REJETS DES INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A AUTORISATION

#### XIII.6.1. Arrêté du 1er mars 1993

Il s'agit de recommandations générales quant à l'exploitation d'installations classées contre toute forme de pollution aussi bien dans les prélèvements d'eau que dans les rejets et les traitements d'effluents et de déchets tels que les mâchefers ou les suies.

Cet arrêté dit « intégré » a été annulé en octobre 1996 par le Conseil d'Etat et vient d'être remplacé par l'arrêté du 02/02/1998, décrit précédemment.



### XIII.6.2. Arrêté du 2 février 1998 relatif à l'eau et aux émissions de toute nature des I. Classées pour la protection de l'environnement (J.O. du 03/03/1998)

Applicable aux installations dont l'arrêté d'autorisation est intervenu après le 03 mars 1999, à l'exclusion des installations de Combustion visées par les arrêtés du 20 juin 1975 et 27 juin 1990.

(Exclues les chaufferies de puissance inférieure à 20 MW, brûlant des combustibles marchands : P.I.C.).

Cet arrêté dit intégré remplace l'arrêté de mars 1993 abrogé en octobre 1996.

Par rapport à mars 1993, il donne une valeur limite en poussières totales inférieure : 40 au lieu de 50 mg/m<sup>3</sup>.

#### - Réglementations concernées :

stockage de liquides susceptibles de polluer les eaux (fuels) (article 10)

pollution atmosphérique :

- . valeurs limites d'émission (article 21)
- . conditions de rejet (article 49)
- . surveillance des émissions (chapitre VII)
- . surveillance des effets sur l'environnement (chapitre IX).

#### Valeurs limites d'émissions dans le cas général

Polluants	Flux massique	Valeurs limites (mg/Nm <sup>3</sup> )
Poussières	≤ 1 kg/h	100
	> 1 kg/h	40
SOx (en SO <sub>2</sub> )	> 25 kg/h	300
NOx (sauf N <sub>2</sub> O) en NO <sub>2</sub>	> 25 kg/h	500
Métaux principaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn)	> 25 kg/h	5
CO, N <sub>2</sub> O, autres métaux	fixé par arrêté d'autorisation	

- Hauteur de cheminées (articles 52 à 57) = H > 10 m fixée par arrêté d'autorisation.

Etude selon polluants et obstacles.



### XIII.6.3. Arrêté du 11 août 1999 relatif aux émissions polluantes des moteurs, turbines et chaudières en postcombustion.

Il définit les règles d'implantation, de prévention et les valeurs limites d'émission.

Les VLE dépendent de deux paramètres :

- le combustible pour SO<sub>2</sub>, CO et poussières
- la puissance pour les oxydes d'azote.

#### Turbines

Combustibles	Polluants en mg/NM <sup>3</sup>				
	SO <sub>2</sub>	CO	Poussières	NO <sub>x</sub>	
				20<P≤50	P>50
Gaz naturel	10	85	10	80	50 (1)
FOD	120	85	15	120	120
Fuel lourd	550	85	20	(2)	(2)

- (1) Si mise en conformité impossible, 75 mg/Nm<sup>3</sup> maxi (Préfet)  
 (2) Définition par préfet via inspection des I.C.

#### Moteurs

Combustibles	Polluants en mg/NM <sup>3</sup>				
	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub> (1)		Poussières	CO
		20<P<100	P>100		
Gaz naturel	35	350 (2)	250	100	650
FOD	300	1.900	1.900		
Fuel lourd	1.500	1.900	1.900		

- (1) Installations existantes : NO<sub>x</sub> à 1.900 mg/Nm<sup>3</sup> maximum  
 (2) Installations existantes : NO<sub>x</sub> exceptionnellement jusqu'à 500 mg/Nm<sup>3</sup> (préfet) si norme impossible à atteindre avec installations nouvelles.

#### Cogénérations avec chaudière de postcombustion

Formules de calcul des VLE pour moteurs et turbines, affectées d'un facteur F pour les TAC.

Les valeurs limites en poussières, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> figurent par combustible : gaz et combustibles liquides.

Surveillance des rejets.

Modalités d'application selon les installations.





### XIII.7. LOI SUR L'AIR N° 96-1236 DU 30 DECEMBRE 1996

Elle définit les actions pour prévenir, surveiller, réduire ou supprimer les pollutions atmosphériques et à ces fins utiliser rationnellement l'énergie.

Les objectifs de qualité de l'air annoncés sont définis en conformité avec ceux de l'Union Européenne, régulièrement réévalués et seront à atteindre dans des délais fixés. Les concentrations maximales de polluants dans l'atmosphère sont prévues de façon à réduire les effets nocifs sur la santé humaine et l'environnement.

Une surveillance de la qualité de l'air sera à assurer dès le 1er/01/1997 pour les agglomérations de plus de 250.000 habitants et les zones où les valeurs limites en matière de concentration de substances polluantes sont ou risquent d'être dépassées.

Des décrets et arrêtés ministériels en fixeront les modalités :

- seuils d'alerte, valeurs limites, liste des polluants,
- plans régionaux pour la qualité de l'air, réévalués tous les cinq ans,
- mesures techniques nationales de prévention de la pollution.

Les mesures d'urgence seront prises par les préfets.

Cette loi apporte des additifs aux lois n° 76-663 du 19/07/1976 (installations classées), n° 80-531 du 15/07/1980 (économies d'énergie). Des décrets sont attendus : sic le décret suivant en relation avec l'article 21 de la loi ou le décret n°98.833 du 16/09/1998 relatif aux contrôles périodiques.

### XIII.8. DECRET N°98-817 DU 11/09/1998 (J.O. DU 13/09/1998)

Rendements minimaux et équipements des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW.

Pour les chaudières brûlant un combustible marchand, des rendements minimaux sont à respecter à compter du 13/03/2000.

- Exemple : gaz 90% - fuel lourd : 88% - FOD : 89%
- Pour les chaufferies en service avant le 13/03/2000, des minorations sont admises :

	FL2	Gaz	Charbon
$2 < P < 10 \text{ MW}$	85%	87%	84%
$10 \leq P < 50 \text{ MW}$	86%	88%	85%

(pourcentages réduits de 2 pour l'eau surchauffée > 110°C et la vapeur d'eau).

Rendement caractéristique vérifié avant chaque remise en service et au moins tous les 3 mois par l'exploitant et tous les 3 ans par organisme agréé.



### XIII.9.    DECRET N°98-833 DU 16/09/1998

Les contrôles périodiques, tous les 3 ans, s'appliquent aux installations dont la somme des puissances des chaudières est supérieure à 1 MW (l'A.M. du 05/07/1977 relatif à la catégorie A ne s'appliquait que pour les puissances supérieures à 3,48 MW).

Le contrôle comporte notamment les calculs de rendement caractéristique des chaudières, la vérification des installations, des livrets de chaufferie, ...

Ces contrôles à charge des exploitants sont effectués par experts agréés (PÖYRY ENERGY a cet agrément).



Ce document a été réalisé et émis par :

**PÖYRY ENERGY**  
2 boulevard Vauban  
Montigny-le-Bretonneux  
78182 St-Quentin-en-Yvelines Cedex  
Tél. : 01 30 60 61 00  
Fax : 01 30 57 47 96

Copyright © PÖYRY ENERGY

Tous droits réservés.

Reproduction interdite, même partielle, sans consentement écrit de PÖYRY ENERGY.



## RAPPORT

*présenté par M. Bruno KERN, Premier Adjoint*



**RÉFÉRENCES :** MAINT-JPS/AMO - 08-194

**Mots-clés :** Coopérations - Maintenance

**OBJET :** Syndicat Intercommunal d'Aide à la Gestion des Équipements Publics du Territoire de Belfort (SIAGEP) - Compte-rendu d'activité 2007.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, la Ville de Belfort adhère au SIAGEP et est représentée par 19 délégués titulaires (et 19 suppléants).

En application de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président est tenu d'adresser chaque année au Maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement.

Le comité syndical du SIAGEP a approuvé ce bilan d'activités 2007 dans sa séance du 16 octobre 2008.

Les principaux points de ce bilan portent sur :

⇒ l'établissement d'une convention avec la SODEB en qualité d'aménagement ou de maître d'ouvrage délégué pour les travaux sur le territoire de la Ville de Belfort, permettant ainsi à la Ville de Belfort de bénéficier des subventions versées au titre de l'éclairage public et des travaux d'électrification,

⇒ les redevances versées par EDF-GDF au SIAGEP pour l'année 2007 :

- redevance de fonctionnement R1 gaz : 26.496,71 €
- redevance de fonctionnement R1 électricité : 115.778,00 €
- redevance d'investissement R2 électricité : 344.014,55 €

Pour mémoire, la redevance de fonctionnement R1 est calculée suivant les longueurs des réseaux HTA et BT concédés, la population desservie par EDF et le rapport entre la population de la concession et la population départementale.

La redevance d'investissement R2 fait intervenir le montant total HT des travaux sur le réseau d'électricité concédé et le montant total HT des travaux d'investissement sur les installations d'éclairage public mandatés par la collectivité au cours de l'année considérée.

À ce titre, le SIAGEP verse à la commune ayant réalisé des travaux sur l'éclairage public, une subvention de 14 % du montant HT des travaux réalisés et pour ce qui est des travaux sur le réseau de distribution, une subvention de 35 % du montant HT des travaux si la commune réalise elle-même les travaux ou de 32 % si le SIAGEP en assure la maîtrise d'ouvrage.

⇒ les subventions versées par le SIAGEP en 2007 à la Ville de Belfort sur les travaux d'éclairage public réalisés en 2006 représentent 64.785,21 €.

⇒ les subventions attribuées par le SIAGEP à la Ville de Belfort dans le cadre de l'article 8 pour l'enfouissement des réseaux en 2007 est de 10.000 euros suite aux travaux de l'avenue Jean Moulin.

⇒ La création d'un service SIG pour les collectivités demandeuses.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE** du compte rendu d'activité 2007 du SIAGEP.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT



# S.I.A.G.E.P 90



# 2007



# Réunions du Bureau du SIAGEP en 2007

19 avril 2007

## Ordre du jour

- Compte administratif et de gestion 2006
- Convention avec la SODEB pour les travaux de Belfort
- Renouvellement de la ligne de trésorerie
- Création d'un service SIG
- Questions diverses

Les membres du Bureau se sont réunis 3 fois au cours de l'année 2007. Le quorum n'ayant pas été atteint lors d'une réunion cela porte le nombre de sessions à 4.

1er octobre 2007

## Ordre du jour

- Budget supplémentaire 2007
- Accord pour le transfert de compétence gaz pour Meroux, Moval, Vescemont
- Autorisation de lancer un marché de maîtrise d'œuvre et un marché de travaux
- Modification des statuts du SIAGEP
- Questions diverses

11 décembre et 18 décembre 2007

## Ordre du jour

- Budget primitif 2008
- Création d'un poste de technicien SIG
- Article 8 pour l'année 2008
- Délégation de service public pour le gaz
- Autorisation de signer un avenant au contrat de concession passé avec EDF
- Autorisation de signer une convention avec la Mutame
- Questions diverses

## Les membres du Bureau

### Président

Michel GAIDOT

### Vice-Présidents

Jacques Ravioli

Olivier Michau

Yves Bisson

Christian Coddet

### Assesseurs

Edmond Barré

Claude Bruckert

André Claude-pierre

Serge Gremillot

Renée Humbert

Mario Piffer

## Réunions du Comité du SIAGEP en 2007

12 juin et 19 juin 2007

### Ordre du jour

- Compte administratif et de gestion 2006
- Création d'un service SIG
- Election d'un vice-président en charge du SIG
- Création d'une commission SIG
  - Décision modificative du BP 2007
  - Questions diverses

Les membres du Comité se sont réunis 3 fois au cours de l'année 2007. Le quorum n'ayant pas été atteint lors des 3 réunions cela porte le nombre de sessions à 6.

9 octobre et 18 octobre 2007

### Ordre du jour

- Budget supplémentaire 2007
- Modification des statuts du SIAGEP
- Questions diverses

13 décembre et 20 décembre 2007

### Ordre du jour

- Budget primitif 2008
- Attribution des marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre
- Délégation de service public pour le Gaz
- Création d'une commission d'ouverture des plis dans le cadre de la délégation de service public « Gaz »
- Questions diverses

Tous les compte rendus de réunions sont disponibles sur le site Internet du SIAGEP ([www.siagep90.fr](http://www.siagep90.fr))

## Redevances versées par EDF GDF au SIAGEP en 2007

### R1-R2 MONTANT DES REDEVANCES PERCUES PAR LE SIAGEP EN 2007

<u>Redevance de fonctionnement R1 Gaz :</u>	26 496,71 €
<u>Redevance de fonctionnement R1 électricité :</u>	115 778,00 €
<u>Redevance d'investissement R2 électricité :</u>	344 014,55 €



## Subventions R2 versées aux communes

Ci-dessous, vous trouverez, par commune, le montant des subventions versées par le SIAGEP pour le R2. Pour mémoire, le SIAGEP verse à la commune une participation de 14 % du montant HT des travaux d'éclairage public. Pour les travaux sur le réseau de distribution, la participation du SIAGEP est de 32 % du montant HT des travaux si ces derniers sont réalisés par le SIAGEP et de 35 % du montant HT si c'est la commune qui fait réaliser directement les travaux par une entreprise de son choix.

COMMUNES	Montant de R2	COMMUNES	Montant de R2
ANDELNANS	28 036.37 €	ETUEFFONT	70.00 €
ANJOUTEY	131.61 €	FELON	2 020.54 €
BANVILLARS	93.09 €	GIROMAGNY	6 927.07 €
BAVILLIERS	7 921.64 €	GRANDVILLARS	2 126.24 €
BEAUCOURT	19 247.61 €	GROSMAGNY	10 331.56 €
BELFORT	64 785.21 €	GROSNE	1 756.58 €
BERMONT	176.96 €	LACHAPELLE/ROUGEMONT	455.11 €
BESSONCOURT	1 474.74 €	LACOLLONGE	1 752.25 €
BOURG SOUS CHÂTELET	774.62 €	LARIVIERE	759.56 €
BOUROGNE	37 628.96 €	LEBETAIN	140.70 €
BREBOTTE	353.80 €	LEPUIX GY	173.60 €
BRETAGNE	339.81 €	MEROUX	236.60 €
CHARMOIS	36.40 €	MEZIRE	371.84 €
CHATENOIS LES FORGES	1 359.12 €	MONTBOUTON	3 418.25 €
CHAUX	1 950.34 €	MONTREUX CHATEAU	64.48 €
CHAVANATTE	2 373.93 €	NOVILLARD	79.45 €
CHEVREMONT	442.24 €	OFFEMONT	10 847.02 €
CRAVANCHE	302.38 €	PETIT CROIX	276.15 €
CROIX	27.86 €	PETITMAGNY	532.84 €
DANJOUTIN	19 745.28 €	RECHESY	730.38 €
DELLE	1 648.81 €	ROUGEMONT LE CHÂTEAU	344.31 €
DENNEY	3 375.16 €	St GERMAIN LE CHATELET	15.00 €
ELOIE	128.80 €	SERMAMAGNY	1 180.08 €
ESSERT	1 129.69 €	VETRIGNE	252.00 €
<b>TOTAL R2 versé en 2007</b>	<b>238 346.04 €</b>		



## Travaux 2007 et article 8

Les demandes d'article 8 pour 2007 ont été exceptionnellement nombreuses. Le Bureau a du faire un choix parmi les dossiers. Les deux critères principaux de sélection pour le Bureau étant de donner la priorité aux communes n'ayant jamais bénéficié de l'article 8 et de ne pas attribuer cette subvention deux années consécutives à une commune. L'article 8 étant par ailleurs plafonné à 30 000 € par opération.

Le Bureau a donc attribué l'article 8 pour 2007 aux chantiers suivants :

COMMUNES	MONTANT DE L'ARTICLE 8
• <b>Grandvillars</b> ( <i>vieux village</i> )	30 000,00 €
• <b>Belfort</b> ( <i>rue Jean Moulin</i> )	10 000,00 €
• <b>Faverois</b> ( <i>route de Delle</i> )	30 000,00 €
• <b>Meroux</b> ( <i>rue du 15 juillet 1972</i> )	30 000,00 €
• <b>Banvillars</b> ( <i>centre village</i> )	30 000,00 €
• <b>Eloie</b> ( <i>place de la mairie</i> )	20 591,03 €

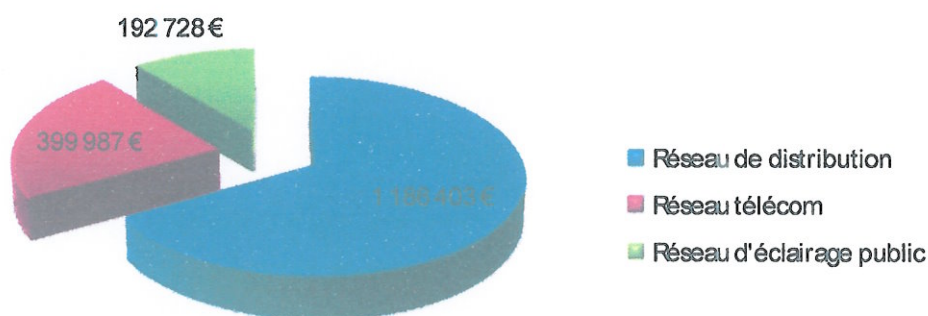
Le montant global de l'article 8 attribué en 2007 s'élève à **150 591,03 €**.

Le SIAGEP a également réalisé plusieurs chantiers en dehors de l'attribution de l'article 8 pour les communes de : Bourogne (rue de Delle), Danjoutin (rue du Dr Jacquot), Essert (Bar 48), Etueffont (grande rue), Giromagny (caserne des pompiers).

### 2008/2010 deux nouveaux marchés pour le SIAGEP

Le SIAGEP a renouvelé ses marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux pour les années 2008 à 2010. C'est le groupement **Vigilec-Hatier** (Voujeaucourt) et **Haefeli** (Lure) qui s'est vu attribuer le marché de travaux. Le marché de maîtrise d'œuvre a quant à lui été attribué au cabinet **BEJ** d'Audincourt.

### Répartition par réseau des travaux réglés par le SIAGEP en 2007





## Travaux 2007 et article 8

La convention passée avec EDF au titre de l'article 8 du cahier des charges pour la période 2005 à 2007 est arrivée à expiration.

Sur les trois années passées, le SIAGEP s'était vu attribuer 418 900 € par EDF. En 2005, 133 014,71 € ont été attribués aux communes. En 2006 : 137 009,26 € et en 2007 150 591,03 €. Soit un total versé par le SIAGEP pour cette période triennale de 420 615 €. Le SIAGEP a ainsi dépensé la totalité de son enveloppe (et même un peu plus !).

Une nouvelle convention de trois ans pour la période 2008 à 2010 a été signée fin 2007 avec EDF.

Le montant annuel attribué par EDF au titre de l'article 8 est le suivant :

- **2008** 142 000 € + ou moins 5 % soit une fourchette de 144 165 à 130 435 €
- **2009** 144 414 € + ou moins 5 % soit une fourchette de 137 193 à 151 635 €
- **2010** 146 870 € + ou moins 5 % soit une fourchette de 139 527 à 154 214 €

Le montant total au terme de ces trois années ne pouvant pas dépasser 433 284 €.

D'autre part cette nouvelle convention intégrera de nouvelles dispositions financières induites par un avenant à l'accord cadre Environnement EDF-FNCCR du 6 septembre 2006 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Le SIAGEP verra donc la participation d'EDF majoré lorsque le programme des travaux contribuera à une meilleure sûreté d'alimentation selon les caractéristiques suivantes :

- Le chantier concerné couvre la dépose totale de fils nus sur un ou des départs du réseau basse tension ;
- Le départ HTA en amont est sécurisé ou la sécurisation est prévue à court terme ;
- Le chantier se situe en zone agglomérée.

Les trois critères étant cumulatifs et le montant pris en compte correspondant au chantier basse tension concerné.

Si le montant de ces travaux est supérieur à 50 % du total du programme annuel, EDF majorera le montant de la participation annuelle de 10 %. La somme ainsi attribuée servira à subventionner un programme de travaux complémentaire.





## Commission énergie...



### Campagne de distribution d'ampoules à économie d'énergie

L'un des objectifs de la commission énergie est la mise en place d'actions favorisant la maîtrise de l'énergie et la promotion des énergies renouvelables sur le département du Territoire de Belfort.

Dans cette perspective, en 2007, le SIAGEP a décidé la mise en place d'une campagne de distribution d'ampoules basses consommation.

Pour cette première opération, 2 000 ampoules ont été commandées et onze communes se sont portées volontaires. Il s'agit de : *Argiésans, Auxelles-Haut, Danjoutin, Faverois, Fosse-magne, Menoncourt, Meroux, Novillard, Rievescemont, Roppe et Vescemont.*

Un bon de retrait de l'ampoule a été réalisé par le SIAGEP et envoyé par mail à l'ensemble des communes participantes. Celui-ci a été diffusé dans les foyers au moyen du bulletin municipal.

La commission énergie du SIAGEP placée sous la vice-présidence de M. Yves Bisson comprend 5 délégués élus au sein du comité syndical, des membres d'associations locales ou de services concernés.

En échange du bon rempli avec le nom et l'adresse et durant les heures d'ouverture de la mairie, chaque foyer a pu retirer : une ampoule basse consommation, un fascicule explicatif édité en partenariat avec l'espace Info Energie/Gaïa énergies, un questionnaire de satisfaction à retourner après utilisation.

Ci-dessous, nombre d'ampoules retirées par rapport au nombre d'ampoules attribuées à la communes :

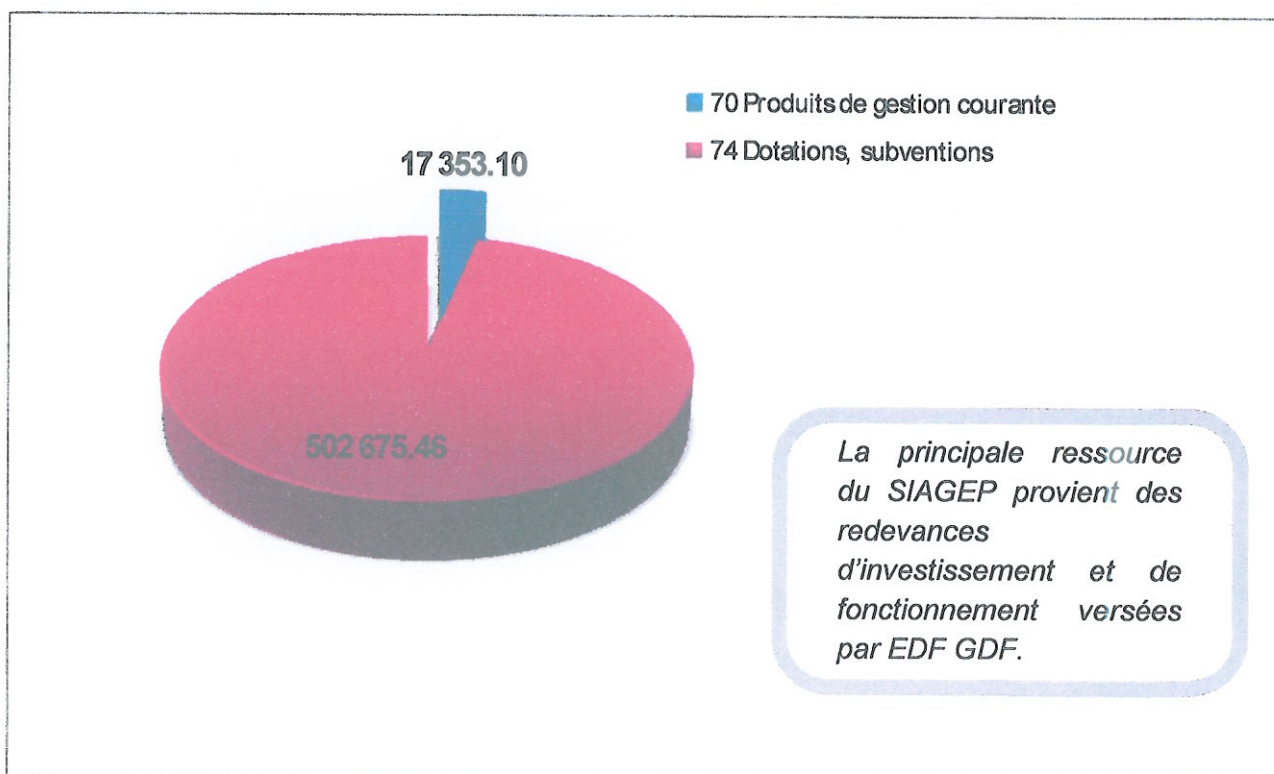
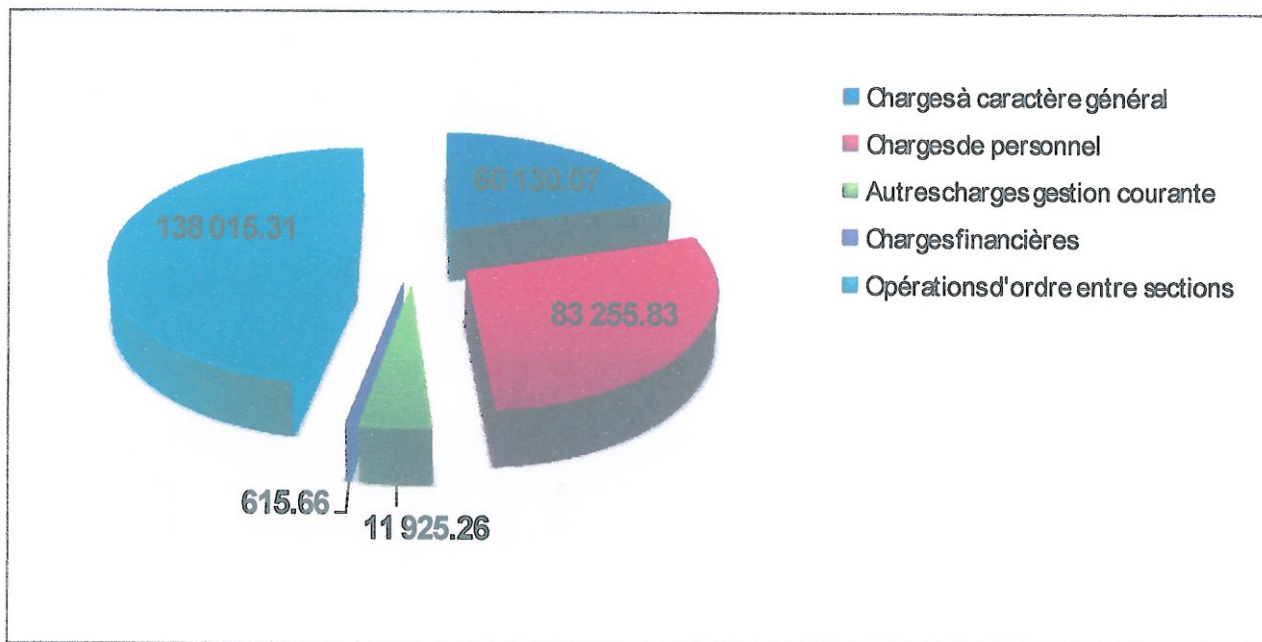
<b>DANJOUTIN</b> 205/500	<b>ARGIESANS</b> 53/100	<b>RIEVESCEMONT</b> 25/25	<b>NOVILLARD</b> 46/50
<b>FAVEROIS</b> 35/100	<b>MENONCOURT</b> 45/75	<b>FOUSSEMAGNE</b> 75/150	<b>MEROUX</b> 100/200
<b>AUXELLES-HAUT</b> 100/100	<b>ROPPE</b> 78/200	<b>VESCEMONT</b> 50/150	



## Budget 2007

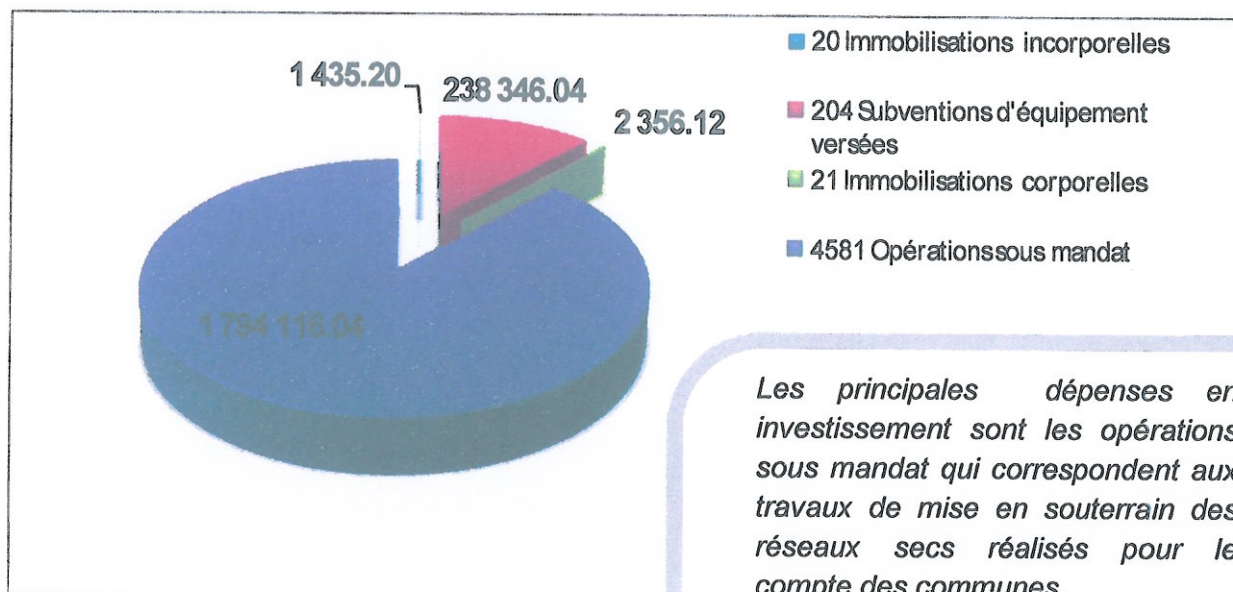
### Budget de fonctionnement

#### Service électricité



## Budget 2007

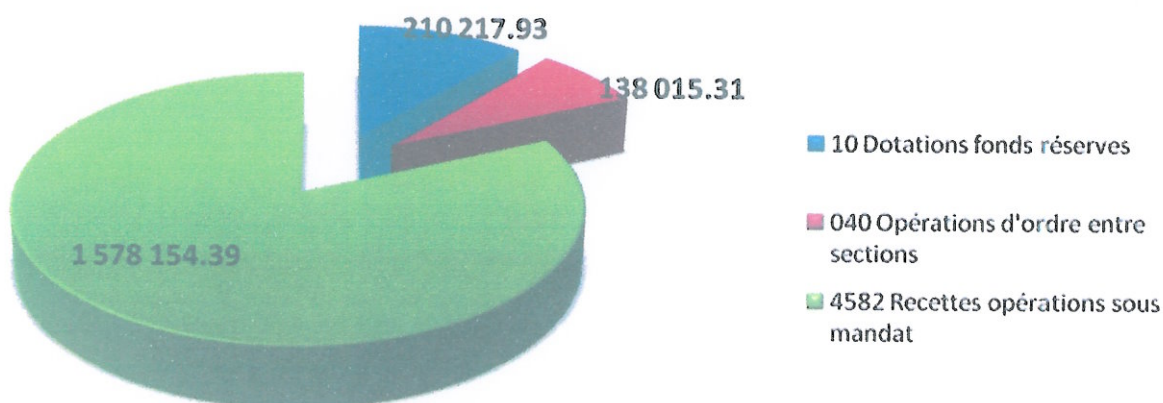
### Budget d'investissement Service électricité



*Les principales dépenses en investissement sont les opérations sous mandat qui correspondent aux travaux de mise en souterrain des réseaux secs réalisés pour le compte des communes.*

*Les subventions d'équipement versées correspondent au R2 versé aux communes.*

Total des recettes d'investissement en  
2007 : 1 926 387,63 €



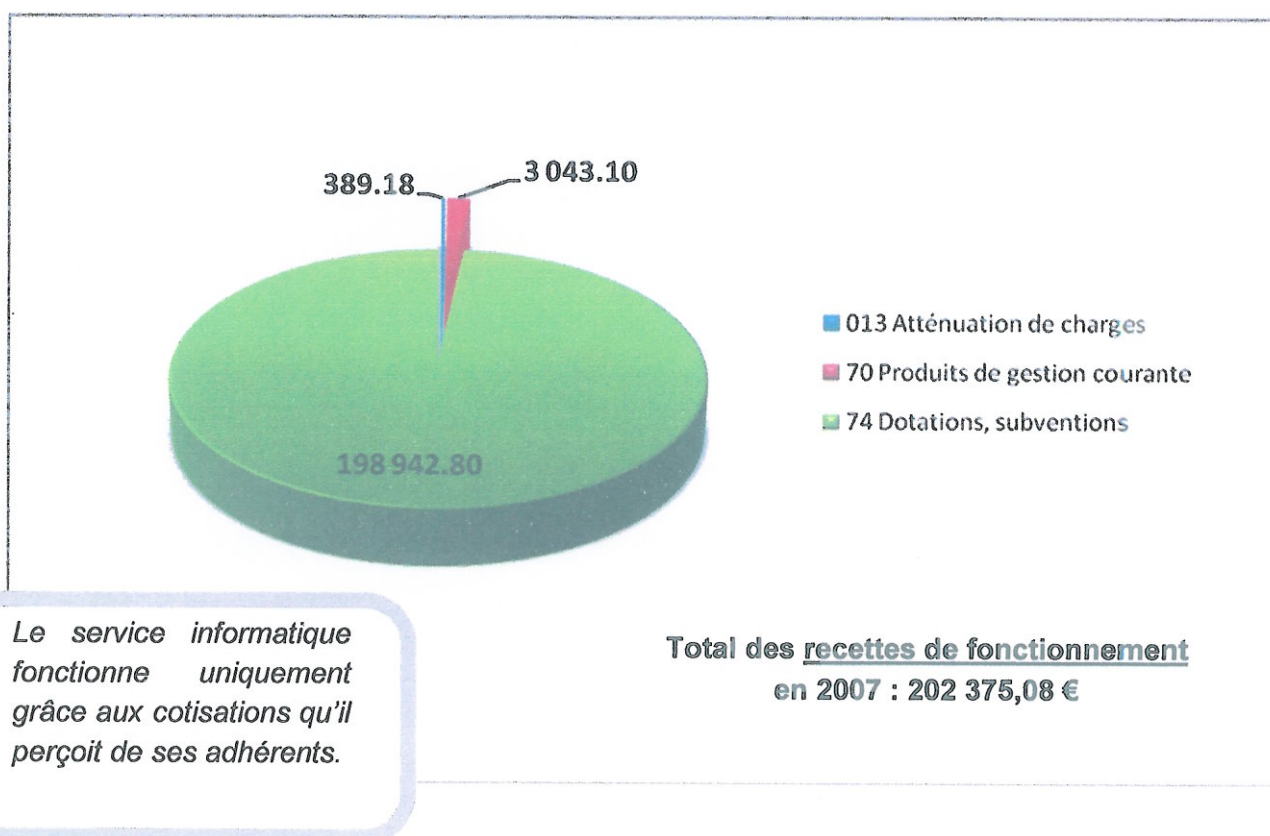
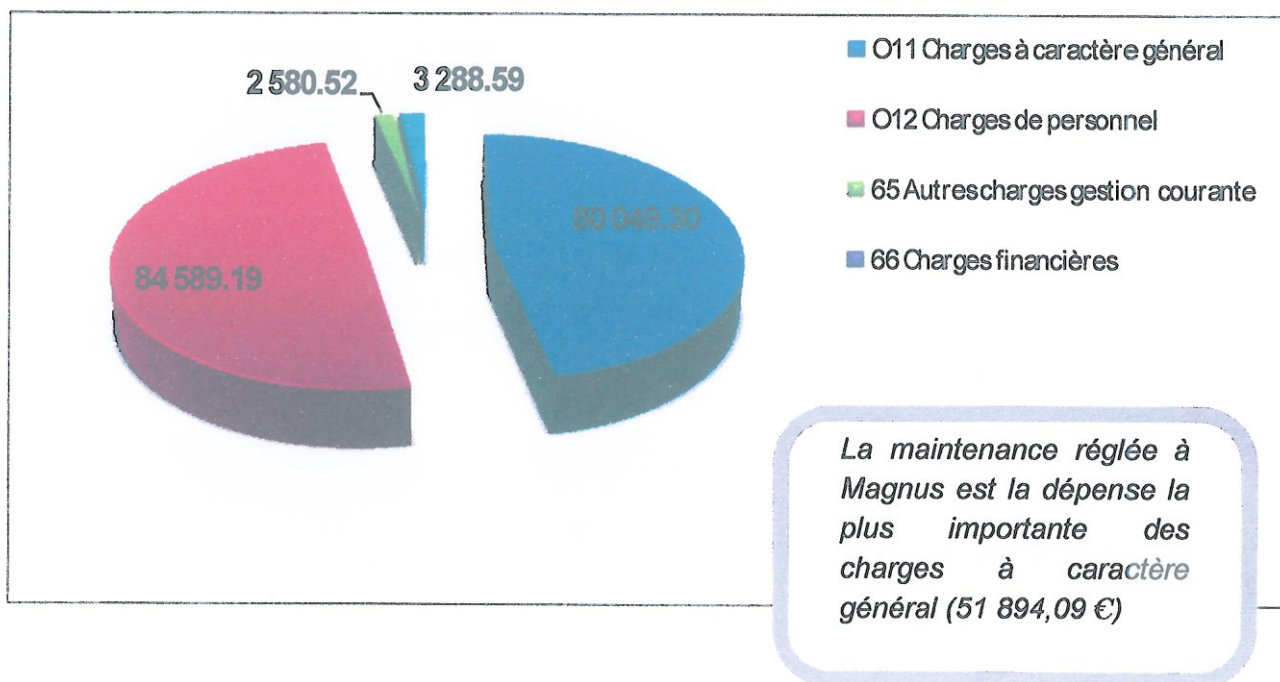
*La principale recette en investissement correspond aux remboursements par les communes des travaux de mise en souterrain des réseaux secs.*



## Budget 2007

### Budget de fonctionnement

#### Service informatique





## Budget 2007

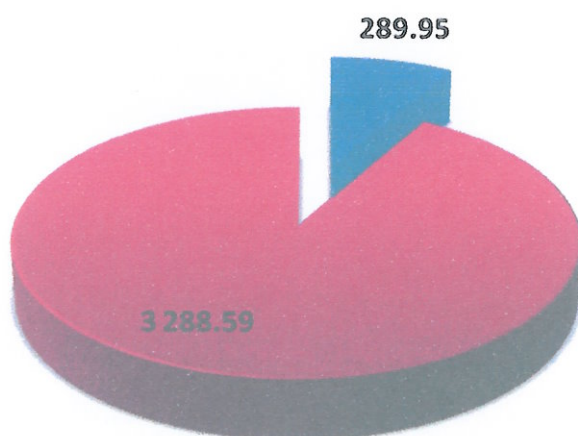
# Budget d'investissement

## Service informatique



■ 21 Immobilisations corporelles

Total des dépenses d'investissement en  
2007 : 5 259,32 €



■ 10 Dotations fonds réserves

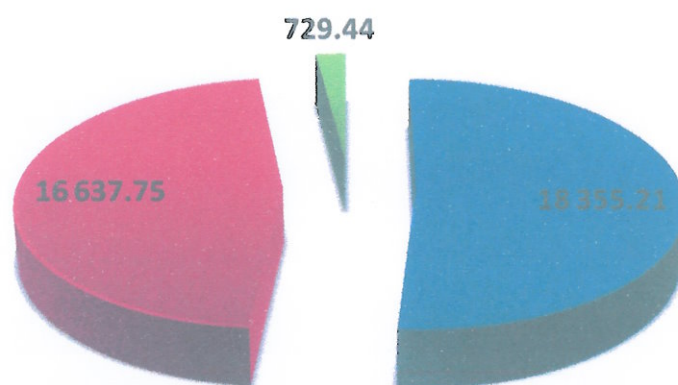
■ 040 Opérations d'ordre entre sections

Total des recettes d'investissement en  
2007 : 3 578,54 €

## Budget 2007

### Budget de fonctionnement

#### Service S.I.G



*Le service n'a été créé que le 19 juin 2007, son budget n'est donc pas calculé sur une année pleine*

**Total des dépenses de fonctionnement  
en 2007 : 35 722,40 €**

- O11 Charges à caractère général
- O12 Charges de personnel
- 65 Autres charges gestion courante



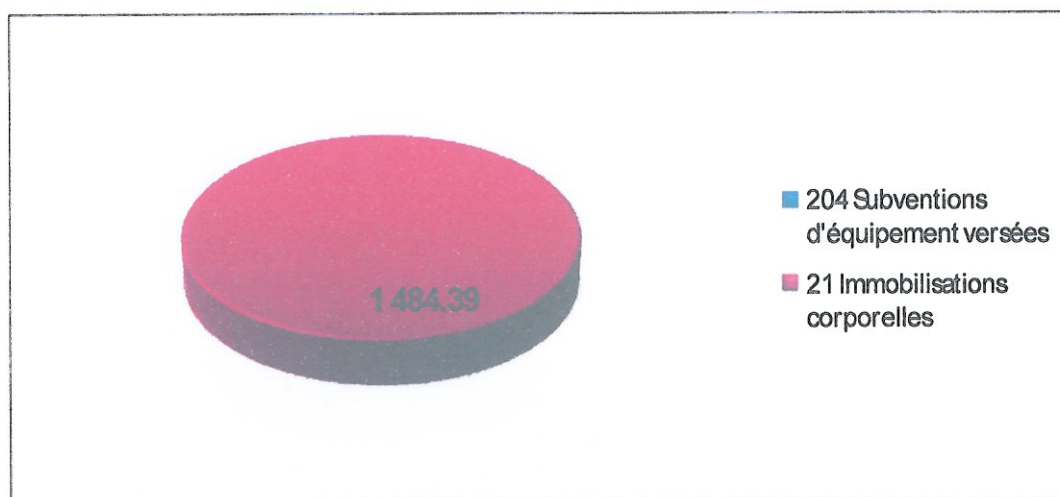
- 70 Produits de gestion...

**Total des recettes de fonctionnement en  
2007 : 55 748,72 €**

## Budget 2007

# Budget d'investissement

## Service S.I.G



Le budget global tous services confondus ainsi présenté tient seulement compte des dépenses et recettes réelles réalisées au cours de l'année 2007. Le virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement n'étant pas réalisé, il ne figure pas dans les graphiques précédents. C'est pourquoi notamment le service SIG n'a pas de recette d'investissement, l'équilibre du budget étant réalisé par cette écriture d'ordre.

Le budget global du SIAGEP avec les reports 2006 se clôture ainsi :

<u>FONCTIONNEMENT</u>		<u>INVESTISSEMENT</u>	
Mandats émis	- 500 172,13 €	Mandats émis	- 2 042 997,11 €
Titres émis	+ 778 152,36 €	Titres émis	+ 1 929 966,17 €
<b>Solde</b>	<b>+ 277 980,23 €</b>	<b>Solde</b>	<b>- 113 030,94 €</b>
Résultat reporté	+ 351 844,38 €	Déficit reporté	- 209 290,13 €
	<b>+ 629 824,61 €</b>		<b>- 322 321,07 €</b>

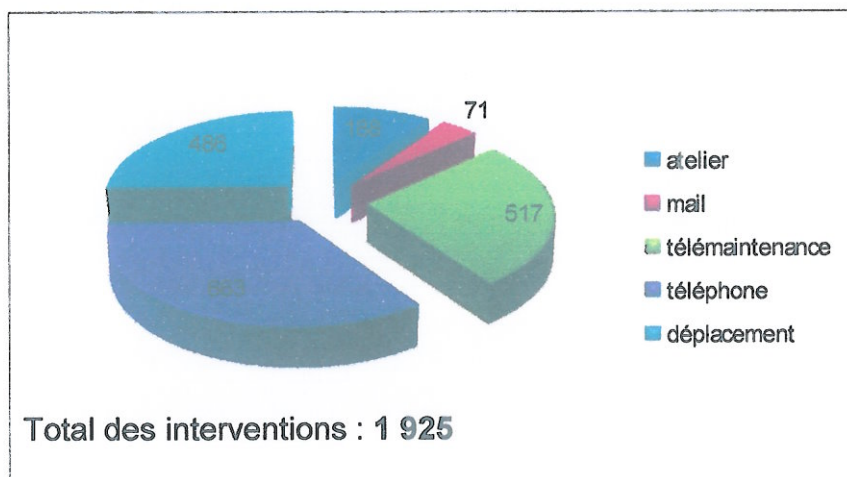
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2007 : + 629 824,61 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2007 : - 322 321,07 €



## BILAN DES INTERVENTIONS DU SERVICE INFORMATIQUE

### NOMBRE D'INTERVENTIONS PAR TYPE



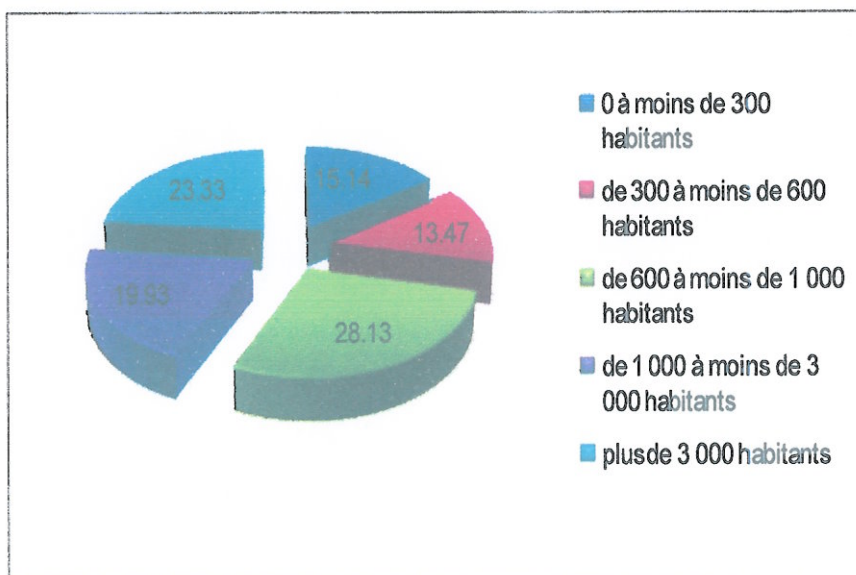
1 nouvelle commune (Faverois) et un Ets public (SIAVA) ont décidé de nous faire confiance en 2007.

15 établissements publics et 73 communes adhèrent donc au service informatique à ce jour.

### % D'INTERVENTIONS EN FONCTION DE LA TAILLE DES COMMUNES

En 2007, un des techniciens contractuel du service informatique, monsieur Petronelli, n'a pas souhaité renouveler son contrat. Il a été remplacé par monsieur Mike Verstavel.

Monsieur Stéphane Rigoulot a quant à lui réussi son concours de technicien et a donc pu être nommé stagiaire tout en prenant la responsabilité du service.



# BILAN DES FORMATIONS INFORMATIQUES

Le nombre de participants aux formations du SIAGEP a considérablement baissé par rapport à l'année dernière. Nous passons de 83 stagiaires à 45. Le SIAGEP a pour politique de ne pas annuler de formations même s'il n'y a qu'un seul participant.

Il est toutefois confronté à un nombre de désistement de dernière minute non excusé très important.

Face à cette baisse de la demande, le service informatique envisage d'adapter son catalogue 2008 en supprimant certaines dates et en regroupant certaines formations.

Excel initiation, Internet et les traitements de fin d'année restent globalement les formations les plus demandées.

Les formations thématiques connaissent quant à elles un succès mitigé.

Formations proposées	Dates de formations 2007	nb de participants (12 personnes maxi)	indice de satisfaction générale sur 5
Excel initiation	20 et 21 mars	7	4.57
	17 et 18 septembre	4	3.93
Excel Perfect	2 et 3 avril	5	3.83
	2 et 3 octobre	-	-
Word initiation	30 et 31 mai	1	5
	16 et 17 octobre	-	-
Word Perfect	15 et 16 mai	3	4.24
	12 et 13 novembre	4	4
Powerpoint	19 juin	-	-
Publisher	12 décembre	-	-
Windows XP	12 et 13 mars	3	4
	5 et 6 septembre	2	3.79
Internet	10 avril	5	4.11
	12 décembre	1	5
Traitements fin d'année	6 décembre	6	-
Publipostage	29 mars	2	4.86
Découvrir l'HTML	23 et 24 mai	1	4
Les utilitaires s/windows	6 juin	-	-
Gérer ses périphériques	7 avril	-	-
Gérer ses sauvegardes	20 juin	1	-
Microsoft Outlook	20 décembre	-	-
TOTAL		45	4.28



## 2007 : le SIAGEP crée un service « SIG »

A l'initiative du SIAGEP et pour les collectivités demandeuses, les plans cadastraux des communes hors CAB ont été numérisés et ces dernières ont fait l'acquisition d'un logiciel de lecture dédié permettant à un coût très modeste de disposer d'une solution de géomatique complète, pouvant évoluer aisément vers un Système d'Information Géographique (SIG).

A l'issue de ces opérations, la question de la maintenance de ces systèmes s'est posée sur au moins quatre plans :

- la maintenance logicielle des produits installés dans les communes, sur laquelle le SIAGEP n'a pas de compétence propre ;
- la maintenance des cartes cadastrales numérisées, la DGI éditant de nouvelles cartes mises à jour tous les ans ;
- la maintenance de la base littérale du cadastre, c'est à dire les références textuelles des propriétés, que la DGI met à jour tous les ans, et qu'il convient naturellement de lier avec le précédent ;
- les opérations de maintenance et d'évolution du contenu, et notamment la création et la gestion des couches supplémentaires que les communes et communautés de communes souhaitent superposer au cadastre numérique proprement dit

Le Président du SIAGEP a donc proposé et obtenu l'accord le 19 juin 2007 de l'assemblée délibérante du Comité Syndical d'approuver la création, au sein du SIAGEP, d'un service SIG (système d'information géographique) intercommunal permettant de mutualiser la question de la maintenance logicielle avec les communes et communautés de communes du Territoire de Belfort disposant d'un SIG.

Cette compétence pouvant être mise à la disposition des communes et communautés de communes sur le modèle de ce que pratique déjà le SIAGEP avec le service informatique.

Cette mise à disposition repose sur l'article L 5211-4-1 II du code général des collectivités territoriales.

Le service SIG propose aux collectivités adhérentes :

- *Le support logiciel facturé par Magnus* Ce coût intègre l'installation et les mises à jour pour les collectivités adhérentes. Le SIAGEP prendra donc en charge cette dépense et fera sienne la question de la relation avec l'éditeur.
- *Le support des cartes cadastrales*, que le SIAGEP réceptionne et répercute après traitement, sur les communautés de communes et les communes, après avoir intégré le support de la base littérale du cadastre, sans supplément de coût.



## 2007 : le SIAGEP crée un service SIG...

- *L'enrichissement des SIG existants*, par l'ajout de couches supplémentaires, étant entendu que si l'intervention du SIAGEP est gratuite, l'éditeur de logiciel peut parfaitement demander aux collectivités adhérentes des coûts supplémentaires, cart@jour étant essentiellement un logiciel évolutif.
- *Le support téléphonique*, tout comme la télémaintenance lorsqu'elle sera développée,
- *Le support matériel*, qui sera réalisé soit par le service SIG, soit par le service informatique par prestation de service

L'adhésion de la collectivité a été matérialisée par une convention de mise à disposition, au titre de laquelle le SIAGEP propose de mutualiser son service SIG sur une période de trois ans. Pour cette première période, l'adhésion au service SIG ira du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 31 décembre 2009.

Quatre communautés de communes et 9 communes du sud du Territoire de Belfort ont adhéré en 2007 au service SIG du SIAGEP. Il s'agit de :

Le service SIG du SIAGEP a été placé sous la vice présidence de monsieur **Christian Coddet**, délégué de la commune de Giromagny.

- la communauté de communes du Pays sous Vosgien (et ses 14 communes)
- La communauté de communes du Bassin de la Bourbeuse (et ses 14 communes)
- La communauté de communes du Tilleul (et ses 13 communes)
- La communauté de communes de la Haute Savoureuse (et ses 8 communes)
- des communes de Banvillars, Croix, Fêche l'église, Grandvillars, Lebetain, Montbouton, Saint Dizier l'Evêque, Urcerey, Villars le Sec.

11 dates de formations ont été proposées aux utilisateurs du logiciel Cart@jour en 2007.

84 personnes ont suivi cette formation.



**S.I.A.G.E.P**

29 Boulevard Anatole France—BP 322

90006 BELFORT Cedex

A votre disposition...

Directeur

*Dimitri RHODES*

Service électricité :

*Francine HOSATTE-JURDZINSKI* tél : 03-84-57-65-81/mail : [fhosatte@siagep90.fr](mailto:fhosatte@siagep90.fr)

Service SIG :

*Lamina BOUGUILA* tél : 03-84-57-65-84/mail : [lbouguila@siagep90.fr](mailto:lbouguila@siagep90.fr)

Service informatique :

Responsable du service :

*Stéphane RIGOULOT* tél : 03-84-57-65-86 /mail : [srigoulot@siagep90.fr](mailto:srigoulot@siagep90.fr)

Technicien informatiques :

*Gaëtan FAIVRE* tél : 03-84-57-65-78 /mail : [gfaivre@siagep90.fr](mailto:gfaivre@siagep90.fr)

*Mike VERSTAEVEL* tél : 03-84-57-65 -82/mail : [mverstaevel@siagep90.fr](mailto:mverstaevel@siagep90.fr)

Administration générale

*Nathalie LOMBARD* tél : 03-84-57-65-85/mail : [nlombard@siagep90.fr](mailto:nlombard@siagep90.fr)

**Fax : 03-84-57-65-66**

Tout le SIAGEP sur  
« [www.siagep90.fr](http://www.siagep90.fr) »

## RAPPORT

*présenté par M. Bruno KERN, Premier Adjoint*



**REFERENCES :** SD/SG/CDG - 08-195

**Mots-clés :** Recettes - Urbanisme

**OBJET :** Taxe d'urbanisme – Demande de remise de pénalités et report de paiement.

En application de l'article L 251-A du Livre des procédures fiscales, les assemblées des collectivités territoriales sont compétentes pour accorder la remise gracieuse des pénalités émises pour défaut de paiement à la date d'exigibilité des taxes.

Aussi, il vous est proposé de vous prononcer sur la demande de remise gracieuse des pénalités dues au titre du recouvrement de la Taxe Locale d'Équipement (T.L.E.) formulée par le SARL Baudin qui se situe 8 rue Alcide de Gaspéri à Sausheim. Le motif invoqué par la SARL Baudin est que l'acte d'acquisition du terrain, rue de Luxembourg, n'est pas encore signé avec la Ville de Belfort.

La Société Baudin a fourni récemment au notaire les engagements financiers et bancaires nécessaires à l'opération et le dossier est en attente du document d'arpentage. La signature devrait être effective courant octobre 2008.

BAUDIN demande l'annulation des pénalités de retard pour un montant de 699.82 € et un report de paiement au 15 janvier 2009.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**SE PRONONCE** favorablement sur la demande de remise des pénalités de retard pour un montant de 699,82 € et sur le report de paiement de la taxe d'urbanisme au 15 janvier 2009 présentée par la SARL Baudin.



Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT

## RAPPORT

*présenté par M. Bruno KERN, Premier Adjoint*



**REFERENCES :** SD/SG/CDG - 08-196

**Mots-clés :** Recettes - Urbanisme

**OBJET :** Taxe d'urbanisme – Demande de remise de pénalités et report de paiement – SARL CREATIM

En application de l'article L 251-A du Livre des procédures fiscales, les assemblées des collectivités territoriales sont compétentes pour accorder la remise gracieuse des pénalités émises pour défaut de paiement à la date d'exigibilité des taxes.

Aussi, il vous est proposé de vous prononcer sur la demande de remise gracieuse des pénalités dues au titre du recouvrement de la Taxe Locale d'Equipement (T.L.E.) formulée par la SARL CREATIM qui se situe 30 rue Sainte Hélène à Schiltigheim. Le motif invoqué par la SARL CREATIM est l'impossibilité de commercialisation durant une période de travaux.

Le terrain, à l'angle de l'avenue du Général Leclerc et du boulevard Kennedy, étant traversé par une ligne électrique de 63Kv, il convenait de procéder à sa dépose pour bénéficier du permis de construire. Cependant, Réseau Transport Est, habilité pour une telle opération, avait exigé qu'une demande de permis soit déposée. Ainsi, pour sortir d'une situation de blocage, un permis de construire a été accordé en 2006, sous la condition suspensive de la suppression de cette ligne électrique.

La date d'octroi du permis engage la procédure de recouvrement de la taxe locale d'équipement, soit 18 mois plus tard. La dépose fut effective en janvier 2008, soit 14 mois plus tard. Ainsi, la SARL CREATIM n'a pu effectuer la commercialisation du projet immobilier et doit régler le montant de la TLE pour moitié 14 905 € en mai 2008 puis 14 905€ en novembre 2009.

CREATIM demande l'annulation des pénalités de retard pour un montant de 671.77 € et un report de paiement au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**SE PRONONCE** favorablement sur la demande d'annulation des pénalités de retard pour un montant de 671,44 € et le report de paiement de la taxe d'urbanisme au 1<sup>er</sup> janvier 2009 présentée par la SARL CREATIM.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT



## RAPPORT

*présenté par Mme Samia JABER, Adjointe*

*~~~~~*

**REFERENCES :** SJ/PW/AV/WQ - 08-197

**Mots-clés :** Conseils de Quartiers - Citoyenneté

**OBJET :** Projet de redynamisation de l'implication citoyenne.

Ce rapport a pour objet de définir le projet de redynamisation de l'implication citoyenne et des Conseils de quartier.

Ce document détaille les enjeux du projet ainsi que les instances et outils amenés à renforcer et développer l'implication citoyenne.

L'ensemble de ces éléments a dans un premier temps fait l'objet d'un échange avec les Présidents des Conseils de quartier, puis a été présenté aux Belfortains à l'occasion de l'Assemblée plénière des Conseils de quartier, organisée le 30 juin.

Les Conseils de quartier ont constitué des instances de la participation des Belfortains au développement, à la gestion et à l'animation quotidienne de la Ville.

Si la Ville de Belfort a été précurseur en matière d'implication citoyenne, il y a 25 ans, il est apparu lors du précédent mandat certaines limites liées à l'usage des Conseils de quartier et à leur fonctionnement (présentation de projets souvent plus ou moins aboutis aux habitants, instances rassemblant les mêmes personnes, difficulté à concilier concertation et respect des enveloppes budgétaires prévues pour la réalisation d'opérations).

Par ailleurs, force est de constater que cette innovation a fait l'objet d'une communication insuffisante.

C'est pourquoi, la nouvelle Municipalité souhaite favoriser et valoriser la participation de nouveaux publics et l'intervention des Belfortains en amont des projets au travers de Conseils de quartiers redynamisés et de nouvelles instances de participation citoyenne (Commissions extra municipales, Comités d'usagers et Conseil de développement social).

L'implication citoyenne est ainsi appréhendée comme mode de gouvernance pour favoriser le débat, échanger des arguments et rapprocher les points de vue, favoriser la cohésion sociale et permettre in fine que les réalisations de la Ville satisfassent un plus grand nombre d'utilisateurs.

Ce processus conduira ainsi à reconstruire localement le rôle de chacun afin qu'ensemble, élus, techniciens, acteurs locaux (habitants, membres d'associations, parents d'élèves...) participent à la réalisation de projets dans l'intérêt général.

La légitimité du pouvoir de décision des élus sera renforcée et l'expertise d'usage des acteurs locaux reconnue.

## **1 - Les enjeux de la redynamisation de l'implication citoyenne : un processus méthodologique à définir et une démarche collective à valoriser.**

La réussite de la participation citoyenne passe, tout d'abord, par une commande politique claire. Le processus d'implication citoyenne doit, par ailleurs, associer dans une démarche commune les services de la Ville ainsi que les différents acteurs de la Ville de Belfort et être valorisé.

### **➤ Préciser la commande politique et définir le processus méthodologique de l'implication citoyenne.**

Pour chaque instance d'implication citoyenne comme pour chaque projet, le niveau de participation (information/consultation/concertation) et les personnes concernées devront être précisés.

A cet effet, une fiche de missions sera établie. Cette fiche rappellera le contexte du projet, les objectifs, l'enveloppe financière, le niveau de concertation, les temps de concertation prévus, et préciser les acteurs concernés, le déroulement ainsi que les échéances. Celle-ci serait validée par la Municipalité puis remise aux différentes instances de participation citoyenne lors d'une demande de consultation/concertation.

A titre d'exemple, le document ci-après, présenté sous la forme d'une fiche de missions, détaille le processus tel qu'il sera conduit pour l'aménagement de la rue Mielliet dans le quartier de la Pépinière.



## Fiche de missions de la Municipalité

**Dossier :** Projet d'aménagement de l'Avenue Edmond Miellet/Quartier de La Pépinière

**Objectifs :** Associer les habitants et notamment les riverains à l'aménagement de l'avenue Edmond Miellet suite au premier projet présenté en septembre 2007, qui n'avait pas reçu leur assentiment des habitants.

**Conditions de faisabilité et de réussite :**

- Enveloppe financière plafonnée
- Mobilisation de chacun des partenaires
- Transmission de l'ensemble des informations nécessaires à la participation
- La considération des contraintes réciproques (temporelles, financières, réglementaires, d'impact sur le fonctionnement des services publics). Ces contraintes devront faire l'objet d'un rapport.

**Niveau de participation :**

- Information Concertation/ou co-élaboration

**Phasage du processus de concertation :**

Déroulement	Echéances	Acteurs
Validation de la mission de concertation	Octobre 2007	Municipalité
Objectifs : remise à plat du projet d'aménagement, planification par les services de la ville de trois scénarios d'aménagement.	Novembre 2007 à Avril 2008	Adjoint et Techniciens de la ville du Service Maintenance Infrastructures
Groupes de travail animé par un habitant référent qui a aussi participé à la constitution du groupe de travail	Mai à juillet 2008	Adjoint, M. Chevalier, Présidente du Conseil de quartier de la Pépinière, Mme Morel, Techniciens de la Ville, habitants du groupe de travail
Concertation des habitants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Permanence d'information et mini-consultation des habitants du quartier au siège de l'Amicale Mutuelle animée par le groupe de travail dont la Présidente du Conseil de quartier et l'habitant référent;</li> <li>- Courrier de la ville adressé aux riverains de l'avenue Miellet sur l'état d'avancement de la concertation</li> <li>- Analyse technique du bureau d'étude de l'impact des platanes sur la chaussée, sur les trottoirs et dans les habitations auprès des riverains</li> </ul>	Mai à Juillet 2008  Septembre 2008  Octobre-décembre 2008	Présidente du Conseil de quartier de la Pépinière, Mme Morel et membres du groupe de travail  Municipalité et Présidente de Conseil de quartier  Enquête du bureau d'étude sur le terrain et auprès des riverains
Présentation d'un état des lieux, de l'analyse technique des impacts des arbres par le bureau d'étude	1 <sup>er</sup> trimestre 2009	En Municipalité et groupe de travail
Décision et mise en œuvre du projet définitif présenté par le bureau d'étude	Avril 2009	Municipalité
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Information en Conseil Municipal (valorisation de la démarche de concertation dans le rapport)</li> <li>- Information en Conseil de quartier : rappel de la démarche de concertation, du projet retenu et du phasage des travaux</li> </ul>	Mai 2009	Elus, Conseil de quartier
Présentation en assemblée annuelle des Conseils de quartier du projet d'aménagement et de la démarche de concertation	Janvier 2010	Elus et membres des Conseils de quartiers
Démarrage des travaux (six à huit mois)	Printemps 2010	Adjoints et techniciens concernés par le chantier (suivi de chantier)



➤ **Impliquer l'ensemble des services de la Ville et tous les acteurs belfortains.**

L'implication citoyenne ne sera pertinente que si elle associe en amont des projets l'ensemble des services de la Ville et tous les acteurs locaux :

- Habitants et élus en Conseils de quartier.
- Professionnels, élus et usagers en Comités d'usagers,
- Membres d'associations et adjoints de la Ville de Belfort en Conseil de développement social,
- Elus et forces vives locales en Commissions extra-municipales.

La démarche collective doit assurer l'efficacité et la viabilité du processus d'implication citoyenne sur la durée du mandat. Elle nécessitera pour ce faire un travail transversal entre tous les services de la Ville.

➤ **Valoriser l'implication citoyenne au sein de la municipalité et des services de la Ville.**

Le Conseil Municipal et les réunions plénières annuelles des Conseils de quartier peuvent être des instances de valorisation de la concertation. La démarche de concertation mériterait en effet d'être valorisée dans un rapport du Conseil Municipal ou en donnant la parole en séance du Conseil Municipal ou en séance plénière des Conseils de quartier au Président voire à un membre du Conseil de quartier.

Les supports de communication, que constituent la presse quotidienne régionale, le Belfort Mag, les journaux de quartier des Résidences et des Glacis du château ou encore le site internet de la Ville de Belfort restructuré, sont aussi des vecteurs de promotion de la concertation.

Enfin, la création d'un espace d'information et d'échanges permanent sur les politiques de la ville dans le cadre de la Maison de l'urbanisme et du développement durable évoquée dans le programme municipal pourrait mettre en exergue les réflexions et la démarche de concertation menée avec les habitants, les associations, les usagers...

## **2 - Présentation des instances d'implication citoyenne**

➤ **Les Commissions extra-municipales**

Le règlement intérieur du Conseil municipal prévoit en son article 10 la mise en place de quatre commissions extra-municipales intitulées :

- « Développement social, Politique de la ville »
- « Attractivité »
- « Education, Formation, Sport, Culture »
- « Moyens »

Il prévoit la composition qui suit :

- Les adjoints et conseillers municipaux répartis selon leurs délégations
- Huit conseillers municipaux au plus par commission
- Huit représentants de la population en fonction de leur représentativité ou de leurs compétences

Il précise en outre :

- que chaque conseiller est membre d'une commission extra-municipale
- que les conseillers non membres de la majorité sont désignés à la proportionnelle dans chaque commission

Rappelons par ailleurs que ces 4 commissions examineront les dossiers transversaux.

Afin d'installer ces quatre commissions, il convient d'arrêter quelques dispositions.

a) Acter la répartition des membres de l'exécutif municipal au sein des quatre commissions. Celle-ci est proposée comme suit :

- « **Développement social, Politique de la Ville** » : Olivier PRÉVÔT, Gérard SIMON, Jacqueline GUIOT, Latifa GILLIOTTE, Sylvie CABLE-GUYOT
- « **Attractivité** » : Francine GALLIEN, Samia JABER, Hubert BELZ, Céline RAIGNEAU, Michèle Alice FAIVRE, Bertrand CHEVALIER, Denis JEANGERARD
- « **Education, Formation, Sport, Culture** » : Armelle LELEUP, Robert BELOT, Marie-Laure SCHNEIDER, Alain OGOR, Marie-Claude BEURET
- « **Moyens** » : Maurice SCHWARTZ, Bruno KERN,

sachant que tout membre de l'exécutif pourra participer au travail d'une autre commission extra-municipale que celle initialement prévue si l'ordre du jour le justifie.

b) Fixer le quota de l'opposition municipale dans chaque commission.

Considérant que celle-ci est composée de 11 membres, je suggère de retenir le principe que l'opposition peut compter au plus 3 membres dans une commission sachant que le principe « un élu ne siège que dans une commission » demeure.

Ainsi les élus d'opposition conduits par M. Christophe GRUDLER seraient répartis à raison d'un élu dans trois commissions. Ceux conduits par Mme Marie STABILE à raison de deux par commission.

c) Définir une méthode pour désigner les huit citoyens choisis en fonction de leur représentativité ou de leurs compétences : je vous propose de procéder en deux temps :

- appels à candidature en diffusant l'information la plus large possible,
- désignation par le Maire, par voie d'arrêté, après concertations.



### ➤ Les Conseils de quartier

Les Conseils de quartier seront des lieux d'information concernant la Ville en général et des lieux de concertation spécifiques au quartier. Ils se réuniront selon les besoins d'information et de concertation tout en respectant un rythme régulier.

La redynamisation du fonctionnement des Conseils de quartier s'appuiera également sur plusieurs instances et autres dispositifs détaillés ci-après.

- ❖ Les réunions trimestrielles d'information et de coordination des Présidents des Conseils de quartier seront présidées par l'Adjointe à l'Implication citoyenne et à la Communication.
- ❖ La création d'un Bureau permettra de faire vivre le Conseil de quartier afin d'évoquer notamment les différentes demandes de travaux et de constituer des groupes de travail.
- ❖ Les groupes de travail animés par chaque Président de Conseil de quartier auront pour objet de mettre en œuvre la concertation. Il y aura autant de groupes de travail que de projets concertés.
- ❖ La veille de proximité aura pour objectif de faire le point dans chaque quartier sur les demandes traitées par le dispositif Allô Voirie et transmises, par ailleurs, par les Présidents des Conseils de quartiers (entretien de la voie publique, des espaces verts).
- ❖ La visite annuelle des quartiers, orchestrée par le Président ou la Présidente du quartier avec les élus et les services municipaux se déroulera entre juin et septembre.
- ❖ La réunion plénière annuelle pourra être l'occasion de présenter le budget de la Ville, les réalisations financées dans l'enveloppe globale d'implication citoyenne et de faire le point sur la concertation menée dans les quartiers.

Parallèlement à ces évolutions, une réflexion sur les enveloppes financières de chaque Conseil de quartier a été engagée. En accord avec les Présidents de ces Conseils et de manière expérimentale, une enveloppe globale sera constituée et permettra de financer des projets conséquents élaborés à l'échelle des quartiers. Les besoins d'installation ou de remplacement de mobilier urbain seront désormais pris en charge par les crédits de droit commun de la Ville.

### ➤ Les Comités d'usagers

Le programme municipal fait état de la création de Conseils ou Comités d'usagers dans les principaux services municipaux (crèches, restauration scolaire...).

Il s'agira d'examiner les difficultés rencontrées et les besoins relevés par les usagers (horaires d'ouvertures des équipements, coût à la charge des usagers, accessibilité...).

### ➤ Le Conseil de développement social

Créé en décembre 2007, ce Conseil regroupe les représentants du monde associatif belfortain. Cette instance doit permettre de débattre de manière transversale de sujets sociaux et sociétaux relatifs à la Ville et aux habitants. Ce Conseil devra prendre toute sa place et devenir une instance d'interpellation et d'échanges entre la Municipalité et l'ensemble des associations belfortaines.



### 3 - Les outils permettant de renforcer la démarche d'implication citoyenne

#### ➤ Guichet virtuel unique en Mairie.

Cet outil permettra de favoriser l'ensemble des démarches administratives (Etat-Civil, Urbanisme, ....) et de diffuser, par ailleurs, de l'information.

#### ➤ Allô voirie via le téléphone et via un formulaire sur internet.

Le dispositif Allô voirie mis en œuvre, il y a un an, fonctionne de manière très satisfaisante. Aussi, le recours à cet outil doit être amplifié dans l'optique d'améliorer la rapidité et la qualité des réponses apportées aux habitants.

#### ➤ Le Site internet de la Ville avec une rubrique sur l'implication citoyenne.

Dans le cadre du projet de refonte du site internet de la Ville, une rubrique sur l'implication citoyenne sera créée. Celle-ci présentera les instances d'implication citoyenne et pourra accueillir les comptes-rendus, résumés des débats des Conseils de quartier.

#### ➤ Le Belfort Mag avec deux pages par mois sur l'implication citoyenne.

De juillet 2001 jusqu'en 2005, la Ville de Belfort a publié un journal bimestriel de 24 pages "L'avis des quartiers" afin de rendre compte des débats en réunions des Conseils de quartier.

Il est proposé de réserver désormais tous les mois deux pages dans le Belfort Mag sur l'implication citoyenne. Un éclairage régulier pourra ainsi être apporté sur les Conseils de quartier, les Comités d'usagers, le Conseil de développement social ou encore les Commissions extra municipales.

#### ➤ Les journaux des quartiers des Résidences et des Glacis du Château.

Dans les quartiers des Résidences et des Glacis du château, la Ville participe financièrement à la conception des journaux de quartier qui sont préparés et rédigés par les comités d'habitants de chaque quartier en lien avec les agents de développement social.

Ces publications apportent un éclairage sur les différents projets et animations relatifs aux deux quartiers et pourront également relayer les démarches de concertation engagées.

#### ➤ L'université citoyenne :

Ce nouvel outil vise à créer un lieu de formation, de réflexion et de débats autour de thématiques comme la citoyenneté républicaine, l'identité commune, la cohésion sociale, etc.

Cette « université citoyenne » pourrait s'incarner sous trois formes :

- des séries de conférences animées par des intervenants de haut-niveau,
- des séminaires de formation réunissant des groupes d'une quinzaine de personnes sur des thèmes transversaux (emploi, question de société, économie...),
- un colloque annuel qui permettrait par ailleurs de faire rayonner Belfort sur l'ensemble du Grand Est.

➤ **Les groupes de travail spécifiques** comme par exemple la commission accessibilité

➤ **Le forum citoyen**

Il s'agit de créer un espace d'information permanent sur les politiques de la Ville notamment en matière d'urbanisme et de développement durable qui pourrait être le lieu d'exposition, d'échanges et de ressources sur la vie des quartiers et des associations.

Un forum citoyen sur la toile pourrait compléter cet espace en présentant les projets soumis à la concertation et en permettant aux Belfortains de donner un avis ou de poser des questions sur le projet.

Comme je le rappelais dans mes propos introductifs, M. Le Maire et moi-même avons présenté cette démarche globale ainsi que les instances et les outils créés ou à développer lors de l'Assemblée plénière des Conseils de quartier, qui a réuni les 10 Présidents ainsi que près de 400 Belfortains. Cette soirée nous a permis d'échanger et de débattre avec nos concitoyens au sujet des différentes propositions formulées par la Ville de Belfort en matière de redynamisation de l'implication citoyenne.

Ce rapport vous permet désormais de disposer d'un éclairage complet sur la politique que souhaite initier la Ville dans ce domaine.

## LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour et 8 abstentions (*M. Jean-Marie HERZOG, Mme Frédérique RIETSCH, M. Sébastien VIVOT -mandataire de Mme Florence BESANCENOT-, Mme Manuelle LOTZ, Mme Marie STABILE -mandataire de M. Paul GROSJEAN-, M. David DIMEY*),

### ADOpte :

- les pistes de réflexions présentées dans cette délibération,
- les finalités et le cadre général du processus d'implication citoyenne,
- les modalités de mise en œuvre des commissions extra-municipales.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT



## Les instances d'implication citoyenne

Dénomination	Territoire	Participants	Contenu	Fréquence des réunions	Pilotage politique	Pilotage technique
<b>Les Conseils de quartier</b>		Présidents des Conseils de quartiers, élus, habitants	Information sur les projets de la Ville et concertation sur projets de quartier	En fonction des besoins	Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	DSU et services de la Ville concernés par l'ordre du jour
- Bureau		Président du Conseil de quartier et quelques habitants	Ordre du jour des Conseils, état des lieux des demandes de travaux, création de groupes de travail, suivi de la concertation, etc.	(présentation des projets, de la concertation...)	Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	DSU
- Groupe de travail	Quartier	Président du Conseil de quartier, élus et techniciens concernés par le sujet, habitants en petit comité (riverains)...	Tous sujets concernant le quartier : aménagements urbains par exemple	En fonction des besoins de la concertation	Adjoints en charge du projet	Services concernés par la concertation
- Réunion trimestrielle des Présidents des Conseils de quartier		Adjointe à l'implication citoyenne, présidents de Conseils de quartiers, Chargée de mission "démocratie de proximité"	Ordre du jour, dates, points divers	Trimestrielle	Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	DSU
- Réunion plénière annuelle des Conseils de quartiers		Municipalité, Présidents des Conseils de quartiers, agents administratifs et habitants	Présentation du budget de la Ville, présentation de l'enveloppe globale des quartiers et bilan de la concertation annuelle	Annuelle	Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	DSU et Service Financier
- Veille de proximité		Présidents des Conseils de quartiers, ou (membre de son bureau) Adjoints et services concernés par le dispositif allé voirie	Demandes d'entretien de la voie publique, des espaces verts, de la signalétique...	Une à deux par an et par quartiers	Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	DSU et Centre Technique Municipal
- Visite annuelle des quartiers		Présidents des conseils de Quartier avec des élus et des Services Municipaux	Visite des quartiers	Une par an et par quartier	Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	Services de la Ville (Services Technique, Maintenance, Espaces verts...)
<b>Commissions extra municipales</b>	Ville	Adjoints concernés par l'ordre du jour, Huit conseillers municipaux et huit représentants des forces vives locales concernés par l'initulé de la commission.	- Commission Développement Social et Politique de la ville - Commission Education, Sport, Culture et Formation - Commission Attractivité - Commission des moyens	Une par trimestre	Adjoints concernés	- DGA Solidarité Urbaine - DGA Education, Culture et Sports - DGA Développement - DGA Ressources
<b>Comités d'usagers</b>	Ville	Parents, utilisateurs et professionnels	- Ecoles - Restauration scolaire - Crèches, Halte garderie - Centres sociaux et culturels - CLHS Transports - Equipements culturels - Equipements sportifs	Une par trimestre	Adjoints concernés par la délégation et Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	Direction et services concernés par la délégation
<b>Conseil de développement social</b>	Ville	Membres des associations belfortaines et adjoints concernés par le sujet évoqué	Sujets sociaux et sociétaux relatifs à la Ville et aux habitants : Valorisation des structures associatives (inventaire des associations belfortaines, fête des associations). Projet de développement social Réflexion sur les locaux des structures associatives Mise en réseau des Centres Sociaux et Culturels	En fonction des besoins	M. Prévot, Adjoint en charge du développement social et Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	DSU

## Outils permettant de renforcer la démarche d'implication citoyenne

Dénomination	Contenu	Pilotage politique	Pilotage administratif et technique
Dispositifs : - Allô voirie par téléphone et internet  - Guichet virtuel unique en Mairie	Sujets de proximité : entretien de la voie publique, des espaces verts, de la signalétique, de divers équipements....  Dispositif d'aide aux démarches administratives et d'information	Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication  Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	- Centre Technique Municipal  - Direction Générale
Journaux de quartiers des comités d'habitants des quartiers des Résidences et des Glacis du Château	Sujets des quartiers des Résidences et Glacis du Château	- M. Prévôt, Adjoint en charge du développement social	- DSU : Agents de Développement Social
Site internet	Rubrique sur l'implication citoyenne	- Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	- Service Communication
Belfort Mag	Deux pages sur l'implication citoyenne	- Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	- Service Communication
Université citoyenne	Organiser la réflexion collective par des conférences et des formations, à l'attention des « forces vives » de notre Ville.	- Mme Jaber Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	- Directions Générale et de l'Education
Forum citoyen - site internet	- Projets de la Ville (présentation et possibilité de faire des remarques)	- Mme Jaber Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	- Service Communication
- espace d'information et d'échanges	- Projets de la Ville (lieu de ressources et d'exposition)	- Mme Jaber, Adjointe à l'implication citoyenne et à la communication	- Direction Générale



## RAPPORT

*présenté par M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint*



**REFERENCES :** CW/URB - 08-198

**Mots-clés :** Foncier/Patrimoine

**OBJET :** Autorisation de lancement de la procédure de transfert d'office dans le Domaine Public communal des rues Rosa Bonheur et de la Ferme et d'une partie de la rue de l'Etoile.

Certaines rues situées sur la commune de Belfort, ouvertes à la circulation publique, sont encore des voies privées situées dans des ensembles d'habitations, issues de lotissement ou de travaux anciens non régularisés. C'est le cas des rues de la Ferme, Rosa Bonheur et de l'Etoile.

### Rues de la Ferme et Rosa Bonheur

Ces deux rues appartiennent à une copropriété à l'exception de l'extrémité ouest de la rue de la Ferme, propriété de la société Néolia (périmètre magenta à l'annexe 1).

Elles ont été aménagées en 1995 dans le cadre de la réalisation du lotissement SAFC. A la fin de l'opération, des conflits juridiques et judiciaires entre cette société et le syndic de la copropriété n'ont pas permis la régularisation foncière de ces voies et leur rétrocession à la commune comme prévue dans l'arrêté de lotir. Actuellement, toutes nos démarches pour trouver un interlocuteur représentant la copropriété ont échoué.

Ces deux rues sont, depuis 1995, régulièrement desservies par les services publics (enlèvement des ordures ménagères, déneigement, éclairage public...).

Il convient par ailleurs de noter que la rue de la Ferme est incluse dans le périmètre de la ZAC Techn'hom ; il est donc indispensable de transférer ces voies dans le Domaine public communal.

### Rue de l'Etoile

La rue de l'Etoile est une voie privée ouverte à la circulation publique entre 1900 et 1906. Le caractère privé de celle-ci empêchait la commune de Belfort d'intervenir dans son aménagement. En 1985, des négociations avec les différents propriétaires de ce sol de rue ont abouti à la signature d'un compromis de vente. Le plan d'alignement de la rue de l'Etoile a été approuvé le 27 octobre 1986 et la commune a réalisé l'aménagement de cette voie. Cependant, pour une raison que nous ignorons, ces transactions n'ont pas été finalisées par la signature d'un acte notarial ; la Ville de Belfort n'est donc pas propriétaire de ce sol de voie qu'elle entretient et dessert régulièrement.

Une régularisation amiable est en cours avec les trois copropriétés sises au nord de cette voie. Cependant, les copropriétaires de la parcelle sise au sud de cette voie, représentés par M. Bruez (copropriétaires du magasin Leader Price), ne veulent pas céder le sol de rue leur appartenant et peuvent, à tout moment, en interdire l'accès (périmètre magenta à l'annexe 2).



### **Procédure à mettre en place**

Le transfert amiable de ces trois voies dans le Domaine Public communal n'étant pas possible, la commune a la possibilité de recourir à la procédure définie par l'article L 318-3 du code de l'urbanisme. Ces dispositions sont applicables aux voies privées ouvertes à la circulation publique (même aux voies de lotissement), comprises dans un ensemble d'habitations et améliorant la circulation dans un secteur. Elles permettent le transfert d'office dans le domaine public communal des voies ouvertes à la circulation publique malgré l'opposition des propriétaires riverains, sans indemnité et sans l'intervention du juge administratif.

A l'instar de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, une enquête parcellaire est nécessaire pour rechercher les propriétaires et le transfert de propriété est soumis à publicité foncière.

### **Détails de la procédure d'enquête publique**

- Délibération du Conseil Municipal approuvant la nécessité d'une procédure de classement d'office de voies privées ouvertes à la circulation publique dans le Domaine public communal et l'ouverture de l'enquête publique.
- Prise d'un arrêté par le Maire, fin octobre 2008, désignant un commissaire enquêteur et précisant l'objet de l'enquête, sa durée, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures et lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations (art. R141-4 code de la voirie routière).
- Notification individuelle, début novembre 2008, aux propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet, du dépôt du dossier à la mairie, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception (art. R141-7 code de la voirie routière).
- Publication par voie d'affiche, début novembre 2008, de l'arrêté du maire, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci (art. R141-5 code de la voirie routière). Par ailleurs, nous vous proposons, même si ce n'est pas une obligation réglementaire, de publier un avis d'ouverture d'enquête dans deux journaux locaux : L'Est Républicain et le Pays.
- Déroulement, fin novembre-début décembre 2008, de l'enquête publique prescrite par l'article L318-3 du code de l'urbanisme, elle sera ouverte à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.
  - le dossier sera composé de : (art. R318-10 du code de l'urbanisme)
    - la nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé
    - une note indiquant les caractéristiques techniques de l'état d'entretien de chaque voie
    - un plan de situation
    - un état parcellaire
  - la durée de l'enquête est fixée à 15 jours (art. R141-4 code de la voirie routière)
  - le maire ouvre l'enquête (art. R318-10 du code de l'urbanisme), le registre d'enquête sera coté et paraphé par le commissaire enquêteur (art. R141-8 code de la voirie routière).
  - le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Maire le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions (art. R141-9 code de la voirie routière).

**Transfert d'office dans le Domaine Public communal**

- la décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le Domaine Public communal et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés. Celle-ci est prise soit par délibération du Conseil Municipal si aucun propriétaire intéressé n'a fait connaître son opposition, soit par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, à la demande de la commune dans le cas contraire (art. L318-3 du code de l'urbanisme). Cette décision interviendrait fin février-début mars 2009.
- l'acte portant classement d'office comporte également approbation d'un plan d'alignement dans lequel l'assiette des voies publiques est limitée aux emprises effectivement livrées à la circulation publique (art. L318-3 du code de l'urbanisme).
- la décision de transfert doit être déposée pour publication au bureau des hypothèques.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**APPROUVE** la nécessité pour la commune d'être propriétaire du sol des rues de la Ferme, Rosa Bonheur et de l'Etoile.

**APPROUVE** le lancement de la procédure de transfert d'office dans le Domaine Public communal des rues Rosa Bonheur et de la Ferme et d'une partie de la rue de l'Etoile et par conséquent, la mise à enquête publique de ce transfert.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT



Plan de Situation  
1/2 000





Plan de Situation  
1/1 000





## RAPPORT

*présenté par M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint*



**REFERENCES :** DAJ/MG - 08-199

**Mots-clés :** Achats - Juridiques

**OBJET :** Adhésion à un groupement de commandes relatif aux petites fournitures de bureau et consommables bureautiques divers

Chaque année, les services de la Ville de Belfort ont un besoin récurrent en petites fournitures de bureau et en consommables bureautiques divers.

Un groupement de commandes constitué de la CAB, de la Ville de Belfort et de la commune de Bavilliers a passé un marché public sous la forme d'un appel d'offres ouvert pour les années 2006 à 2008 afin de satisfaire à ces besoins.

Afin de rationaliser ces commandes et de gérer le stock des fournitures, un groupement de commandes serait constitué entre la CAB, la Ville de Belfort et la commune de Bavilliers, conformément aux dispositions de l'article 8 du code des marchés publics.

La CAB, coordonnateur mandataire de ce groupement, sera chargée de la coordination des besoins de ces trois entités, de la passation des marchés publics subséquents, de leur signature et de leur exécution (avenant, litiges, résiliation, ...).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**ACCEPTE** le principe et les conditions du groupement de commandes à intervenir.

**ADOpte** le principe d'adhésion de la Ville de Belfort à ce groupement.

**AUTORISE** M. Le Maire ou son représentant à signer la convention constitutive ci-jointe et ainsi mandater la CAB pour la préparation, la passation et l'exécution des marchés à intervenir.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT



COMMUNAUTE DE L'AGGLOMERATION BELFORTAINEVILLE DE BELFORT - COMMUNE DE BAVILLIERS

CONVENTION CONSTITUTIVE  
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF  
AUX PETITES FOURNITURES DE BUREAU ET  
CONSOMMABLES BUREAUTIQUES DIVERS

ARTICLE 1 : PREAMBULE

En application de l'article 8 du code des marchés publics, un groupement de commandes est constitué entre la Ville de Belfort, la Communauté de l'Agglomération Belfortaine et la commune de Bavilliers pour répondre aux besoins déterminés à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBJET

Le groupement de commandes constitué par la présente convention a pour objet de coordonner et de grouper les commandes de petites fournitures de bureau et consommables bureautiques divers.

ARTICLE 3 : DUREE

Le groupement constitué par la présente convention est prévu pour une durée initiale de trois ans, commençant à courir à compter du 2 janvier 2009 et prenant fin le 31/12/2011.

A expiration de cette période initiale, le groupement pourra être reconduit par décisions expresses et concordantes des assemblées des membres du groupement pour une durée de trois ans.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ADHESION

L'adhésion d'autres collectivités au groupement présentement constitué est soumise à l'accord préalable des autres membres.

## ARTICLE 5 : CONDITIONS DE RETRAIT

Les membres qui souhaiteraient se retirer du groupement devront en informer le coordonnateur ainsi que les autres membres de celui-ci par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ledit retrait ne pourra intervenir que pour les commandes ou marchés à passer pour l'avenir et non pour les commandes en cours et les marchés en cours d'exécution.

L'information devra parvenir aux autres membres du groupement au moins 2 mois avant l'expiration des marchés en cours.

## ARTICLE 6 : COORDONNATEUR MANDATAIRE DU GROUPEMENT

La Communauté de l'Agglomération Belfortaine est désignée comme coordonnateur et mandataire du groupement pour la passation, la signature et l'exécution (avenant, litiges, résiliation, ...) des marchés passés pour le groupement.

Elle aura pour mission :

- la centralisation et la récapitulation des besoins des membres du groupement
- le choix du mode de consultation des fournisseurs
- la rédaction des documents contractuels
- l'établissement des règlements de consultation et la publication des avis d'appel publics à concurrence
- la commission d'appel d'offres
- la signature du marché au nom et pour le compte du groupement
- la publication des avis d'attribution
- l'exécution (avenant, litiges, résiliation, ...). du marché au nom et pour le compte du groupement
- la centralisation des dysfonctionnements dans l'exécution des marchés passés

Plus généralement, la Communauté de l'Agglomération Belfortaine procèdera à l'ensemble des opérations visées par le code des marchés publics.



## ARTICLE 7 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La Communauté de l'Agglomération Belfortaine étant désignée comme coordonnateur mandataire du groupement, la Commission d'Appel d'Offres du groupement sera celle de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine.

## ARTICLE 8 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement fournira au coordonnateur, dans un délai de 3 mois avant la date de lancement des procédures de marché les pièces suivantes :

- un état précis de ses besoins en petites fournitures de bureau et consommables bureautiques divers,
- les montants budgétaires prévus pour ces acquisitions.

Le coordonnateur se chargera d'établir les pièces contractuelles des marchés à passer.

IL organisera la consultation des fournisseurs et réunira sa Commission d'Appel d'Offres au nom du groupement et signera les marchés au nom du groupement.

Il informera les autres membres du groupement dans un délai d'un mois après dépôt du dossier de marché au contrôle de légalité du choix des fournisseurs.

Il notifiera les marchés aux fournisseurs, avisera les candidats non retenus.

Il publiera les avis d'attribution.

Le coordonnateur du groupement est également chargé de transmettre au comptable des autres membres, une copie du dossier de marché passé.

## ARTICLE 9 : VERIFICATIONS

Chaque membre du groupement procédera pour sa part aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives des fournitures livrées.

## ARTICLE 10 : PAIEMENT

Chaque membre du groupement s'acquittera individuellement du montant des fournitures qui lui sont destinées.



### ARTICLE 11 : LITIGES

Les membres du groupement pourront mandater le coordonnateur afin de régler un litige éventuel avec les fournisseurs.

### ARTICLE 12 : REVISION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être révisée à tout moment par avenant après accord préalable et concordant des assemblées de chaque membre du groupement.

A Belfort, le

A Belfort, le

La Communauté de  
l'Agglomération Belfortaine

La Ville de Belfort

A Bavilliers, le

La commune de Bavilliers

## RAPPORT

*de M. Robert BELOT, Adjoint  
et présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire*



**RÉFÉRENCES :** MAINT-SC/AMO - 08-200

**Mots-clés :** Maintenance – Monuments/Patrimoine Historiques

**OBJET :** Restauration de la façade Sud-Est (*côté Chambre de Commerce et d'Industrie*) du Marché Fréry.

Le bâtiment du Marché Fréry, construit en 1904-1905, sur les plans de l'Architecte Eugène LUX, fait l'objet d'une restauration générale. Ces dix dernières années, plusieurs phases ont été réalisées et des travaux doivent encore être mis en oeuvre.

Une première phase de travaux a conduit à la restauration du pignon Est en 1996.

Le Conseil Municipal du 15 mai 1998 a entériné la poursuite de cette réhabilitation, en 3 tranches :

- La 1<sup>ère</sup> tranche, réalisée en 2000-2001, a été consacrée à la réhabilitation de la façade Ouest, pour un montant de 388.774 euros TTC.

- La 2<sup>ème</sup> tranche, d'avril 2005 à mars 2006, a permis de restaurer la façade Nord, quai VAUBAN, pour 720.152 euros TTC.

- La 3<sup>ème</sup> tranche, objet du présent rapport, concerne la restauration de la façade Sud, côté Chambre de Commerce et d'Industrie, ainsi que le déplacement des commerçants actuellement en place au long de cette façade.

Pour mener cette opération, une maîtrise d'œuvre a été confiée, selon une procédure adaptée, au groupement constitué de :

- PRONAOS, architecte (mandataire) à Dijon,
- HA8, bureau d'étude technique structure,
- BILD, bureau d'étude technique fluide et électricité.

Il ne restera plus alors, pour achever la restauration complète du bâtiment, que la consolidation et la reprise des poteaux intérieurs ainsi que la remise en place de l'ornementation extérieure.

Le coût total de cette 3<sup>ème</sup> tranche en phase d'Avant-Projet Définitif, approuvé en Conseil Municipal du 31 janvier 2008, s'élève à 640.056,00 € H.T., soit 765.507,00 € TTC, et se décompose de la façon suivante :

Travaux rénovation de la façade Sud (APD du 20.12.07)	555.377 € HT
Travaux liés au déplacement des commerçants	29.206 € HT
Honoraires de maîtrise d'œuvre	38.973 € HT
Autres honoraires (contrôle technique, SPS)	11.500 € HT
Frais divers (frais de procédure d'appel d'offres, reproduction, déménagement des commerçants...)	5.000 € HT
<hr/>	
TOTAL H.T. :	640.056 €
TOTAL TTC :	765.507 €

Le délai global pour mener à terme cette opération est de 11 mois, dont 1 mois pour le déménagement des commerçants.

Ce bâtiment est inscrit à l'inventaire du patrimoine historique, et à ce titre, pourra bénéficier d'une participation financière de l'État (DRAC) uniquement pour les travaux de rénovation de la façade.

À ce jour 389.000 € ont été inscrits au Budget Primitif 2008, le complément étant à inscrire au prochain Budget afin de réaliser les travaux sur l'année 2009.



LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**AUTORISE** M. le Maire à chercher des financements au meilleur taux possible auprès de l'État (DRAC) pour les travaux de rénovation de la façade Sud.

**AUTORISE** M. le Maire à lancer la consultation des entreprises par appel d'offres et à signer les marchés à venir.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT

VILLE  
de  
BELFORT  
(Territoire)  
---

CONSEIL MUNICIPAL du 23.10.2008

## RAPPORT

*de M. Hubert BELZ, Adjoint  
et présenté par M. Bertrand CHEVALIER, Adjoint*



**REFERENCES :** DGST/OPN/DC - 08-201

**Mots-clés :** Marchés Publics

**OBJET :** Lotissement Baudin à Belfort – Avenant n° 2 au marché de travaux du lot n° 1 : Voirie - Assainissement - AEP - Gros œuvre.

### 1. RAPPEL DU MARCHÉ DE TRAVAUX CONTRACTÉ

Dans le cadre des travaux d'aménagement des espaces publics du Lotissement Baudin, le Conseil Municipal du 2 juin 2006 a attribué le marché de travaux suivant :

LOT 01 : VOIRIE - ASSAINISSEMENT - EAU POTABLE – GROS OEUVRE

Le montant du marché s'établit à hauteur de 3 111 270,00 € HT soit 3 721 078,92 € TTC.  
Le titulaire du marché est l'Entreprise COLAS.

Un avenant N°1 de 122 707,30 € HT a été adopté lors du Conseil Municipal du 22 mai 2008. Toutefois, la somme du marché étant erronée, cet avenant n° 2 a pour objet de régulariser le montant du marché.

### 2. AVENANT AU MARCHÉ DE TRAVAUX

L'exécution en cours des travaux a révélé différentes causes d'imprévus dans la réalisation des ouvrages, aussi il convient d'ajuster les conditions de marché. Ces modifications peuvent être regroupées en deux catégories principales, le détail et les justifications figurant dans le projet d'avenant n° 2 au marché de travaux (cf. annexe) :

- aléas techniques : Ces plus et moins values font suite à des solutions apportées à des problèmes rencontrés sur chantier. Ce poste représente à ce jour une plus-value de 60 879,50 € HT, soit 1,96 % du montant du marché de base du lot 1,

- modifications de programme : amélioration, optimisation ou suppression de certaines prestations prévues au marché. Ce poste représente à ce jour une plus-value de 61 827,80 € HT soit 1,99 % du montant du marché de base du lot 1.

L'ensemble des montants ci-dessus représente un total de 122 707,30 € HT soit 3,94 % du montant du marché de base du lot 1.

### **3. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

Le projet d'avenant, étant inférieur à 5 % du montant des marchés de base, n'a pas été soumis à l'approbation de la Commission d'Appel d'Offres.

### **4. BILAN PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION**

Le montant prévisionnel du bilan de l'opération joint en annexe reste inchangé. Il s'élève à 5 595 102,80 € HT soit 6 691 743,00 € TTC. Il intègre également une participation de 45 000 € TTC qui sera versée à l'Association Foncière du Logement pour la déviation de réseau gaz et électrique et le raccordement aux réseaux d'eaux usées et pluviales.

Désignation	Montant en euros H.T.	Montant en euros T.T.C.
<b>1-Divers appel d'offres</b>	<b>25 000,00</b>	<b>29 900,00</b>
<b>2-Travaux</b>		
2.1 - LOT VOIRIE	3 233 977,30	3 867 836,85
2.2 - LOT ESPACE VERT	624 784,70	747 242,50
2.3 - LOT RESEAUX SECS	533 892,00	638 534,80
2.4 - LOT SERRURERIE	223 623,10	267 453,20
2.5 - Fontainerie	33 079,50	39 563,10
2.6 - poste transfo	30 000,00	35 880,00
2.7 - concessionnaire	35 000,00	41 860,00
2.8 - muret de soubassement	79 846,50	95 496,45
2.9 - actualisation	70 000,00	83 720,00
2.10 - participation versée à l'AFL	37 625,40	45 000,00
2.11 - Imprévus	35 404,40	42 343,70
	<b>4 937 232,90</b>	<b>5 904 930,60</b>
<b>3-Honoraires</b>		
3.1- Maitrise d'œuvre AVP+dossier de lotir	127 700,00	152 729,20
3.2- Maitrise d'œuvre DCE + OPC	250 369,10	299 441,40
	<b>378 069,10</b>	<b>452 170,60</b>
<b>4-Mission diverses (SPS, Géomètre, Etudes préliminaires, Ct, assurances..) :</b>	<b>30 000,00</b>	<b>35 880,00</b>
<b>6-Mandataire</b>	<b>224 800,80</b>	<b>268 861,80</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 595 102,80</b>	<b>6 691 743,00</b>



LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 3 abstentions (*M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA*),

**APPROUVE** l'avenant n° 2 au marché de travaux de l'entreprise COLAS pour un montant de 122 707,30 € HT, portant le nouveau montant du marché à 3 233 977,30 € HT ;

**AUTORISE** la SODEB agissant en tant que maître d'ouvrage délégué à signer cet avenant.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT

## MARCHES PUBLICS



## AVENANT : N° 2

## A. Identifiants

Ministère, collectivité ou établissement :

**SODEB – Société d'Équipement du Territoire de BELFORT**  
**1, rue Morimont**  
**BP 282**  
**90005 BELFORT Cedex**

**agissant dans le cadre d'une convention de mandat avec la**  
**VILLE DE BELFORT – Direction des Opérations nouvelles**  
**Hôtel de ville et de l'Agglomération Belfortaine**  
**Place d'Armes – 90020 BELFORT Cedex**

Objet :

**Marché de travaux pour l'aménagement du lotissement Baudin à BELFORT**  
**Lot n°1 : VOIRIE - ASSAINISSEMENT - AEP - GROS OEUVRE**

Notifié le 31 Juillet 2006

Titulaire de la convention objet du présent avenant :

**ENTREPRISE COLAS****Montant initial du marché : 3 111 270,00 euros HT soit 3 721 078,92 euros TTC.**

Modifications successives de ce montant :

*(la mention des décisions de poursuivre au présent tableau n'a qu'une valeur de récapitulation et ne saurait avoir pour effet de donner un caractère contractuel à ces décisions)*

Nature de l'acte modifiant le montant de la convention	Numéro de l'Acte	Date de l'Acte	Nouveau Montant H.T.(1)
Avenant n° 1	Avenant n° 1		3 233 977,30 €
Le présent avenant N°2	Avenant N°2		3 233 977,30 €

*(1) Tous les avenants précédents doivent être inscrits dans ce tableau même lorsqu'ils ne modifient pas le montant de la convention, dans ce cas faire figurer dans la case nouveau montant « pour mémoire »*



**B. Objet du présent avenant N°2**

Cet avenant 2 a pour objet de répéter les éléments prévus dans l'avenant n° 1 et corriger les erreurs d'addition faites dans ce même avenant.

L'exécution des travaux a révélé différentes causes d'imprévus dans la réalisation des ouvrages, ainsi il convient d'ajuster les conditions de marché. Ces modifications peuvent être regroupées en deux catégories principales :

**Aléas techniques :**

Il s'agit d'aléas intervenus en cours de chantier et d'adaptation mineures relatives :

- A l'installation de drainages complémentaires
- Au terrassement de voirie supplémentaire
- A l'optimisation des revêtements de surface
- Au remplacement et à l'installation de bordures de trottoirs et d'autres éléments linéaires
- A l'ajustement du nombre de conteneurs poubelles et de bornes anti-stationnement

L'ensemble des modifications ci-dessus représente **une plus value de 60 879,50 € HT** soit **1,96 %** du montant du marché de base.

**Modifications de programme**

- Réalisation de terrassement supplémentaire pour la pose de murets de clôture, comprenant le sciage des fondations de pavé et le joint à poser entre le muret et le pavé pour un montant de 48 147,85 € HT,
- Pose de six coussins berlinois pour un montant de 14 100,00 € HT,
- Inversion des squares 2 et 5 pour un montant -30 943,50 € HT
- Remplacement d'un terrain de basket par un terrain stabilisé pour un montant de -8 340,40 € HT
- Pose de deux conteneurs enterrés supplémentaires pour un montant de 17 800,00 € HT.
- Mise aux normes de potelets pour un montant de 23 590,00 € HT
- Modification du carrefour Bruxelles/Madrid pour un montant de 1840,10 € HT
- Implantation d'une haie à proximité du parking Madrid pour un montant de 1 482,00 € HT.
- Modification du phasage pour un montant de -5 848,25 € HT

L'ensemble des modifications ci-dessus représente **61 827,80 € HT** soit **1,99 %** du montant du marché de base.

La somme des deux catégories de plus-values s'élève donc à **122 707,30 € HT** soit **3,94 %** du montant du marché de base.

Il convient de préciser qu'au vu du retard accumulé par les constructeurs (AFL et ATIK), il a été décidé de réaliser une partie des finitions des voiries afin d'éviter de sortir du calendrier prévisionnel annoncé à l'ANRU et de minimiser l'actualisation due à l'entreprise en cas de décalage des travaux de finitions. De fait, une partie des finitions de voie ont été réalisées, à savoir la fourniture et la pose de bordures et la pose de d'une première couche d'enrobé. De fait, deux nouvelles tranches conditionnelles comprenant la réalisation de la deuxième couche d'enrobé et la réalisation des trottoirs autour des parcelles d'ATIK et de l'AFL ont été créées.



**B. Récapitulatif**

	€ HT	TVA 19,6 %	€ TTC
Montant initial du Marché	3 111 270,00	609 808,92	3 721 078,92
Montant du présent Avenant N°2	122 707,30	24 050,63	146 757,93
Nouveau montant du Marché	3 233 977,30	633 859,55	3 867 836,85

**C. Délais**

Les délais initiaux restent inchangés.

Les délais des deux nouvelles tranches conditionnelles 6 et 7 sont de deux mois chacune.

**D. Date d'effet du présent avenant**

Le présent avenant prendra effet à compter de la date de notification par La Société d'Equipement du Territoire de BELFORT.

**E. Mesures de sauvegarde**

Les clauses initiales prévues au marché demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

**F. Signatures des parties**

A BELFORT, le

Monsieur Le Président Directeur Général de la  
SODEB,

L'entreprise COLAS

Jean-Pierre CNUDDÉ

## RAPPORT

*présenté par Mme Marie-Laure SCHNEIDER, Adjointe*



**REFERENCES :** DB/ AC - 08-202

**Mots-clés :** Juridique

**OBJET :** Marché de transport des participants aux activités sportives, éducatives et d'animation organisées par la Ville de Belfort et les communes adhérentes de la C.A.B. - Convention pour un groupement de commandes - Autorisation de traiter.

Par délibération n° 06-167 en date du 6 octobre 2006, le Conseil Municipal avait donné son accord pour la création d'un groupement de commandes afin d'associer les communes de la C.A.B. intéressées au marché de transport des élèves en direction des piscines et de la patinoire pour les années 2007 et 2008.

Ce marché arrivant à échéance fin décembre 2008, il est proposé de constituer avec les communes intéressées un nouveau groupement de commandes conformément à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Ville de Belfort, coordonnateur de ce groupement, assurera la coordination des besoins des communes adhérentes, la passation des marchés publics subséquents, leur signature et leur exécution, chaque membre du groupement s'acquittant individuellement des prestations de service commandées dans chacun des lots.

Pour ce faire, chaque commune adhérente est assujettie à la transmission d'un recensement de ses besoins remis au moment de son adhésion.

La convention relative à la création du groupement de commandes Ville/Communes de la C.A.B. est soumise à votre approbation.

Les modalités de fonctionnement de ce groupement sont stipulées dans le projet de convention joint en annexe au présent rapport.

Une consultation par voie d'appel d'offres ouvert aboutissant à un marché à bons de commandes sera passée pour l'ensemble des besoins à satisfaire pour le transport des participants aux activités sportives, éducatives et d'animation organisées par la Ville de Belfort et les communes adhérentes.

Le montant total annuel du marché à bons de commande est compris entre un minimum de 65 745 € HT et un maximum de 496 500 € HT.

Il est passé pour une durée d'un an, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2009, reconductible deux fois par voie expresse.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à procéder à la création d'un groupement de commandes avec les communes de la C.A.B. intéressées.

**ADOpte** le principe d'adhésion de la Ville au présent groupement.

**ACCEpte** les présentes dispositions afférentes à la convention ci-annexée.

**AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

**ACCEpte** de mandater la ville de Belfort comme coordonnateur du marché à bons de commandes à passer conformément aux dispositions des articles 33 et 77 du Code des Marchés Publics.

**AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à procéder à la consultation par appel d'offres, conformément aux articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, relatifs aux marchés à bons de commande, pour la dévolution des transports d'élèves.

**AUTORISE** M. le Maire à signer les marchés à intervenir.



Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 23 octobre 2008, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE  
COMMANDES RELATIF AU TRANSPORT DES  
PARTICIPANTS AUX ACTIVITES SPORTIVES ET  
D'ANIMATIONS**

**ARTICLE 1 – CONSTITUTION**

En application de l'article 8 du Code des Marchés Publics, un groupement de commandes est constitué pour répondre aux besoins déterminés à l'article 2 de la présente convention entre :

- La Ville de Belfort
- La commune de .....

**ARTICLE 2 – OBJET**

Le groupement de commandes constitué par la présente convention a pour objet de coordonner et de grouper les commandes relatives au transport des élèves en direction de la piscine Pannoux, de la piscine du Parc et de la patinoire.

**ARTICLE 3 – SIEGE**

Le siège du groupement est fixé à l'Hôtel de Ville de Belfort et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, Place d'Armes à BELFORT (90020).

**ARTICLE 4 – DUREE**

Le groupement est constitué pour une durée initiale de 3 ans, commençant à courir à compter de la signature de la convention et prenant fin au 31 décembre 2011.

A expiration de cette période initiale, le groupement pourra être reconduit par décisions expresses et concordantes des assemblées des membres du groupement pour une durée de trois ans.

**ARTICLE 5 – ADHESIONS ET RETRAITS**

L'adhésion d'autres collectivités ne peut avoir lieu qu'au moment de la constitution du dossier du marché. Ceci, afin que soit pris en compte leurs besoins et ainsi que ne soit pas remis en cause l'économie générale du marché (montant minimum et maximum des lots). Pour ce faire, elles seront informées des procédures de marchés en cours d'élaboration ainsi que du calendrier prévisionnel auquel elles devront se conformer.

L'adhésion est assujettie à la transmission par le candidat d'un inventaire détaillé de ses besoins. Il devra estimer pour chaque lot correspondant à ses besoins le montant financier minimum toutes taxes comprises permettant d'y répondre (montant annuel pour lequel il s'engage auprès du fournisseur), et le montant maximum toutes taxes comprises qu'il ne devra pas dépasser annuellement.

Seules les demandes dûment complétées et reçues dans la période requise (respect des dates limites) pourront être retenues lors de l'établissement du dossier de marché. La collectivité candidate à l'adhésion sera alors informée de la validité de sa demande par le coordonnateur du groupement de commandes.

Une fois validée, l'adhésion s'effectuera sur autorisation de l'autorité délibérante de la collectivité candidate.

Les collectivités adhérentes au marché s'engagent pour la durée de ce dernier, durée d'un an renouvelable deux fois, ceci afin de ne pas remettre en cause son économie générale. Elles s'engagent donc à se conformer à la durée totale choisie par le coordonnateur.

Le retrait peut avoir lieu par courrier recommandé adressé au coordonnateur trois mois avant la fin du marché en cours (périodes de reconduction comprises).

#### **ARTICLE 6 – CHOIX DU COORDONNATEUR**

La Ville de Belfort est désignée comme coordonnateur, chargée de procéder à l'ensemble des opérations de sélection d'un co-contractant.

#### **ARTICLE 7 – MANDATAIRE**

La Ville de Belfort agit comme mandataire des membres du groupement.

#### **ARTICLE 8 – COMMISSION**

Conformément à l'article 8 du Code de Marchés Publics, les membres du groupement définissent les missions du coordonnateur. Ils mandatent le coordonnateur pour passer et signer les marchés à venir et les éventuels avenants à ces marchés, au nom de l'ensemble des membres du groupement. La commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur.

#### **ARTICLE 9 – FONCTIONNEMENT**

Le coordonnateur se chargera de rédiger les pièces relatives aux différents marchés. Il informera les membres du groupement du choix du (des) co-contractant(s), dans un délai de deux mois après la réunion de la commission d'appel d'offres.

Chaque membre du groupement s'engage à contracter avec le fournisseur retenu par le mandataire coordonnateur à hauteur de ses besoins, tels qu'il les a préalablement déterminés.

Chaque membre procèdera à ses commandes, gèrera ses budgets, procèdera au paiement de ses factures, et gèrera sa relation commerciale au(x) fournisseur(s).

#### **ARTICLE 10 – RECEPTION DES LOTS**

Chaque collectivité membre du groupement procède à la vérification du service fait avant paiement.



**ARTICLE 11 – PAIEMENT**

Les membres du groupement s'acquitteront individuellement des prestations de service qu'ils auront commandées dans chacun des lots. Seul le coordonnateur produira une copie du marché au comptable de chacun des membres du groupement. Les coordonnées de ces derniers seront transmises par chaque collectivité lors de la procédure d'adhésion au groupement.

**ARTICLE 12 – LITIGES**

En cas de manquement grave aux spécifications du marché, les membres du groupement pourront mandater le coordonnateur afin de régler un litige avec un co-contractant.

**ARTICLE 13 – REVISION DE LA CONVENTION**

La présente convention pourra être révisée à tout moment par avenant soumis à l'accord préalable des assemblées des membres du groupement de commandes.

Fait à Belfort, le .....

La Commune de.....

La Commune de BELFORT

**ARRETES**

Date	N°	O b j e t
06.10.2008	08-2538	Personnel - Police Municipale - Sous-Régie d'Avances - Nomination des Sous Régisseurs
06.10.2008	08-2539	Personnel - Police Municipale « Caisses Automatiques » - Régie de Recettes - Modification des préposés
06.10.2008	08-2540	Personnel - Police Municipale - Sous-Régie de Recettes - Modification des Sous Régisseurs
07.10.2008	08-2541	Absence de M. Robert BELOT, 9 <sup>ème</sup> Adjoint au Maire - Délégation de signature donnée à Mme Francine GALLIEN, Adjointe au Maire
10.10.2008	08-2620	Règlement d'utilisation du gymnase universitaire et maison des sports « Le Phare » situé à Belfort rue P. Koepfler (site du Fort Hatry)
10.10.2008	08-2621	Prescriptions de sécurité - E.R.P. - Roger's Café - 22 quai Vallet - 90000 Belfort
14.10.2008	08-2630	Personnel de l'Etat Civil - Délégation de signature et de fonctions
14.10.2008	08-2631	Personnel - Centre de Formation d'Apprentis - Régie de recettes - Modification des régisseurs suppléants
16.10.2008	08-2649	Visite d'ouverture - E.R.P. - EHPAD - 1 avenue de la Miotte à Belfort
17.10.2008	08-2665	Absence de M. Bertrand CHEVALIER, 11 <sup>ème</sup> Adjoint au Maire - Délégation de signature donnée à M. Hubert BELZ, Adjoint au Maire
20.10.2008	08-2673	Visite périodique - E.R.P. - Bibliothèque Universitaire - 55 faubourg des Ancêtres
20.10.2008	08-2674	Visite périodique - E.R.P. - U.T.B.M. Bâtiment A - Rue Thierry-Mieg à Belfort
20.10.2008	08-2675	Visite périodique - E.R.P. - U.T.B.M. Bâtiment B - Rue Thierry-Mieg à Belfort
20.10.2008	08-2676	Visite périodique - E.R.P. - U.T.B.M. Bâtiments C - Rue Thierry-Mieg à Belfort
20.10.2008	08-2677	Visite périodique - E.R.P. - U.T.B.M. Bâtiment D - Rue Thierry-Mieg à Belfort
20.10.2008	08-2678	Visite périodique - E.R.P. - U.T.B.M. Bâtiment E - Rue Thierry-Mieg à Belfort
20.10.2008	08-2679	Visite périodique - E.R.P. - U.T.B.M. Bâtiment F : pile à combustible - Rue Thierry-Mieg à Belfort



Date	N°	O b j e t
20.10.2008	08-2680	Visite périodique - E.R.P. - U.T.B.M. Bâtiment G Gymnase - Rue Thierry-Mieg à Belfort
29.10.2008	08-2770	Visite sur demande du Maire - Théâtre des Marionnettes - 30 bis rue Jean de la Fontaine
29.10.2008	08-2772	Visite d'ouverture - E.R.P. - Restaurant « le Touareg » - Centre Commercial des 4 As à Belfort
29.10.2008	08-2773	Visite d'ouverture - E.R.P. - Collège Châteaudun - CDI/Technologie - Rue de Châteaudun à Belfort
29.10.2008	08-2777	Désignation de la personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques
29.10.2008	08-2778	Modification du Plan Local d'Urbanisme - Enquête publique pour la modification du Plan Local d'Urbanisme : arrêté de mise à l'enquête - Commune de Belfort
29.10.2008	08-2779	Enquête publique relative au transfert d'office dans le domaine public communal de la rue Rosa Bonheur, de l'avenue de la Ferme et d'une partie de la rue de l'Etoile : arrêté de mise à l'enquête - Commune de Belfort
29.10.2008	08-2781	Personnel - Elections des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire - Catégorie A
29.10.2008	08-2782	Personnel - Elections des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire - Catégorie B
29.10.2008	08-2783	Personnel - Elections des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire - Catégorie C
29.10.2008	08-2784	Personnel - Elections des représentants du personnel au Comité Hygiène et Sécurité
29.10.2008	08-2785	Personnel - Elections des représentants du personnel au Comité Technique Paritaire
31.10.2008	08-2803	Arrêté relatif à la gestion de la Crèche des Bons Enfants
31.10.2008	08-2804	Arrêté relatif à la gestion de la Crèche des Glacis du Château
31.10.2008	08-2805	Arrêté relatif à la gestion de la Crèche Voltaire
31.10.2008	08-2806	Arrêté relatif à la gestion de la Crèche des Résidences

Date	N°	O b j e t
31.10.2008	08-2807	Arrêté relatif à la gestion de la Crèche familiale
31.10.2008	08-2808	Arrêté relatif à la gestion de la Halte-Garderie des Résidences
31.10.2008	08-2809	Arrêté relatif à la gestion de la Halte-Garderie des Glacis du Château

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082538

319

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET** - Personnel - Police Municipale - Sous-Régie d'Avances -  
Nomination des Sous Régisseurs -

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

### V U

- l'arrêté municipal n° 020046 du 9 janvier 2002 instituant une sous-régie d'Avances à la Police Municipale,

- L'avis conforme du Régisseur en date du 28 août 2008,
- L'avis conforme des Suppléants en date du 28 août 2008,
- L'avis du Comptable de la Collectivité en date du 28 août 2008,

### ARRETONS

**ARTICLE 1er** - Messieurs Rémy BERNANOS domicilié à CHATENOIS LES FORGES, Martial BAZIN et Francis HOFFMANN domiciliés à BELFORT restent nommés sous-régisseurs de la sous-régie d'Avances créée à la Police Municipale avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**ARTICLE 2** - Monsieur Fahrat BEN ALI domicilié à Valentigney est nommé sous-régisseur de la sous-régie d'Avances créée à la Police Municipale avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**ARTICLE 3** - Les sous-régisseurs ne doivent pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la sous-régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

**ARTICLE 4** - Les sous-régisseurs sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle de Février 1998.

**ARTICLE 5** - Monsieur le Directeur Général des services et le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Belfort, le **6 OCT. 2008**  
Pour le Maire  
L'Adjoint Délégué,



Maurice SCHWARTZ



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET** - Personnel - Police Municipale "Caisses Automatiques" - Régie de Recettes – Modification des Préposés -

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

### V U

- l'arrêté municipal n° 020495 du 15 mars 2002 instituant une régie de recettes à la Police Municipale pour l'encaissement des droits de stationnement aux Caisses automatiques "Horodateurs",

- L'avis conforme du Régisseur en date du 28 août 2008,

- L'avis conforme des Suppléants en date du 28 août 2008,

- L'avis du Comptable de la Collectivité en date du 28 août 2008,

### ARRETONS

**ARTICLE 1er** - Monsieur Fahrat BEN ALI domicilié à VALENTIGNEY est nommé préposé de la régie de recettes « Caisses Automatiques », créée à la Police Municipale, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**ARTICLE 2** – Messieurs Rémy BERNANOS, domicilié à CHATENOIS LES FORGES, Martial BAZIN et Francis HOFFMANN domiciliés à BELFORT restent nommés préposés de la régie de recettes « Caisses Automatiques », créée à la Police Municipale, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**ARTICLE 3** – Les préposés ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés ci-après, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code pénal :

Encaissement des droits de stationnement acquittés aux caisses automatiques et aux bornes de sortie des parkings souterrains de la Ville de BELFORT.

**ARTICLE 4** – Les recettes désignées à l'article 2 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1° Espèces
- 2° Carte bancaire.

**ARTICLE 5** – Un fonds de caisse d'un montant de 3000 Euros est mis à disposition du préposé.

**ARTICLE 6** – Les préposés sont tenus d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle de Février 1998.

**ARTICLE 7** – Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie et le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

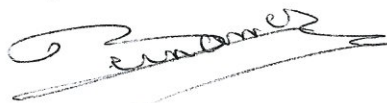
Belfort, le 6 OCT. 2008  
Pour le Maire  
L'Adjoint Délégué,

"Vu pour acceptation"




Maurice SCHWARTZ

"Vu pour acceptation"



"Vu pour acceptation"



Vu pour Acceptation



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## A R R Ê T É D U M A I R E

**OBJET** - Personnel - Police Municipale - Sous-Régie de Recettes –  
Modification des Sous Régisseurs -

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

V U

- l'arrêté municipal n° 981284 du 8 septembre 1998 instituant une sous-régie de recettes à la Police Municipale,
- l'arrêté municipal n° 020099 du 22 janvier 2002 portant nomination de sous régisseurs,
- L'avis conforme du Régisseur en date du 28 août 2008,
- L'avis conforme du Suppléant en date du 28 août 2008,
- L'avis du Comptable de la Collectivité en date du 28 août 2008,

A R R E T O N S

**ARTICLE 1er** - Monsieur Fahrat BEN ALI domicilié à Valentigney est nommé sous-régisseur de la sous-régie de recettes créée à la Police Municipale avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**ARTICLE 2** - Messieurs Rémy BERNANOS, Martial BAZIN, Francis HOFFMANN, Mesdames Elisabeth FLEUVACH employée à l'Office du Tourisme de BELFORT, Annie GRIS et Jocelyne LOCHARD, restent nommés sous-régisseurs de la sous-régie de recettes créée à la Police Municipale avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

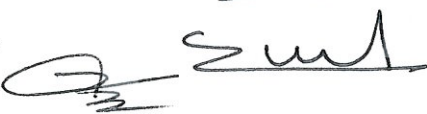
**ARTICLE 3** – Les sous-régisseurs ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la sous-régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

**ARTICLE 4** – Les sous-régisseurs sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle de Février 1998.




**ARTICLE 5** - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie et le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Belfort, le **6 OCT. 2008**  
 Pour le Maire,  
 L'Adjoint Délégué,

"Vu pour acceptation"   
 Maurice SCHWARTZ

"Vu pour acceptation"



"Vu pour acceptation"  


Vu pour Acceptation   


DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082541

324

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Préfecture du Terr. de Belfort

- 9 OCT. 2008

Service Courrier

D.S.

**OBJET** : Absence de M. Robert BELOT, 9<sup>ème</sup> Adjoint au Maire -  
Délégation de signature donnée à Mme Francine GALLIEN, Adjointe au  
Maire.

*Nous, Maire de la Ville de BELFORT,*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les  
Articles L 2122-18 et L 2122-30,

Considérant que M. Robert BELOT, Adjoint au Maire, sera absent du  
23 octobre au 5 novembre 2008,

### ARRÊTONS

**ARTICLE 1er.** - Délégation de signature est donnée pendant cette  
période à Mme Francine GALLIEN, Adjointe au Maire, sous notre  
responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires concernant :

▪ Culture

- ☞ Relations avec les associations culturelles
- ☞ Equipements
- ☞ Archives
- ☞ Relations avec la scène nationale Granit et le centre national de  
chorégraphie
- ☞ Festivals
- ☞ Education et pratique artistiques
- ☞ Cérémonies patriotiques et commémorations

**ARTICLE 2.** - Le présent arrêté sera transcrit au registre des arrêtés et  
copie sera transmise à M. le Préfet.

En Mairie, le - 7 OCT. 2008

Le Maire,



Etienne BUTZBACH



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N<sup>o</sup> 082620

325

**Objet :** Règlement d'utilisation du gymnase universitaire et maison des sports « LE PHARE » situé à Belfort rue P. Koepfler (site du Fort Hatry).

Le Maire de la Ville de BELFORT,

Vu les articles L 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant la nécessité d'établir un règlement sur les conditions d'utilisation du GYMNASSE UNIVERSITAIRE et Maison des Sports, dénommé « LE PHARE », propriété de la ville de Belfort

### REGLEMENT D'UTILISATION DU GYMNASSE UNIVERSITAIRE ET MAISON DES SPORTS « LE PHARE »

#### TITRE I - CONDITIONS D'UTILISATION

Préfecture du Terr. de Belfort

16 OCT. 2008

Service Courrier

#### ARTICLE 1 : USAGE

« LE PHARE », propriété de la Ville de BELFORT est, en premier lieu, réservé à la pratique sportive. Il est aussi conçu pour recevoir des manifestations et des événements à caractère sportif, culturel ou festif accordés par la Ville. Il a aussi pour vocation d'accueillir des clubs sportifs qui pourront disposer de bureaux, de locaux de stockage, d'une salle de musculation et de salles de réunion.

Une participation financière pourra être demandée par la ville aux utilisateurs, dans des conditions déterminées par le Conseil Municipal.

#### ARTICLE 2 : PERSONNEL MUNICIPAL

Les agents du Service des Sports ou gardiens affectés au « PHARE » assurent l'entretien, le nettoyage, l'accueil et la surveillance générale de l'équipement. Ils sont chargés de faire respecter tout ce qui touche à la sécurité des lieux et des personnes dans le respect de l'ordre public, de la tranquillité publique, de l'hygiène et des bonnes mœurs. Ils sont notamment chargés de signaler à l'administration municipale tous incidents, toutes dégradations, détériorations ou anomalies pouvant survenir lors de l'utilisation de l'équipement. Ils veillent à la mise en application du planning d'occupation des différents locaux. *S'agissant du classement de l'équipement en 1<sup>ère</sup> catégorie, les agents au nombre de trois à minima seront régulièrement formés à la Sécurité Incendie et à l'Assistance aux Personnes afin de constituer le Service de Sécurité Incendie, sachant que par dérogation ils pourront être affectés aussi à d'autres tâches (Etablissements de 1<sup>ère</sup> catégorie pouvant recevoir du public de 1501 à 3000 personnes conformément à l'article MS 46 alinéa 2 de l'arrêté du 21/06/1982).*



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Les agents municipaux sont chargés de l'ouverture, de la mise à disposition et de la fermeture de l'équipement. Ils pourront interdire l'entrée des installations en l'absence de tout responsable de groupe ou en cas d'urgence caractérisée.

De la même façon ils pourront limiter ou interdire l'accès aux abords extérieurs immédiats (parkings, esplanade et voies d'accès).

Les consignes reçues par le personnel du Service des Sports et émanant de l'autorité municipale doivent être respectées.

Le Directeur du Service des Sports, son représentant ou les agents du Service des Sports ont le droit de contrôler à tout moment les séances d'entraînement, les réunions et manifestations diverses se tenant dans l'enceinte du « PHARE ».

### ARTICLE 3 : ENCADREMENT

Pendant la durée de l'utilisation de l'installation, les usagers scolaires, universitaires, clubs ou autres doivent être obligatoirement accompagnés d'un responsable désigné (professeur, éducateur, entraîneur, dirigeant, manager ou organisateur). Celui-ci devra être présent du début à la fin de l'utilisation de l'équipement. Cette obligation est d'autant plus stricte que le groupe est constitué ou contient des utilisateurs mineurs.

Chaque responsable doit assurer la discipline intérieure et la bonne tenue de son groupe sur les aires de jeux mais aussi dans les vestiaires ou autres locaux et les circulations.

Il devra se conformer aux prescriptions qui lui seront signifiées par le personnel municipal chargé du fonctionnement des installations et veiller au respect en particulier des dispositions du décret du 18 août 1993 précisant que tout agrès mobile (buts, panneaux de basket) doit être fixé au sol lors de son utilisation.

Les responsables seront seuls chargés des relations avec le personnel municipal pour toute question relative au fonctionnement de l'installation.

### ARTICLE 4 : EFFECTIFS

Les utilisateurs doivent impérativement respecter ***l'effectif maximal du public autorisé*** mentionné sur l'avis de sécurité affiché à l'entrée du Gymnase LE PHARE.

Rappel :

- **Effectif maximum total autorisé : 2800 personnes (personnel et sportifs ou artistes compris).**

- Configuration Sports : 1508 personnes en places assises en gradins (dont 30 PMR et 272 en gradins mobiles).

- Configuration Boxe : 2026 personnes en places assises (dont 770 en gradins, 24 PMR et 1256 assises sur chaises en parterre).

- Configuration Spectacle 1 : 1771 personnes en places assises (dont 745 en gradins, 12 PMR et 1026 assises en parterre).

- Configuration Spectacle 2 : 2700 personnes en places assises et debouts (dont 745 en gradins, 12 PMR et 1955 debouts en parterre).

Il ne pourra être vendu ou distribué un nombre de billets supérieur à celui des places déterminées par la Commission Départementale de Sécurité.



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### **ARTICLE 5 : INFIRMERIE ET LOCAL ANTI-DOPAGE**

Un local infirmerie est accessible en cas de besoin. Les produits pharmaceutiques de première urgence, les ustensiles et appareillages médicaux d'urgence contenus dans l'armoire à pharmacie de l'infirmerie ne sont pas destinés à l'usage courant. Seuls les médecins, les secouristes, les pompiers et toute personne formée et habilitée peuvent y avoir accès.

Chaque responsable de groupe utilisateur devra être muni de sa propre pharmacie portative permettant, en cas de besoin, d'assurer les premiers soins.

Une ligne téléphonique restreinte installée à l'infirmerie permet à tout utilisateur autorisé de prévenir les secours (Pompiers, Samu) en cas de nécessité.

Le local réservé aux contrôles anti-dopage n'est accessible qu'au Médecin désigné pour procéder à ces contrôles. Préalablement, il devra se faire connaître auprès des dirigeants sportifs concernés.

### **ARTICLE 6 : SALLE DE MUSCULATION**

La salle de musculation, complètement équipée pour la musculation et l'haltérophilie, est utilisée dans le cadre d'un planning hebdomadaire. Seuls les usagers autorisés peuvent la fréquenter. Après utilisation, les différents agrès doivent être remis à zéro et les charges rangées. Durant les périodes chaudes, il est possible de faire fonctionner l'installation de rafraîchissement d'air.

### **ARTICLE 7 : BUREAUX DES ASSOCIATIONS**

Des bureaux équipés de mobilier (bureaux, armoires, chaises et fauteuils) sont mis à la disposition des associations attributaires. Ces clubs résidents feront leur affaire du raccordement téléphonique et de l'Internet.

Ils veilleront aussi au rangement régulier des locaux et à la collecte de leurs déchets.

### **ARTICLE 8 : SALLES DE REUNION ET AUTRES LOCAUX**

Chacune des 2 salles de réunion est équipée de tables, chaises, meubles de rangement, d'un vidéo projecteur sur tablette et d'un écran sur pied. Le matériel sensible sera obligatoirement placé sous clé en dehors de son utilisation. La kitchenette de la salle de réunion du rez-de-chaussée sera laissée dans un état de propreté irréprochable après chaque usage.

Un local caisse est mis à disposition des associations qui en font la demande. Le rangement et le nettoyage leur incombent après chaque utilisation ainsi que la fermeture du rideau de sûreté.

Les 2 buvettes situées sur le déambulatoire en rez-de-chaussée sont placées à la disposition des organisateurs de manifestations. Ils devront veiller à l'hygiène permanente des lieux et à restituer ces locaux en l'état. Les réfrigérateurs devront être vidés, nettoyés et remis à zéro. Les surplus de fournitures seront rangés dans le local prévu à cet effet. Les denrées périssables seront évacuées dans leur totalité.

DÉPARTEMENT
<b>Territoire de Belfort</b>
CANTON
COMMUNE
<b>Ville de Belfort</b>

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Les locaux de stockage sont uniquement dédiés au matériel appartenant aux utilisateurs ou à la Ville de Belfort. Chaque association pourra disposer d'armoires ou de placards fermant à clé. Le matériel défectueux ou réformé doit être rapidement évacué par son propriétaire.

Le local PC Secours, occupé par le gardien, celui de la régie et la table de marque ne sont accessibles qu'aux seules personnes autorisées. Il en est de même pour l'ensemble des locaux techniques.

L'ascenseur qui assure la liaison entre le rez-de-jardin et le rez-de-chaussée est exclusivement réservé à l'usage des personnes à mobilité réduite. En cas d'incident, il est équipé d'une alarme et d'un système d'interphonie.

### **ARTICLE 9 : INTERDICTIONS**

Les locaux, installations, équipements et matériels doivent être utilisés conformément à leur finalité et leur spécificité sportive. Toute activité susceptible de troubler l'ordre, de détériorer les installations ou de nuire à autrui est, d'une manière générale, interdite.

Il est formellement interdit :

- \* d'évoluer sur les surfaces sportives avec des chaussures sales ou traçantes et non spécifiques,
- \* d'utiliser un produit antidérapant sur les semelles des chaussures ou sur les mains sans un accord spécifique de la Ville de BELFORT,
- \* de procéder à des activités de restauration ou de commerce de boissons en dehors des espaces spécialement aménagés à cet effet (voir Titre IV art.16),
- \* d'utiliser des bouteilles en verres ou des cannettes en aluminium,
- \* d'introduire des animaux ou des engins à moteurs dans les équipements,
- \* de fumer à l'intérieur du PHARE, y compris pour les accompagnateurs et spectateurs (Décrets n°92-478 du 29/05/1992 et n°2006-1386 du 15/11/2006) ou de cracher.
- \* de pénétrer dans l'équipement avec des armes ou des objets quelconques pouvant devenir une cause de danger ou d'inconfort pour les usagers ou le public,
- \* de courir dans l'installation en dehors du plateau sportif (notamment dans les couloirs, sanitaires, vestiaires, gradins, douches...),
- \* de se tenir debout sur les sièges, de lancer des projectiles, de pénétrer sur l'aire de jeu.
- \* de jouer au ballon en dehors des aires de jeu (vestiaires, circulations, hall d'entrée...).

L'accès aux installations sera refusé à toute personne en état d'ivresse, d'agitation manifeste ou ne se comportant pas correctement.



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Il est formellement interdit à toute personne étrangère au Service des Sports (ou à la Ville de BELFORT le cas échéant):

- de pénétrer dans les locaux techniques,
- de manipuler les tableaux de commandes électriques et de chauffage,
- de modifier les dispositifs de sécurité et notamment d'obstruer les issues de secours.

**ARTICLE 10 : PRATIQUE DU FOOTBALL EN SALLE**

La pratique du football en salle est tolérée sous réserve d'une autorisation spécifique de la Ville de BELFORT et de l'utilisation d'un ballon adapté.

**TITRE II - RESERVATION DES INSTALLATIONS****ARTICLE 11 : AUTORISATION D'UTILISATION**

L'utilisation du « PHARE » est subordonnée à la délivrance d'une **attribution** (sous forme de convention) émanant de la Ville de BELFORT et valant autorisation.

L'attribution peut être modifiée, suspendue ou supprimée par la Ville - sans compensation - en cas de manifestation exceptionnelle, de travaux, d'utilisation du matériel sportif dans d'autres installations ou pour raisons de sécurité.

**ARTICLE 12 : ATTRIBUTION ANNUELLE**

Le planning d'utilisation annuelle des installations, qui définit les créneaux réguliers d'entraînements, est élaboré, par la Ville, à la fin de chaque saison sportive (juin), pour le début de la saison sportive suivante (août).

Chaque responsable de groupe utilisateur reçoit son propre planning accompagné d'un courrier qui tient lieu **d'attribution annuelle**.

Les attributions délivrées pour une saison sportive ne sont pas renouvelables tacitement.

**ARTICLE 13 : CRENEAUX D'UTILISATION**

Les usagers sont autorisés à entrer dans l'équipement quinze minutes avant le début de leur créneau. Ils doivent libérer les lieux vingt minutes après la fin de celui-ci.

L'horaire des séances doit être scrupuleusement respecté. La durée du créneau d'entraînement comprend l'installation et le rangement du matériel, les échauffements et les douches.

DÉPARTEMENT
<b>Territoire de Belfort</b>
CANTON
COMMUNE
<b>Ville de Belfort</b>

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

En cas d'annulation d'une séance d'entraînement ou d'une compétition, les bénéficiaires doivent en informer le Service des Sports dans les meilleurs délais ainsi que le gardien de l'équipement.

Le nombre minimum d'usagers présents à une séance d'entraînement est fixé à HUIT. En deçà, la séance sera annulée par le gardien.

**ARTICLE 14 : NON-UTILISATION DES CRENEAUX**

Sauf raison motivée et signalée au préalable à la Ville, les associations, groupements à vocation sportive ou établissements scolaires, verront leurs autorisations d'accès aux installations annulées s'ils n'ont pas utilisé effectivement, durant trois créneaux consécutifs, les heures d'occupation qui leur sont attribuées annuellement.

Cette mesure ne concerne pas les **non-utilisations** occasionnées du fait de la Ville de BELFORT.

**ARTICLE 15 : ATTRIBUTIONS PONCTUELLES**

L'association ou le groupement à vocation sportive, désirant organiser ponctuellement une manifestation (ou un stage), doit faire une demande écrite auprès de la Ville de BELFORT qui décide ou non de l'attribution.

La demande doit être déposée au minimum **15 jours** avant la date considérée.

Cette demande doit être accompagnée :

\* d'un courrier indiquant les prestations particulières sollicitées,

\* suivant la nature et l'importance de l'événement ou des aménagements particuliers envisagés dans l'installation, d'un dossier concernant l'organisation de la sécurité pendant la manifestation (3 exemplaires).

\* le budget prévisionnel de la manifestation.

Les utilisateurs ne peuvent disposer de l'équipement qu'aux jour(s) et heure(s) qui leur ont été attribués par la Ville de BELFORT.

<b>TITRE III - FONCTIONNEMENT</b>
-----------------------------------

**ARTICLE 16 : SECURITE**

La composition du service de sécurité incendie, assurant la surveillance de l'équipement pendant les compétitions/manifestations sportives est fixée comme suit :

- 1 agent formé désigné par la Ville
- 2 personnes formées désignées par le club organisateur.



DÉPARTEMENT
<b>Territoire de Belfort</b>
CANTON
COMMUNE
<b>Ville de Belfort</b>

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Pendant les spectacles, la Société organisatrice devra fournir 3 agents de sécurité incendie pour assurer la sécurité. (1 SSIAP2 et 2 SSIAP1).**

### **ARTICLE 17 : SERVICE D'ORDRE**

Il appartient à tout organisateur de manifestation ou de compétition sportive de mettre en place un service d'ordre et un poste de secours adapté à la manifestation en accord avec les autorités compétentes.

Il est impératif que le service d'ordre soit mis en place au plus tard lors de l'ouverture des portes au public.

Les frais occasionnés par ces dispositions sont à la seule charge de l'organisateur.

L'organisateur est responsable de la bonne tenue du public.

### **ARTICLE 18 : ACCES ET CIRCULATION**

Les usagers et spectateurs sont tenus de stationner leurs véhicules aux emplacements et parkings réservés à cet effet.

Il appartient notamment à l'organisateur de veiller à l'accessibilité et au respect des places de stationnement réservées (Personnes à Mobilité Réduite, Arbitres, Joueurs, Médecins, Service de la Ville, Presse, ...).

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées à cet usage et avant l'heure fixée pour l'accueil du public.

Un contrôle physique des accès sera mis en place par l'organisateur à chaque porte accessible au public.

A l'occasion des matches, les arbitres, les joueurs et les dirigeants accèdent par un accès différencié, situé à l'opposé de celui du public.

### **ARTICLE 19 : ETAT DES LOCAUX**

Les utilisateurs doivent :

\* laisser les locaux dans un état de propreté permettant au(x) groupe(s) suivant(s) de les utiliser immédiatement,

\* remettre le matériel sportif déplacé aux emplacements prévus à l'origine.

## **TITRE IV - VENTE ET PUBLICITE**

### **ARTICLE 20 : BUVETTES**

Sauf dérogation accordée par Monsieur le Maire, il est interdit de vendre des boissons alcoolisées dans l'enceinte des installations sportives.



DÉPARTEMENT
<b>Territoire de Belfort</b>
CANTON
COMMUNE
<b>Ville de Belfort</b>

## ARRÊTÉ DU MAIRE

332

Dans le cas d'une dérogation accordée, la vente de boissons ou d'aliments devra être conforme aux dispositions prévues dans le code des débits de boissons et aux règles d'hygiène en vigueur. En outre, les responsables de la vente devront ramasser soigneusement les emballages afin qu'il ne demeure aucune trace de l'activité exercée provisoirement. Seuls les emballages plastiques sont autorisés.

### **ARTICLE 21 : PUBLICITE**

Aucune publicité fixe, par voie d'affichage ou par tract ne sera admise dans l'équipement sauf autorisation écrite et expresse de la Ville de BELFORT

## **TITRE V – UTILISATION NON SPORTIVE**

### **ARTICLE 22 : ESPACES**

Le hall d'entrée, les salles de réunion, les loges, la grande salle, la salle d'échauffement et autres espaces de convivialité peuvent être loués pour des manifestations non sportives en fonction des disponibilités du calendrier du « PHARE ».

Aucune manifestation à caractère politique ou confessionnel ne sera autorisée, sauf cas exceptionnel traité à l'avance par la Ville de BELFORT.

### **ARTICLE 23 : ATTRIBUTION**

Les autorisations seront accordées par la Ville de BELFORT après examen d'une demande écrite.

### **ARTICLE 24 : TARIFS**

Les tarifs de location et leurs modalités sont fixés par délibération du Conseil Municipal de la Ville de BELFORT.

S'ajoutent, le cas échéant, au prix de location : les frais de nettoyage, chauffage, électricité et eau ainsi que tous les frais liés à d'éventuelles réparations suite à dégradations.

### **ARTICLE 25 : FONCTIONNEMENT**

Les utilisateurs feront leur affaire du personnel qui leur sera nécessaire.

Les aménagements spécifiques et autres matériels seront à la charge des utilisateurs. Ils ne pourront être réalisés qu'avec l'accord express et préalable de la Ville de BELFORT.

Un état des lieux contradictoire sera dressé avant et après la manifestation.

DÉPARTEMENT
<b>Territoire de Belfort</b>
CANTON
COMMUNE
<b>Ville de Belfort</b>

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**TITRE VI - RESPONSABILITE ET ASSURANCES****ARTICLE 26 : RESPONSABILITE**

La Ville de BELFORT ne peut être tenue responsable des accidents ou dommages qui pourraient survenir aux utilisateurs du « PHARE », soit de leur fait soit du fait de tiers.

Les associations, établissements scolaires et autres organismes sont seuls responsables vis-à-vis de leurs membres ou élèves, de la Ville et de ses agents comme des tiers, de tous accidents, dégâts ou dommages de quelque nature que ce soit qui relèverait d'une faute de leur part.

Les dommages causés au matériel et aux installations seront réparés aux frais des usagers qui en seront reconnus responsables.

Les associations, établissements scolaires et autres organismes sont civilement responsables des dégradations occasionnées par leurs membres ou élèves.

Lors de manifestations sportives, festives ou autres, l'organisateur est responsable des dégradations générées par les spectateurs et/ou par l'équipe adverse ou tout autre tiers à l'intérieur et aux abords du bâtiment.

**ARTICLE 27 : ASSURANCES**

Il appartient donc aux associations, groupements à vocation sportive, établissement scolaires, et autres utilisateurs, de souscrire une assurance garantissant les conséquences de leur propre responsabilité.

Les utilisateurs doivent également garantir, contre l'incendie, l'explosion, le dégât des eaux, le vol et les dégradations, le matériel et le mobilier susceptibles de leur appartenir.

Ces polices d'assurance devront être transmises au début de la saison à la Ville de BELFORT ou jointes à chaque demande d'occupation exceptionnelle ou non sportive.

Il est précisé que les compagnies d'assurances devront renoncer à tout recours contre la Ville de BELFORT. La Ville de BELFORT et l'utilisateur s'engagent à insérer respectivement dans leurs contrats d'assurance une clause de renonciation à recours.

La ville de BELFORT décline, en outre, toute responsabilité en ce qui concerne les vols susceptibles d'être commis dans « LE PHARE », et notamment dans les vestiaires.

**TITRE VII - APPLICATION DU REGLEMENT****ARTICLE 28 :**

**L'utilisation des installations du « PHARE » de la Ville de BELFORT oblige à la prise de connaissance et au respect du présent règlement.**

Les infractions au présent règlement seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur.



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082620

334

## ARRÊTÉ DU MAIRE

En outre, la ville de BELFORT se réserve le droit d'interdire, momentanément ou définitivement, l'accès au « PHARE » en cas de non-respect du présent règlement pour quelque cause que ce soit.

La Ville de BELFORT se réserve le droit de modifier ou compléter le présent règlement chaque fois qu'elle le jugera nécessaire.

Les utilisateurs doivent prendre connaissance, outre du présent règlement, des consignes de sécurité et d'évacuation du PHARE et ce avant tout début d'utilisation.

### ARTICLE 29 : ENTREE EN VIGUEUR

Le règlement entrera en vigueur à compter de sa publication.

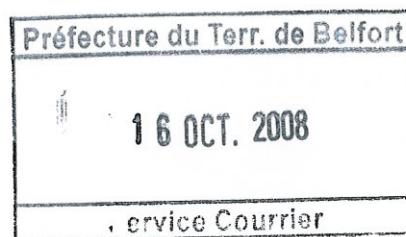
### ARTICLE 30 : EXECUTION

Le Directeur Général des Services de la Ville de BELFORT et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Territoire de BELFORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BELFORT, le 10 octobre 2008

Le Maire de BELFORT,

  
Etienne BUTZBACH





DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

# ARRÊTÉ DU MAIRE

DDF

**OBJET** : Prescriptions de sécurité – E.R.P.

Roger's Café

- 22 quai Vallet - 90000 BELFORT

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

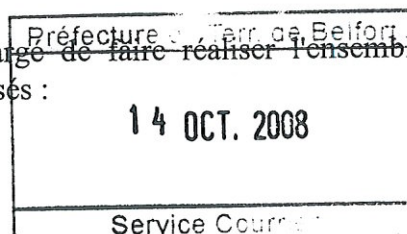
V U

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles R.123-1 et R.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,
- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,
- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,
- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,
- l'arrêté défavorable en date du 26/02/2008 transmis par recommandé avec accusé de réception à M. le Gérant du Roger's café, sis 22 quai Vallet à Belfort,
- la visite en date du 05/09/2008 et le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 15/09/2008, transmis par recommandé avec accusé de réception à M. le Gérant du Roger's café, sis 22 quai Vallet à Belfort,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS DEFAVORABLE** au maintien à l'ouverture du public de cet établissement, en raison de la nécessité de le mettre en conformité par rapport à la réglementation en vigueur dans un délai déterminé,*

## ARRÊTONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**.- M. le Gérant de l'établissement est chargé de faire réaliser l'ensemble des prescriptions édictées ci-dessous en tenant compte des délais précisés :



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

336

PRESRIPTIONS PERMANENTES

01	Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R.123-51).
02	<p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>▪ Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public. - (article EC 15).</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68).</li> <li>▪ Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les 3 ans par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection)-(article MS73)</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>
	<b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notées sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b>
03	<p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>

PRESRIPTIONS ANCIENNES

04	05/07 - 01/05 - l'établissement devra être isolé des tiers par des parois et des planchers coupe-feu de degré 2 heures (articles CO 7 et CO 9). DELAI : 2 MOIS
05	06/07 - 02/05 - la structure du bâtiment devra être stable coupe-feu de degré 2 heures (article CO 12). DELAI : 2 MOIS

Préfecture de Belfort
14 OCT. 2008
Service Courrier



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

# ARRÊTÉ DU MAIRE

337

## PRESCRIPTIONS NOUVELLES

06	Faire vérifier par un <b>technicien compétent</b> ou un organisme agréé les installations et les équipements techniques suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Alarme (article MS 68) ;</li> <li>✓ installation électrique (article EL 19) ;</li> <li>✓ éclairage de Sécurité (article EC 15) ;</li> <li>✓ désenfumage (article DF 10) ;</li> </ul> <b>DELAÏ : 1 MOIS</b>
07	Fournir à la Sous-Commission Départementale de Sécurité les procès-verbaux des vérifications des installations et des équipements techniques cités ci-dessus (article R 123-44 du CCH). <b>DELAÏ : 1 MOIS</b>

**ARTICLE 2.-** Cet établissement est classé de type N de 4<sup>ème</sup> catégorie pour un effectif de 125 personnes.

**ARTICLE 3.-** M. le Directeur Général des Services et M. le Directeur de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le Gérant du Roger's café – 22 quai Vallet – 90000 Belfort

**ARTICLE 4.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

10 OCT. 2008

En Mairie, le  
Pour le Maire, l'Adjoint délégué,





DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

# ARRÊTÉ DU MAIRE

338

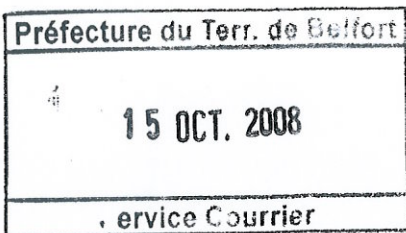
**OBJET :** Personnel de l'Etat Civil  
Délégation de signature et de fonctions.

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

Vu les articles R 2122-8 et R 2122-10 du Code Général des  
Collectivités Territoriales,

## ARRETONS

**ARTICLE 1er.** - Délégation de signature est donnée, à compter de ce  
jour, sous notre responsabilité et notre surveillance à :



- Mme Germaine EGARD, Directeur Territorial,
- Mme Joëlle TOCK, Rédacteur Territorial principal,
- Mme Sandrine LEROY, Rédacteur Territorial,
- M. François ALBERSAMMER, adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- Melle Stéphanie WALTER, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Mme Dominique BURGER, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Mme Marie-José EGLOFF, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Mme Sagia BELLAL-MANCER, adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe,
- Mme Virginie LAOUADI, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Mme Patricia HOTZ, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Mme Florence RABIER, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Mme Patricia DEL FIACCO, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Melle Jalila LOULIDA, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Melle Anne-Claire CUENOT, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Melle Catherine CHAMALBIDE, adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe,
- Mme Roselyne MARECHAL, ATSEM de 2<sup>ème</sup> classe,

pour :

- la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet,
- la légalisation des signatures.

**ARTICLE 2.** - Les fonctions d'officier de l'Etat Civil sont déléguées, à  
compter de ce jour, sous notre responsabilité et notre surveillance à :

- Mme Germaine EGARD, Directeur Territorial,
- Mme Joëlle TOCK, Rédacteur Territorial principal,
- Mme Sandrine LEROY, Rédacteur Territorial,
- M. François ALBERSAMMER, adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- Melle Stéphanie WALTER, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,

DÉPARTEMENT
<b>Territoire de Belfort</b>
CANTON
COMMUNE
<b>Ville de Belfort</b>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082630

339

## ARRÊTÉ DU MAIRE

- Mme Dominique BURGER, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Mme Marie-José EGLOFF, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Mme Sagia BELLAL-MANCER, adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe,
- Mme Virginie LAOUADI, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Mme Patricia HOTZ, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Mme Florence RABIER, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Mme Patricia DEL FIACCO, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Melle Jalila LOULIDA, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Melle Anne-Claire CUENOT, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe,
- Melle Catherine CHAMALBIDE, adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe,
- Mme Roselyne MARECHAL, ATSEM de 2<sup>ème</sup> classe,

pour :

- la réception des déclarations, la rédaction, la transcription et la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres de l'état civil,

- l'établissement de tous actes relatifs aux déclarations et la délivrance des copies et extraits.

**ARTICLE 3.-** Tout arrêté antérieur relatif aux délégations susvisées est rapporté.

**ARTICLE 4.-** M. le Directeur Général des services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

BELFORT, le 14 OCT. 2008

Pour le Maire  
L'Adjointe déléguée

Michèle Alice FAIVRE





DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N°  
082631  
340

**OBJET** - Personnel – Centre de Formation d'Apprentis – Régie de recettes –  
Modification des régisseurs suppléants.

Nous, Maire de Belfort,

### V U

- l'arrêté municipal n° 940693 du 30 juin 1994 portant création d'une régie de recettes au Centre de Formation d'Apprentis,
- l'arrêté municipal n° 060140 du 2 février 2006 portant modification du cautionnement et des régisseurs suppléants,

- L'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 30 septembre 2008,

### ARRETONS

**ARTICLE 1** – Les fonctions de régisseur suppléant confiées à Monsieur Franck VASILJEVIC sont supprimées.

**ARTICLE 2** – Les fonctions de régisseur titulaire de la régie de recettes créée au Centre de Formation d'Apprentis restent confiées à Madame Annie SCHALLER, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Les fonctions régisseurs suppléants de la régie de recettes créée au Centre de Formation d'Apprentis restent confiées à Mesdames Evelyne LOYEZ, Magali VALLI, Virginie CARDOT, Joëlle COLLIEUX, Madame Dominique MARTZ et à Messieurs David BERTHOD et Yves RODIER, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**ARTICLE 3** – Durant l'absence pour maladie de Madame Dominique MARTZ, Madame Sükran VERGUET est nommée régisseur suppléant de la régie de recettes créée au Centre de Formation d'Apprentis avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**ARTICLE 4** – En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Annie SCHALLER, régisseur titulaire sera remplacée par Mesdames Evelyne LOYEZ, Magali VALLI, Virginie CARDOT, Joëlle COLLIEUX, Dominique MARTZ, Sükran VERGUET et Messieurs David BERTHOD et Yves RODIER.

**ARTICLE 5** – Madame Sükran VERGUET percevra une indemnité de responsabilité d'un montant annuel de 12 €.

**ARTICLE 6** - Les régisseurs titulaire et suppléants, sont conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont effectués.

Les régisseurs titulaire et suppléants ne devront pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

14 OCT. 2008

Service Courrier



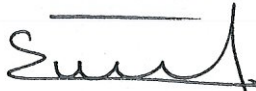
ARTICLE 7 - Les régisseurs titulaire et suppléants sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

ARTICLE 8 - Les régisseurs titulaire et suppléants appliqueront, chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle de Février 1998.

ARTICLE 9 - Monsieur le Directeur Général des Services et le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Belfort, le 14 OCT. 2008

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,

  
Maurice SCHWARTZ



Préfecture du Terr. de Belfort
14 OCT. 2008
Service Courrier

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082649

342

## ARRÊTÉ DU MAIRE



DDF

**OBJET** : Visite d'ouverture – E.R.P.  
EHPAD  
- 1 avenue de la Miotte à Belfort

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,

- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,

- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité suite à la visite en date du 09/09/2008, transmis en recommandé avec accusé de réception à la SCI VAUBAN, EHPAD, 1 avenue de la Miotte à BELFORT,

- le procès verbal de visite de la sous-commission départementale d'accessibilité suite à la visite en date du 09/09/2008, transmis en recommandé avec accusé de réception à la SCI VAUBAN, EHPAD, 1 avenue de la Miotte à BELFORT,

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale d'accessibilité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à l'accessibilité handicapés des Etablissements Recevant du Public,*

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- L'ouverture au public de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de la Miotte est autorisée.

**ARTICLE 2.**- M. le Directeur de l'établissement est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

**PRESCRIPTIONS PERMANENTES**

01	Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R.123-51).
02	<p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public - (article EC 15).</li> </ul> </li> <li>- <u>Installation de gaz</u> : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Grande cuisine</u> : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (article GC 22).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>- <u>Ascenseur – escaliers mécaniques</u> :</li> </ul>



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les appareils doivent être entretenus par du personnel spécialisé et qualifié de l'établissement ou par contrat d'entretien avec une Société (article AS 8).</li> <li>• Une vérification annuelle doit être réalisée par une personne ou un organisme agréé. Ces vérifications devront être conformes aux articles AS 9 et AS 10.</li> <li>- <u>Portes automatiques</u> : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévus par la norme en vigueur correspondante (article CO 48).</li> </ul>
	<b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notées sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b>
03	<p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R.123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>

**PRESCRIPTIONS ANCIENNES**

04	<p><b>21/05</b> - Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, devra être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs pompiers (article MS41).</p> <p><b>DELAI : IMMEDIAT</b></p>
05	<p><b>22/05</b> - Des consignes relatives à la conduite à tenir en cas d'incendie doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- remises à chacun des résidents</li> <li>- portées à la connaissance du personnel</li> <li>- affichées dans les parties collectives (article J40)</li> </ul> <p><b>DELAI : IMMEDIAT</b></p>
06	<p><b>23/05</b> - La surveillance de l'établissement devra être assurée par des employés spécialement désignés et entraînés à la mise en œuvre des moyens de secours. L'organisation de cette surveillance relève de la responsabilité du chef d'établissement. En complément de ces missions, le personnel affecté à la surveillance doit être formé à l'évacuation des résidents par transfert horizontal avant l'arrivée de secours et à l'exploitation du Système de Sécurité Incendie (article J 35).</p> <p>Cette formation devra être réalisée avant l'ouverture au public de l'établissement.</p> <p><b>DELAI : IMMEDIAT ET PERMANENT</b></p>

**PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

07	<p>Fournir à la sous-commission départementale de sécurité une déclaration d'effectif du personnel de jour et de nuit (article J2).</p> <p><b>DELAI : IMMEDIAT</b></p>
----	--

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

08	Fournir à la sous-commission départementale de sécurité une attestation de levée des observations du rapport SOCOTEC de vérification après travaux du 08/09/2008 n° 24440/08/1622 et du procès verbal de réception technique du SSI de catégorie A du 08/09/2008 n°24440/08/1615 (article R 123-44 du CCH). <b>DELAI : 1 MOIS</b>
09	Fournir à la sous-commission départementale de sécurité et notifier sur le registre de sécurité les dispositions prises sur la disponibilité de moyens d'alimentation autonome en énergie pour les installations utilisées afin de garantir la sécurité des personnes hébergées pendant 48 heures au moins ou de prévoir les mesures permettant d'assurer, par eux-mêmes, la sécurité des personnes hébergées en cas de défaillance du réseau d'énergie (loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, article 7). <b>DELAI : 1 MOIS</b>
	<b>Rez de chaussée</b>
10	Supprimer les serrures à clés des quatre portes de sortie de secours de l'unité Alzheimer (articles J21 et CO 46). <b>DELAI : IMMEDIAT</b>
11	Indiquer par un panneau « <b>NE PAS GENER A L'OUVERTURE AUTOMATIQUE</b> » sur l'ouvrant de désenfumage dans la grande salle de l'espace Alzheimer (article J25). <b>DELAI : IMMEDIAT</b>
12	Fournir à la sous-commission départementale de sécurité le fonctionnement des dispositifs actionnés de sécurité des issues de secours verrouillées dans la partie Alzheimer, puis voir au tableau SSI si son installation correspond à la norme française (article MS 60). <b>DELAI : 1 MOIS</b>
	<b>Sous-sol</b>
13	Mettre en place dans le local groupe électrogène un dépôt d'au moins 100 litres de sable et une pelle au voisinage immédiat de la porte d'accès (article EL 7). <b>DELAI : IMMEDIAT</b>
14	Les orifices extérieurs « raccords ZAC » de la chaufferie et du local groupe électrogène doivent être fermés à l'aide d'un dispositif démontable sans outillage ; ils doivent être signalés par une plaque portant la mention « gaine pompiers groupe électrogène et chaufferie » (articles EL 7 et CH 5). <b>DELAI : 1 MOIS</b>
	<b>Etages</b>
15	Supprimer les rideaux devant les baies accessibles de la façade Nord (article CO 3). <b>DELAI : IMMEDIAT</b>
16	Revoir les triangles des baies accessibles de la façade Sud de façon à ce que le matériel des sapeurs-pompiers puisse ouvrir les baies (article CO3). <b>DELAI : IMMEDIAT</b>



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

	Extérieur
17	Les deux portails d'accès aux voies engins doivent être déverrouillés lors du déclenchement de l'alarme ; un essai devra être fait avant l'ouverture au public et notifié sur le registre de sécurité (article MS 60). <b>DELAI : 1 MOIS</b>
18	Installer une VB « ventilation basse » et VH « ventilation haute » dans la local groupe électrogène au sous-sol (article EL 7). <b>DELAI : 2 MOIS</b>
	Accessibilité Handicapés
19	<b>Cabinet d'aisances</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>la hauteur de la cuvette, lunette abattante éventuelle comprise, doit être située entre 0.46m et 0.50m. La commission a constaté que la cuvette la moins haute parmi celles mesurées se situait à 0.51m du sol hors lunette, la plus haute à 0.55m hors lunette. L'établissement devra remettre les cuvettes à une hauteur réglementaire.</li> <li>la barre d'appui doit comporter une partie horizontale située à côté de la cuvette entre 0.7m et 0.80m de hauteur. La commission a constaté que la barre d'appui est située trop en avant par rapport à la cuvette. De plus la barre des WC du RDC mesurée se trouvait à 0.85m de hauteur. L'établissement devra repositionner les barres d'appui de manière à ce qu'elles respectent la réglementation.</li> <li>Les portes devront être munies du symbole d'accessibilité.</li> </ul> <b>DELAI : 1 MOIS</b>
20	<b>Grilles</b> : les trous ou fentes dans le sol (grilles, etc...) doivent avoir un diamètre ou une largeur inférieur à 2cm. Les fentes de la grille contrôlée à l'extérieur du bâtiment ont une largeur de 3cm. Les grilles non conformes doivent être changées. <b>DELAI : 1 MOIS</b>
21	<b>Interrupteur</b> : un emplacement de dimensions minimales 0.80m x 1.30m, libre de tout obstacle, situé devant ou à côté des interrupteurs, doit être accessible par un chemin praticable. La commande du plafonnier des chambres n'est pas accessible car placée entre le lit et l'armoire sans possibilité d'accès en fauteuil roulant. Un second interrupteur accessible doit être placé dans les chambres. <b>DELAI : 1 MOIS</b>
22	<b>Ascenseur</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>La temporisation de fermeture des portes devra être allongée afin de permettre à une personne âgée en fauteuil roulant de sortir.</li> <li>Le volume de l'annonce des étages sera augmenté afin que celle-ci soit audible en cas de conversation.</li> <li>Les boutons d'appel extérieurs seront munis d'un moyen tactile de reconnaissance.</li> <li>Il serait souhaitable que l'arrivée de l'ascenseur soit annoncé de manière sonore sur le palier d'attente.</li> </ul> <b>DELAI : 1 MOIS</b>



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

23	<b>Accueil</b> : la partie surbaissée de la banque d'accueil comportera un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. <b>DELAÏ : 1 MOIS</b>
24	<b>Signalétique</b> : les indications portées sur les panneaux d'orientation ou de signalisation doivent avoir un contraste important par rapport à leur support. Les numéros de chambres doivent être en relief ou muni d'un repérage tactile. <b>DELAÏ : 1 MOIS</b>

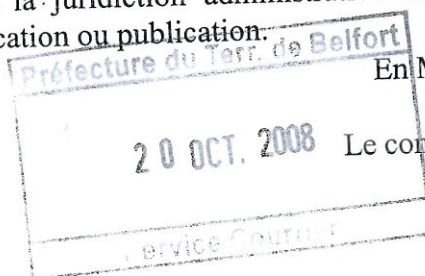
**ARTICLE 3.-** Cet établissement est de **type J de 4<sup>ème</sup> catégorie** pour un effectif théorique total de **235 personnes**.

**ARTICLE 4.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement – place de la Révolution Française – 90000 BELFORT
- M. le directeur de l'établissement EHPAD – 1, avenue de la Miotte – 90000 BELFORT.

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 6.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.



En Mairie, le

16 OCT. 2008

Pour le Maire

Le conseiller municipal délégué,

Gérard SIMON

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082665  
348

## ARRÊTÉ DU MAIRE

D.S.

**OBJET :** *Absence de M. Bertrand CHEVALIER, 11<sup>ème</sup> Adjoint au Maire - Délégation de signature donnée à M. Hubert BELZ, Adjoint au Maire.*

*Nous, Maire de la Ville de BELFORT,*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L 2122-18 et L 2122-30,

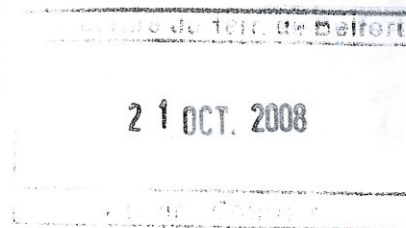
Considérant que M. Bertrand CHEVALIER, Adjoint au Maire, sera absent du 27 au 31 octobre 2008,

### ARRÊTONS

**ARTICLE 1er.** - Délégation de signature est donnée pendant cette période à M. Hubert BELZ, Adjoint au Maire, sous notre responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires concernant :

■ Circulation

- ☞ Stationnement
- ☞ Transports
- ☞ Jalonnement
- ☞ Pistes cyclables
- ☞ Vélos
- ☞ Eclairage public
- ☞ Comité consultatif de circulation
- ☞ Voiries, ouvrages d'art, infrastructures voiries
- ☞ Vélos-stations



**ARTICLE 2.** - Le présent arrêté sera transcrit au registre des arrêtés et copie sera transmise à M. le Préfet.

En Mairie, le

17 OCT. 2008

Le Maire,

Etienne BUTZBACH



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

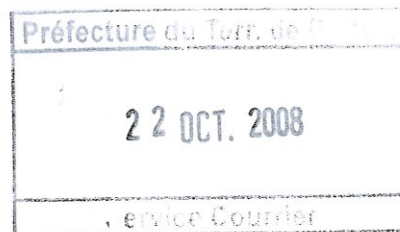
MH

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082673  
349



**OBJET** : Visite périodique – ERP.  
Bibliothèque Universitaire  
55, faubourg des Ancêtres à Belfort

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,

- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,

- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité du 15 septembre 2008 suite à la visite en date du 09/09/2008, transmis à Monsieur le Directeur de la Bibliothèque Universitaire, 55 faubourg des Ancêtres à Belfort,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- Le maintien de l'ouverture au public de la Bibliothèque Universitaire est autorisé.

**ARTICLE 2.**- M. le Directeur de la Bibliothèque Universitaire est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

**PRESCRIPTIONS PERMANENTES**

01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	<p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public - (article EC 15).</li> <li>- <u>Installation de gaz</u> : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30).</li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Ascenseur – escaliers mécaniques</u> : Les appareils doivent être entretenus par du personnel spécialisé et qualifié de l'établissement ou par contrat d'entretien avec une Société (article AS 8). Une vérification annuelle doit être réalisée par une personne ou un organisme agréé. Ces vérifications devront être conformes aux articles AS 9 et AS 10.</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p>
03	<p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>
04	Interdire le stationnement sur la voie échelle (article CO 2).

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Remarques :** Actuellement, l'escalier encloisonné comporte deux accès au 1<sup>er</sup> niveau provenant du même volume ; de plus ses portes ne sont pas asservies. Le risque n'étant pas augmenté, en application de l'article R 123-13 du Code de la Construction et de l'Habitation, la commission de sécurité a admis la non conformité à l'article CO 53 § 3.

### PRESCRIPTIONS ANCIENNES

05	<b>05/03 – 05/99</b> – L'amphithéâtre extérieur du 2 <sup>ème</sup> étage ne comporte pas d'issue de secours. L'ouverture s'effectue par une porte coulissante. Actuellement, cet espace n'est pas accessible au public (attestation de l'exploitant). Dans l'hypothèse d'une ouverture au public, un dossier d'aménagement devra être soumis pour avis à la sous-commission.
06	<b>06/03 – 08/99</b> – Dans l'ensemble du bâtiment, revoir le réglage des portes coupe-feu (article CO 45). <b>DELAÏ : 1 MOIS</b>

### PRESCRIPTIONS NOUVELLES

07	Lever les observations des différents rapports de l'organisme agréé SOCOTEC et fournir au secrétariat l'attestation de la levée de ces observations (article GE 9). <b>DELAÏ : 1 MOIS</b>
08	Fournir au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité une déclaration d'effectif par niveau (article S 2). <b>DELAÏ : IMMEDIAT</b>
09	Equiper le local « groupe électrogène » d'une cuvette étanche afin que le combustible accidentellement répandu ne puisse se déverser par les orifices placés au sol (article EL 7). <b>DELAÏ : 15 jours</b>
10	Installer un dépôt d'au moins 100 litres de sable et une pelle à proximité de la porte d'accès du local « groupe électrogène » - (article EL 7). <b>DELAÏ : 15 jours</b>
11	Régler le vantail droit du bloc porte donnant accès à la salle O au rez-de-chaussée (article CO 44). <b>DELAÏ : 15 jours</b>
12	Régler le vantail gauche du bloc porte de la sortie de secours côté collège (article CO 46). <b>DELAÏ : 15 jours</b>

**ARTICLE 3.-** Cet établissement est de type S-Y de 3<sup>ème</sup> catégorie pour un effectif théorique total de 395 personnes.



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 4.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le Directeur de la Bibliothèque Universitaire 55, Faubourg des Ancêtres 90000 BELFORT.

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 6.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.



En Mairie, le 20 OCT. 2008

Pour le Maire  
L'Adjoint Délégué

Bertrand CHEVALIER



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082674  
353

## ARRÊTÉ DU MAIRE

MH



**OBJET** : Visite périodique – E.R.P.  
U.T.B.M. Bâtiment A .  
Rue Thierry Mieg à Belfort

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,

- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,

- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 15/09/2008 suite à la visite en date du 10/09/2008, transmis à M. le Directeur de l'UTBM, Rue Thierry Mieg à BELFORT,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment A de l'U.T.B.M. est autorisé.

**ARTICLE 2.-** M. le Directeur de l'U.T.B.M. est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

PRESRIPTIONS PERMANENTES

01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	<p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public - (article EC 15).</li> <li>• <u>Systèmes de protection contre la foudre</u> : les vérifications des paratonnerres doivent être conformes aux dispositions de leur norme (article EL 19).</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Ascenseur – escaliers mécaniques</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les appareils doivent être entretenus par du personnel spécialisé et qualifié de l'établissement ou par contrat d'entretien avec une Société (article AS 8).</li> <li>• Une vérification annuelle doit être réalisée par une personne ou un organisme agréé. Ces vérifications devront être conformes aux articles AS 9 et AS 10.</li> </ul> </li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>- <u>Portes automatiques</u> : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article CO 48).</li> </ul>



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

	<b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b>
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).
05	Identifier les armoires et coffrets électriques par un pictogramme approprié
06	Jointoyer l'ensemble des passages de gaines, conduits et câbles (article CO 28).
07	Régler les ferme-portes des locaux à risques et des portes de recoupement (article CO 28).

**ARTICLE 3.-** Cet établissement est de type R de 3<sup>ème</sup> catégorie ayant un effectif de 450 personnes pour le bâtiment A. (le site de l'UTBM est susceptible de recevoir 750 personnes).

**ARTICLE 4.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le directeur de l'U.T.B.M. – Rue Thierry Mieg – 90000 BELFORT.



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

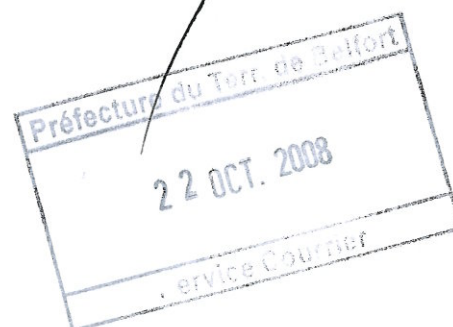
## ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 6.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

En Mairie, le **20 OCT. 2008**  
 Pour le Maire  
 l'Adjoint délégué,

Hubert BELZ



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

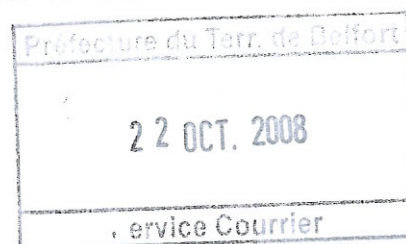
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082675

357

## ARRÊTÉ DU MAIRE



MH

**OBJET** : Visite périodique – E.R.P.  
U.T.B.M. Bâtiment B .  
Rue Thierry Mieg à Belfort

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,

- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,

- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 15/09/2008 suite à la visite en date du 10/09/2008, transmis à M. le Directeur de l'UTBM, Rue Thierry Mieg à BELFORT,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment B de l'U.T.B.M. est autorisé.

**ARTICLE 2.**- M. le Directeur de l'U.T.B.M. est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

**PRESCRIPTIONS PERMANENTES**

01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	<p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public - (article EC 15).</li> <li>• <u>Systèmes de protection contre la foudre</u> : les vérifications des paratonnerres doivent être conformes aux dispositions de leur norme (article EL 19).</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Ascenseur – escaliers mécaniques</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les appareils doivent être entretenus par du personnel spécialisé et qualifié de l'établissement ou par contrat d'entretien avec une Société (article AS 8).</li> <li>• Une vérification annuelle doit être réalisée par une personne ou un organisme agréé. Ces vérifications devront être conformes aux articles AS 9 et AS 10.</li> </ul> </li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>- <u>Portes automatiques</u> : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article CO 48).</li> </ul>



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

# ARRÊTÉ DU MAIRE

	<b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b>
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).
05	Identifier les armoires et coffrets électriques par un pictogramme approprié
06	Jointoyer l'ensemble des passages de gaines, conduits et câbles (article CO 28).
07	Régler les ferme-portes des locaux à risques et des portes de recoupement (article CO 28).

**ARTICLE 3.-** Cet établissement est de type R de 3<sup>ème</sup> catégorie ayant un effectif de 450 personnes pour le bâtiment B. (le site de l'UTBM est susceptible de recevoir 750 personnes).

**ARTICLE 4.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le directeur de l'U.T.B.M. – Rue Thierry Mieg – 90000 BELFORT.

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082675

## ARRÊTÉ DU MAIRE

360

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 6.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

En Mairie, le **20 OCT. 2008**  
Pour le Maire  
l'Adjoint délégué,

Hubert BELZ



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

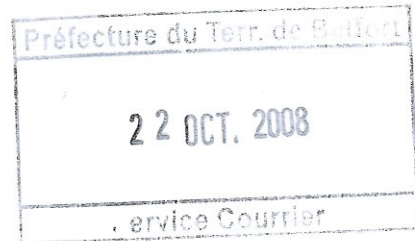
Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082676

361

EV



**OBJET** : Visite périodique – E.R.P.  
U.T.B.M. Bâtiment C.  
Rue Thierry Mieg à Belfort

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,

- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,

- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 15/09/2008 suite à la visite en date du 10/09/2008, transmis à M. le Directeur de l'UTBM, Rue Thierry Mieg à BELFORT,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment C de l'U.T.B.M. est autorisé.

**ARTICLE 2.**- M. le Directeur de l'U.T.B.M. est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

**PRESCRIPTIONS PERMANENTES**

01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Faire procéder annuellement par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• installations électriques</li> <li>• éclairage de sécurité</li> <li>• désenfumage</li> <li>• chauffage</li> <li>• moyens de secours</li> </ul>
	<b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b>
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).
05	Identifier les armoires et coffrets électriques par un pictogramme approprié
06	Jointoyer l'ensemble des passages de gaines, conduits et câbles (article CO 28).
07	Régler les ferme-portes des locaux à risques et des portes de recoupement (article CO 28).

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 3.-** Cet établissement est de type R de 5<sup>ème</sup> catégorie ayant un effectif de 126 personnes pour le bâtiment C. (le site de l'UTBM est susceptible de recevoir 750 personnes).

**ARTICLE 4.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le directeur de l'U.T.B.M. – Rue Thierry Mieg – 90000 BELFORT.

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 6.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.



En Mairie, le 20 OCT. 2008  
Pour le Maire  
l'Adjoint délégué,

Hubert BELZ



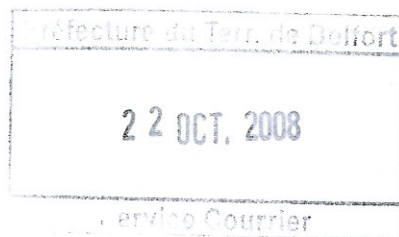
DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082677  
364

## ARRÊTÉ DU MAIRE



EV

**OBJET** : Visite périodique – E.R.P.  
U.T.B.M. Bâtiment D.  
Rue Thierry Mieg à Belfort

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,

- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,

- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 15/09/2008 suite à la visite en date du 10/09/2008, transmis à M. le Directeur de l'UTBM, Rue Thierry Mieg à BELFORT,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment D de l'U.T.B.M. est autorisé.

**ARTICLE 2.**- M. le Directeur de l'U.T.B.M. est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

**PRESCRIPTIONS PERMANENTES**

01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Faire procéder annuellement par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• installations électriques</li> <li>• éclairage de sécurité</li> <li>• désenfumage</li> <li>• chauffage</li> <li>• moyens de secours</li> </ul>
	<b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b>
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).
05	Identifier les armoires et coffrets électriques par un pictogramme approprié
06	Jointoyer l'ensemble des passages de gaines, conduits et câbles (article CO 28).
07	Régler les ferme-portes des locaux à risques et des portes de recoupement (article CO 28).

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

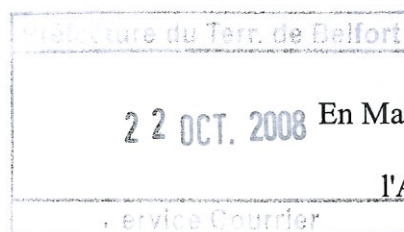
**ARTICLE 3.-** Cet établissement est de type R de 5<sup>ème</sup> catégorie ayant un effectif de 100 personnes pour le bâtiment D (le site de l'UTBM est susceptible de recevoir 750 personnes).

**ARTICLE 4.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le directeur de l'U.T.B.M. – Rue Thierry Mieg – 90000 BELFORT.

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 6.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.



20 OCT. 2008  
En Mairie, le  
Pour le Maire  
l'Adjoint délégué,

Hubert BELZ



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

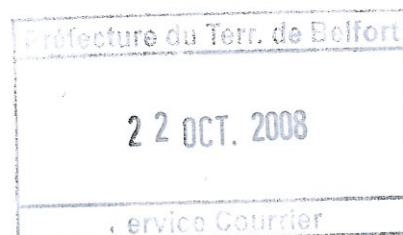
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° **082678**  
**367**

## ARRÊTÉ DU MAIRE

EV



**OBJET** : Visite périodique – E.R.P.  
U.T.B.M. Bâtiment E.  
Rue Thierry Mieg à Belfort

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,

- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,

- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 15/09/2008 suite à la visite en date du 10/09/2008, transmis à M. le Directeur de l'UTBM, Rue Thierry Mieg à BELFORT,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

# ARRÊTÉ DU MAIRE

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment E de l'U.T.B.M. est autorisé.

**ARTICLE 2.**- M. le Directeur de l'U.T.B.M. est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

### PRESRIPTIONS PERMANENTES

01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Faire procéder annuellement par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• installations électriques</li> <li>• éclairage de sécurité</li> <li>• désenfumage</li> <li>• chauffage</li> <li>• moyens de secours</li> </ul>
	<b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b>
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).
05	Identifier les armoires et coffrets électriques par un pictogramme approprié
06	Jointoyer l'ensemble des passages de gaines, conduits et câbles (article CO 28).
07	Régler les ferme-portes des locaux à risques et des portes de recoupement (article CO 28).

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 3.-** Cet établissement est de type R-W de 5<sup>ème</sup> catégorie ayant un effectif de 150 personnes pour le bâtiment E (le site de l'UTBM est susceptible de recevoir 750 personnes).

**ARTICLE 4.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le directeur de l'U.T.B.M. – Rue Thierry Mieg – 90000 BELFORT.

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 6.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

En Mairie, le 20 OCT. 2008  
 Pour le Maire  
 l'Adjoint délégué,  
 22 OCT. 2008  
 Service Courrier  
 Hubert BELZ



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

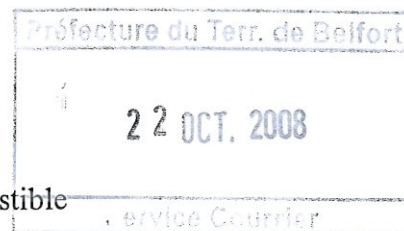
Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082679  
370

EV

**OBJET** : Visite périodique – E.R.P.  
U.T.B.M. Bâtiment F : Pile à combustible  
Rue Thierry Mieg à Belfort



Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,

- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,

- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 15/09/2008 suite à la visite en date du 10/09/2008, transmis à M. le Directeur de l'UTBM, Rue Thierry Mieg à BELFORT,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment F de l'U.T.B.M. est autorisé.

**ARTICLE 2.**- M. le Directeur de l'U.T.B.M. est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

PRESRIPTIONS PERMANENTES

01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Faire procéder annuellement par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• installations électriques</li> <li>• éclairage de sécurité</li> <li>• désenfumage</li> <li>• chauffage</li> <li>• ascenseur</li> <li>• moyens de secours</li> </ul>
	<b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b>
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).
05	Identifier les armoires et coffrets électriques par un pictogramme approprié
06	Jointoyer l'ensemble des passages de gaines, conduits et câbles (article CO 28).
07	Régler les ferme-portes des locaux à risques et des portes de recoupement (article CO 28).

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 3.-** Cet établissement est de type R de 5<sup>ème</sup> catégorie ayant un effectif de 100 personnes pour le bâtiment F, pile à combustible (le site de l'UTBM est susceptible de recevoir 750 personnes).

**ARTICLE 4.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le directeur de l'U.T.B.M. – Rue Thierry Mieg – 90000 BELFORT.

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 6.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

En Mairie, le **20 OCT. 2008**  
 Pour le Maire  
 l'Adjoint délégué,  
**Hubert BELZ**

22 OCT. 2008

Service Courrier



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

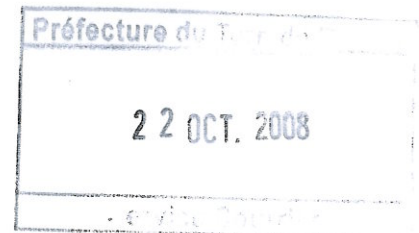
## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082680

373

EV

**OBJET** : Visite périodique – E.R.P.  
U.T.B.M. Bâtiment G, Gymnase.  
Rue Thierry Mieg à Belfort



Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,

- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,

- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 15/09/2008 suite à la visite en date du 10/09/2008, transmis à M. le Directeur de l'UTBM, Rue Thierry Mieg à BELFORT,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

374

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment G de l'U.T.B.M. est autorisé.

**ARTICLE 2.-** M. le Directeur de l'U.T.B.M. est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

**PRESCRIPTIONS PERMANENTES**

01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	<p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public - (article EC 15).</li> <li>• <u>Systèmes de protection contre la foudre</u> : les vérifications des paratonnerres doivent être conformes aux dispositions de leur norme (article EL 19).</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>- <u>Portes automatiques</u> : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article CO 48).</li> </ul>
	<b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b>
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

# ARRÊTÉ DU MAIRE

04	Identifier les armoires et coffrets électriques par un pictogramme approprié
05	Jointoyer l'ensemble des passages de gaines, conduits et câbles (article CO 28).
06	Régler les ferme-portes des locaux à risques et des portes de recoupement (article CO 28).

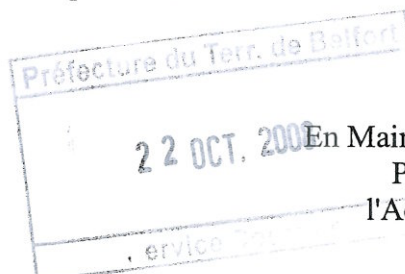
**ARTICLE 3.-** Cet établissement est de type X de 3<sup>ème</sup> catégorie ayant un effectif de 600 personnes pour le bâtiment G, le gymnase (le site de l'UTBM est susceptible de recevoir 750 personnes).

**ARTICLE 4.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le directeur de l'U.T.B.M. – Rue Thierry Mieg – 90000 BELFORT.

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 6.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.



Pour le Maire  
l'Adjoint délégué,

Hubert BELZ



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082770

## ARRÊTÉ DU MAIRE

376

MH

**OBJET** : Visite sur demande du Maire  
Théâtre des Marionnettes  
30 bis, rue Jean de la Fontaine



Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,

- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,

- le procès verbal de la sous commission de sécurité du 06 octobre 2008 suite à la visite du 16 septembre 2008 transmis à M. le Maire de la Ville de BELFORT,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à l'ouverture de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- L'ouverture au public du Théâtre des Marionnettes est autorisée.

**ARTICLE 2.**- M. le Maire de Belfort est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

#### PRESRIPTIONS PERMANENTES

01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	<p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public - (article EC 15).</li> <li>- <u>Installation de gaz</u> : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68). Système de Sécurité Incendie : - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> </ul>
	<b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b>
03	<p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>
04	Mettre en place pendant les spectacles un service de sécurité incendie composé de deux personnes désignées et formées à l'évacuation du public et à l'utilisation des moyens de secours et un agent de sécurité incendie titulaire de la qualification SSIAP 1 (article L 14).

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082770  
378

### PRESCRIPTIONS NOUVELLES

<u>Observation</u>
Le nombre de PMR est limité à <b>trois maximum</b> , pour augmenter son nombre il faudra procéder à la suppression de sièges.

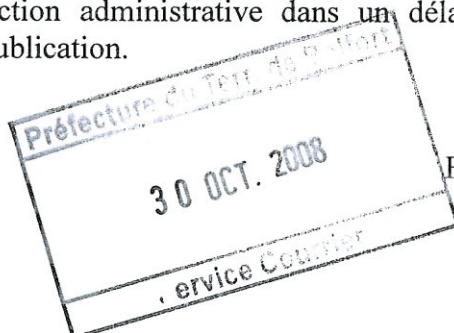
**ARTICLE 3.-** Cet établissement, est de type **L de 4<sup>ème</sup> catégorie** pour un effectif théorique total de **132 personnes**.

**ARTICLE 4.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le Maire de la Ville de BELFORT.

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 6.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.



29 OCT. 2008

En Mairie, le  
Pour le Maire  
l'Adjoint délégué,

*[Signature]*  
Bertrand CHEVALIER



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082772  
379

DDF

**OBJET** : Visite d'ouverture – E.R.P.  
Restaurant « le Touareg »  
- centre commercial des 4 As à Belfort



Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,

- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,

- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité suite à la visite en date du 26/09/2008, transmis en recommandé avec accusé de réception à M. le gérant du restaurant « le Touareg » à BELFORT,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- L'ouverture au public du restaurant « le Touareg » est autorisée.

**ARTICLE 2.-** M. le gérant de l'établissement est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

#### PRESRIPTIONS PERMANENTES

01	Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R.123-51).
02	Faire procéder annuellement par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissements : <ul style="list-style-type: none"> <li>• installations électriques</li> <li>• éclairage de sécurité</li> <li>• chauffage</li> <li>• appareil de cuisson</li> <li>• moyens de secours</li> </ul>
	<b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notées sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b>
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R.123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

#### PRESCRIPTION NOUVELLE

04	Redescendre le bloc autonome d'éclairage de sécurité au dessus de la porte (article EC7) <b>DELAI : IMMEDIAT</b>
----	---

**ARTICLE 3.-** Cet établissement est de **type N de 5<sup>ème</sup> catégorie** pour un effectif théorique total de **21 personnes**.

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 4.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

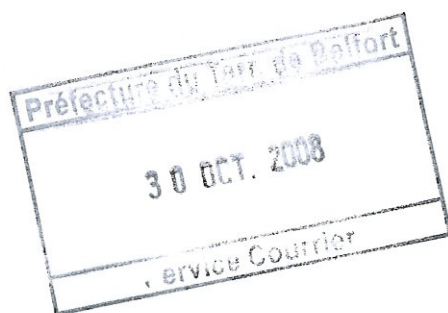
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le gérant du restaurant « le Touareg » - centre commercial des 4 As- 90000 BELFORT.

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 6.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

En Mairie, le **29 OCT. 2008**  
Pour le Maire  
L'adjoint délégué,

Hubert BELZ



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082773

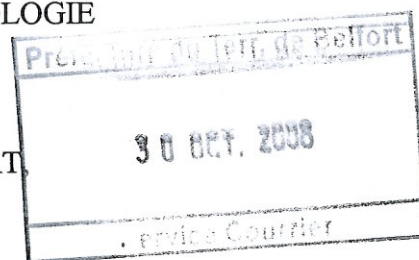
382

## ARRÊTÉ DU MAIRE

DDF

**OBJET** : Visite d'ouverture – E.R.P.  
Collège Chateaudun – CDI/TECHNOLOGIE  
- rue de Chateaudun à Belfort

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,



V U

le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,

- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,

- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité suite à la visite en date du 01/10/2008, transmis en recommandé avec accusé de réception à M. le Président du Conseil Général du Territoire de Belfort,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- L'ouverture au public du bâtiment CDI/TECHNOLOGIE du collège Chateaudun est autorisée.

**ARTICLE 2.**- M. le Président du Conseil Général du Territoire de Belfort est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

**PRESCRIPTIONS PERMANENTES**

01	Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R.123-51).
02	Faire procéder <u>annuellement</u> par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissements : <ul style="list-style-type: none"> <li>• installations électriques</li> <li>• éclairage de sécurité</li> <li>• chauffage</li> <li>• désenfumage</li> <li>• moyens de secours</li> </ul> <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notées sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p>
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R.123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

**ARTICLE 3.**- Cet établissement est de **type R de 5<sup>ème</sup> catégorie** pour un effectif théorique total de **177 personnes**.

**ARTICLE 4.**- M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- M. le Président du Conseil Général du Territoire de Belfort – Hôtel du Département - place de la Révolution Française - 90000 BELFORT.

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

# ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 5.-** Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

**ARTICLE 6.-** Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

En Mairie, le 29 OCT. 2008

Pour le Maire  
L'adjoint délégué,

Hubert BELZ



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082777

385

## ARRÊTÉ DU MAIRE



DAJ/AD/MG/2008-30

**Objet : Désignation de la personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques**

***Nous, Maire de la Ville de Belfort***

**VU**

- ⇒ La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés
- ⇒ La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal
- ⇒ L'ordonnance n° 2005.650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques
- ⇒ Le décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, et notamment les articles 42, 43 et 44

### **ARRETONS**

**Article 1er** : Mme Annie DUBOIS, Directrice des Affaires Juridiques de la Ville de Belfort, Tél. : 03 84 54 24 23, mail : adubois@agglo-belfort.fr, est désignée comme personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques.

**Article 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Belfort est chargé de l'application de cet arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville de Belfort.

Belfort, le **29 OCT. 2008**

Le Maire,

Etienne BUTZBACH



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

# ARRÊTÉ DU MAIRE

PDL

**OBJET** : Modification du Plan Local d'Urbanisme – Enquête publique pour la modification du Plan Local d'Urbanisme : arrêté de mise à l'enquête - Commune de BELFORT.

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,



V U

- le Code de l'Urbanisme modifié par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 et notamment l'article L. 123-13,

- le décret modifié n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

- le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 9 décembre 2004, modifié le 30 septembre 2005, mis à jour le 7 novembre 2005, modifié le 7 juillet 2006, le 22 février 2007, le 11 octobre 2008 et mis à jour le 03 avril 2008.

- les pièces du dossier soumis à l'enquête,

- la décision en date du 20 octobre 2008 de M. le Président du Tribunal Administratif de BESANÇON désignant Monsieur Gilles MAIRE en qualité de Commissaire-Enquêteur,

## ARRÊTONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.** - Il sera procédé à une enquête publique sur la modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de BELFORT pour une durée de 30 jours, du 24 novembre 2008 au 23 décembre 2008.

DÉPARTEMENT
<b>Territoire de Belfort</b>
CANTON
COMMUNE
<b>Ville de Belfort</b>

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 2.-** La modification du Plan Local d'Urbanisme concerne le règlement des Zones d'Aménagement Concerté du Parc à Ballons et du Parc d'Activité des Hauts de Belfort ainsi que la diminution de l'emprise d'un emplacement réservé avenue Jean Moulin et la rectification d'une erreur matérielle concernant les Espaces Boisés Classés compris dans l'emplacement réservé pour l'élargissement de l'A36.

**ARTICLE 3.-** Monsieur MAIRE Gilles, Lieutenant-Colonel de l'armée de terre en retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par M. le Président du Tribunal Administratif.

**ARTICLE 4.-** Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur, seront déposés à la Mairie de BELFORT – Service Urbanisme – pendant 30 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture du service Urbanisme (de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30 sauf samedi, dimanche et jours fériés) du 24 novembre 2008 au 23 décembre 2008 inclus.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au siège de l'enquête :

Mairie de Belfort – A l'attention de Monsieur Gilles MAIRE –commissaire enquêteur - Service Urbanisme – Place d'Armes – 90020 BELFORT CEDEX

**ARTICLE 5.-** Le Commissaire-Enquêteur recevra :

- Lundi 24 novembre 2008, de 9 h 00 à 11 h 00, Mairie - Place d'Armes
- Mardi 16 décembre 2008, de 15 h 00 à 17 h 00, Mairie - Place d'Armes
- Mardi 23 décembre 2008, de 15 h 30 à 17 h 30, Mairie - Place d'Armes

**ARTICLE 6.-** A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 4, le registre sera clos et signé par Monsieur le Maire de la Commune de BELFORT. Le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Maire de la Commune de BELFORT le dossier avec son rapport dans lequel figureront ses conclusions motivées.

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082778

388

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 7.-** Une copie du rapport du Commissaire-Enquêteur sera adressée à M. le Préfet du Département du Territoire de Belfort et au Président du Tribunal Administratif de BESANÇON.

Le rapport du Commissaire-Enquêteur sera tenu à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture pendant un an à compter de la fin de l'enquête.

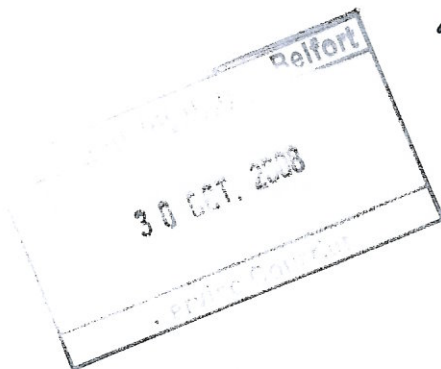
**ARTICLE 8.-** Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché à la Mairie et publié par tout autre procédé en usage dans la Commune de BELFORT.

En Mairie, le 29 OCT. 2008

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué

Hubert BELZ





DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

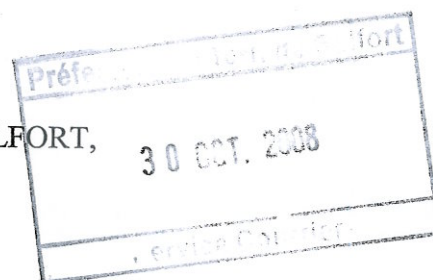
## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082779  
389

CW/MS

**OBJET** : Enquête publique relative au transfert d'office dans le domaine public communal de la rue Rosa Bonheur, de l'avenue de la Ferme et d'une partie de la rue de l'Etoile : arrêté de mise à l'enquête - Commune de BELFORT.

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,



V U

- les articles L 318-3 et R 318-7 et suivants du code de l'urbanisme,
- les articles L 141-3 et R 141-4 et suivants du code de la voirie routière,
- la délibération du Conseil Municipal, en date du 23 octobre 2008, autorisant le lancement de la procédure de transfert dans le Domaine Public communal des rues Rosa Bonheur et de la Ferme et d'une partie de la rue de l'Etoile,
- les pièces du dossier soumis à l'enquête,

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- Il sera procédé à une enquête publique dans les formes prescrites par le décret n° 76-790 du 2 août 1976 sur le projet relatif au transfert d'office dans le domaine public communal de la rue Rosa Bonheur, de l'avenue de la Ferme et d'une partie de la rue de l'Etoile - Commune de BELFORT.

**ARTICLE 2.**- La dite enquête sera ouverte du 24 novembre 2008 à 9h00 au 8 décembre 2008 à 17h30 en Mairie annexe de BELFORT – Service urbanisme – 4, Rue de l'Ancien Théâtre à Belfort.

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARTICLE 3.-** M. Guy BOURGEOIS est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

**ARTICLE 4.-** En conséquence, les pièces du projet, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur, seront déposés à la Mairie annexe de BELFORT – Service Urbanisme – pendant 15 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie, du 24 novembre 2008 au 8 décembre 2008 inclus.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit à :

- Monsieur Guy BOURGEOIS – 30 rue de la Libération – 90 100 BORON.  
ou
- Monsieur le Maire de Belfort – Service Urbanisme – place d'Armes – 90020 BELFORT Cedex.

**ARTICLE 5.-** Le Commissaire-Enquêteur recevra le public en mairie – place d'Armes à Belfort :

- le samedi 29 novembre 2008, de 9h00 à 12h00,
- le lundi 8 décembre 2008, de 15h30 à 17h30.

**ARTICLE 6.-** A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le Commissaire-Enquêteur.

**ARTICLE 7.-** Monsieur le Commissaire-Enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre d'enquête et disposera d'un délai d'un mois pour transmettre le dossier au Maire de la Commune de BELFORT avec son rapport dans lequel figureront ses conclusions motivées pour permettre au Conseil Municipal d'en être saisi et de statuer.

**ARTICLE 8.-** Au vu de l'enquête prescrite, le Conseil Municipal devra statuer définitivement sur le projet présenté. Si, dans sa délibération, le Conseil Municipal était amené à passer outre les observations présentées, les conclusions de Monsieur le Commissaire-Enquêteur, sa décision devrait être motivée.

Le rapport du Commissaire-Enquêteur sera tenu à la disposition du public à la Mairie annexe – Service Urbanisme - aux jours et heures habituels d'ouverture.

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

## ARRÊTÉ DU MAIRE

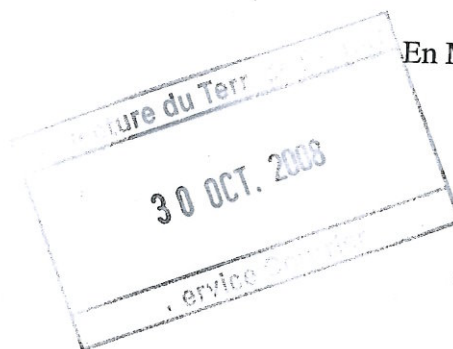
**ARTICLE 9.-** Après validation par le Conseil Municipal, le sol de la rue Rosa Bonheur, de l'avenue de la Ferme et d'une partie de la rue de l'Etoile sera transféré d'office dans le Domaine Public communal.

**ARTICLE 10.-** Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Une notification individuelle du dépôt du dossier en mairie annexe sera faite aux propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception lorsque leur domicile est connu ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics. Lorsque leur domicile est inconnu, la notification sera faite, le cas échéant, aux locataires.

Le présent arrêté fera l'objet d'un avertissement collectif donné par voie d'affichage aux lieux habituels quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat du Maire qui sera versé au dossier.



En Mairie, le 29 OCT. 2008

Pour le Maire  
L'adjoint délégué,

Maurice SCHWARTZ



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

R É P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Liberté – Égalité – Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082781  
392

**OBJET** – Personnel – Elections des Représentants du Personnel à la Commission Administrative Paritaire – Catégorie A –

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

### V U

- La loi du 26 janvier 1984 modifiée,
- L'arrêté ministériel du 4 Mars 2008 fixant la date des élections pour le renouvellement des représentants aux commissions administratives paritaires, aux comités techniques paritaires et aux comités d'hygiène et de sécurité de la fonction publique territoriale,
- La circulaire du Ministère de l'Intérieur en date du 20 juin 2008 fixant les modalités d'organisation des élections professionnelles au 6 novembre 2008,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un Président de bureau de vote et un Secrétaire pour les élections sus indiquées,

Sur la proposition du Directeur Général des Services,

### ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- Les élections des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire –Catégorie A- se dérouleront le **jeudi 6 novembre 2008** dans les locaux de la Maison du Peuple.

**ARTICLE 2.-** Le scrutin sera ouvert de 8 heures à 17 heures.

**ARTICLE 3.-** Madame Jacqueline GUIOT, Conseillère Municipale Déléguée, est nommée Présidente du bureau de vote.

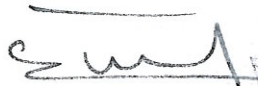
**ARTICLE 4.-** Madame Isabelle FESSELET, Rédacteur, est nommée Secrétaire.

**ARTICLE 5.-** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

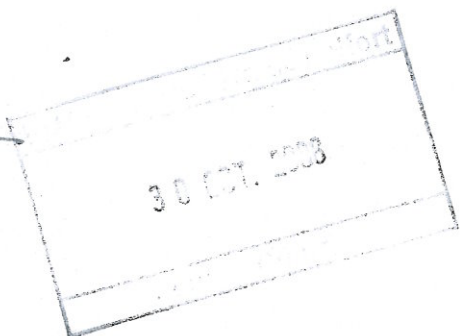
Belfort, le

29 OCT. 2008

Pour le Maire  
L'Adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

R É P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Liberté – Égalité – Fraternité

N° 082782

## ARRÊTÉ DU MAIRE

393

**OBJET** – Personnel – Elections des Représentants du Personnel à la Commission Administrative Paritaire – Catégorie B –

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

### V U

- La loi du 26 janvier 1984 modifiée,

- L'arrêté ministériel du 4 Mars 2008 fixant la date des élections pour le renouvellement des représentants aux commissions administratives paritaires, aux comités techniques paritaires et aux comités d'hygiène et de sécurité de la fonction publique territoriale,

- La circulaire du Ministère de l'Intérieur en date du 20 juin 2008 fixant les modalités d'organisation des élections professionnelles au 6 novembre 2008,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un Président de bureau de vote et un Secrétaire pour les élections sus indiquées,

Sur la proposition du Directeur Général des Services,

### ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**– Les élections des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire –Catégorie B- se dérouleront le **jeudi 6 novembre 2008** dans les locaux de la Maison du Peuple.

**ARTICLE 2.-** Le scrutin sera ouvert de 8 heures à 17 heures.

**ARTICLE 3.-** Monsieur Pascal BROGGI, Conseiller Municipal, est nommé Président du bureau de vote.

**ARTICLE 4.-** Madame Danièle BARON, Rédacteur Principal, est nommée Secrétaire.

**ARTICLE 5.-** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

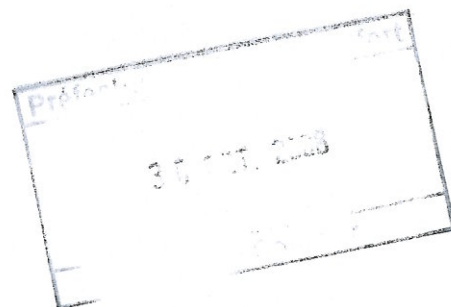
Belfort, le

29 OCT. 2008

Pour le Maire  
L'Adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

R É P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Liberté – Égalité – Fraternité

N° 082783

## ARRÊTÉ DU MAIRE

394

**OBJET** – Personnel – Elections des Représentants du Personnel à la Commission Administrative Paritaire – Catégorie C –

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

### V U

- La loi du 26 janvier 1984 modifiée,

- L'arrêté ministériel du 4 Mars 2008 fixant la date des élections pour le renouvellement des représentants aux commissions administratives paritaires, aux comités techniques paritaires et aux comités d'hygiène et de sécurité de la fonction publique territoriale,

- La circulaire du Ministère de l'Intérieur en date du 20 juin 2008 fixant les modalités d'organisation des élections professionnelles au 6 novembre 2008,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un Président de bureau de vote et un Secrétaire pour les élections sus indiquées,

Sur la proposition du Directeur Général des Services,

### ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.** Les élections des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire –Catégorie C- se dérouleront le **jeudi 6 novembre 2008** dans les locaux de la Maison du Peuple.

**ARTICLE 2.-** Le scrutin sera ouvert de 8 heures à 17 heures.

**ARTICLE 3.-** Madame Marie-Claude BEURET, Conseillère Municipale Déléguée, est nommée Présidente du bureau de vote.

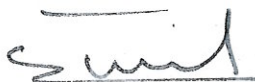
**ARTICLE 4.-** Madame Colette ECHEMANN, Rédacteur Principal, est nommée Secrétaire.

**ARTICLE 5.-** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

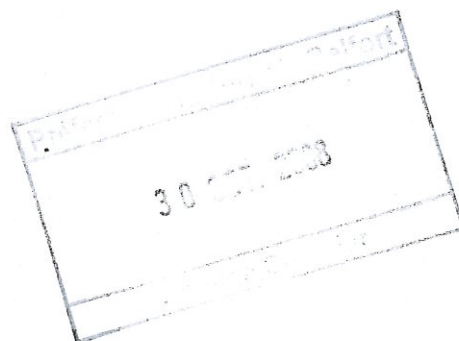
Belfort, le

29 OCT. 2008

Pour le Maire  
L'Adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ





DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

R É P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Liberté – Égalité – Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° \_\_\_\_\_

082784  
395

**OBJET** – Personnel – Elections des Représentants du Personnel au Comité Hygiène et Sécurité –

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

### V U

- La loi du 26 janvier 1984 modifiée notamment par la loi n°96.1093 du 16 décembre 1996,

- L'arrêté ministériel du 4 Mars 2008 fixant la date des élections pour le renouvellement des représentants aux commissions administratives paritaires, aux comités techniques paritaires et aux comités d'hygiène et de sécurité de la fonction publique territoriale,

- La circulaire du Ministère de l'Intérieur en date du 20 Juin 2008 fixant les modalités d'organisation des élections professionnelles au 6 novembre 2008,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un Président de bureau de vote et un Secrétaire pour les élections sus indiquées,

Sur la proposition du Directeur Général des Services,

### ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**– Les élections des représentants du personnel au Comité Hygiène et Sécurité se dérouleront le **jeudi 6 novembre 2008** dans les locaux de la Maison du Peuple.

**ARTICLE 2.-** Le scrutin sera ouvert de 8 heures à 17 heures.

**ARTICLE 3.-** Monsieur Denis JEANGERARD, Conseiller Municipal Délégué, est nommé Président du bureau de vote.

**ARTICLE 4.-** Monsieur Julien PERROD, Rédacteur, est nommé Secrétaire.

**ARTICLE 5.-** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

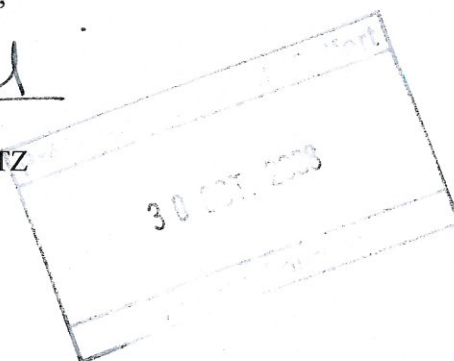
Belfort, le

29 OCT. 2008

Pour le Maire  
L'Adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

R É P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Liberté – Égalité – Fraternité

N°082785

396

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET** – Personnel – Elections des Représentants du Personnel au Comité Technique Paritaire –

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

### V U

- La loi du 26 janvier 1984 modifiée notamment par la loi n°96.1093 du 16 décembre 1996,

- L'arrêté ministériel du 4 Mars 2008 fixant la date des élections pour le renouvellement des représentants aux commissions administratives paritaires, aux comités techniques paritaires et aux comités d'hygiène et de sécurité de la fonction publique territoriale,

- La circulaire du Ministère de l'Intérieur en date du 20 Juin 2008 fixant les modalités d'organisation des élections professionnelles au 6 novembre 2008,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un Président de bureau de vote et un Secrétaire pour les élections sus indiquées,

Sur la proposition du Directeur Général des Services,

### ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**– Les élections des représentants du personnel au Comité Technique Paritaire se dérouleront le **jeudi 6 novembre 2008** dans les locaux de la Maison du Peuple.

**ARTICLE 2.**– Le scrutin sera ouvert de 8 heures à 17 heures.

**ARTICLE 3.**– Monsieur Maurice SCHWARTZ, Adjoint au Maire, est nommé Président du bureau de vote.

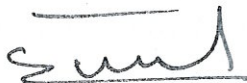
**ARTICLE 4.**– Monsieur Jean-Jacques LENTZ, Attaché territorial, est nommé Secrétaire.

**ARTICLE 5.**– Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

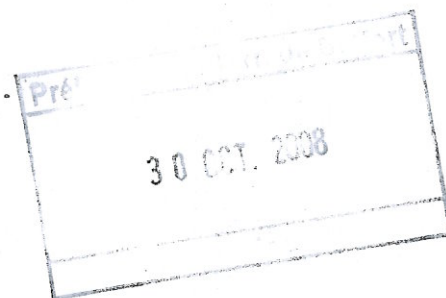
29 OCT. 2008

Belfort, le

Pour le Maire  
L'Adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

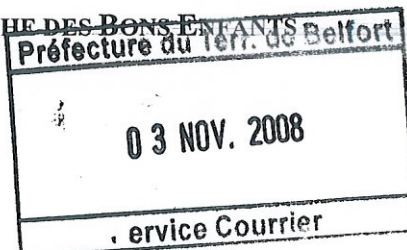
Liberté - Égalité - Fraternité

N°  
082803

397

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET : ARRETE RELATIF A LA GESTION DE LA CRECHE DES BONS ENFANTS**



*Nous, Maire de la Ville de Belfort*

VU

⇒ le décret n° 2000-762 du 1<sup>er</sup> août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le code de la santé publique.

### ARRETONS

Article 1<sup>er</sup> : La Ville de Belfort est gestionnaire d'une crèche collective située 4, rue de l'Ancien Théâtre à Belfort.

Article 2 : La capacité d'accueil retenue est de 60 places pour des enfants âgés de 10 semaines à 4 ans.

Article 3 : Modalités d'accueil : régulier.

Article 4 : La direction de l'établissement est assurée par Mme Nathalie GOLDER, puéricultrice.

Article 5 : La responsabilité de la surveillance sanitaire de l'établissement est confiée au docteur Marie-Paule THOMAS, médecin pédiatre à Belfort.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

31 OCT. 2008

Belfort, le

Pour le Maire,  
L'Adjointe chargée de la Petite Enfance,

Armelle LELEUP



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

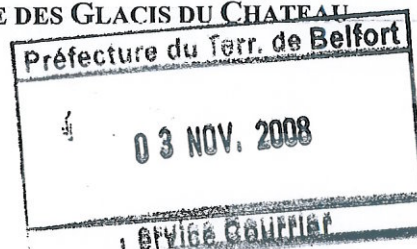
N° 082804

398

**OBJET : ARRETE RELATIF A LA GESTION DE LA CRECHE DES GLACIS DU CHATEAU**

*Nous, Maire de la Ville de Belfort*

VU



⇒ le décret n° 2000-762 du 1<sup>er</sup> août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le code de la santé publique.

### ARRETONS

Article 1<sup>er</sup> : La Ville de Belfort est gestionnaire d'une crèche collective située 2, rue André Parant à Belfort.

Article 2 : La capacité d'accueil retenue est de 58 places pour des enfants âgés de 10 semaines à 4 ans.

Article 3 : Modalités d'accueil : régulier.

Article 4 : La direction de l'établissement est assurée par Mme Jocelyne BAZIN, puéricultrice.

Article 5 : La responsabilité de la surveillance sanitaire de l'établissement est confiée au docteur Marthe VELLA-PONCET, médecin pédiatre à Belfort.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 31 OCT. 2008

Pour le Maire,  
L'Adjointe chargée de la Petite Enfance,

Armelle LELEUP

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

082805

399

**OBJET : ARRETE RELATIF A LA GESTION DE LA CRECHE**



*Nous, Maire de la Ville de Belfort*

VU

⇒ le décret n° 2000-762 du 1<sup>er</sup> août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le code de la santé publique.

### ARRETONS

Article 1<sup>er</sup> : La Ville de Belfort est gestionnaire d'une crèche collective située 38, rue Voltaire à Belfort.

Article 2 : La capacité d'accueil retenue est de 44 places pour des enfants âgés de 10 semaines à 4 ans.

Article 3 : Modalités d'accueil : régulier.

Article 4 : La direction de l'établissement est assurée par Mme Sylviane LEGER, puéricultrice.

Article 5 : La responsabilité de la surveillance sanitaire de l'établissement est confiée au docteur Marthe VELLA-PONCET, médecin pédiatre à Belfort.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le

31 OCT. 2008

Pour le Maire,  
L'Adjointe chargée de la Petite Enfance,

Armelle LELEUP

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

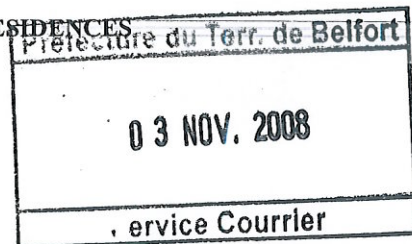
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082806  
400

**OBJET : ARRETE RELATIF A LA GESTION DE LA CRECHE DES RESIDENCES**



*Nous, Maire de la Ville de Belfort*

VU

⇒ le décret n° 2000-762 du 1<sup>er</sup> août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le code de la santé publique.

### ARRETONS

Article 1<sup>er</sup> : La Ville de Belfort est gestionnaire d'une crèche collective située 12, rue de Verdun à Belfort.

Article 2 : La capacité d'accueil retenue est de 66 places pour des enfants âgés de 10 semaines à 4 ans.

Article 3 : Modalités d'accueil : régulier.

Article 4 : La direction de l'établissement est assurée par Mme Brigitte MARTEL, puéricultrice.

Article 5 : La responsabilité de la surveillance sanitaire de l'établissement est confiée au docteur Marie-Paule THOMAS, médecin pédiatre à Belfort.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 31 OCT. 2008

Pour le Maire,  
L'Adjointe chargée de la Petite Enfance,

Armelle LELEUP



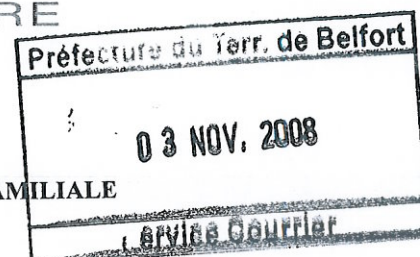
DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 082807401



**OBJET : ARRETE RELATIF A LA GESTION DE LA CRECHE FAMILIALE**

*Nous, Maire de la Ville de Belfort*

*VU*

⇒ le décret n° 2000-762 du 1<sup>er</sup> août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le code de la santé publique.

### ARRETONS

Article 1<sup>er</sup> : La Ville de Belfort est gestionnaire d'une crèche familiale située rue Georges Pompidou à Belfort.

Article 2 : La capacité d'accueil retenue est de 55 places pour des enfants âgés de 10 semaines à 4 ans.

Article 3 : Modalités d'accueil : régulier.

Article 4 : La direction de l'établissement est assurée par Mme Joëlle PITOIS, puéricultrice.

Article 5 : La responsabilité de la surveillance sanitaire de l'établissement est confiée au docteur Marie-Paule THOMAS, médecin pédiatre à Belfort.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le

31 OCT. 2008

Pour le Maire,  
L'Adjointe chargée de la Petite Enfance,

Armelle LELEUP

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082808

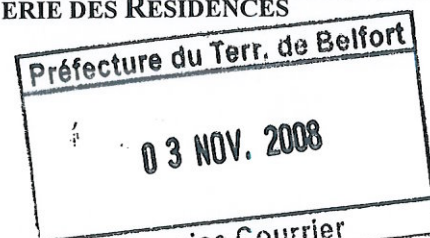
## ARRÊTÉ DU MAIRE

402

**OBJET : ARRETE RELATIF A LA GESTION DE LA HALTE-GARDERIE DES RESIDENCES**

*Nous, Maire de la Ville de Belfort*

VU



⇒ le décret n° 2000-762 du 1<sup>er</sup> août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le code de la santé publique.

### ARRETONS

Article 1<sup>er</sup> : La Ville de Belfort est gestionnaire d'une halte-garderie située 1, rue de Stockholm à Belfort.

Article 2 : La capacité d'accueil retenue est de 30 places pour des enfants âgés de quatre mois à 5 ans.

Article 3 : Modalités d'accueil : régulier (temps partiel) – occasionnel.

Article 4 : La direction de l'établissement est assurée par Mme Pascale GENIER, éducatrice de jeunes enfants.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 31 OCT. 2008

Pour le Maire,  
L'Adjointe chargée de la Petite Enfance,

Armelle LELEUP

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 082809

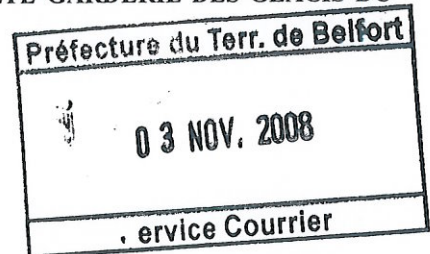
403

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET : ARRETE RELATIF A LA GESTION DE LA HALTE-GARDERIE DES GLACIS DU CHATEAU**

*Nous, Maire de la Ville de Belfort*

VU



⇒ le décret n° 2000-762 du 1<sup>er</sup> août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le code de la santé publique.

### ARRETONS

Article 1<sup>er</sup> : La Ville de Belfort est gestionnaire d'une halte-garderie située 22, avenue de la Laurencie à Belfort.

Article 2 : La capacité d'accueil retenue est de 30 places pour des enfants âgés de quatre mois à 5 ans.

Article 3 : Modalités d'accueil : régulier (temps partiel) – occasionnel.

Article 4 : La direction de l'établissement est assurée par Mme Colette SILVESTRE, éducatrice de jeunes enfants.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 31 OCT. 2008

Pour le Maire,  
L'Adjointe chargée de la Petite Enfance,

Armelle LELEUP